



■ L'euro au plus bas

L'euro a continué à reculer, jeudi matin 3 juin, face au dollar. Il est victime de l'indifférence affichée de la Banque centrale européenne. p. 21

■ La grève des transports

La grève des transports en commun, provoquée par la mort d'un agent de la RATP, paralyse Paris depuis mercredi et s'étend à Lyon et Marseille. p. 10

■ Poulets à la dioxine

Bruxelles ordonne le retrait, dans l'ensemble de l'Union européenne, des aliments pouvant présenter un risque pour la santé. Après les poulets, les porcs belges sont placés sous surveillance. p. 6



■ Robert Delaunay, premières années

Plus de soixante peintures et une vingtaine d'œuvres sur papier réalisées par ce «peintre de la vie moderne» entre 1906 et 1914 sont présentées au Centre Georges-Pompidou à Paris. p. 33

■ Il y a dix ans, Tiananmen

A la veille du dixième anniversaire de Tiananmen, l'accès à la place a été interdit. Le PCC continue de justifier la répression du «printemps de Pékin». p. 7 et notre éditorial p. 20

■ Les Francs-Moisins sous le choc

Après la mort d'un jeune de la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis, tué lors d'une fusillade dans la nuit de mardi à mercredi, le quartier est en état de choc. p. 13

■ Européennes : la campagne du SPD

Même si le parti de Gerhard Schröder se défend de tenir des propos anti-européens, il veut avant tout défendre les intérêts nationaux de l'Allemagne dont la contribution financière à Bruxelles lui paraît excessive. p. 9

■ Roland-Garros

Vainqueur du Tournoi 1997, Gustavo Kuerten a été éliminé, mercredi, par Andreï Medvedev, alors que l'autre Brésilien, Fernando Meligeni, en battant l'Espagnol Alex Corretja, accède aux demi-finales. p. 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 € ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Guerre ou paix, Milosevic choisit

- Le Parlement serbe a approuvé, jeudi, le plan de paix russo-occidental pour le Kosovo
- Ce plan reprend les cinq conditions posées par l'OTAN à l'arrêt des bombardements alliés
- Bill Clinton avait menacé d'une intervention terrestre en cas de refus

LE PARLEMENT serbe, réuni en session extraordinaire, a accepté, jeudi 3 juin en fin de matinée, le plan de paix russo-occidental sur le Kosovo. Ce plan avait été soumis quelques heures plus tôt au président Slobodan Milosevic par les émissaires russe et européen, Viktor Tchernomyrdine et Martti Ahtisaari. Selon un député, le Parlement a voté à une «écrasante majorité» ; les élus du Parti radical ultra-nationaliste de Vojislav Seselj s'y sont violemment opposés. A Bruxelles, un porte-parole de l'OTAN s'est refusé à tout commentaire sur le vote du Parlement serbe, dans l'attente, a-t-il dit, du rapport que M. Ahtisaari devait faire jeudi soir au sommet européen de Cologne, en Allemagne.

Le plan russo-occidental reprend les cinq conditions posées par l'Alliance pour interrompre la campagne de bombardements ouverte le 24 mars : arrêt de la répression contre les Kosovars, retrait des forces serbes du Kosovo, retour des réfugiés, déploiement d'une force internationale, autonomie pour la



province. Après de longues tractations, mardi et mercredi à Bonn, M. Tchernomyrdine avait fini par accepter que l'OTAN joue un rôle essentiel dans la force de 45 à 50 000 hommes qui doit être déployée au Kosovo, et que cette force soit placée sous commandement unique. Le choix de la paix est dans les mains de M. Milosevic, a déclaré Bill Clinton : «Il peut limiter la casse et accepter les nécessités fondamentales d'une paix juste, ou il peut continuer à conduire son peuple à l'échec militaire et à la ruine économique.» En cas de refus du plan de paix, le président américain a, pour la première fois, brandi la menace d'une intervention au sol. Jacques Chirac a jugé que le document russo-occidental ouvrait «une chance importante d'accord». Après avoir ces derniers jours accompagné la pression diplomatique en intensifiant les bombardements sur la RFY, l'OTAN n'a conduit quasiment aucune opération dans la nuit de mercredi à jeudi.

Lire pages 2 à 5 et le point de vue de Kosta Christich page 18

Enquête sur les circuits du financement politique et de la corruption

MIS EN EXAMEN depuis quatre ans, l'ancien député (PS) Jean-Pierre Destrade, continue de faire peser sur son parti la menace d'une affaire sans précédent. Au-delà de ses accusations sur le «financement occulte» du PS, qui ont entraîné les mises en examen d'une trentaine de personnes, dont l'ancien trésorier Henri Emmanuel, l'enquête menée à Pau dévoile pour la première fois l'existence d'un système de collecte de fonds auprès des groupes de la grande distribution. La découverte des cahiers personnels d'un dirigeant de Promodès accrédite les soupçons de corruption autour des autorisations d'implantations d'hypermarchés. La citation, dans le dossier, d'un homme d'affaires proche de Lionel Jospin focalise l'attention du gouvernement.

Lire pages 16 et 17

Le dernier service de Michel Crépeau à ses collègues députés et mortels

L'ÉPOUSE de Michel Crépeau avait prévu par une belle lettre, adressée à Laurent Fabius : «Je ne serai pas là car je ne souhaite pas revoir le haut lieu dans lequel la voix si particulière de Michel a résonné tant de fois et où elle s'est tue à jamais, le 23 mars.» C'est donc sans elle que, mercredi 2 juin, le président de l'Assemblée nationale, puis Lionel Jospin, ont rendu hommage au député (radical de gauche) de Charente-Maritime, maire de la Rochelle, foudroyé par une crise cardiaque en plein hémicycle, sept semaines plus tôt.

Mort en scène, juste après une dernière interpellation au gouvernement, l'image aurait pu plaire aux parlementaires, si tant est qu'il existe de belles morts. Elle les a terrifiés. Depuis plus d'un demi-siècle, jamais la chose n'était arrivée. Pire, chacun s'est alors aperçu qu'on peut réunir deux fois par semaine, le mardi et le mercredi, cinq cent soixante-dix députés, la quasi-totalité d'un gouvernement, un premier ministre, mais qu'un simple brancard ne peut passer entre les travées. L'usage, qui veut que les hommes portent tous costumes et cravates, n'avait pas permis

de distinguer le personnel médical de l'Assemblée. Il n'y avait ni matériel d'urgence cardiaque, ni dispositif d'évacuation, même pas un téléphone dans l'hémicycle pour joindre le Samu. Fragilité de la puissance politique...

Dans les jours et les semaines qui ont suivi la mort de Michel Crépeau, des dizaines de députés - dont les parlementaires médecins qui s'étaient précipités pour tenter un dernier massage cardiaque sur le maire de la Rochelle - ont écrit à M. Fabius pour réclamer une nouvelle organisation des secours au cœur du Palais-Bourbon. On voulait du personnel, des pompiers, du matériel, un mini-hôpital, peut-être. Bref, les députés, traumatisés, refusaient la perspective de mourir à la tribune, même après le plus beau des discours.

La présidence de l'Assemblée nationale a pris les choses au sérieux. Un audit a été demandé au professeur Carli, chef du service d'anesthésie-réanimation au Samu de Paris. Depuis quelques jours, le nouveau système de secours est en place. Un brancard adapté à l'exiguïté des travées de l'hémicycle a été réa-

lisé par l'atelier d'ébenisterie de l'Assemblée. Près de 500 000 francs ont été consacrés à l'achat de matériel d'intubation endotrachéale, d'un cardiocope-débrillateur portable et de trois défibrillateurs semi-automatiques. Tous les huissiers suivent désormais une formation de secouristes et le SAMU de l'hôpital Necker, tout proche, peut être là en six minutes. Un groupe de dix médecins parlementaires, parmi lesquels le président du groupe UDF, Philippe Douste-Blazy, le député RPR des Bouches-du-Rhône, Renaud Muselier, et le député socialiste, Gérard Bapt, ont validé le protocole organisant les premiers soins et l'évacuation.

Depuis, la présidence de l'Assemblée reçoit des appels de grandes entreprises, du Conseil économique et social ou du Sénat. Car les députés n'étaient pas les seuls à frôler, sans filet, le danger. Ces institutions s'aperçoivent à leur tour que leurs dirigeants sont mortels et qu'elles n'ont rien prévu pour les sauvegarder.

Raphaëlle Bacqué

Lire page 28

L'échange des gènes

A L'HEURE où l'on s'interroge sur les conséquences «contre nature» de l'ajout d'un seul gène d'une espèce dans une autre - comme dans les maïs transgéniques -, un micro-organisme joue les provocateurs. *Thermotoga maritima*, une bactérie dont le génome vient d'être séquencé par l'Américain Craig Venter, aurait près d'une centaine de ses gènes en commun avec des organismes très éloignés d'elle. Cela pourrait signifier que les ancêtres de ces deux groupes de bactéries auraient, à une époque reculée, vécu dans un écosystème où l'échange d'informations génétiques était une pratique courante, permanente, et un moteur puissant de l'évolution des organismes vivants.

Lire page 28

Air France se redresse



JEAN-CYRIL SPINETTA

PRÉSIDENT d'Air France depuis deux ans, Jean-Cyril Spinetta présentait, jeudi 3 juin, des résultats meilleurs que prévu par les analystes financiers. Mais la longue grève des pilotes, en juin 1998, a amputé le bénéfice de 1,3 milliard de francs. Cotée en Bourse depuis février, la compagnie s'est pourtant redressée et prépare une alliance américaine.

Lire page 22

POINT DE VUE

Regard sur de vieilles maladies françaises

par Jean-Denis Bredin

LES tragédies du Kosovo, l'incendie d'une paillote sur une plage, on n'ose-rait bien sûr les confronter, même un instant, si les guerres que se sont livrées en France nos intellectuels et nos politiques ne nous avaient rappelé les maladies d'un vieux peuple auquel l'expérience, écrivait le général de Gaulle, «n'a point arraché ses vices», des maladies qui pourraient même, avec le temps, aller s'aggravant. Les «intellectuels», ou plutôt ceux que, depuis un siècle, on appelle de ce nom, ceux qui, la plume à la main, s'adressent à l'opinion publique, armés de l'intelligence, de la connaissance et du talent d'expression, ceux-là ont parfois éclairé, dans leurs affrontements nés des drames du Kosovo, notre penchant au fanatisme de la pensée, évidemment mis au service de la Vérité, et notre aptitude à l'excommunication.

Notre longue histoire a entretenu, sous les habits les plus divers, le vieux vice d'intolérance : la tradition catholique séparant, sur la terre et dans le ciel, les bons et les

méchants ; la tradition révolutionnaire portant la tyrannie de la Vérité, «la Vérité terrible ou la mort» que Robespierre légua aux oppresseurs du peuple ; à la fin du XIX^e siècle, la fureur antisémite aisément confondue à la passion patriotique ; et encore, dans notre tragique XX^e siècle, ces effrayants tumultes de l'Histoire et de la pensée, tant d'égarements de l'esprit dont nous ne sommes apparemment pas remis.

Un temps, le message des Lumières, puis celui de l'esprit laïque ont tenté de nous enseigner les hésitations de l'intelligence et de la connaissance, la tolérance, les exigences du respect d'autrui. Mais peut-être n'en avons-nous gardé que des traces, et, quand viennent les remous, nous retrouvons vite notre mentalité familière.

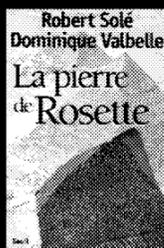
Lire la suite page 19

Jean-Denis Bredin est avocat, écrivain, membre de l'Académie française.



Robert Solé
Dominique Valbelle

LA PIERRE DE ROSETTE



Pour la première fois, l'histoire tumultueuse de cette stèle mythique qui a ouvert la voie au déchiffrement des hiéroglyphes.

Editions du Seuil





Moscou retrouve un rôle en acceptant les thèses occidentales

LA GUERRE du Kosovo a placé la Russie devant un dilemme qu'elle n'avait pas connu depuis la fin de la guerre froide : ou aider les Occidentaux à trouver une solution, ou marquer des points sur l'OTAN comme au vieux temps de la rivalité Est-Ouest. La réponse n'a été ni évidente ni univoque. La position officielle de Moscou a évolué au fil des semaines et des voix contradictoires se sont fait entendre jusqu'à ces derniers jours. Sergueï Karaganov, l'un des conseillers influents du ministère des affaires étrangères, ne déclarait-il pas encore, le lundi 31 mai, la veille des entretiens tripartites de Bonn, que plus personne en Russie ne soutenait les idées de Viktor Tchernomyrdine, jugées trop favorables aux thèses occidentales ?

Selon la bonne tradition, les dirigeants russes ont soufflé successivement le chaud et le froid. Depuis le demi-tour effectué au-dessus de l'Atlantique par Evgueni Primakov, alors premier ministre, parce que les Américains ne pouvaient garantir que les frappes ne commencent pas pendant sa visite à Washington, jusqu'à Boris Eltsine menaçant de quitter la négociation, toute la gamme a été utilisée. Viktor Tchernomyrdine, lui-même, s'est cru récemment obligé de publier dans la presse américaine un article promettant aux Occidentaux, s'ils continuaient les frappes sur la Serbie, d'innombrables calamités, y compris une alliance stratégique Russie-Chine.

Mais la seule mesure concrète prise par Moscou a été le rappel de Bruxelles de ses représentants qui assuraient depuis 1997 le fonctionnement du Conseil conjoint OTAN-Russie. Dans le même temps, la position russe évoluait avec la multiplication des contacts

avec les Occidentaux et les visites plus ou moins fructueuses de M. Tchernomyrdine à Belgrade. La pierre d'achoppement des discussions entre les Russes et les Occidentaux a porté sur la force internationale qui doit être déployée au Kosovo pour surveiller l'application d'un éventuel accord. Cette divergence est aussi ancienne que l'évocation de cette force dans les conversations du Groupe de contact. Lorsqu'il en a été pour la première fois sérieusement question, en octobre 1998, l'OTAN n'excluait pas d'accepter des soldats russes. Mais Moscou s'était bien gardé alors de saisir la perche qui lui était tendue.

L'ÉCHEC DE RAMBOUILLET

De même, les Russes, présents à Rambouillet, ont feint de ne voir que le volet politique du projet d'accord préparé au sein du Groupe de contact et de croire qu'ils avaient été placés devant le fait accompli sur le volet militaire, prévoyant l'envoi de troupes de l'OTAN. Après l'échec de Rambouillet, ils ont eu le sentiment d'être marginalisés par la décision de l'OTAN de lancer, contre leur avis, des frappes aériennes sur la Serbie : « On peut se demander si le Groupe de contact n'a pas été lui aussi bombardé », expliquait alors un haut diplomate russe. Et pour manifester sa mauvaise humeur, la Russie a exigé le transfert, largement symbolique, de la négociation du Groupe de contact au G 8.

Au cours de nombreux contacts, les dirigeants des pays de l'OTAN ont réussi à convaincre Boris Eltsine qu'il y allait de l'intérêt de la Russie de participer à la recherche d'une solution. Le Kremlin était parti d'une position radicale exigeant l'arrêt des frappes comme préalable à toute négociation et

prévoyant le déploiement d'une simple force civile au Kosovo. Peu à peu, les Russes se sont rapprochés des thèses occidentales. La première étape a été la reprise par le G 8, presque mot pour mot, des cinq conditions de l'OTAN, lors de la réunion du 6 mai à Bonn. En langage très diplomatique, l'accord parle « de forces civiles et de sécurité », ce que Jacques Chirac avait immédiatement traduit par « forces militaires ». Les Russes eux-mêmes n'étaient pas dupes. Relayant l'attitude de Belgrade, ils suggéraient cependant que les troupes de l'OTAN, surtout celles venant de pays participant aux bombardements, soient exclues de la force internationale. C'était inacceptable pour les alliés.

Moscou a alors proposé une formule de découpage du Kosovo en zones placées sous des commandements différents, les Russes se réservant la partie nord-ouest de la province, la plus proche de la Serbie. Une variante de cette idée consistait à déployer les Russes au nord-ouest, les neutres au centre, les pays de l'OTAN ne participant pas aux bombardements au sud et les autres membres de l'OTAN, c'est-à-dire les plus puissants (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, etc.) étant confinés à l'extérieur du Kosovo, en Albanie et en Macédoine.

EFFORTS DE COOPÉRATION

Au cours des derniers entretiens tripartites Russie - Etats-Unis - Union européenne, à Bonn, les Russes ont finalement accepté que l'OTAN désigne elle-même ceux de ses membres qui mettront des contingents à la disposition de la KFOR. Une divergence persiste sur le commandement, les Russes voulant des commandements séparés pour leur force et celle de

missile s'abat en ville. Cette forme de résistance a son prix. Elle ne peut pas durer éternellement. Car ici, il y a pire que les bombes : le doute. Personne ne sait de quoi sera fait demain. Si un accord n'est pas signé, l'OTAN va-t-elle intensifier ses frappes ? Passer à une offensive terrestre ? « Ce sera un bain de sang », prévient Vesna Tomasevic en résumé. C'est l'opinion générale.

Même les anti-Milosevic, et ils sont une majorité, savent que « les Serbes ne se laisseront pas envahir sans broncher. Il y aura quelques traîtres, ajoute Vesna, mais ce sera un combat sans merci ». Quant au sort de son fils mobilisé de vingt-trois ans, c'est aussi une incertitude pour elle. Elle se demande s'il n'y aura pas d'autres Cacak, la ville du sud de la Serbie qui s'est rebellée contre la conscription de ses fils au Kosovo.

FUITE EN AVANT

Mais si l'espoir est fou, c'est qu'il est aussi schizophrénique. Signer la paix, c'est capituler. Ne pas signer, c'est une fuite en avant, la poursuite du cauchemar. Refuser, c'est le suicide ; signer, c'est accepter les conditions des Etats-Unis. L'opinion la mieux partagée, aussi bien à Belgrade que dans les villages ruraux de Serbie, c'est que Washington fait tout pour retarder, voire bloquer l'accord. « Les Américains veulent avoir les deux pieds en Eu-

rope au XXI^e siècle, et les compromis des pays européens les dérangent », note Dusan Petrovic. « Quelle est la base de ce plan de paix ? Les cinq points de l'OTAN ? Les résolutions du G 8 ? Ou le texte de Bonn ? », demande, perplexe, ce membre du SPO, le principal parti d'opposition. Une opposition d'une discrétion telle, depuis le 28 mars, qu'elle apparaît totalement discréditée aux yeux des démocrates occidentaux. « Nous laverons plus tard le linge sale en famille », explique Dusan Petrovic.

S'il y a un confort, le seul aujourd'hui à Belgrade, c'est celui, paradoxal, de posséder encore un Milosevic. Pour signer, même une capitulation. « Il a commencé le sale boulot, résume Dusan, il va le terminer. » Slobodan Milosevic est donc, pour une fois, bien pratique. Le ton du régime semble être moins aux rododontades et aux bravades qu'à l'apaisement. La Radio-Télévision serbe (RTS), radio-télévision d'Etat, ne parle plus, depuis quarante-huit heures, de « négociations » entre le président yougoslave et les deux émissaires pour un règlement de la guerre au Kosovo. Les présentateurs, en revanche, mettent en exergue, comme une victoire, que le Kosovo restera au sein de la République fédérale de Yougoslavie, qu'il ne sera pas indépendant.

Laurence Simon
(France-Inter)

Washington examine l'hypothèse d'une intervention terrestre afin de maintenir la pression sur M. Milosevic

NEW YORK

de notre correspondante
Franchissant un pas de plus vers une possible escalade dans les Balkans, le président Clinton devait examiner jeudi 3 juin à la Maison Blanche avec les plus hauts responsables militaires des Etats-Unis les conditions d'une éventuelle intervention de troupes américaines au sol au Kosovo, y compris dans un contexte hostile.

L'annonce de cette réunion formelle des chefs d'état-major et du secrétaire à la défense William Cohen autour du président, la première depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN le 24 mars, a coïncidé mercredi avec la confirma-

tion par Bill Clinton, lors d'un discours devant l'académie de l'armée de l'air à Colorado Springs, de l'engagement des Etats-Unis de fournir 7 000, soit 15 %, des quelque 50 000 hommes qui devraient composer la force de maintien en Macédoine et en Albanie. Le chef de l'exécutif américain a également indiqué que 68 avions supplémentaires allaient renforcer les quelque sept cents appareils de l'armée de l'air américaine déjà mis à la disposition de l'OTAN pour la campagne de bombardements en Serbie et au Kosovo. L'ensemble des pilotes des forces aériennes des Etats-Unis ont reçu l'instruction, la semaine dernière, de

surseoir aux départs à la retraite jusqu'à nouvel ordre.

La publicité faite à la réunion de M. Clinton avec ses chefs d'état-major, d'abord sous la forme d'une « fuite » au *New York Times* puis par une confirmation de William Cohen et du Pentagone mercredi, a de toute évidence pour but d'accroître la pression sur Belgrade au moment où Slobodan Milosevic et le Parlement serbe examinent l'offre de négociations des émissaires russe et européen. Elle vise également à effacer la fâcheuse impression laissée par les déclarations de M. Clinton au début du conflit dont l'ensemble des observateurs ont déduit que l'administration américaine refuserait d'envisager l'envoi de troupes au sol, ce qui lui a valu de sévères critiques tant à l'étranger qu'au Congrès.

Soumis à une forte pression d'une partie de son entourage, M. Clinton a ensuite précisé qu'il « n'excluait aucune option » au Kosovo, tout en évitant d'entrer dans le vif du sujet ; mais désormais les bombardements devant se situer après le début du retrait des forces serbes du Kosovo et avant l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU. S'il est prématuré de tirer des conclusions sur l'issue des entretiens de Belgrade, une chose est d'ores et déjà sûre : les Russes ont observé le principe évoqué par un de leurs dirigeants devant des interlocuteurs occidentaux, à savoir que le Kosovo n'est pas assez important pour valoir la ruine de tous les efforts de coopération Est-Ouest entrepris depuis dix ans. Même affaibli par la crise économique, par les palinodies de Boris Eltsine et par l'absence de véritable alternative stratégique, la Russie a réussi à se replacer dans le jeu, voire à se rendre indispensable, au prix d'une adhésion aux propositions alliées. Peut-être les Occidentaux auraient-ils pu éviter de lui offrir ce succès diplomatique, en ne donnant pas parfois l'impression de la traiter comme quantité négligeable, avant de l'appeler à la rescousse.

Daniel Vernet

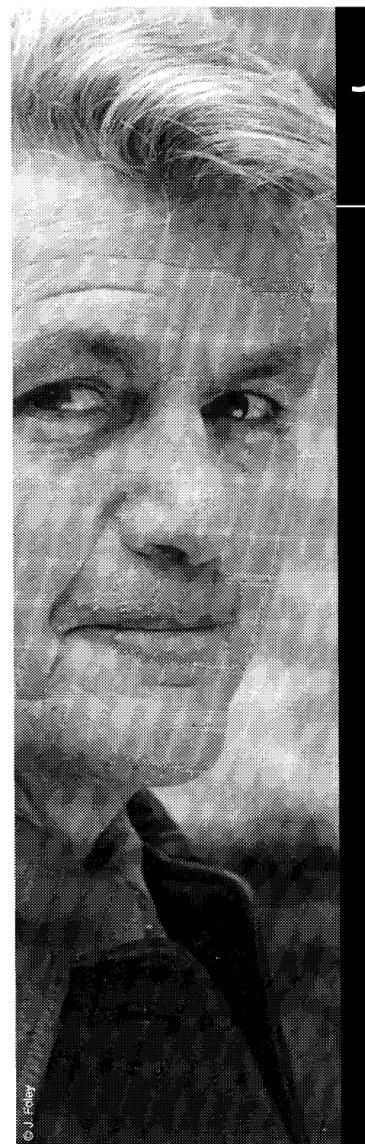
« CONTEXTE NON PERMISSIF »
Tous les scénarios devraient donc être passés en revue au cours de cette réunion, y compris, a précisé le secrétaire à la défense, celui d'une offensive terrestre « dans un environnement non permissif », euphémisme utilisé pour désigner l'hypothèse d'un affrontement avec les forces serbes ; l'expression « environnement semi-permissif », qui déplaît tant aux militaires qu'ils la comparent à l'idée d'être « à moitié enceinte », a moins de succès. Certains de ces militaires partent du principe qu'en réalité, l'environnement au Kosovo ne sera jamais totalement « permissif » pour des troupes de l'OTAN, accord ou pas accord.

M. Cohen a toutefois tenu à souligner mercredi devant la presse que s'il existait actuellement au sein de l'OTAN un consensus pour « une forte opération aérienne », il n'en existait pas « pour une opération terrestre dans un contexte non permissif ». Et le plus ardent partisan d'un recours aux troupes au sol ne sera pas de la partie jeudi : le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, n'a pas été convié à cette réunion, signe supplémentaire du froid qui s'est instauré entre M. Clinton et le général Clark, pourtant si proches avant le début du conflit que l'une des raisons pour lesquelles Wesley Clark n'était pas particulièrement populaire au Pentagone était précisément, affirme un expert des questions de défense, « son statut de FOB » (*Friend of Bill*). Lorsque, la semaine dernière, le général Clark s'est rendu à Washington pour plaider sa cause, il n'a pas été reçu par le président.

Mais il est clair que, au troisième mois de la campagne, l'administration américaine éprouve le besoin de réévaluer les diverses stratégies possibles et d'adapter les moyens dont elle dispose à l'évolution de la situation dans les Balkans. Afin de bien pouvoir garder toutes les options ouvertes, William Cohen a fait la semaine dernière un très rapide aller-retour à Bonn où étaient réunis ses collègues européens et aurait, selon la presse américaine, fait pression sur les dirigeants allemands pour qu'ils s'abstiennent de bloquer une éventuelle décision de déploiement de troupes au sol, comme l'avait promis Gerhard Schröder, le chancelier allemand.

Devant les jeunes diplômés de l'académie de l'armée de l'air, M. Clinton a mis au défi M. Milosevic de choisir entre « réduire ses pertes et accepter les exigences de base d'une juste paix, ou continuer à imposer à son peuple l'échec militaire et la ruine économique ». « Au bout du compte, le résultat sera le même, averti le président américain. Nous ne pouvons pas abandonner une cause juste. Il est des choses qui valent la peine qu'on se batte pour elles. »

Sylvie Kauffmann



John Irving

UNE VEUVE DE PAPIER

Avec *Une veuve de papier*, nous retrouvons le John Irving des grands jours, celui du *Monde* selon Garp. Pascale Frey, Lire

600 pages de pur plaisir qu'on déguste sans modération, le cœur battant, dévoré d'impatience. Bruno Corty, Le Figaro

Lisez *Une veuve de papier*. Pour votre bien. Christian Sauvage, Le Journal du Dimanche

Un rendez-vous à ne rater sous aucun prétexte. Marie-Françoise Leclère, Le Point

Un magnifique roman. Frédéric Vitoux, Le Nouvel Observateur

Un vrai plaisir de lecture. Jérôme Stern, La Tribune

Cet Irving-là est digne d'un grand cru. Fabrice Lanfranchi, l'Humanité

Editions du Seuil

Réunis à Cologne, les Quinze veulent faire avancer l'Europe de la défense

Paris, Londres et Bonn devront vaincre la résistance des autres pays

La France et la Grande-Bretagne à Saint-Malo, puis la France et l'Allemagne à Toulouse, se sont entendues sur un projet de construction d'une

« identité européenne de défense », dans le cadre de l'OTAN. Mais les pays neutres et d'autres membres de l'Union, comme l'Italie, préfèrent en

rester au statu quo. Le sommet européen doit nommer le représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

COLOGNE (Union européenne) de nos envoyés spéciaux

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), politique de défense, renouvellement des institutions européennes : le programme est chargé pour les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, réunis à Cologne jeudi 3 et vendredi 4 juin, avec une responsabilité particulière à la veille des européennes du 13 juin : celle de convaincre leurs électeurs, en pleine préparation des futurs élargissements qui façonneront l'architecture de l'Europe, que les nouvelles tâches qui se profilent pour l'Union européenne valent le coup de se mobiliser.

● La politique de défense.

Le Kosovo est une guerre aux frontières de l'Union, pour la défense des valeurs européennes, mais conduite à la manière américaine et largement sous la direction des Etats-Unis. Elle incite les Quinze à porter une attention particulière à cette « identité européenne de défense » dont on rêve à

sement de la paix et veut être consultés sur toutes les affaires sensibles...

D'autres pays de l'UE, membres de l'Alliance, tels le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, voire de plus grands comme l'Italie, se contenteraient volontiers du maintien de la situation actuelle. Peut-être un peu gênés pour manifester leurs réserves à l'égard d'un projet de défense européenne, ils insistent pour que rien ne soit fait, rien ne soit décidé, sans la bénédiction de l'OTAN et des Etats-Unis. Une telle insistance n'est pas du goût de tous, en tout cas pas des Français, et assez éloigné de l'esprit de Saint-Malo.

Conscients qu'il faudra du temps pour franchir la série d'obstacles qui ainsi se présentent, les Quinze éviteront de s'enfermer dans un calendrier rigide : « pas d'échéance, tout au plus une date objectif », a résumé Günther Verheugen, le ministre d'Etat allemand chargé des affaires européennes.

● La capacité opérationnelle.

Ce qui est vrai pour cette étape de nature politico-institutionnelle l'est évidemment davantage en ce qui concerne la mise en place opérationnelle d'une capacité de défense. L'idée, lancée au sommet franco-allemand de Toulouse, de transformer l'« eurocorps », dont la structure depuis sa création en 1992 est plus tournée vers la défense territoriale, en une Force d'intervention européenne « projetable » dans des théâtres divers, a besoin de temps pour faire son chemin. L'eurocorps est composé aujourd'hui d'éléments français, allemands, belges, espagnols et luxembourgeois. Quels pays de l'Union voudront le rejoindre ? Pourra-t-il, et comment, faire appel à des moyens de l'OTAN, c'est-à-dire américains ? De quels moyens autonomes, notamment en matière de renseignement, de structures de planification, de commandement devra-t-il disposer ? Ce sont à ces questions que Français, Britanniques et Allemands souhaitent voir apporter des réponses.

● Le choix de M. PESC.

Conformément au traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1^{er} mai, les Quinze devaient tenter de s'entendre jeudi, à Cologne, sur le choix du nouveau haut représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité commune, « M. ou M^{me} PESC », qui sera en même temps secrétaire général du Conseil, autrement dit le patron de son administration. Le traité prévoit que son titulaire contribue « à la formulation, à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions de politique ». Il sera assisté par une unité de planification et d'alerte rapide. A la veille du Conseil, un consensus semblait se dessiner sur le nom de l'Espagnol Javier Solana, l'actuel secrétaire général de l'Alliance atlantique.

● La rénovation des institutions.

Avec la sécurité, la rénovation des institutions européennes sera d'une manière générale le sujet essentiel de ce sommet de Cologne. Les Quinze sont maintenant d'accord sur la nécessité de réformer les modes de travail et les processus de décision au sein de l'Union en prévision de l'élargissement à de nouveaux pays d'Europe centrale et du Sud. Il leur faut s'entendre sur la forme de la négociation, qui pourrait s'achever sous la présidence française, dans la deuxième moitié de l'an 2000. Français et Allemands souhaitent que la Conférence intergouvernementale qui conclura cette négociation soit préparée par un comité des sages chargé d'élaborer des propositions. Les noms de Jacques Delors et de Valéry Giscard d'Estaing circulent pour le présider.

● La nouvelle Commission.

Parallèlement, les Européens doivent également mettre en place la nouvelle Commission européenne qui succédera à celle présidée par Jacques Santer, qui est démissionnaire depuis le 15 mars après la mise en cause de sa gestion. Rien ne sera décidé avant

l'élection du nouveau Parlement européen, le 13 juin. C'est à lui qu'il reviendra de donner l'investiture à cette commission en septembre et naturellement, il faudra prendre en compte les majorités qui s'y dégageront.

Il faut marquer la volonté de l'Europe de disposer d'une force d'intervention

Mais un intense travail de préparation est en cours sous la direction de Romano Prodi, l'ancien président du conseil italien, qui a été choisi par les Quinze, fin mars à Berlin, pour présider l'exécutif bruxellois. Les discussions portent sur la répartition des portefeuilles, la structure de l'organisation de la Commission et sa composition. A l'issue d'un déjeuner mardi à l'Elysée avec Jacques Chirac et Lionel Jospin, Romano Prodi a indiqué

que ces questions seraient également abordées à Cologne. Elles suscitent des problèmes de dosage délicats entre les gouvernements, dont les plus grands revendiquent pour eux les postes d'influence.

Ce sommet, qui clôturera la présidence allemande, ne sera donc pas des plus faciles. Si, comme le montre la guerre du Kosovo en matière de sécurité ou comme continuant à le montrer tous les jours la persistance du chômage, les situations d'urgence déclenchent de grandes proclamations de solidarité, la mise en œuvre des décisions politiques prises font vite ressurgir les divergences. Les discussions sur le pacte pour l'emploi en témoignent. Le chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, en avait fait l'une des priorités de sa présidence de l'Union, avant de réaliser, au grand dépit des Français, qu'il n'était pas prêt à s'engager sur des objectifs trop précis.

Henri de Bresson et Philippe Lemaître

Jacques Chirac répond à la gauche « plurielle »

Après les remarques en conseil des ministres de MM. Chevènement et Gayssot, le président réexpose la position sur le Kosovo

MERCREDI 2 JUIN, autour de la table du conseil des ministres, l'atmosphère est particulière. Non pas parce que c'est le deuxième anniversaire de la nomination de Lionel Jospin par Jacques Chirac à l'Hôtel Matignon, mais parce que les esprits sont occupés par la perspective d'un accord au sujet du Kosovo.

Après le point, traditionnel depuis deux mois, de Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et d'Alain Richard, ministre de la défense, Jean-Claude Gayssot demande la parole. Le ministre communiste s'interroge sur les rôles respectifs de l'OTAN et de l'ONU, alors que prend corps un timide espoir de paix. Puis Jean-Pierre Chevènement explique à la cantonade qu'il va être difficile, même avec un accord de Belgrade, de faire vivre ensemble Serbes et Kosovars. « Il faut un compromis satisfaisant pour tout le monde », déclare-t-il.

Les participants se souviennent de ce conseil des ministres du 31 mars où, au sujet du Kosovo, l'expression des divergences au sein du gouvernement avait défrayé la

chronique. Lionel Jospin assure, en laissant poindre un peu d'ironie, qu'après tout, si « les intentions serbes étaient plus claires, le compromis serait plus facile ».

« UN PRÉCÉDENT »

Il revient à Jacques Chirac de conclure cet échange. Alors que, d'habitude, il intervient à partir de documents préparés, cette fois, il improvise. « On ne peut pas se contenter de faire des déclarations universelles sur les droits de l'homme sans intervenir, explique-t-il. Tous les moyens devaient être utilisés pour éviter l'épuration ethnique. » Comme pour passer un baume sur les plaies idéologiques de la gauche « plurielle », il convient que le Kosovo peut créer un « précédent », qui laisserait paraître que l'OTAN a la primauté sur l'ONU pour régler les affaires du monde. Aussi rappelle-t-il que lui-même, à Washington, lors du dernier sommet de l'OTAN, a justement plaidé pour la réintégration de l'ONU dans la recherche d'une solution.

Jean-Michel Apathie

L'Allemagne passe le relais à la Finlande

L'Allemagne s'apprête à passer sans remords le relais à la Finlande pour la présidence de l'UE, à l'occasion du sommet de Cologne. « Rarement une présidence aura eu à relever autant de défis », entre le conflit du Kosovo, la démission de la Commission et le bouclage impératif de l'Agenda 2000 (réforme du financement européen), a remarqué, mardi 2 juin, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer. Lors de leur dîner du 3 juin, les Quinze discuteront notamment de la nomination des nouveaux commissaires européens, en présence du président de la Commission démissionnaire, le luxembourgeois Jacques Santer, et de son successeur désigné, l'italien Romano Prodi.

Avant même la réunion de Cologne, l'Allemagne avait tiré un bilan positif de sa présidence. « Nous avons derrière nous une présidence couronnée de succès, à un point tout à fait inhabituel », déclarait dimanche Günther Verheugen, ministre d'Etat allemand chargé des affaires européennes. - (AFP)

Paris, qui intéresse depuis quelques mois Londres (la déclaration de Saint-Malo) et apparemment désormais Bonn. « Nous sommes sortis du déclaratoire, nous avançons », disait, lundi 31 mai à Bruxelles, Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, à l'issue d'une réunion des Quinze consacrée à la préparation du « sommet » de Cologne.

Son optimisme semble pour une bonne part imposé par les circonstances. Il s'agit, à ce stade, d'adopter à Cologne une déclaration aussi allante que possible indiquant la volonté de l'Europe de disposer en propre, mais dans le cadre de l'OTAN, d'une capacité d'intervention et, dans cette perspective, de préparer l'« inclusion » dans l'Union européenne de l'UEO, l'Union de l'Europe occidentale, la seule instance européenne dédiée à la défense, mais qui, par souci de ne pas porter ombrage à l'OTAN, n'est jamais sortie d'une léthargie congénitale. Les difficultés pour s'entendre sur ce texte, qui pourtant ne risque guère d'être révolutionnaire, illustrent les réticences plus ou moins avouées.

Celles des neutres d'abord (Autriche, Finlande, Irlande, Suède) : lorsqu'on parle d'« inclure » l'UEO dans l'Union, plutôt que de l'« intégrer ». Ils insistent pour que l'article 5 du traité de Bruxelles qui scelle un engagement de soutien réciproque dans le cas d'une agression extérieure, ne s'applique pas à eux ; mais ils entendent pouvoir participer à chacune des opérations de maintien ou de rétablis-

AU COEUR DE L'ACTUALITÉ AVEC PARIBAS

EN ALLEMAGNE, LES TITRES SUR PARIBAS SONT VRAIMENT TRÈS LONGS.

> CURIEUSEMENT, ILS PARLENT D'UN SERVICE INNOVANT INFINIMENT PLUS RAPIDE QU'IL NE FAUT DE TEMPS POUR DIRE "SICHERE ABWICKLUNG DES GESCHÄFTLICHEN ZAHLUNGSVERKEHRS". <

L'activité Flux est une activité majeure de Paribas en France. Nous intervenons auprès des moyennes et grandes entreprises ; près de 80% des sociétés cotées au règlement mensuel sont nos clientes. Face aux attentes d'une clientèle exigeante, nous avons su proposer des réponses adaptées. Aussi, en unissant nos efforts au premier groupe européen, nous avons donné naissance à une grande première dans le domaine des transferts de flux. Avec EDIFACT, Siemens et Paribas utilisent en effet au mieux le plus international des formats de communication électronique à travers le réseau le moins cher et le plus ouvert au monde : Internet. Parce que profiter au mieux de l'Euro, c'est pouvoir se placer dès aujourd'hui au-dessus des problématiques techniques nationales. Pour plus d'informations, contactez l'activité Flux au 01 42 98 17 40.

* Siemens et Paribas révolutionnent la sécurité dans le domaine des transferts de flux commerciaux.

PARIBAS Une banque vaut ce que valent ses idées

Bruxelles ordonne le retrait des aliments potentiellement contaminés pour toute l’UE

Après les poulets, les porcs belges sont placés sous surveillance

La Commission européenne a pris, mercredi 2 juin, une série de mesures de sauvegarde visant à limiter les dangers sanitaires inhérents à

Le **MINISTÈRE** belge de la santé a ordonné l’interdiction de l’abatage des porcs à partir du jeudi 3 juin, et consigné près de 500 élevages porcins dont les animaux auraient pu, ces derniers mois, être nourris avec des farines contaminées par la dioxine. Luc van den Bossche, nouveau ministre belge de la santé, a expliqué que cette décision avait été prise dans un souci de prudence et dans l’attente des analyses toxicologiques demandées par le ministère de l’agriculture. Ces résultats devraient être connus avant la fin de la semaine.

L’enquête menée après la découverte de l’intoxication d’élevages de poulets par des doses massives de dioxine avait en effet permis d’établir que les neuf fabricants belges de farines animales ayant reçu de

Le syndicat des agriculteurs flamands mis en cause

Le **Boerenbond** est sous le feu des critiques. On prête à cette puissante organisation paysanne (60 000 agriculteurs flamands) une action de lobbying sur les pouvoirs publics pour favoriser l’élevage intensif. Le **Boerenbond** est une puissance financière qui contrôle la banque coopérative CERA (troisième groupe bancaire du royaume). Très influent au sein du parti chrétien-social flamand (CVP) du premier ministre, Jean-Luc Dehaene, le **Boerenbond** l’est aussi au ministère de l’agriculture, traditionnellement occupé par un membre du CVP. **Guy Lutgen**, ministre de l’agriculture du gouvernement wallon, a mis en cause, mercredi 2 juin, la puissance occulte du syndicat flamand et pris la défense des petits producteurs wallons de volailles de qualité, relançant ainsi, à dix jours des élections législatives, une querelle communautaire entre Flamands et francophones qu’avait fait taire la guerre au Kosovo.

La Belgique est dans le collimateur de la Commission européenne

BRUXELLES (**Union européenne**)
de notre correspondant

Après avis du Comité vétérinaire permanent (CVP) où siègent les représentants des administrations nationales, la Commission européenne a adopté, mercredi 2 juin, une série de mesures de sauvegarde visant à limiter les risques résultant pour les consommateurs de la contamination en Belgique d’œufs et de volailles par de la dioxine. Des instructions ont été données aux autorités nationales, afin qu’elles récupèrent et détruisent les œufs et volailles, commercialisés ou stockés, provenant de 415 « fermes » suspectes.

S’agissant des produits dérivés, les mêmes précautions sont imposées dès lors que la teneur en œufs dépasse 2 %. A titre d’exemple, l’œuf représente 7 % du contenu de la margarine, 18 % de celui des pâtes fraîches ! Les retraits ainsi exigés vont beaucoup plus loin que ce qu’avaient décidé les autorités belges. Ils concernent la production recensée entre le 15 janvier et le 2 juin. La France, les Pays-Bas et l’Allemagne sont invités à « retracer » attentivement le parcours des produits, afin que toute denrée suspecte puisse être retirée et détruite.

Il est demandé à la Belgique d’enquêter de manière approfondie sur la teneur en dioxine des produits qu’elle commercialise. Lors de l’exportation de volailles, d’œufs ou de produits dérivés, les autorités belges sont tenues de fournir des certificats attestant que ces marchandises sont indemnes de toute contamination. Les commissaires Franz Fischler et Emma Bonino, chargés respective-

l’entreprise Verkest des graisses animales contaminées avaient ensuite distribué leurs produits à près de 500 élevages dans le pays. Le gouvernement belge n’envisage pas, pour l’heure, un retrait total des aliments dérivés du porc des circuits de commercialisation.

Pour leur part, deux des dirigeants de Verkest ont été arrêtés, mercredi 2 juin, et inculpés pour « *faux en écriture* » et « *fraude aux marchandises* », les produits commercialisés par cette entreprise n’étant pas, contrairement à ce qui était spécifié sur les pièces comptables, composés à 100 % de graisses animales. Pour autant, l’origine exacte de la contamination de ces aliments pour animaux par la dioxine n’a toujours pas été officiellement établie. Dans un entretien télévisé, M. van den Bossche a révélé, peu après sa nomination, que les analyses toxicologiques menées sur des poulets avaient révélé des taux de dioxine « *1 500 fois supérieurs* » à la norme autorisée. Ces taux sont plus de dix fois supérieurs à ceux qui étaient jusqu’à présent annoncés, la norme internationale maximale autorisée étant 5 picogrammes de dioxine par gramme de graisse (1 picogramme correspond à un billionième de gramme).

La graisse contaminée ayant été aussi été utilisée par des entreprises française, néerlandaise et allemandes, la Commission européenne avait pris mercredi 2 juin la décision d’imposer aux pays concernés une série de mesures de précaution, concernant notamment le rappel de l’ensemble des circuits de distribution de tous les produits alimentaires contenant des dérivés d’œufs et de poulets produits de Belgique entre le 15 janvier et le 2 juin. « *Il s’agit là d’une demande qui va réclamer un dispositif logistique considérable, un dispositif qui n’a encore jamais été mis en œuvre* », confie-t-on auprès du ministère français de l’agriculture, où une cellule de crise a été constituée pour organiser en urgence l’identification et le retrait des aliments concernés. « *Même si le risque est apparemment nul, nous ne pouvons pas jouer avec la santé*

La Belgique est dans le collimateur de la Commission européenne

ment de l’agriculture et de la protection des consommateurs, ont annoncé que leurs services vétérinaires allaient prochainement effectuer une inspection dans l’entreprise belge qui a livré aux unités de production d’aliments du bétail des graisses animales toxiques.

COMPORTEMENT « INACCEPTABLE »

« *Il faut trouver la source de la contamination qui jusqu’à présent n’a pas été pleinement identifiée. Savoir si celle-ci est le fait d’un accident ou au contraire d’une pratique habituelle* », explique M^{me} Bonino qui, à l’évidence – elle y a fait référence à deux reprises –, juge cette seconde hypothèse tout à fait plausible. Elle n’a pas dissimulé que les risques pour la santé de cette affaire n’avaient rien de théorique : « *Les taux de dioxine trouvés dans les œufs et les aliments du bétail sont préoccupants. Des effets aigus semblent relativement improbables, mais des complications à long terme peuvent survenir, car la dioxine compte parmi les produits les plus cancérigènes. Les risques sont impossibles à évaluer dans la mesure où l’on ignore quels ont été les taux d’exposition à la dioxine.* » C’est donc pour la Commission un incident grave mettant largement en cause la responsabilité des autorités belges. M. Fischler a qualifié leur comportement d’« *inacceptable* » et d’« *inexcusable* », n’écartant pas la possibilité que la Commission engage, dans les prochains jours, une procédure d’infraction contre la Belgique. Pour le commissaire européen à l’agriculture, cet épineux dossier est loin d’être clos.

Philippe Lemaître

des consommateurs », a déclaré mercredi sur TF 1 Jean Glavany, ministre de l’agriculture et de la pêche.

A Paris les membres du gouvernement chargés de la gestion de cette crise ont fort peu apprécié les critiques visant la France, ouvertement formulées mercredi par Franz Fischler, le commissaire européen à l’agriculture. Selon M. Fischler le gouvernement français avait été prévenu par les autorités belges dès le 3 mai du problème des farines animales contaminées. Le commissaire européen faisait là référence à une note adressée par fax à la direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes, qui évoquait en des termes rassurants un incident remontant au mois de janvier dont les conséquences sanitaires pouvaient être tenues pour réglées (*Le Monde* du 2 juin). « *Tout se passe comme si, sur les questions sanitaires, M. Fischler en faisait trop aujourd’hui après ne pas en avoir assez fait hier* », a déclaré au Monde Bernard Kouchner, secrétaire d’Etat à la santé et à l’action sociale. *Car je*

me souviens fort bien du peu d’intérêt qu’il portait il y a quelques années, lorsque j’étais député européen, aux possibles conséquences sanitaires, pour l’homme, de l’épidémie britannique d’encéphalopathie spongiforme bovine. »

Le gouvernement français a d’autre part demandé la réunion, vendredi 4 juin, des experts de la Commission interministérielle et interprofessionnelle de l’alimentation animale, ainsi que celle du groupe des experts du Conseil supérieur d’hygiène publique de France. Ces spécialistes devront au plus vite procéder à l’évaluation du risque sanitaire. Alors qu’elle n’était, curieusement, pas directement en charge de ce dossier, la toute nouvelle Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) devra d’autre part analyser les données résultant des plans de surveillance de la dioxine qui, en France, ont depuis 1998 été étendus à tous les produits laitiers ainsi qu’aux œufs, à la viande et aux poissons.

Jean-Yves Nau

Le nombre des victimes de l’incendie dans un tunnel en Autriche ne cesse de croître

SALZBOURG. L’incendie samedi dans le tunnel des Tauern, en Autriche, a fait au moins 12 morts, selon un bilan annoncé mercredi soir 2 juin par Franz Schausberger, le gouverneur de la province de Salzbourg dont dépend l’ouvrage. M. Schausberger a indiqué au cours d’une conférence de presse que les autorités partageaient « *du principe de douze morts, mais le nombre des personnes décédées peut encore augmenter* ». « *Il faut que nous sortions [du tunnel] toutes les épaves des véhicules pour pouvoir dire quelque chose de plus précis* », a-t-il ajouté.

A la suite de cette catastrophe, le gouvernement autrichien a décidé mardi la construction d’une deuxième galerie pour le tunnel des Tauern ainsi que pour celui du Katschberg, tous deux situés sur la même autoroute reliant l’Autriche à l’Italie. L’Autriche compte au total 17 tunnels à une galerie avec deux voies sur 75 tunnels, soit le plus grand nombre en Europe. – (*AFP*)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS : la représentante des Etats-Unis à l’OMC**, Rita Hayes, va demander à l’Organisation mondiale du commerce le droit pour son pays de pouvoir appliquer des droits de douane pour un montant de 202 millions de dollars (environ 200 millions d’euros) à des produits européens, pour protester contre l’opposition de l’Union européenne à l’importation de viande bovine américaine hormonée.

■ **TURQUIE : les avocats assurant la défense du chef kurde Abdullah Öcalan** et sa famille n’assisteront pas, jeudi 3 juin, à l’audience de son procès sur l’île-prison d’Imrali, en raison de leur crainte pour leur sécurité, a indiqué mercredi l’un de leurs porte-parole. Il a indiqué que le groupe d’avocats avait reçu des menaces et qu’on leur avait refusé des chambres d’hôtel dans la province de Bursa, à quelque vingt kilomètres de Mudanya, sur le continent, en face d’Imrali. – (*AFP*)

■ **Akin Birdal, président de l’Association des droits de l’homme (IHD)** de Turquie et l’un des vice-présidents de la FIDH, devait commencer, jeudi 3 juin, à purger une peine de deux ans de prison pour ses déclarations en faveur d’une solution pacifique au problème kurde, a déclaré mercredi la Fédération internationale des droits de l’homme (FIDH). M. Birdal, jugé coupable en avril 1999 de « *propagande séparatiste* » pour des propos appelant à une solution pacifique de la question kurde, tenu en 1995 et 1996, devait se rendre à la prison d’Ankara. – (*AFP*)

Inquiétudes et tensions à Pékin pour le 10^e anniversaire de Tiananmen

Le régime communiste cherche à utiliser le « patriotisme » comme arme idéologique pour contrer toute velléité de commémoration, le 4 juin, des dix ans de la répression du « printemps de Pékin ». Quatre-vingts personnes ont été interpellées ces derniers jours dans les milieux démocratiques

Les autorités chinoises apparaissaient tendues, à la veille de la date qui marque l'écrasement dans le sang, il y a dix ans, des manifestants de la place Tiananmen, qui luttaient pour une ouverture démocra-

tique du pays. L'accès à la place a été interdit et de très nombreuses forces de l'ordre quadrillent la capitale. Le *Quotidien du peuple* écrit que *« la Chine doit empêcher que des troubles fomentés par des forces*

extérieures ne dégénèrent en chaos intérieur ». Officiellement, le Parti communiste (PCC) n'envisage aucune révision de sa position officielle, justifiant les *« mesures correctes »* prises à l'époque envers *« une*

rebellion contre-révolutionnaire ». Mais divers indices montrent qu'un malaise perdure dans ses propres rangs. Mercredi, rompant avec la tonalité des jours précédents dénonçant la *« barbarie de l'OTAN*

sous direction américaine », l'éditorial de l'organe central du PCC soulignait la *« grande importance* » que la Chine accorde à ses relations avec les Etats-Unis. (*Lire aussi notre éditorial page 20.)*

PÉKIN
de notre correspondant
Le patriotisme, c'est le respect de l'ordre ! Telle est la substance du message délivré par tous les porte-voix de la propagande chinoise à la veille du dixième anniversaire de l'écrasement sanglant, le 4 juin 1989, du « printemps de Pékin ». Alors que la Chine connaît une situation sociale fragile, le régime redoute les risques d'un réveil protestataire à l'occasion de la commémoration – condamnée à être officieuse – d'une tragédie qui habite toujours la mémoire collective, en dépit d'une décennie d'amnésie officielle.
Pour mieux en conjurer le péril, le gouvernement a exhumé la vieille théorie de la conspiration étrangère. La manœuvre consiste à jouer sur l'émotion nationaliste soulevée par le bombardement, le 7 mai, de l'ambassade de Pékin à Belgrade. *« Le bombardement de l'ambassade chinoise*, écrit, dans un éditorial du 2 juin, le *Quotidien du peuple*, organe central du Parti communiste, *a montré que la force antichinoise à l'Ouest n'a jamais renoncé à son plan de ruiner la Chine.* » En conséquence de

quoi, *« la Chine doit empêcher avec fermeté que des troubles fomentés par des forces extérieures dégénèrent en chaos intérieur* ».

L'identification de tout protestataire à un agent de l'étranger suffirait-elle à décourager les mouvements d'humeur ? A observer le très ostensible dispositif de forces de l'ordre déployé à Pékin, les autorités n'en sont apparemment elles-mêmes pas convaincues. Les policiers, à pied ou à moto – sans compter les agents en civil –, sont omniprésents le long des grandes artères de la capitale. La crainte des rassemblements est telle que le cœur de la place Tiananmen est inaccessible pour cause de « travaux ». L'esplanade est ceinturée de palissades en tôle, à l'intérieur desquelles s'activent des pelleteuses.

La surveillance s'est aussi resserrée autour des blocs de résidences où logent ou travaillent les étrangers. Les allées y sont emplies de chauffeurs feignant d'épousseter leur véhicule ou des jardiniers affectant de tailler les haïes. Afin d'éviter que les Chinois ne soient contaminés par de mauvaises influences, les hôtels ont suspendu la réception par satellite de

CNN. Le même débranchement a été effectué dans certaines résidences où cohabitent Chinois aisés et Occidentaux expatriés.

Pour mieux en conjurer le péril, le gouvernement a exhumé la vieille théorie de la conspiration étrangère

La paranoïa permanente dans laquelle vit le régime a gagné en intensité depuis la démonstration de force, le 25 avril, autour de Zhongnanhai (siège du pouvoir), de dix mille à quinze mille adeptes de Falun Gong – un mouvement se réclamant de la gymnastique du *qi gong* (travail du souffle). Cette manifestation, non anticipée par les ser-

vices de renseignement, a suscité une très vive émotion au sein de la direction qui, jusqu'à présent, avait focalisé son attention sur les poussées contestataires chez les ouvriers licenciés du secteur d'Etat ou les paysans rackettés par les cadres ruraux. Depuis, le gouvernement a diffusé une circulaire interdisant aux retraités du Parti, de l'administration et de l'armée de se joindre à des *« organisations de masse non enregistrées* », une manière d'admettre la réalité de la pénétration de ces milieux par Falun Gong. La grande crainte du régime est que le potentiel de mobilisation d'un tel mouvement, qui évoque le messianisme salvateur des sectes de la tradition chinoise, puisse être un jour activé par des militants politiques. Les autorités s'inquiètent notamment que des liens puissent être noués avec le Parti démocrate chinois (PDC, interdit) qui, en dépit de la répression dont il est l'objet, conserve des réseaux de sympathisants.

Ces derniers jours, la police a interpellé environ quatre-vingts personnes – dont vingt-huit sont toujours en détention – susceptibles de

se manifester à l'occasion de ce dixième anniversaire. Parmi elles figurent sept militants du PDC de Hangzhou (province de Zhejiang). Le groupe avait exprimé son intention de s'afficher le 4 juin dans un parc de la ville, chemises blanches et brassards noirs de deuil. La police a également placé en résidence surveillée Ding Zilin, la porte-parole des familles des victimes de Tiananmen, qui vit cloîtrée chez elle depuis qu'elle a reçu l'ordre, le 9 mai, de ne plus quitter son domicile. M^{me} Ding a annoncé que cent cinq parents de victimes avaient déposé plainte contre les dirigeants chinois de l'époque, dont l'ancien premier ministre Li Peng, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale populaire.

S'il parvient à prévenir des manifestations à l'occasion de ce 4 juin – ce qui est probable compte tenu de la pression policière –, le régime n'en aura pas fini pour autant avec la mémoire de Tiananmen. Une des revendications traditionnelles des familles de victimes et des démocrates chinois est la révision du jugement officiel qualifiant le mouvement du printemps 1989 de *« rébellion contre-*

révolutionnaire ». Dans une rare référence expresse à l'événement, le *Quotidien du peuple*, répétant la formule rituelle, écrit qu'à l'époque *« le gouvernement chinois a pris des mesures immédiates, correctes et résolues pour mettre fin à ces troubles* ».

Une telle rigidité de façade ne signifie toutefois pas que le débat soit inexistant au sein de la direction, ou à tout le moins au sein des institutions s'articulant autour du parti. Selon la revue hongkongaise *Zheng-ming*, lors d'une réunion en avril de dirigeants de la Conférence consultative politique du peuple chinois – une assemblée alibi ménageant une place à huit « partis démocratiques » –, des voix se sont élevées pour demander que des gestes de réconciliation soient adressés aux étudiants impliqués dans le mouvement de 1989. La requête a essuyé une fin de non-recevoir, mais le fait est qu'elle a été formulée, ce qui témoigne de la permanence du malaise d'une partie de l'establishment chinois à l'égard du « printemps de Pékin ».

Frédéric Bobin

Liban : le retrait de Jezzine plonge l'ALS dans le désarroi

JEZZINE

de nos envoyés spéciaux

S'il n'en avait tenu qu'à eux, Youssef, Georges et Mado ne se seraient pas retirés de Jezzine. *« Avez-vous ja-*

REPORTAGE

L'évacuation des villages inquiète les miliciens de l'Armée du Liban sud

mais vu quelqu'un céder de gaieté de cœur une pièce de son appartement à quelqu'un d'autre ? », demandait l'aîné des trois, mercredi 2 juin. Ils se sont donc repliés à contrecœur, lorsque l'ordre leur en a été donné dans la nuit de mercredi à jeudi par leur chef, le général Antoine Lahad, qui commande l'Armée du Liban sud (ALS), la milice libanaise auxiliaire d'Israël.

Youssef, Georges et Mado, qui ne veulent être identifiés que par leur prénom, montaient mercredi la garde à l'entrée de la ville de Jezzine, dont ils n'autorisaient l'accès qu'aux seuls habitants. L'ALS s'était déjà retirée la veille de plusieurs localités de la région, qui prolonge vers le sud-est la *« zone de sécurité* » de 850 kilomètres carrés occupée par l'armée israélienne à l'extrémité méridionale du Liban.

La décision du général Lahad d'évacuer la région a totalement pris de court les trois hommes. Youssef ose une explication : *« C'est parce que nous y avons laissé beaucoup d'hommes : 154 combattants et 54 blessés* », depuis... dix ou quinze ans, Youssef ne sait plus très bien. Ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'ils ont tous été tués lors d'opérations conduites par le Hezbollah, la milice chiïte libanaise qui mène la résistance à l'occupant.

Les trois miliciens de l'ALS ont beau crâner et rouler des mécaniques, une certaine inquiétude transparait dans leurs propos. Qu'ils restent ou qu'ils partent, leur situation n'est pas idyllique. Ils n'ont pas tous la même expérience. Youssef, trente-cinq ans, est un milicien aguerri et résolu, fier d'avoir fait le coup de feu dans les rangs des Forces libanaises (les milices chrétiennes de Béchir Gemayel) avant de rejoindre les rangs de l'ALS, en 1990, lors de la guerre interchrétienne de Beyrouth. Mado, la cinquantaine, est plus sournois et répond aux questions par d'autres questions. Georges, vingt-sept ans, n'a jamais rien vu d'autre que le petit bout de Liban sud délimité par Jezzine. Il confie, pêle-mêle, qu'en tant que gradé il est payé 1 000 dollars par mois par l'armée israélienne, alors que les hommes de troupe en gagnent 500 ; que, sans cette manne, les familles des 200 membres de l'ALS originaires de

Jezzine ne pourraient pas vivre, et que le général Lahad a proposé 15 000 dollars à tous ceux qui voudraient renoncer au combat pour refaire leur vie dans le civil.

Il ajoute encore que ceux qui resteront seront traduits en justice par l'Etat libanais pour collaboration avec l'ennemi. Et que c'est une mesure injuste, l'ALS, comme toutes les milices avant elle, devant être d'après lui intégrée à l'armée libanaise. Lui-même se repliera sur la zone occupée par l'Etat hébreux, lorsque l'ordre lui en sera donné, et, pourquoi pas, en Israël même, plus tard. Youssef, quant à lui, revendique sa *« libanité* ». *« Mon Etat fera de moi ce qu'il fera des autres* », dit-il. Tous précisent vouloir que l'Etat libanais recouvre sa souveraineté sur tout le territoire, mais tous aussi sont convaincus qu'il n'en sera rien, et que c'est le Hezbollah qui fera la loi.

« RÉGION MAUDITE »

L'exode ayant, pour des raisons de sécurité, vidé le secteur au fil des années, les rares habitants des villages, en majorité chrétiens, évacués lundi par l'ALS, ne sont pas rassérénés de la voir partir. Dans la petite localité de Roum, en contrebas, Elias et Raymond ne comprennent pas pourquoi l'armée libanaise et la gendarmerie n'ont pas pris possession des lieux. Aucun uniforme libanais n'est visible entre le dernier barrage de l'armée libanaise, à Kfar Falous, et la ville de Jezzine, une vingtaine de kilomètres plus loin.

« Pourquoi, interrogent Elias et Raymond, *cette région est-elle “maudite” depuis des années ? Pourquoi nous traite-t-on tous de collabos, pour peu que nous soyons voisins ou amis de membres de l'ALS ? Qui s'est jamais soucié de savoir si certains ici pouvaient trouver d'autres emplois qu'au sein de l'ALS, demandent-ils encore. Qui s'est chargé de sécuriser économiquement et politiquement tous ceux qui, il y a deux ans, ont fui la région parce qu'ils refusaient le service militaire obligatoire de l'Armée du Liban sud ? Comment comprendre, enfin, que certains de ceux qui ont été faits prisonniers par cette armée, et par l'armée israélienne, aient été traités comme des pestiférés par les autorités libanaises ? »*

L'Etat, de toute évidence, a mauvaise presse ici. Mais la géographie accentue aussi, sans doute, l'inquiétude. Les petites bourgades de la région restent isolées les unes des autres et peuvent être la cible d'éventuelles actions de commando. De toute évidence, la population a besoin d'être rassurée. Nul, jusqu'à maintenant, n'a pris la peine de le faire.

Lucien George et Mouna Naim

Les Sud-Africains ont participé massivement aux deuxièmes élections générales post-apartheid

Confortable majorité pour le Congrès national africain

L'ère Mandela s'achève en Afrique du Sud. Les deuxièmes élections multiraciales de l'histoire du pays se sont déroulées, mercredi 2 juin, sans

qu'aucun incident grave ne soit rapporté. Les Sud-Africains se sont rendus massivement aux urnes pour donner une confortable majorité au

Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis les élections de 1994. Les électeurs ont parfois attendu plusieurs heures avant de voter.

BUTTERWORTH (province du Cap oriental) de notre envoyé spécial

Il fait froid et c'est encore la nuit. Derrière les collines, le soleil commence seulement à pointer. Butterworth émerge à peine de la brume d'hiver qui noie la vallée. Pourtant, ils sont plusieurs centaines déjà à faire la queue pour voter, ce mercredi 2 juin, dans cette ville du Cap oriental plantée au bord de la N 2, entre East London et Umtata, à presque 100 km de Johannesburg. Emmittoufflés dans leur manteau, bonnet sur la tête, les électeurs piétinent sur le trottoir de la rue principale, le long du bâtiment de la salle des fêtes. Il est 7 heures et la file va déjà presque jusqu'au coin de la rue suivante, au-delà de la pharmacie, fermée pour cause de jour férié. « Les armes à feu ne sont pas autorisées à l'intérieur du bureau de vote », rappelle la police par haut-parleur.

Au cœur de l'ancien homeland « indépendant » du Transkei, une véritable bataille électorale, il est vrai, a fait rage ces dernières semaines. Localité test du vote de cette Afrique du Sud profonde et déshéritée, Butterworth est l'un des fiefs du Mouvement démocratique uni (UDM), le parti de Bantu Holomisa, qui défie le Congrès national africain (ANC) sur ses terres. La tension entre les deux mouvements pendant la campagne a fait craindre des violences jusqu'au dernier moment. Dans la salle des fêtes, les opérations de vote, cependant, se déroulent avec lenteur mais sans incident. A l'entrée du hall, un premier agent de la commission électorale contrôle les cartes d'identité à code-barres, les seules qui permettent de voter. Puis une armée

d'asseurs vérifie l'inscription sur les listes électorales, tamponne les documents d'identité, procède au marquage du pouce à l'encre indélébile, donne les bulletins de vote et explique comment les utiliser.

Destiné à éviter les approximations du scrutin de 1994, le processus se veut un modèle de rigueur.

63,3 % pour l'ANC, selon les résultats provisoires

Le Congrès national africain (ANC) obtient 63,3 % des suffrages exprimés aux élections législatives du 2 juin, après dépouillement de la moitié des bulletins. Selon ces résultats partiels, le Parti démocratique (DP, droite libérale), arrive en deuxième position avec 11,3 %. Le Parti national (NP), l'ancien parti de l'apartheid au pouvoir jusqu'en 1994, n'obtient que 8,7 %, moins de la moitié de son score précédent. La lutte reste ouverte entre ces deux formations pour prendre la tête de l'opposition. Le parti zoulou Inkatha est à 8 %. Plus de 80 % des 18 millions d'électeurs ont déposé leurs bulletins dans les urnes, selon la Commission électorale indépendante.

En 1994, lors des premières élections multiraciales de l'histoire du pays, l'ANC avait obtenu 62,6 % des voix. Essop Pahad, bras droit de Thabo Mbeki - futur chef de l'Etat - s'est déclaré satisfait : « L'ANC a gardé le soutien substantiel qu'il avait en 1994 et c'est cela qui fait plaisir », a-t-il dit.

Mais les choses se compliquent quand des irréductibles veulent voter sans être inscrits, quand les bulletins viennent à manquer et que l'électricité est coupée. Plongée dans le noir, la belle machine électorale s'enraye, sauvée de justesse par des bougies et une batterie de voiture. A ce régime, certains électeurs de Butterworth mettront plus de cinq heures pour voter. Dans l'épreuve, la patience et la bonne humeur sont au rendez-vous, mais pas l'enthousiasme qui avait marqué les premières élections multiraciales.

« En 1994, j'ai voté ANC. Aujourd'hui, je suis déçu et découragé »,

confie Princess, infirmière à l'hôpital de Butterworth. Venue voter directement après sa garde de nuit, cette mère de famille se plaint de la lenteur des changements dans ses conditions de vie. « C'est vrai que, maintenant, j'ai l'électricité et même le téléphone. Mais je n'ai pas d'argent pour le payer et je suis tou-

jours sans eau courante », affirme celle qui doit faire vivre ses six enfants et petits-enfants avec l'équivalent de 1 400 francs par mois. Même si Princess préfère ne pas dire pour qui elle a voté cette fois, son discours désabusé fait d'elle une électrice en puissance de l'UDM.

AU BIDONVILLE DE BUNGENI

A l'image de son chef, exclu de l'ANC, le mouvement de M. Holomisa est lui-même composé en grande partie de déçus du parti au pouvoir. Il cherche, avant tout, à exploiter le mécontentement de la population noire la plus défavorisée. A

Butterworth, la tâche est facilitée par la situation économique désastreuse d'une agglomération qui fut, sous l'apartheid, le pôle industriel du pseudo Etat indépendant du Transkei (dirigé un temps par le général Bantu Holomisa). Aujourd'hui, il s'agit d'une ville sinistrée où le chômage frise les 50 % et où une bonne partie des quelque 50 000 habitants continuent à vivre dans des bidonvilles sordides et insalubres.

Bungeni est l'un d'entre eux. Au milieu des cabanes de tôles et de cartons, le bureau de vote y a été installé dans l'un des seuls bâtiments en dur. Maison à moitié en ruines et sans vitre, l'endroit fait office, en temps normal, d'école maternelle pour les petits du camp de squatters. Ce jour-là, la directrice de l'école occupe les fonctions d'officier électoral. Dehors, à 11 heures, la file d'attente s'étiole déjà. Bungeni regroupe une population estimée entre 1 500 et 2 000 habitants. Signe du désenchantement ambiant, environ 500 seulement se sont inscrits pour voter.

Cynthia, elle, est bien inscrite, mais elle n'a pas encore mis son bulletin dans l'urne. Le jour du vote, elle n'est toujours pas sûre de son choix. A cinquante et un ans, ce bout de femme pleine d'énergie s'affirme déçue par l'ANC. « Je n'ai pas envie de voter pour l'ANC parce que, pour moi, rien n'a changé depuis 1994 », dit-elle. Mais elle ne voit pas pour autant vers quel parti se tourner. « Je ne sais pas s'il y a un parti qui vaut mieux que les autres. L'UDM, ils parlent beaucoup mais je ne les connais pas et rien ne dit qu'ils tiendront leurs promesses. »

Frédéric Chambon

L'Inde maintient sa pression militaire au Cachemire

SRINAGAR. Alors que de violents échanges d'artillerie se poursuivent le long de la ligne de contrôle qui sépare l'Inde et le Pakistan, au Cachemire, le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, a affirmé mercredi 2 juin que New Delhi pourrait envisager d'offrir des passages de retrait sûrs aux infiltrés pakistanais qui occupent des positions à l'intérieur du territoire indien. « Si les infiltrés demandent de se retirer, nous en étudions la possibilité, mais il est hors de question d'arrêter les opérations militaires et de leur permettre de partir sans négociations sur le sujet avec le Pakistan », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie de lancement du deuxième destroyer indien.

L'Inde, qui continuait mercredi d'envoyer des renforts d'artillerie lourde dans les secteurs de Dras et Kargil, a d'autre part banni la diffusion sur son territoire de la télévision pakistanaise et demandé aux opérateurs du câble de la retirer immédiatement de leur bouquet. Pour la 9^e journée consécutive, les chasseurs bombardiers indiens sont entrés en action jeudi à l'aube. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ARABIE SAOUDITE : le roi Fahd d'Arabie saoudite** a quitté, mercredi soir 2 juin, l'hôpital, où il a subi une série « d'examens médicaux satisfaisants », a annoncé la télévision officielle saoudienne. Le roi, âgé de près de quatre-vingts ans, souffre de problèmes de santé à répétition depuis plus de quatre ans. - (AFP)

■ **ÉGYPTE : le Parlement égyptien** a désigné, mercredi 2 juin, le président Hosni Moubarak comme candidat à un quatrième mandat de six ans. Nommé immédiatement après l'assassinat d'Anouar El Sadate, en 1981, M. Moubarak a été désigné à l'unanimité par les 443 parlementaires présents. 95 % des 454 députés appartiennent au Parti démocratique national du chef de l'Etat. En 1993, ce dernier avait été réélu avec 96 % des suffrages exprimés. - (AFP)

■ **Le ministère égyptien des affaires étrangères** a protesté, mercredi 2 juin, auprès de l'ambassade d'Israël au Caire contre des « informations erronées » sur une hospitalisation du président syrien, Hafez El Assad, attribuées par la télévision israélienne à des sources égyptiennes. L'ambassadeur de Syrie à Washington avait démenti mercredi ces informations. Hafez El Assad s'est entretenu, mercredi soir, avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdel Aziz, en visite à Damas. - (AFP)

■ **IRAK : l'ambassadeur français André Janier** est arrivé mercredi 2 juin à Bagdad pour diriger la section des intérêts français en Irak, en remplacement d'Yves Aubin de la Messuzière, a indiqué la représentation. Avant ce poste, M. Janier a été successivement ambassadeur au Qatar, au Tchad et au Yémen. Yves Aubin de la Messuzière avait quitté Bagdad en mars au terme de son mandat. Il a été promu à la tête de la direction Afrique du Nord et Moyen-Orient (AMNO) au ministère des affaires étrangères à Paris. - (AFP)

■ **JORDANIE : le roi Abdallah**, en visite à Paris, mercredi 2 juin, a reçu une délégation du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) conduite par son président, Henri Hajdenberg. - (AFP)

■ **SOUDAN : l'organisation non gouvernementale Christian Solidarity International (CSI)**, au centre d'une polémique concernant le rachat d'esclaves au Soudan, a déclaré mardi 1^{er} juin avoir ainsi obtenu la liberté de près de 1 400 personnes au mois de mai. Ceci porte à 9 112 le nombre de Soudanais sortis de la servitude depuis le début de l'action de CSI, en 1995. Le rachat d'esclaves par l'ONG, dont le siège est à Zurich, a provoqué une polémique avec l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), qui a condamné cette méthode en estimant qu'elle entretenait le trafic sans s'attaquer à sa cause, la guerre civile au Soudan. - (AFP)



SAATCHI & SAATCHI - Peseo persone Bujamater de Calar

AVANT L'ÉTÉ, TOYOTA A MIS SES PRIX AU RÉGIME.



TOYOTA PICNIC A PARTIR DE
118.590F*
(SOIT -10.000 F)



TOYOTA COROLLA A PARTIR DE
67.900F**
(SOIT -7.000 F)



TOYOTA AVENSIS A PARTIR DE
101.000F**
(SOIT -10.000 F)



Du 1^{er} au 30 juin, venez découvrir dans le réseau Toyota, les offres spéciales "Régime d'Été". Votre concessionnaire : 3615 Toyota (1,29 F/mn).
* Offre valable du 1^{er} au 30 juin 99 sur toute la gamme Picnic (ex. : 118.590 F TTC pour le Picnic 2.0 L A.M. 99 au lieu de 128.590 F TTC, tarif conseillé au 15/03/99) et ** offres renouvelées jusqu'au 30 juin 99 sur les gammes Corolla et Avensis (ex. : 67.900 F TTC pour la Corolla Linea Terra (b) 3 portes, 1.3 L A.M. 99 au lieu de 74.900 F TTC et 101.000 F TTC pour l'Avensis Linea Terra 4 portes 1.9 L A.M. 99 au lieu de 111.000 F TTC tarifs conseillés au 15/03/99). Offres réservées aux particuliers pour toute commande d'un véhicule neuf Picnic, Corolla ou Avensis avant le 30/06/99, dans la limite des stocks disponibles livrables avant le 31/07/99, valable chez les concessionnaires Toyota participant à l'opération. Modèles présentés Picnic GL 2.0 L à 134.290 F TTC, Corolla 3 portes 1.3 L Linea Terra à 74.900 F TTC, Avensis 5 portes 1.8 L Linea Sol à 115.900 F TTC, déductions faites des offres (hors peinture métallisée).



FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

TRANSPORTS Jeudi 3 juin, en fin de matinée, aucun signe ne semblait présager une fin rapide du conflit bloquant la quasi-totalité du réseau de la RATP. ● CETTE GRÈVE

avait été déclenchée de manière spontanée par les agents du réseau à la suite du décès d'un contrôleur, à la station Barbès-Rochechouart, alors qu'il procédait à un contrôle de ven-

deurs à la sauvette. ● L'ENQUÊTE et l'autopsie ont montré que cet agent n'est pas mort à la suite d'une agression, mais qu'il est décédé après une rupture d'anévrisme cérébral. ● JEU-

DI 3 JUIN, lors d'assemblées générales parfois houleuses, les agents de la RATP ont refusé d'avaliser les termes du « relevé de conclusions » qui avait été établi dans la nuit entre le minis-

tère des transports, la direction de la régie et les organisations syndicales. ● LA JOURNÉE de jeudi devrait une nouvelle fois tourner à la « galère » pour les millions d'usagers.

La mobilisation des agents de la RATP contre l'insécurité reste forte

Jeudi 3 juin en fin de matinée, la quasi-totalité du réseau des transports parisiens restait bloquée. Sous le coup du décès d'un de leurs collègues, les agents semblaient refuser le protocole d'accord intervenu dans la nuit entre le gouvernement et les syndicats

APRÈS le temps de l'émotion, le temps de la mobilisation. Jeudi 3 juin en milieu de matinée, l'ensemble du réseau de la RATP était toujours bloqué, à l'exception de quelques lignes de métro et de RER dont le trafic reprenait progressivement. Du côté des bus, l'heure était plutôt au durcissement du conflit.

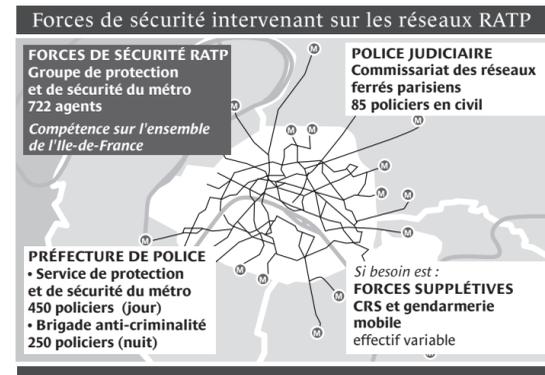
La veille, l'ensemble des agents du réseau de la RATP avaient spontanément cessé le travail, en solidarité avec leur collègue Eric Douet, décédé mercredi 2 juin, quelques heures après une rupture d'anévrisme cérébral alors qu'il procédait, à la station Barbès-Rochechouart, à un contrôle de vendeurs à la sauvette.

De manière à désamorcer rapidement ce conflit, Jean-Claude Gaysot, le ministre communiste des transports, avait souhaité que la négociation entre les syndicats et la direction de la RATP « aboutisse à un accord » susceptible d'amener un retour rapide à une situation normale dans les transports parisiens. Mercredi soir, au cours d'une réunion qui allait durer plus de sept heures, direction et syndicats avaient tenté de surmonter l'échec de la rencontre qui avait eu lieu en fin de matinée. Après avoir exprimé « la solidarité du gouvernement » avec la famille d'Eric Douet, au chevet duquel il s'était rendu la nuit précédente en compagnie de M. Bailly, M. Gaysot avait insisté sur la nécessité d'« associer les salariés aux nouvelles mesures en faveur de la sécurité ».

« PROTOCOLE D'ACCORD »

Toutes les pistes présentées par le ministre en début de soirée ont constitué la trame du « relevé de conclusions » – que la direction de la RATP avait un moment appelé « protocole d'accord » – sur lequel les négociateurs se sont séparés vers 2 heures du matin.

C'est ce document, jugé « globalement satisfaisant » par la plupart des syndicats, qui a fait l'objet d'une consultation des agents, jeudi matin, dès l'ouverture des dépôts. Cet embryon d'accord



comporte des mesures de solidarité envers la famille d'Eric Douet, et l'annonce d'une campagne de sensibilisation de l'opinion publique sur le thème du respect des agents.

Le volet le plus important de ce texte concerne « la sûreté des agents ». Dans l'attente des résul-

tats d'une concertation globale sur ce sujet qui devrait aboutir à la fin de l'été, les saisies opérées par les agents de station sur des marchands à la sauvette sont temporairement suspendues. Elles pourraient être effectuées par les 80 policiers supplémentaires mis,

mercredi, à la disposition de la RATP par la préfecture de police. M. Gaysot avait indiqué que ce type de contrôle serait désormais effectué par des équipes de quatre personnes au lieu de trois, encadrées par des agents de sécurité ou par des policiers. Le ministre avait même souhaité que les agents de la RATP se contentent de jouer un rôle d'alerte, et n'interviennent plus directement en cas d'incidents.

« L'EMPLOI ET LES EFFECTIFS »

Enfin, un troisième chapitre du projet, soumis jeudi aux agents de la RATP, évoque « l'emploi et les effectifs ». Dès le déclenchement du mouvement, les syndicats ont en effet repris leurs revendications sur « les postes supplémentaires nécessaires pour assurer la sécurité dans le métro et les bus ». Il n'a pas été question, officiellement du moins, dans la nuit de mercredi à jeudi, des 500 embauches réclamées depuis plusieurs mois, à l'occasion de chaque conflit. En revanche, le tex-

te évoque « la création de plusieurs centaines d'emplois-jeunes dans les métiers ayant vocation à être pérennisés ». Là encore, c'est Jean-

le coûteux problème des effectifs. Jeudi matin, c'est pourtant cette question des effectifs qui fut à l'origine du rejet de l'accord par cer-

Mouvements de solidarité à Marseille et à Lyon

Aucun bus, métro ni tramway ne circulait, jeudi matin 3 juin, dans les rues de Marseille, en raison d'une grève des agents de la Régie des transports (RTM), solidaires de leurs collègues parisiens. Dans un communiqué commun, tous les syndicats de l'entreprise ont dénoncé « l'absence de mesures » en faveur de la sécurité, en soulignant avoir « à maintes reprises interpellé la direction de la RTM, la municipalité et le préfet ».

A Lyon, des conducteurs des transports en commun lyonnais (TCL) se sont également mis en grève, jeudi matin, par solidarité. L'ensemble des organisations syndicales des TCL avaient appelé à un arrêt de travail, en soulignant, dans un communiqué, que « les salariés des transports urbains ne doivent plus venir travailler la peur au ventre ». En 1998, les TCL ont enregistré 219 agressions physiques contre le personnel contre 150 en 1997. Jeudi matin, les quatre lignes du métro de Lyon fonctionnaient mais, en surface, seules 11 des 95 lignes de bus et de trolley étaient en service.

Claude Gaysot qui a proposé cette solution de manière à éviter un achoppement des négociations sur

tains dépôts du métro, et surtout par la plupart des assemblées générales des conducteurs de bus. Les chauffeurs consultés dénonçaient à la fois le « simple rappel » de mesures de sécurité déjà connues pour le réseau de bus, l'absence de réponse précise sur la question des effectifs, et « l'irréalisme » de la proposition d'une mise en place d'emplois-jeunes sur les lignes les plus exposées.

« SORTIE DE CRISE » DIGNE

Chacun soulignait la nécessité de trouver une « sortie de crise » dans la dignité. Même si de nombreux grévistes admettaient que les circonstances de la mort d'Eric Douet ne semblaient pas justifier une telle ampleur du mouvement, beaucoup insistaient sur les difficultés des agents de la RATP à effectuer leur mission dans des conditions de sécurité satisfaisantes. A l'appui de leurs dires, certains rappelaient les termes du communiqué du président de Jacques Chirac faisant état du « droit à la sécurité », qui est devenue une « exigence fondamentale ».

Nathaniel Herzberg

Christophe de Chenay

Le décès de l'agent Eric Douet est accidentel

L'AGENT de service de la RATP, mort, mercredi 2 juin, à la suite d'un contrôle à la station Barbès-Rochechouart, n'a pas été victime d'une agression. Les premières constatations des enquêteurs, les récits des témoins et l'autopsie pratiquée par les médecins sont concordants : Eric Douet a succombé à une hémorragie cérébrale provoquée par une rupture d'anévrisme. Pris en charge, mardi 1^{er} juin, dans un état désespéré par le SAMU et conduit à l'hôpital de la Salpêtrière, il est décédé mercredi à 17 h 00. L'autopsie, pratiquée dans la nuit de mercredi à jeudi, n'a décelé aucune trace de coup. Elle a simplement constaté la présence d'un hématome cérébral, consécutif à sa chute, mais qui « en aucun cas n'aurait pu provoquer la mort ». « Un accident », résume un enquêteur.

Membre de ce que la RATP nomme une « équipe mobile », cet agent de trente-neuf ans, marié et père de trois enfants, était affecté à la ligne 4. Tourmant avec deux de ses collègues entre la porte d'Orléans et la porte de Clignancourt, il avait pour mission principale la « maîtrise du territoire ». Dans les rames, cela signifie avant tout le contrôle des billets et une simple

présence humaine. Mais dans certaines stations particulièrement fréquentées, il incombe également à ces agents d'évacuer les vendeurs à la sauvette. Près d'un millier de procès-verbaux sont ainsi dressés chaque mois. La marchandise est saisie, stockée lorsque elle n'est pas périsable, ou donnée à des œuvres caritatives.

IL N'A ÉTÉ FRAPPÉ « À AUCUN MOMENT »

Mardi, un peu avant 14 heures, l'équipe d'Eric Douet contrôlait la station Barbès-Rochechouart, dans le 18^e arrondissement, un des points chauds de la ligne. Ici, une demi-douzaine de vendeurs, originaires du sous-continent indien, opèrent en permanence. Dans les couloirs souterrains, mais surtout sous la ligne aérienne, près de la sortie, à côté du marchand de fruits et légumes. Ils sont régulièrement verbalisés, se sauvant quand ils en ont le temps, puis reviennent. En ce début d'après-midi, ils sont trois à vendre bijoux fantaisie, peignes et autres foulards et briquets. Eric Douet s'approche de deux d'entre eux. Puis s'effondre dans des conditions que la brigade criminelle, saisie de l'enquête par le parquet de Paris, pense avoir à présent éclaircies.

Car si les deux collègues d'Eric Douet, qui se trouvaient à l'écart, n'ont pas assisté à la scène, deux témoins se sont présentés spontanément aux policiers : une voyageuse et un autre vendeur, qui se situait à quelques mètres. Leur récit est « concordant », soulignent les enquêteurs. Eric Douet était en train d'effectuer la saisie des colifichets des deux vendeurs quand il s'est effondré. Il n'a été frappé « à aucun moment », assurent les témoins. Il n'aurait même pas été bousculé. Et un enquêteur de conclure : « Ce n'est ni l'agression que l'on a d'abord décrite, ni même une altercation. » Les pompiers sont rapidement sur les lieux. La police ne sera avertie que beaucoup plus tard.

Les deux vendeurs, qui ont immédiatement pris la fuite, ont été identifiés. De nationalité indienne, ils sont bien connus du secteur. Les policiers souhaitent les entendre « comme témoins ». Un avis de recherche devait être diffusé, jeudi, en fin de matinée. Un numéro vert a également été mis en place pour solliciter de nouveaux témoignages.

Tristesse et indignation dans un dépôt du 13^e arrondissement

CONTRE LE MUR, près du portail d'entrée, est accroché un vieil écriteau. Les lettres sont moulées à l'ancienne : « Soyez toujours propre, le public vous en saura gré ».

REPORTAGE

« Jusqu'à présent, chez nous, on avait eu des blessés. Mais là, le gars est mort »

soyez toujours aimable et correct, votre tâche sera facilitée. » Ce mercredi 2 juin, les mots, désuets, résonnent comme une mauvaise blague. Ici, dans ce dépôt de la RATP du 13^e arrondissement de Paris, les machinistes, sous le choc de la nouvelle, n'ont pas le cœur à rire. Beaucoup ont appris, en fin de matinée seulement, le drame dont a été victime leur collègue contrôleur.

C'est le cas de Brigitte, qui était au volant de son autobus quand les rues de la capitale ont commencé à devenir folles, recouvertes d'une marée de voitures et d'interminables processions de piétons. « Je ne comprenais pas ce qui se passait. Arrivée gare de Lyon, il a vraiment fallu que j'insiste pour qu'on finisse par m'annoncer qu'il y avait grève – et qu'on me dise pourquoi. Les gars de l'administration s'obstinaient à répéter que, chez nous, tout était normal et que les bus roulaient... », raconte la jeune femme.

Brigitte a beau avoir onze ans de métier, elle ne s'habitue pas. Tout comme Thierry, machiniste lui aussi et militant CFDT. Le mot d'ordre de grève, tous, ici, l'ont suivi. « A 100 % », insiste Thierry. A côté de lui, ses camarades de la CGT font chorus. « Ils s'imaginent quoi, là-haut ? Qu'on va reprendre

le travail, sans rien dire, sans rien obtenir, jusqu'au prochain mort ? », s'exclame l'un d'eux. « Des agressions, il y en a tout le temps. Mais on n'en parle pas. Tenenez, en début de semaine, à Vitry, un gars a été aspergé d'essence. Il a failli être brûlé vif. C'était sur la ligne 183. Mais qui le sait ? », renchérit Thierry. « La politique de la direction de la RATP, c'est de minimiser les problèmes de sécurité », résume Gérard, cégétiste.

A l'intérieur du local syndical, le ton monte. Les grévistes, révoltés, évoquent la mort de leur collègue. La directrice n'est pas d'ac-

cord : « La radio l'a annoncée, mais il y a eu un démenti », assure-t-elle. « Il est en état de mort cérébrale et ça ne vous suffit pas ! », s'étrangle un syndicaliste. La directrice n'insiste pas.

« ÇA TOURNE AU VINAIGRE »

« Jusqu'à présent, chez nous, on avait eu des blessés. Mais là, le gars est mort », souffle Olivier. « La violence, elle part pour un rien. Il suffit de pas grand-chose et hop ! Ça tourne au vinaigre », constate Gérard. Il se rappelle ce jour où, pour un simple appel de phare, un automobiliste s'est transformé

en fou furieux : « Il m'a fait tomber le rétro avec une batte de baseball. » Brigitte, elle aussi, en a vu de belles. « Mais cela n'a jamais été plus loin que de me pêter les phares et de donner des coups dans le pare-chocs », admet-elle. « Sur ce dépôt, ça va encore, reconnaît Alain, responsable CGT. Mais sur certaines lignes, les gars ont peur. Ils vont dans des quartiers, en banlieue, où le bus, c'est le seul truc qui reste, le seul symbole d'Etat encore visible. Sur ces lignes-là, les conducteurs mériteraient d'avoir des accompagnateurs. »

Quand elle a commencé ce mé-

tier, Brigitte ne se doutait pas que les choses se dégraderaient si vite. « Au début, j'étais sur une ligne à peu près pépère », reconnaît-elle. Aujourd'hui, dit-elle, la situation est devenue « inadmissible ». Elle s'est syndiquée à la CGT. « En France, dit-elle, si on était plus motivé – et quand je dis "on", je parle du gouvernement, mais aussi des gens, simplement –, si on se sentait un peu plus responsable de ce qui se passe autour de nous, je crois que ça irait mieux. On en est loin. »

C. S.

« Ils font la grève comme moi je pisse »

JULIEN a poussé un grand « han » de fatigue et s'est assis par terre, sur le seuil de l'immeuble, à côté de son amie Anne-Céline. Ils ont sorti un paquet de chips et des canettes de soda de leur sac à dos. Ils arrivent de la gare Saint-Lazare. Devant eux, la marée de piétons et de voitures qui a engoulti, dès le début de la matinée, la place de la Bastille, semble ne jamais devoir se retirer. Ce mercredi 2 juin, Julien et Anne-Céline ont passé la première partie de leurs examens, à la fac de Nanterre, comme si de rien n'était. Ou presque. Car Anne-Céline habite Grigny et Julien, Champigny, au sud de la capitale. Pour gagner leur salle d'examen, les jeunes banlieusards n'ont mis, au total, « que deux heures et demie », sourient-ils, en mâchouillant leurs chips.

« Qu'ils fassent grève, OK. Il n'empêche qu'il faudrait un service minimum. Nous encore, on s'en sort. Mais les gens en situation précaire, par exemple un chômeur qui a un rendez-vous d'embauche, il fait comment ? », proteste Anne-Céline. Un concert de klaxons l'interrompt. « Je crois que je vais rentrer à pied », lâche Julien, résigné. « Demain matin, réveil à 4 heures et demie », calcule Anne-Céline.

« Que les gens de la RATP se mettent en grève, après un truc pareil, c'est légitime, tranche une vieille dame, assise sous un abri-bus. Mais maintenant, puisque le gars est mort, ça ne sert plus à rien. Vous allez voir, demain, les bus et le métro seront en marche ! », prédit-elle à sa voisine, une blonde à l'air épuisé, venue s'asseoir « cinq minutes, pour souffler, avant de reprendre la route ». La blonde hoche la tête, sceptique. Elle pioche mécaniquement dans un sachet en papier marron, avalant cerise sur cerise. « Si la CGT dit de continuer la grève, vous verrez, ça va continuer ! », répond-elle, sans que l'on sache vraiment si elle trouve, elle aussi, ce mouvement « légitime ». Elle a trop mal aux pieds pour ça. La femme aux cerises habite près de la mairie de Montreuil. Elle va essayer de rentrer en faisant du stop.

« On vit une époque dégueulasse. Personne n'a bougé le petit doigt pour l'aider, le pauvre gars, pendant qu'il se faisait tabasser », s'indigne une mère de famille, plantée avec sa fille, devant la station de taxis. « D'accord, n'empêche que les types de la RATP, ils font la

grève comme moi je pisse. Ce n'est pas normal », maugrée un quinquagénaire en costume-cravate, le visage luisant de sueur. L'air dégoûté, il quitte la file et s'éloigne vers le boulevard Richard-Lenoir. « Celui-là, il n'a pas bien l'habitude de marcher ! », commente, avec un sourire entendu, un jeune râblé aux cheveux ras. « C'est triste que le gars de la RATP soit mort, mais c'est pas marrant pour les gens d'avoir à attendre comme ça et à crapahuter des heures », lance un septuagénaire, appuyé sur sa canne. Lui, cela fait deux heures qu'il est là, à guetter une voiture. « En deux heures, on a vu passer cinq ou six taxis, pas plus », explique-t-il. « Moi, ça va, j'ai le temps. Mais la dame, devant moi, elle a son avion à Orly, ajoute-t-il à voix basse. Quand ils se mettent en grève, ils y pensent, les gens de la RATP ? », s'interroge-t-il, le regard flou. « Moi, j'ai travaillé toute ma vie dans le bâtiment. On n'a jamais fait grève, quand il y avait un accident. Pourtant, je vous assure, il y en a eu, des morts sur les chantiers ! »

Catherine Simon

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

« Par arrêt de la Cour d'Appel de PARIS, 11^{ème} Chambre B, en date du 18 mars 1999, **Francis ESMENARD, Président des Editions ALBIN MICHEL et Patrick ROUGELET**, auteur de l'ouvrage intitulé « R.G. La Machine à scandales », ont été condamnés à des peines d'amende et à des dommages-intérêts pour avoir diffamé publiquement **Georges TRANCHANT**, en publiant dans le chapitre 6 dudit ouvrage (pages 157 à 170), des passages le mettant en cause. »

Forte émotion dans une cité de Seine-Saint-Denis après la mort d'un jeune lors d'une fusillade

Abdelali Sadaoui, du quartier des Francs-Moisins, a été tué par deux hommes à moto

Un jeune de la cité des Francs-Moisins (Seine-Saint-Denis) a été tué et un autre blessé, dans la nuit du mardi 1^{er} au mercredi 2 juin, par les coups

de feu tirés par deux hommes circulant à moto. Ce drame s'inscrit dans un contexte de règlements de comptes réguliers entre plusieurs quar-

tiers du département. Le climat est d'autant plus tendu que des heurts avaient opposé récemment les jeunes des Francs-Moisins aux policiers.

LES HABITANTS de la cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), étaient en état de choc, mercredi 2 juin, après la mort d'un jeune homme du quartier, Abdelali Sadaoui, âgé de vingt-quatre ans, à la suite d'une fusillade provoquée dans le courant de la nuit par deux hommes circulant à moto. Un autre homme, Karim Djeballi, âgé de vingt-deux ans, a été blessé.

Il était minuit et quart et, en cette soirée très chaude, de nombreux habitants flânaient à l'extérieur lorsque deux hommes portant une cagoule ont longé à moto l'allée Antoine-de-Saint-Exupéry, où ils ont fait feu sur MM. Sadaoui et Djeballi avec un pistolet automatique capable de tirer par rafales ou un pistolet-mitrailleur. Une dizaine de douilles ont été retrouvées sur les lieux. Malgré les soins du SAMU, M. Sadaoui, atteint par plusieurs balles, est décédé environ une demi-heure plus tard.

La police n'a pas pu recueillir de témoignages, en raison de l'hostilité de jeunes gens présents sur les lieux. « On a fait notre travail mais on a dû se replier rapidement ; ils ont commencé à saccager des voitures de

police ; certains collègues ont entendu des coups de feu », a indiqué un policier. Le lendemain, les jeunes du quartier justifiaient leur hostilité en invoquant la « lenteur » de l'intervention policière.

Les deux victimes, considérées

l'une de ces deux cités - qui comptent respectivement 8 000 et 10 000 habitants - est immédiatement interprété comme suscité par l'autre. « On est toujours en guerre, nous racontait un adolescent il y a quelques mois, c'est une longue his-

est d'autant plus tendu que les habitants ont en mémoire les heurts entre la police et des jeunes du quartier, qui ont fait huit blessés du côté des forces de l'ordre, le 26 avril, dont un policier gravement brûlé aux mains et au visage par un cocktail Molotov.

Ces heurts faisaient suite à ce que les jeunes considéraient comme « une bavure policière ». Trois jours plus tôt, l'un des leurs avait été blessé à la nuque par un policier, alors qu'il fuyait à bord d'une voiture signalée comme celle utilisée habituellement par le meurtrier présumé de Karim Fadiga, un jeune des Cosmonautes, une autre cité de Saint-Denis. Ce dernier avait été tué à coups de couteau, le 21 avril, dans son quartier pour avoir tenté d'empêcher quatre dealers de « vendre de la came chez lui », selon son entourage. Neuf jeunes gens des Francs-Moisins avaient été interpellés par la suite. « Depuis, dès que la police arrive, il y a des échauffourées, raconte un jeune du quartier. Le climat est délétère. »

M.-P. S.

Les Francs-Moisins, le Clos Saint-Lazare, un événement survenant dans l'une de ces deux cités est aussitôt interprété comme suscité par l'autre

comme représentatives des jeunes de la cité, n'avaient pas la réputation d'être des « caïds ». Si l'hypothèse d'un règlement de comptes est privilégiée par la population, celle-ci considère que les agresseurs ont tiré à « l'aveugle », et qu'il ne s'agit pas d'un acte ciblé sur une ou plusieurs personnes identifiées, mais sur la cité en général. Des règlements de comptes opposent régulièrement des jeunes des Francs-Moisins à des jeunes du Clos Saint-Lazare, un quartier de Stains (Seine-Saint-Denis). Un événement survenant dans

toire ; mon père, qui a trente-sept ans, s'embrouillait déjà avec eux quand il était petit. » Les jeunes des Francs-Moisins sont donc persuadés que les auteurs de la fusillade venaient « du Clos ».

« L'angoisse est maximale parce que tout le monde pense que ça aurait pu arriver à n'importe qui, témoigne le docteur Didier Ménard, médecin généraliste dans le quartier. Toute la matinée, j'ai entendu des gens me dire qu'ils voulaient déménager. Il y a un état de choc affectif, c'est la porte ouverte à toutes les réactions. » Le climat

Patrick Braouezec, maire de Saint-Denis, député communiste

« Nous sommes dans une spirale qui nous interroge sur la paix civile »

« Les réactions provoquées par la mort d'un contrôleur de la RATP et la fusillade qui a eu lieu mercredi à la cité des Francs-Moisins, dans votre commune, sont-ils pour vous le signe que la société française se laisse happer dans la spirale de la violence ?

- Nous sommes en effet dans une spirale qui nous interroge sur la paix civile. Il faut que les élus mettent cette question de la paix civile au centre de leurs préoccupations. Mais c'est aussi le signe que les réponses apportées jusqu'à présent ne règlent rien sur le fond. Le débat répression-prévention est dépassé, tous les élus l'ont compris. Mais une fois qu'on a dit ça, une autre question émerge immédiatement : comment rétablir dans ce pays les liens distendus entre les institutions et les citoyens ?

- Concrètement, comment les institutions peuvent-elles changer ?

- Il faut une réforme profonde de nos institutions, et pas seulement de la police, qui fait un travail difficile et ingrat, même si à mes yeux certains policiers ne sont plus dans l'action républicaine. Il faut qu'il n'y ait plus d'abus de pouvoir, plus de rapports méprisants avec les citoyens. Et cela concerne l'ensemble des institutions. De même, il faut en finir avec les inégalités. Un seul exemple : il y a quatre, cinq ans, Saint-Denis, 90 000 habitants, avait moitié moins d'agences pos-

tales que Versailles, 80 000 habitants ! Ce n'est pas de discrimination positive dont nous avons besoin, mais d'un retour à l'égalité. Il est illusoire de croire qu'il existerait toujours un pacte républicain alors qu'en réalité, pour huit à neuf millions de personnes, il n'existe plus parce qu'on ne leur garantit plus le minimum pour vivre.

- Il faut donc, selon vous, commencer par redistribuer les richesses ?

- Il faut revoir un certain nombre de politiques sociales. La majoration des minima sociaux s'impose. On ne peut pas laisser le RMI à son niveau, sauf à laisser se développer une économie parallèle. Nous sommes dans un processus de déréglementation qui peut être dangereux pour notre société, quelles que soient les réponses apportées par les collectivités locales. Le local peut réparer, contribuer à une redistribution des richesses, apporter de la considération aux citoyens, mais il ne peut pas régler seul les questions de société, et tout particulièrement la question du chômage. Encore un exemple : la Seine-Saint-Denis compte 400 000 emplois, les Hauts-de-Seine, 800 000, pour le même nombre d'habitants.

- Est-ce que la politique de la ville peut, elle, régler ces questions ?

- Pour qu'elle le puisse, il faudrait que le ministre délégué à la ville ait un réel pouvoir sur les autres ministères concernés, ce qui



PATRICK BRAOUEZEC

n'est pas le cas, et il faudrait que ce ministère ne permette pas aux autres de se dédouaner.

- Inévitablement se pose la question des moyens...

- Il faut des moyens publics plus importants, et pas seulement des redéploiements, pour, par exemple, la prise en charge des mineurs, ou le développement d'autres sanctions que la prison. Si je prends le cas du drame de la RATP, je ne pense pas que c'est avec quatre-vingts policiers supplémentaires qu'on résoudra la question. Si nous ne sommes pas capables de prendre la mesure de ce qui est en train de se passer, nous ne sommes pas sortis du problème posé.

- Avez-vous le sentiment que le gouvernement a pris la mesure du phénomène ?

- Profondément, non, je ne le crois pas. Il y a un an, on était dans une phase positive, on préparait la Coupe du monde. Aujourd'hui, il n'y a pas de perspective, pas de

projet commun. Ce gouvernement est un bon gestionnaire, mais il n'a ni souffle ni perspective. On est toujours un peu dans la réponse à l'urgence. Je suis certain qu'aujourd'hui, si on avait un projet qui s'appuie sur le réel, qui considère qu'on ne peut pas vivre avec 2 400 francs par mois, on aurait une autre réponse de la part de ceux qu'on stigmatise.

- A qui pensez-vous lorsque vous parlez d'absence de souffle ?

- Je ne vise personne en particulier. Je parle d'un comportement collectif que nous devrions avoir, nous les gens de gauche. Si nous ne tenons pas compte de la situation dans laquelle vivent un certain nombre de personnes dans ce pays, nous ne pouvons rien construire avec elles. Certains dossiers sont en panne. Je pense au logement social. Plus personne ne veut en faire parce que tout le monde pense que ça n'apporte que des difficultés. Mais il faut bien trouver des réponses aux questions que nous pose une partie de la population ! Hier, j'ai participé à une réunion avec deux cents habitants des Francs-Moisins. Leurs ressources m'étonnent toujours ! Malgré leurs difficultés, ils ont des projets individuels. Mais on ne peut pas vivre dans une société où les gens n'ont que des projets individuels. C'est à l'Etat d'être garant d'un projet collectif. »

Propos recueillis par Marie-Pierre Subtil

La commission d'enquête rend public son rapport sur le service d'ordre du FN

L'opposition dénonce une « manœuvre »

DANS LES MANIFESTATIONS, on les a toujours appelés les « gros bras » du Front national. Bottés, casqués, les membres de ce service d'ordre très particulier ont défrayé la chronique et suscité quelques discrètes enquêtes des Renseignements généraux. Mais c'est aussi parce qu'ils ont toujours été soupçonnés de vouloir organiser des actions séditeuses qui pourraient justifier une dissolution, au nom de la loi de juin 1936 condamnant les ligues, que l'Assemblée nationale a créé, le 9 décembre 1998, une commission d'enquête sur les agissements et les objectifs du « Département Protection Sécurité » (DPS) du FN (Le Monde du 28 mai). Six mois plus tard, jeudi 3 juin, Bernard Grasset, ancien directeur général de la police devenu député socialiste de Charente-Maritime, rend public son rapport.

La difficulté de la tâche a été réelle. Car, ainsi que le souligne le rapporteur, la commission n'a jamais cessé de se heurter soit à « l'ignorance étrange de certains témoins » soit à « l'indifférence de certains autres ». L'ancien ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, et l'actuel, Jean-Pierre Chevènement, n'ont ainsi manifestement pas fait preuve de la meilleure volonté pour informer les parlementaires, et la commission d'enquête n'a pu obtenir le rapport des Renseignements généraux décortiquant notamment les liens entre le DPS et les sociétés de sécurité.

Les deux cent quarante pages de cette enquête, qui s'appuie sur les témoignages de journalistes, de policiers et de cadres du Front national ou du Mouvement national de Bruno Mégret, permettent cependant de saisir la nature et le type de recrutement de cette « milice privée » qu'est le DPS. Il s'agit d'abord d'une structure de bénévoles. Si le recrutement paraît très varié, on y trouve cependant un nombre important de militaires à la retraite et d'anciens policiers. Bernard Courcelle, ancien président du DPS écarté par Jean-Marie Le Pen après qu'il a décidé de suivre Bruno Mégret, assure ainsi : « Plus il y avait d'anciens militaires et d'anciens gendarmes, plus j'étais satisfait. Ce sont des personnes sur lesquelles on peut compter et qui connaissent la législation, notamment les gendarmes. »

Selon le rapport, un quart des effectifs du DPS dont le parcours est connu, a servi dans l'armée française, la plupart dans des régiments parachutistes. M. Courcelle était lui-même un ancien officier parachutiste avant de devenir directeur national du DPS. Le nouveau patron du DPS, Jean-Pierre Chabrut est officier de réserve, avec le grade de commandant. Yves Bertrand, directeur des Renseignements généraux, interrogé par la commission, rapporte également que ses services ont détaillé les professions de soixante-dix-

neuf cadres du DPS au 1^{er} décembre 1998. Parmi eux, on trouvait quatre policiers (dont trois révoqués) et au moins dix militaires à la retraite.

Des membres de sociétés de gardiennage ont parfois prêté la main, bénévolement. Mais les responsables du DPS nient avoir eu eux-mêmes recours à ces sociétés spécialisées, pour de pures raisons financières. Cependant, le frère de M. Courcelle, Nicolas, dirige le Groupe Onze France, une société de sécurité privée spécialisée dans le recrutement de mercenaires et qui a pu parfois fournir des forces d'appoint. Les services des Renseignements généraux ont également noté la présence au sein du DPS « de militants de groupes néo-nazis ». Ce type de militants se retrouvent d'ailleurs en plus grand nombre encore dans le nouveau service d'ordre mis en place autour de Bruno Mégret, dès 1996 et plus encore depuis la scission du Front national en janvier 1999.

« POROSITÉ »

Le point le plus attendu du rapport portait sur les rapports ambigus entre le DPS et la police. Plusieurs témoins, entendus par la commission, ont en effet rapporté des propos de policiers montrant une sympathie ou une « porosité » entre les forces de l'ordre et le DPS. Le rapport note d'ailleurs, implicitement, une relative inertie de la police, lors de graves incidents. M. Grasset relève ainsi deux événements qui auraient pu justifier une dissolution du DPS. A Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), en octobre 1996, le DPS chargea violemment des manifestants anti-FN, sans susciter de réactions policières. Le même mois, le DPS repoussa brutalement un policier, lors d'une manifestation non-autorisée aux Champs-Élysées, sans que des renforts de police, pourtant tout proches, ne soient envoyés. Mais le rapporteur affirme aussi que les agissements actuels du DPS ne permettent plus d'engager une procédure de dissolution.

C'est ce dernier point qui a suscité le plus grand désaccord au sein de la commission d'enquête. Déjà, lors des débats, l'opposition (qui a refusé de participer au vote du rapport) avait dénoncé « une manœuvre », destinée à ressouder les troupes du FN, « une opération politique pour dénoncer des alliances supposées avec le FN ». Mais ce sont les communistes qui, aujourd'hui, paraissent se désolidariser d'un rapport qu'ils ont pourtant voté. Ainsi, alors que le député PC des Bouches-du-Rhône, Guy Hermier, a présidé la commission d'enquête, il a publié un communiqué, jeudi 3 juin, précisant qu'il considère que la dissolution du DPS « continue de s'imposer aujourd'hui ».

Raphaëlle Bacqué

Envie de voir grand ?

... Evadez-vous avec Hertz !

7 jours préparés de location
Pour réserver, appelez le 01 39 38 38 38

Partir à la découverte des Etats-Unis, voyager en toute liberté et à prix très avantageux...
Avec Hertz, c'est possible. Réservez aujourd'hui le véhicule de votre choix et parcourez autant de kilomètres que vous le souhaitez au départ de nos 1400 agences aux Etats-Unis. Nos différents forfaits vous garantissent souplesse, confort et sécurité.
Contactez vite votre agence de voyages ou appelez directement le centre de réservations Hertz en précisant le code VUFR.

PRIX PAR JOUR POUR 7 JOURS PRÉPARÉS DE LOCATION	
FLORIDE	179 F
CALIFORNIE & OUEST DES USA	244 F
NOUVELLE ORLEANS	244 F
WASHINGTON DC	244 F
NEW YORK	345 F

ET BEAUCOUP D'AUTRES DESTINATIONS A DÉCOUVRIR

Tarifs de la catégorie de véhicule la plus économique, comprenant le kilométrage illimité, le rachat partiel de franchise en cas de collision et de vol (LDW), l'assurance complémentaire responsabilité civile (LRS), un conducteur additionnel, les suppléments locaux et aéroport et les taxes. Tarifs basés sur les taux de change du 12.05.99, modifiables sans préavis. Réservations et prépaiement en France. Métropolitain. Tarifs soumis aux termes et conditions des forfaits préparés Hertz.

Hertz loue des Ford* et d'autres grandes marques.
*selon disponibilité

Bien louer, bien être

Les députés abordent avec appréhension la question des « gens du voyage »

Le projet de loi de Louis Besson rend obligatoire la création d'aires d'accueil

L'Assemblée nationale s'est saisie, mercredi 2 juin, du projet de loi de Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, visant à rendre obliga-

toire la création d'aires d'accueil, dans chaque département, pour les populations nomades. Chaque été, les rassemblements de Gitans, no-

tamment, donnent lieu à des frictions. Dans l'agglomération de Bordeaux, l'insuffisance de dispositifs d'accueil pose un problème massif.

LES DÉPUTÉS ont commencé, mercredi 2 juin, l'examen en première lecture du projet de loi sur l'accueil des gens du voyage (*Le Monde* du 15 mai). Plus contraignant pour les élus que le dispositif actuel, instauré par la loi Besson de 1990 sur le droit au logement, il propose de rendre obligatoire l'aménagement d'aires d'accueil dans toutes les communes de plus de cinq mille habitants. L'adoption d'un schéma départemental, désignant les communes où doivent être réalisées les aires, deviendrait également obligatoire.

La loi de 1990 ne prévoit ni délai de mise en œuvre des schémas ni

sanction pour les communes réfractaires. Elle a donné des résultats « nettement insuffisants », estime son auteur, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement. Un tiers des départements disposent d'un schéma départemental, un quart des communes concernées ont réalisé des aires, dix mille places sont disponibles, alors qu'il en faudrait trois fois plus. Le gouvernement propose que les départements aient dix-huit mois pour élaborer leur schéma, puis deux ans pour le mettre en œuvre.

Passé ces délais, le préfet pourrait désigner seul l'implantation des aires d'accueil, acquérir les ter-

rains, puis faire réaliser les travaux, aux frais des communes défaillantes.

N'osant pas vraiment attaquer le principe du nouveau texte, les députés sont décidés à batailler sur les détails, avec deux cent quatre-vingt-dix amendements déposés sur les onze articles du projet. Ce sont surtout des maires qui se sont exprimés mercredi. Dans l'opposition, tout en soulignant, comme Lionnel Luca (RPR, Alpes-Maritimes) que ce texte était « très attendu par tous », ou, comme Michel Meylan (DL, Haute-Savoie), qu'il comporte « des avancées significatives », on a

beaucoup insisté sur ses « faiblesses » quant aux « devoirs de la population nomade ».

Certains ne se sont pas privés d'évoquer, à l'instar de Bernard Shreiner (RPR, Bas-Rhin), « les véhicules dernier cri de ces gens qui ne payent aucune taxe sur nos communes », ou, comme Christine Boutin (UDF, Yvelines), l'« origine souvent obscure de leurs ressources ». « Loin de réduire la question du nomadisme, qui n'est guère compatible avec une société comme la nôtre, vous allez l'encourager, a lancé à M. Besson Jacques Myard, député (RPR) des Yvelines et maire de Maisons-Laffitte. Vous serez responsable des heurts entre les indigènes que nous sommes et ces nomades. »

ÉLARGIR LES THÈMES

Dans l'ensemble, les parlementaires sont restés plus mesurés. Certains, y compris M^{me} Boutin, ont même regretté que le texte n'aborde pas plus largement des thèmes « plus globaux », comme la scolarisation des enfants ou le travail au noir. Une série d'amendements proposant, notamment, que les nomades soient explicitement contraints par la loi d'occuper les aires d'accueil, ont été repoussés. « L'essentiel, a répondu M. Besson, est de faire prévaloir les solutions de droit commun. Et si le gouvernement a centré son propos sur le problème du stationnement, c'est tout à fait délégué. De cette question essentielle découle la résolution de tous les autres problèmes des nomades. » Il lui restait à en convaincre, jeudi, les députés.

Claudia Courtois

Christine Garin

En Gironde, deux aires seulement sur les vingt prévues

BORDEAUX
notre correspondante

La Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) est marquée d'un point noir sur les cartes routières des gens du voyage. Le département de la Gironde a bien adopté, en décembre 1997, un schéma départemental d'accueil, qui fixait à vingt le nombre d'aires nécessaires. Une seule a été créée, récemment, à Libourne, une préexistait à Langon, mais aucune des vingt-sept communes de la CUB n'a réalisé la sienne. Or, en moyenne, chaque année, 400 à 500 caravanes viennent et repartent de l'agglomération bordelaise, défrayant la chronique locale.

Certaines villes sont plus touchées que d'autres : le campus universitaire, à la périphérie de Bordeaux, qui possède environ 50 hectares d'espaces verts répartis sur trois communes, ainsi que Mérignac, au nord-ouest.

Le problème est complexe et électoralement jugé dangereux. Les maires de la CUB l'ont bien compris : personne ne bouge tant que cela concerne la commune voisine. Les villes les plus touchées ont longtemps laissé pourrir la situation, quitte à demander l'intervention des forces de l'ordre pour évacuer les caravanes. Depuis plusieurs années, le campus

érige des clôtures, creuse des tranchées pour barrer la route aux dizaines de caravanes qui arrivent chaque été. Le Crous a dépensé plusieurs millions de francs pour installer des digicodes dans les villages universitaires. « L'absence d'une vraie politique d'accueil exacerbe le rejet, estime Hélène Beaupère, présidente de l'Association des amis des voyageurs de Gironde. Elle entraîne un mécontentement du côté des riverains comme de celui des gens du voyage. »

Devant cette situation, le préfet de région a réuni, début mars, les maires de la CUB et leur a demandé d'agir. Des voyages d'étude dans l'agglomération toulousaine ont rassuré les élus girondins. Les mentalités évoluent : les trois plus grandes villes de l'agglomération, Mérignac, Pessac et Bordeaux, ont lancé des projets de création d'aires de stationnement de quinze à trente emplacements ; la CUB a décidé, fin avril, de financer 15 % des investissements nécessaires.

La future loi devrait permettre de passer à la vitesse supérieure, en obligeant tous les élus à se mettre en règle et en les aidant financièrement, puisque, en contrepartie des contraintes nouvelles, la part de l'Etat pour les investissements passera de 35 % à 70 %.

- défendre les intérêts des adhérents et affiliés de la mutuelle dans les affaires en cours (constitution de partie civile),
- prendre d'avantage en compte les aspirations des affiliés et des adhérents

Nous voulons que vive la Mutuelle nationale des Étudiants de France

Nous n'acceptons pas la remise en cause de plus de cinquante ans d'histoire du mouvement étudiant et mutualiste, et le risque de remise en cause du régime étudiant de Sécurité Sociale.

Or l'existence de la MNEF en tant qu'institution mais aussi en tant qu'en-

Le Sénat adopte un projet alternatif à la CMU

UN VIF DÉBAT a opposé le ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, et Charles Descours (RPR, Isère), mercredi 2 juin, au Palais du Luxembourg, avant l'adoption par la majorité sénatoriale de son projet alternatif à la couverture maladie universelle (CMU). Alors que le gouvernement a retenu le principe d'un seuil de revenus mensuels (3 500 francs) ouvrant droit à la CMU, le contre-projet de la droite prévoit une allocation personnalisée à la santé, maximale au niveau du RMI, puis dégressive jusqu'au niveau du SMIC.

« Les personnes qui sont au minimum vieillesse - 3 540 francs - seront exclues de la CMU », s'est agacé M. Descours. « Pour les handicapés et les personnes âgées, beaucoup sont, d'ores et déjà, à cent pour cent », a répliqué le ministre. Critiquant la proposition du Sénat de faire payer une contribution en dessous de 3 500 francs, la ministre a lancé : « Si je comprends bien, vous voulez faire payer les plus pauvres pour aider les moins pauvres ! »

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : l'ancien directeur général de la caisse régionale du Crédit agricole Jean-Claude Guazzelli, mis en examen, mercredi 2 juin, pour « détournement de fonds et abus de biens sociaux » dans le cadre de l'enquête sur les prêts abusifs de la caisse, a rejeté toutes les accusations portées contre la banque, a indiqué son avocat, M^r Antoine Sollacaro. M. Guazzelli, membre du conseil exécutif de l'Assemblée de Corse et président de l'Agence du développement économique de Corse, a été écroué à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse).

■ **L'Association des anciens élèves de l'ENA, présidée par Arnaud Teyssier, a fait savoir**, mardi 1^{er} juin, qu'elle soutient l'Association du corps préfectoral dans sa demande de remise en liberté de l'ancien préfet de Corse Bernard Bonnet (*Le Monde* daté 30-31 mai).

■ **ENA** : deux députés, François Goulard (DL, Morbihan) et Renaud Muselier (RPR, Bouches-du-Rhône), ont présenté, mardi 1^{er} juin, une proposition de loi visant à supprimer l'Ecole nationale d'administration, creuset, selon eux, d'une « caste administrative certes intellectuellement compétente, mais économiquement archaïque, politiquement irresponsable et sociologiquement coupée du peuple ».

■ **JUSTICE** : Henri Nallet, ancien ministre et secrétaire national du PS, a été mis en examen pour « recel d'abus de confiance » et « recel d'escroquerie », par Benoît Lewandowski, juge d'instruction à Auxerre (Yonne), chargé du dossier relatif aux dysfonctionnements apparus à la caisse régionale du Crédit agricole de l'Yonne (*Le Monde* du 1^{er} avril 1995). L'enquête s'intéresse aux conditions dans lesquelles un prêt a été consenti à l'ancien ministre de l'agriculture puis de la justice par Jean-Louis Croquet, ex-président de l'institut de sondages BVA, lui-même mis en examen et écroué en juin 1995 dans ce dossier.

■ **LOGEMENT** : deux arrêtés confirmant l'actualisation annuelle des aides au logement, « gelées » entre 1993 et 1997, ont été soumis pour avis au Conseil national de l'habitat (CNH), mardi 1^{er} juin, conformément aux engagements pris en juin 1997 par le gouvernement. En 1998, 6 300 000 ménages ont perçu une aide, pour un total de 77 milliards de francs. L'actualisation de 1999, qui doit prendre effet au 1^{er} juillet, et la revalorisation de l'allocation allouée aux familles dans le parc privé, représentent une augmentation de 1,4 % du total, soit 1,1 milliard de francs.

■ **INTEMPÉRIES** : une mini-tornade a fait un mort et plusieurs blessés et causé de nombreux dégâts matériels, mercredi 2 juin, dans l'Est de la France. L'accident le plus grave s'est produit à Bischwiller (Bas-Rhin), où un ouvrier a été tué par la chute d'un pan de mur sur un chantier de démolition. Environ vingt-quatre mille abonnés d'EDF ont été privés d'électricité dans la région de Bitche (Moselle).

à travers la consultation en cours de 800 000 d'entre eux.

- réorienter la politique de diversification en se séparant des filiales dénuées d'intérêt pour les étudiants.



Le tribunal de Grande Instance de Paris, par un jugement du 18 mai 1999, vient d'annuler les élections à l'Assemblée Générale Nationale de la MNEF, avec exécution provisoire.

Les élections qui ont eu lieu en février 1999, dont personne ne remet en cause ni la légitimité ni les résultats, ont permis à la MNEF de commencer à sortir de la crise en renouant avec la démocratie et la transparence.

Près de 35 000 étudiants ont voté, et décidé ainsi de se réapproprier leur mutuelle et la gestion de leur sécurité sociale. Par ces élections, la MNEF a rompu avec certaines pratiques et renoué avec les valeurs mutualistes, qui ont fondé la mutuelle en 1948.

Les instances nouvellement élues de la MNEF doivent pouvoir poursuivre ce qu'elles ont déjà entrepris :

- assurer la continuité de la mutuelle dans sa mission d'intérêt général sur le milieu étudiant,



Pour tout contact : MNEF, BP 100, 94 252 Gentilly Cedex. Tél. : 01 49 08 81 55. Fax : 01 49 08 81 52

Pouria Amirshahi, Président de la MNEF. Jean Azema, professeur de l'Université Toulouse II. Hervé Baro, Secrétaire général du SE-FEN. Pascal Beau, directeur de la revue "Espace Social Européen". Sylviane Bienaimé, représentante de la CGT-FO au CE de la MNEF. Gérard Binder, Président de l'Université de Mulhouse. Florian Borg, Vice-président de la MNEF. Rémi Bourdur, comité exécutif de l'ESIB. Malek Boutih, Président de SOS Racisme. Arnaud Burtin, Président de l'UEJF. Olivier Canzillon, Administrateur du CNOUS. François Carbonnel, élu au CNESER. Marie-Christine Carvalho, Chargée de mission étudiante de l'Université Aix/Marseille I. Vanessa Corre, MNEF. Raoul Cros, Président de l'UR FNMF Languedoc Roussillon. Mickaël Dahan, vice-président de l'UNEF-ID. Jean-Louis Davaux, Représentant de la CGC au comité d'entreprise de la MNEF. Henri De Lapparent, Président de la MNEF en 1964. Antoin De Lachesserie, directeur de l'IUT de Valence. Jacques Degouys, vice-président de l'Université de Rennes II. Mickël Delafosse, Président de la MNEF de Montpellier, élu au CNESER. René Delbast, Président de l'OTU. Karine Delpas, Présidente de l'UNEF. Frédéric Domenge, AGN MNEF. Daniel Dufourt, Directeur de l'IEP de Lyon. Georges Dupont-Lahitte, Président de la FCOPE. Jeanine Duprat, Présidente de l'Union des Mutuelles d'Île-de-France. Paul Duprez, vice-président de la MNEF en 1970. Josette Dutertre, salariée, responsable nationale de la CGT. Frédéric Duthell, Président de l'Université Bordeaux III. Capucine Édou, élue au CNESER. Valérie Estournes, secrétaire nationale de l'UGICT-CGT. Renaud Fabre, Président de l'Université de Paris VIII. Yassir Fichtali, élu au CNESER. Jacques Fossey, secrétaire général de SNCS-FSU. Romain Gaignard, Président de l'Université Toulouse II. Jean-Claude Garric, secrétaire général du SNESup. Jean Garrigues, Président de l'association Guy Renard, fondateur de la MNEF. Bruno Gelas, président de l'Université Lyon II. Stéphanie Gicquet, Présidente de la MNEF-Paris. Georges Guillem, professeur à l'Université de Reims. Franck Hertzberg, Président de la MNEF Pau. Frédéric Hocquard, secrétaire général de la MNEF. Daniel Jaunas, Président du REAS. Olivia Jean, Présidente de la FIDL. Anouar Kanzari, vice-président de l'Union Générale des Étudiants de Tunisie. Michel Kaplan, Président de l'Université Paris I. Anne-Charlotte Keller, trésorière de la MNEF. Pierre-Henri Lab, secrétaire général adjoint de la MNEF. Robert Lafore, directeur de l'IEP de Bordeaux. Mathieu Lapprand, administrateur de la MNEF. Daniel Le Bret, secrétaire général de la FSU. Daniel Le Scornet, Président de la FMF. Jean-Paul Lecertua, secrétaire général de Sup' Recherche FEN. Lilian Leclercq, directeur de l'OTU. Vincent Louvet, Administrateur du CNOUS. Frédéric Mancini, élu au CNESER. Gérard Marien, secrétaire général du SNPTES FEN. Gérard Marouzé, secrétaire général de l'UNS CGT-Crous. Thierry Marque, secrétaire des Mutuelles de Provence. Jacques Meyer, Président de l'Université de Reims. Nathalie Nicot, élue au CNESER. Jacques Pain, professeur à l'Université Paris X. Rémi Pech, professeur à l'Université Toulouse II. François Petit, Président de l'Université Grenoble II. Khalide Pijjou, UNEM. Jean-François Poupard, AGN MNEF. Évelyne Ribes, administratrice du CNOUS. Joël Rochat, directeur de l'INSA Lyon. Guy Romier, universitaire et mutualiste. David Rousset, délégué général de la MNEF. Jean-Paul Roux, secrétaire général de la FEN. Pierre-Jean Rozet, secrétaire confédéral de la CGT. Carine Seiler, Présidente de l'UNEF-ID. Anne-Claire Soustel, Présidente de la JEC. Véronique Tessier, Présidente de la JOC. Alexandre Thiebault, administrateur du CNOUS. Marie-Pierre Toubhans, AGN MNEF. Alain Touraine, directeur d'études à l'EHESS. Benjamin Vetté, Président de l'UNL. Philippe Villechalave, président de l'APEIS. Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN CFDT. Pascal Vincens, Président de la JOC. Monique Vualliat, secrétaire générale de la FSU. Xavier Guillaume, élu au CNESER.

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

Peut-on imaginer une seconde vie pour la Découverte ?

Le Tarn, dont l'histoire se conjugue avec le charbon, ne parvient pas à se remettre de la fermeture, en 1997, de la gigantesque mine à ciel ouvert. Un projet de « station sportive de loisirs », permettant de valoriser ce trou devenu inutile, est à l'étude. Reste à en trouver les financements

TOULOUSE

de notre correspondant régional

C'est le plus gros trou creusé par l'homme en Europe. La mine à ciel ouvert de la Découverte mesure plus de 1 kilomètre de diamètre pour une profondeur de 210 mètres. La gigantesque blessure, béante et nue, donne l'impression d'engloutir tout l'espace du bassin minier qui s'étend sur une dizaine de kilomètres, entre Albi et Carmaux (Tarn). Autour, les galeries souterraines sont fermées depuis longtemps. L'herbe a envahi les terrils. Les engins de la mine rouillent en haut d'une crête ouverte à tous les vents. Leurs silhouettes, d'autant plus monstrueuses qu'elles sont désormais inutiles, se découpent sur le ciel. Cet immense cimetière de ferraille est à l'image de l'abandon du bassin. Jusqu'à cinq mille mineurs ont travaillé ici ; ils ne sont plus que cent soixante-dix aujourd'hui et, en 2001, tout sera terminé.

Ainsi prendra fin un siècle et demi d'histoire, une saga vibrante de douleurs et de luttes dont Jean Jaurès constitua l'étendard. Le socialisme français est, pour une part, né ici, dans le Carmausin. La décision de creuser la Découverte a été prise, il y a dix ans, par Charbonnages de France, représenté par les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM), après que les galeries souterraines eurent fermé une à une. Le déclin était déjà largement engagé. Mais Carmaux ne pouvait se résoudre à faire son deuil du charbon. On s'entêta à creuser le sol. Las ! Après que 85 millions de mètres cubes de terre supplémentaires eurent été enlevés, il fallut se résoudre à l'inéluctable. Le charbon arraché ici coûtait trop cher, quatre à cinq fois plus que le prix du marché mondial (*Le Monde* du 2 juin 1998).

La Découverte ferma donc à son tour, en juin 1997, laissant un pays socialement sinistré et moralement désespéré, de surcroît incapable de tourner la page de son passé tant il est accroché à sa mythologie et paralysé par sa dépendance vis-à-vis des HBCM. Aujourd'hui, 22 % de la population active est au chômage, le nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) a doublé, on recense mille deux cents personnes en grande difficulté, les commerces périclitent, les maisons se vident, les jeunes partent et les



préretirés traînent leur désœuvrement sur les bancs des squares.

« Il fallait trouver une réponse à la hauteur du traumatisme », reconnaît Paul Quilès. Le député (PS) de la circonscription de Carmaux s'est donc efforcé de remobiliser les acteurs locaux, convaincus pour la plupart que Carmaux « ne savait faire que du charbon » et habitués à tout attendre des HBCM. A force de volontarisme, le Carmausin finit par bouger : création d'un Comité de bassin d'emploi du nord du Tarn puis d'un Syndicat intercommunal de la Découverte - outre Carmaux, cinq communes sont concernées -, lancement d'un concours international d'idées - neuf idées ont été ainsi « achetées » pour 1,5 million de francs (228 673 euros) - définition d'un projet qui ne soit pas « un seau d'eau dans le sable » mais un concept porteur de développement alternatif à la mono-industrie minière.

Que faire quand on ne possède que le plus grand trou d'Europe, sans rien dedans ? Valoriser justement ce rien gigantesque et singulier, partir du trou inutile pour en faire un sujet d'attraction insolite. C'est ainsi qu'au sein du syndicat intercommunal naquit le projet de « station sportive de loisirs » qui ne soit ni un Center Park ni un Disneyland, mais un ensemble ouvert, sans barrières ni ticket d'entrée, dédié aux sports, à la détente et à la nature.

Cette station touristique d'un nouveau type veut offrir, sur le millier d'hectares de l'ex-bassin

minier, de multiples activités auxquelles chacun pourra participer « à la carte » : théâtre de verdure, petit Zénith, jardin reconstitué de l'époque du carbonifère avec fougères géantes, séquoias et marécages, chemins de promenade, véloport et pistes tout-terrain, musée de la mine - appuyé sur celui qui existe déjà à Cagnac-les-Mines -, centre de préparation sportive, baignade, campings, chalets, hôtels. Autrement dit, un grand verre de nature silencieuse et non polluée, un zeste de mémoire ouvrière, quelques doigts de culture pour un cocktail résolument moderne de détente « intelligente », auquel doivent s'ajouter un centre de formation à la sécurité civile ainsi que l'implantation d'éco-industries et de call centers.

L'essentiel du projet concerne l'aménagement du trou de la Découverte. Il s'agit de concevoir sur les pentes de l'abîme, après qu'elles auront été adoucies, remodelées et revégétalisées, un « domaine de la glisse » entrelaçant ses pistes au-dessus d'un lac de 8 hectares reconstitué au fond de la fosse. La Découverte deviendrait ainsi la capitale de tout ce qui

glisse, un immense terrain de jeu et d'aventure pour les amoureux des nouvelles pratiques sportives qui ont nom ski sur revêtement synthétique, luge à roulettes, skate-board, surf, téléski nautique, roller tout-terrain, déval'kart, vélos à gros pneus, vélos de descente, vélos tout-terrain...

« Les Carmausins doivent passer à l'idée que c'est le tourisme qui, désormais, les nourrira »

L'avènement d'un « lieu de glisse totale » serait susceptible de mettre les jeunes en émoi et, espère-t-on, de sauver le Carmausin, l'arrachant au siècle qui meurt pour le projeter dans celui qui s'amorce, avec quelques centaines d'emplois à la clé, dans le cadre d'un plan local pour l'insertion et

l'emploi. Le syndicat intercommunal, maître d'ouvrage du projet, possède un atout : les incontournables Charbonnages de France. Le cahier des charges du groupe minier lui impose de remettre en état les lieux exploités depuis des décennies, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. Le syndicat intercommunal dispose ainsi d'une formidable force de frappe outillée et qualifiée pour replanter, roiser, aplanir, combler, consolider, et, de ce fait, fournir gratuitement, jusqu'à l'expiration de l'exploitation, en 2001, les premiers travaux de gros œuvre.

Mais il y a encore loin de la coupe au lèvres et de la transformation de l'ancien territoire des gueules noires en zone touristique. Une étude de marché est en cours et les financements, évalués entre 200 et 400 millions de francs (30,5 à 61 millions d'euros), ne sont qu'hypothétiques. Jean-Luc Suarez, secrétaire général du syndicat intercommunal, fils et petit-fils de mineur, ne se fait pas d'illusions : « Nous n'aurons pas de subventions publiques exceptionnelles, pas plus que la norme européenne de 25 % du coût total du projet. »

Tout se jouera donc dans le partenariat avec le secteur privé, équipé par équipement. Des négociations sont d'ores et déjà en cours, qui pourraient aboutir après l'été et permettraient d'envisager l'ouverture de la nouvelle Découverte en mai 2002.

La méfiance reste cependant de mise parmi la population. D'autant plus que le site, candidat à accueillir le Centre technique national du rugby, a été débouté. M. Quilès suscite quelques méfiances. Ici ou là, on le suspecte de mégalomanie, malgré la réussite du spectacle sur Jaurès qu'il a monté en 1995. La participation du secteur privé reste une inconnue. « On craint un effet de taille trop grande », dit-on à la région Midi-Pyrénées. Mais l'obstacle le plus difficile à vaincre demeure, sans doute, dans l'esprit des Carmausins : « La mutation sociologique du territoire est le principal défi, ajoute M. Suarez. Les Carmausins doivent passer de l'idée que c'était leur travail qui les nourrissait à celle que c'est le tourisme qui, désormais, les nourrira. »

Jean-Paul Besset

Plus de la moitié des communes n'ont pas d'épicerie

PRÈS de vingt mille communes, sur un total de 36 760, ne disposent d'aucun commerce de proximité, mais la plupart sont approvisionnées par des services de remplacement, les dessertes en pain et en produits surgelés étant les mieux assurées. La direction des affaires financières et économiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, qui publie ces informations dans son bulletin « Agreste » de juin, ajoute que ce phénomène de disparition des commerçants s'accroît au fil des ans à cause de la concurrence des grandes surfaces.

L'Ouest et le Massif central sont les plus touchés par la disparition des épicerie. Un Français sur cinq vit dans une commune sans ce type de commerces. En Loire-Atlantique, le nombre de communes sans boulangerie s'est accru de 50 % entre 1979 et 1998. Dans le Gers, celui des communes sans épicerie s'est accru de 8 % et celui des villages qui bénéficient de services de remplacement a chuté de 60 %.

DÉPÊCHES

■ **PARIS** : au terme d'une procédure d'appel d'offres, la Ville de Paris a vendu, mercredi 2 juin, à un consortium d'investisseurs privés regroupant un fonds géré par la Commerzbank, le promoteur britannique Capital et Continental et le fonds Shaftesbury, un terrain de 40 000 mètres carrés de la ZAC rive gauche, en bord de Seine, dans le quartier Austerlitz. Le prix obtenu (18 125 francs du mètre carré) est supérieur de 25 % au prix d'équilibre pour la ZAC. Jean-Paul Huchon (PS), président du conseil régional d'Ile-de-France, qui souhaitait transférer le siège de la région sur la ZAC, estime que le choix d'un acheteur privé relève d'« une analyse à courte vue ».

■ **Par crainte de coups de vents supérieurs à 100km/heure, annoncés par Météo-France, la Mairie de Paris a décidé, mercredi 2 juin, de procéder à l'évacuation de tous les jardins municipaux et à la fermeture de ceux qui sont clôturés. La période de risques météorologiques couvrant la semaine du 2 au 7 juin, les espaces verts parisiens ne seront ouverts au public « qu'en fonction des avis circonstanciés délivrés par Météo-France ».**

■ **MIDI-PYRÉNÉES** : près de 5 000 personnes, parmi lesquelles des syndicalistes et des élus de tous horizons, ont défilé, mercredi 2 juin, dans les rues de Decazeville (Aveyron), pour protester contre le risque de fermeture de la maternité de la ville, au cœur d'un bassin industriel successivement touché par la fermeture des mines, puis des usines métallurgiques. Les manifestants ont dénoncé une décision « purement technocratique ». Les commerçants avaient baissé le rideau de leur magasin. Des débrayages ont été observés dans plusieurs entreprises. - (Corresp.)

Du 1^{er} au 12 juin
Les 12 jours d'été Renault



Renault vous fait 50/50 sur toute sa gamme.
Pour votre Twingo 2, vous payez 27 950 F maintenant,
27 950 F dans 2 ans et 192,24 F par mois entre les deux*.

Exemple pour l'achat d'une Twingo 2, AM 99 au prix conseillé de 55 900 F TTC (8 521,90 €). *50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 192,24 F TTC (29,31 €) par mois pendant 24 mois entre les deux. Avec un apport comptant de 50 % soit 27 950 F TTC (4 260,95 €), partez en Twingo en n'en payant que la moitié immédiatement et financez le solde de 50 % avec le 50/50, un crédit DIAC sur 25 mois avec engagement de reprise de votre concessionnaire en fin de contrat. Montant financé : 27 950 F TTC, 24 mensualités de 192,24 F TTC et 1 mensualité de 27 950 F TTC. TEG annuel : 7,95 %. TEG mensuel : 0,663 %. En fin de contrat de crédit, si vous conservez le véhicule, vous réglez la dernière mensualité. Coût du crédit : 4 613,76 F TTC (703,36 €). Si vous le restituez, votre concessionnaire reprend votre véhicule 27 950 F TTC, déduction faite des éventuels frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions générales Argus, et solde votre dossier de crédit. Sous réserve d'acceptation par la DIAC SA au capital de F 400 000 000 SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. Offre réservée aux particuliers et valable du 1^{er} au 12/06/99 sur la gamme VP neufs.

12 jours pour vous changer l'été
www.renault.fr



Dans le réseau Renault

HORIZONS

ENQUÊTE

Les politiques et les circuits de

JAMAIS Saint-Pierre-d'Irube n'a semblé aussi loin de Paris. Dans cette petite bourgade huppée de la côte basque, tout près de Bayonne, Jean-Pierre Destrade est un élu local presque comme les autres. Plus discret qu'autrefois, certes, quand il siégeait à l'Assemblée nationale, entre 1981 et 1988. Moins « flambeur », sans doute, que lorsqu'il occupait la fonction enviée de porte-parole du Parti socialiste, mais toujours là, prenant à cœur le dernier mandat qui lui reste : celui d'un conseiller général assidu, rapporteur d'un chapitre du budget départemental, et toujours membre de la fédération socialiste des Pyrénées-Atlantiques, dont il fut l'un des barons. Comme si rien n'avait changé. Comme s'il n'y avait pas d'« affaire Destrade » : un dossier embrouillé aux pistes multiples, où le financement des partis politiques affleure sous le marché des grandes surfaces, où distribution rime avec corruption, et dans lequel il est, depuis quatre ans, mis en examen pour « escroquerie » et « trafic d'influence », soupçonné d'avoir soutiré d'importantes sommes d'argent aux plus grandes enseignes commerciales, en échange d'interventions en leur faveur pour l'autorisation d'hypermarchés.

Au siège du PS, rue de Solferino, où il eut longtemps ses habitudes, il est indésirable. Mais aucun blâme public, aucune sanction ne lui ont été infligés. Au printemps 1996, l'élu de Saint-Pierre-d'Irube a même reçu la visite discrète d'Henry Pradeaux, l'un des plus proches collaborateurs de Lionel Jospin, alors nouveau chef du PS. Une « visite amicale » qui n'était « pas la première », effectuée « sans mandat de quiconque », indique-t-on à l'hôtel Matignon, où M. Pradeaux est à présent le chef de cabinet du premier ministre. Nul ne sait ce que les deux hommes se sont dit. Les socialistes s'inquiétaient-ils pour lui ou pour eux-mêmes ? Quelques mois plus tôt, durant l'été 1995, M. Destrade s'était accusé, dans une lettre au juge d'instruction de Pau – dont *Le Monde* avait dévoilé la teneur (nos éditions du 4 octobre 1995) –, d'avoir collecté, sur la demande du trésorier de son parti, Henri Emmanuelli, des fonds destinés au « financement occulte » PS et des radicaux de gauche.

I. « L'HOMME DU PS »

« Je me suis tu car je ne voulais pas gêner le débat interne au sein du PS entre Henri Emmanuelli et Lionel Jospin », a assuré au juge M. Destrade pour justifier son mutisme initial. Depuis, l'ancien porte-parole n'a plus cessé d'être bavard, réitérant, précisant – et parfois rectifiant – ses premières accusations. « J'étais en quelque sorte le correspondant d'Henri Emmanuelli auprès des grandes enseignes, affirmait-il le 4 septembre 1997 (...). Je [leur] apportais le message sur le montant sollicité en vue d'une autorisation par le ministre [du commerce et de l'artisanat]. » Le 6 avril 1998 : « Mon rôle consistait uniquement à donner aux enseignes le coût de financement qui avait été fixé par la trésorerie du PS. »

A ce jour, l'enquête est loin d'avoir confirmé toutes ces accusations. Docteur en mathématiques, M. Destrade s'est montré confus dans les chiffres. Et sur la longue liste des projets de grandes surfaces qu'il dit avoir « suivis », beaucoup n'ont jamais été autorisés. Pourquoi auraient-ils donné lieu au paiement de commissions ? La piste radicale, elle, n'a pas encore été explorée : l'ancien député dit avoir fréquenté assidûment certains leaders de ce parti, au temps où l'un d'eux, François Doubin, était ministre du commerce.

Ses déclarations ont néanmoins été jugées assez crédibles pour entraîner les mises en examen d'une trentaine de responsables de la grande distribution – issus des groupes Auchan, Rallye, Casino, Continent, Leroy-Merlin, Leclerc... –, puis celles de M. Emmanuelli et de trois anciens cadres du PS, tous en charge des questions financières. Entre-temps, le contexte de l'affaire

avait sensiblement changé : les élections de 1997 avaient provoqué le retour des socialistes au gouvernement. Vraies ou fausses, les confidences de M. Destrade n'en sont devenues que plus compromettantes.

« Ne peut-on penser, vu ce que vous indiquez, que les plus hautes instances du PS, et en premier lieu le premier secrétaire, étaient parfaitement informées de ce financement ? », a récemment demandé le juge à l'ancien député. « Je ne sais pas », a répondu M. Destrade. Ces questions de financement n'étaient pas débattues au sein des instances du PS. Le trésorier était un homme seul et je pense qu'Henri Emmanuelli était seul... »

Cette solitude, M. Emmanuelli l'éprouve encore devant la justice. Déjà condamné, à Rennes et à Lyon, au titre de ses fonctions passées, dans les dossiers de l'affaire Urba, frappé d'inéligibilité, l'ancien ministre, excédé, a dit au juge l'« indignation » que lui inspiraient les allégations de M. Destrade. « Il en a marre, mais il ne s'est jamais défaussé sur personne ; il ne va pas commencer aujourd'hui », dit son avocat, M. Patrick Maisonneuve – comme pour suggérer que la question pourrait se poser. En chaque occasion, M. Emmanuelli a fermement contesté avoir confié à M. Destrade un « rôle de conseiller officiel ou officieux » auprès de la trésorerie du PS – même s'il le nomma ensuite « conseiller technique » à ses côtés à la présidence de l'Assemblée nationale, de 1988 à 1993. Dans le cabinet du juge Pons, les deux confrontations qui les ont opposés ont été tendues, lourdes de violence contenue. « J'ai été choisi par M. Emmanuelli (...) en raison du fait que je connaissais techniquement et professionnellement le

milieu des grandes enseignes », a maintenu M. Destrade, le 9 mars. Ancien de la Caisse des dépôts et consignations, il avait été désigné par le PS pour siéger, dès 1981, à la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) : sous l'empire de l'ancienne loi Royer, cette instance examinait les recours formés contre les décisions des commissions départementales (CDUC) et rendait au ministre du commerce des avis sur les projets de grandes surfaces soumis à autorisation. M. Destrade y avait rencontré la plupart des promoteurs et dirigeants de la grande distribution.

Nombre de ceux-ci ont attesté, devant les enquêteurs, le rôle joué par l'ancien député. « Je savais que c'était un membre influent de la CNUC lorsqu'il en faisait partie et qu'il avait gardé une certaine influence après son départ », a raconté l'ex-président du groupe Rallye, précisant qu'il lui avait été indiqué que « M. Destrade était chargé de récolter des fonds auprès des sociétés de distribution pour le PS ». « On parlait de M. Destrade comme de "M. Commerce", s'est souvenu le promoteur Roger Flamant. Pour moi, c'était l'homme du PS susceptible de transmettre l'information au cabinet du ministre du commerce et de l'artisanat. » Un autre promoteur, Patrick Emin, a complété : « Il est exact que M. Destrade était souvent rue de Solferino et qu'il semblait y jouer un rôle important. »

A ces témoignages s'est ajoutée la découverte d'une filière d'évasion de fonds dont l'existence avait été sug-



gérée par M. Destrade dans sa lettre de 1995. Certaines des « transactions financières » entre les groupes de distribution et le PS, écrivait-il, s'effectuait « selon les confidences de HE [Henri Emmanuelli], par virements sur des comptes à l'étranger (Luxembourg, Panama) ». L'ancien

« J'étais en quelque sorte le correspondant d'Henri Emmanuelli auprès des grandes enseignes (...). M. Emmanuelli m'accordait 5 % des sommes qui étaient négociées »

Jean-Pierre Destrade, ancien porte-parole du Parti socialiste

trésorier a toujours nié que le PS ait disposé de comptes à l'étranger. Or, les enquêteurs de la brigade financière de Bordeaux ont remonté jusqu'au Luxembourg la piste d'une commission de 3,4 millions de francs, versée en 1991 par le groupe Auchan en marge de l'achat d'un terrain dans les Bouches-du-Rhône. Destinataire de cette somme, la SARL Agesi, société-écran du Grand-Duché, faisait office de plaque tournante, vouée – selon les explications de son gérant – à l'organisation de sorties de fonds clandestines.

Deux commissions rogatoires au Luxembourg, exécutées en 1996 et 1997, ont permis d'établir qu'Agési recevait de telles sommes pour plusieurs des groupes visés par l'enquête du juge Pons et les transférait ensuite vers des comptes ouverts à Londres au nom de sociétés pana-

gérées par M. Destrade dans sa lettre de 1995. Certaines des « transactions financières » entre les groupes de distribution et le PS, écrivait-il, s'effectuait « selon les confidences de HE [Henri Emmanuelli], par virements sur des comptes à l'étranger (Luxembourg, Panama) ». L'ancien

« J'étais en quelque sorte le correspondant d'Henri Emmanuelli auprès des grandes enseignes (...). M. Emmanuelli m'accordait 5 % des sommes qui étaient négociées »

Jean-Pierre Destrade, ancien porte-parole du Parti socialiste

méennes et irlandaises. Les enquêteurs n'ont établi aucun lien avec le PS. Mais ils se demandent comment M. Destrade pouvait avoir connaissance de cette filière. Pour l'heure, la trace des fonds se perd outre-Manche : après deux ans d'attente, les autorités britanniques ont répondu au juge de Pau que les sociétés recherchées avaient été dissoutes et les archives de la banque détruites...

II. TROIS CAHIERS À SPIRALE

La piste internationale demeurant inaboutie, les enquêteurs ont fait une découverte qui pourrait confé-

rer à l'« affaire Destrade » une nouvelle dimension. Au mois de février, ils ont saisi chez un dirigeant du groupe Promodès, Pascal Blondel, trois cahiers à spirale dans lesquels celui-ci avait noté, entre 1991 et 1995, les propos échangés lors de réunions internes. Précisant qu'il tenait ces écritures « depuis 1974 », M. Blondel a assuré s'être débarrassé de sa « trente-quatre autres cahiers » de sa collection. Versés au dossier du juge Pons, les trois volumes retrouvés ne mentionnent pas le nom de M. Destrade.

Ancien directeur de l'expansion, M. Blondel a affirmé n'avoir « jamais été sollicité directement par aucun responsable de parti politique aux fins d'effectuer des dons financiers, officiels ou occultes » – tout en désignant le dirigeant qui « recevait de telles sommes » – tout en désignant le dirigeant qui « recevait de telles sommes ». Ses cahiers n'apportent pas la preuve d'un financement occulte des partis par la grande distribution ; apparaissent, au fil des pages, les noms de quelques élus de premier plan, sans qu'aucun ne soit explicitement mis en cause. Mais ils dévoient le commerce malsain et généralisé, où la corruption semble se pratiquer au quotidien, à l'échelon local.

« Rendez-vous avec le maire, contexte politique très défavorable, peut-on lire à la date du 1^{er} mars 1994, sous le nom d'une commune de Picardie. Continent doit s'investir, etc. » Plus explicite, M. Blondel re-

lève, en 1995, qu'en marge d'un projet dans les Alpes-Maritimes un intermédiaire « devait porter la valise au maire ». Mais il « n'a jamais remis la valise, et on a payé deux fois », regrette-t-il.

Dans une cité angevine, « certains se sont comportés comme des cow-boys avec le maire ». Aussi les représentants de Continent ont-ils du mal à « obtenir sa neutralité ». « Le maire (...) a toujours prêché la charité pour piquer le pognon des autres », maugrée l'un des présents.

Autour des projets d'implantation d'hypermarchés, la corruption semble s'infiltrer partout. « L'agent immobilier veut être payé », dit-on ici. Ailleurs, « le maire veut un paquet, fins d'effectuer des dons financiers, officiels ou occultes ». Comment payer ? Parfois en contribuant à une campagne électorale. « Demande de participation pour les cantonales », est-il noté à propos d'un dossier déposé dans l'Indre, en précisant l'identité du mandataire financier du PS départemental.

Pour le maire d'une ville corrézienne, plus discret, « le problème peut être réglé à l'étranger ». Sur la Côte d'Azur, un élu de droite peut être « aidé » en passant « par l'architecte ». En Gironde, un maire socialiste « demande un sponsoring de 150 000 francs pour l'équipe de foot », et peut-être davantage : « Nous sommes dans une grande maquette », écrit M. Blondel. Il faut envisager la rupture. »

Regard sur de vieilles maladies françaises

Suite de la première page

La Vérité et la Justice sont là où nous sommes. En face se voient l'aveuglement, la sottise, la méchanceté. Nous marchons sur le droit chemin, et ceux qui nous contredisent sont les ennemis des radieuses vertus que nous portons.

Pourtant, la tragédie du Kosovo, les souffrances d'un peuple, de plusieurs peuples, semblent nous inciter à la réflexion. Et nombreux

sont ceux, en France et ailleurs, qui se sont posé des questions dont aucune ne mérite d'être frappée d'indignité. N'est-ce pas un progrès nécessaire des droits de l'homme, de l'universalité des droits de l'homme, et de la solidarité des peuples, que de voir les démocraties intervenir par la force pour empêcher un dictateur, fût-il élu, d'accomplir paisiblement ses crimes contre l'humanité ? Et ne faut-il pas, hélas, admettre que toute guerre libératrice, même prudemment menée, fait des victimes innocentes, qu'aucune guerre contre aucun tyran ne sera jamais conduite sans que souffrent et parfois meurent ceux pour lesquels on se bat ?

Mais ne peut-on pas aussi s'interroger sur la légitimité et l'utilité de cette intervention-là ? Sur le

droit de l'OTAN, au regard de l'organisation universelle des Nations, à décider et conduire ces terribles opérations ? Sur le projet et le rôle des Etats-Unis en Europe, quelque amitié, quelque gratitude que nous leur portions ? Et aussi sur les erreurs que peuvent avoir commises les militaires chargés d'une aventure aux étapes imprévisibles et sur leurs maladresses ?

Peut-on encore s'interroger sur la Serbie, le Kosovo, les épreuves que la géographie, l'histoire, les sentiments nationaux et religieux leur ont imposées et sur leur avenir possible ? Ces questions, et beaucoup d'autres, sont celles que se posent de nombreux Français. Nul préjugé favorable aux Etats-Unis ni favorable au maître de la Serbie : seulement le souhait d'en savoir davantage, de mieux comprendre pour tenter de mieux juger.

Et voici que quelques-uns de nos intellectuels – auxquels le talent et, souvent, le courage donnent une légitime audience – nous rappellent à l'ordre. La tragédie du Kosovo ne permet aucun doute, et le doute est suspect. L'intelligence, la réflexion mises au service des droits de l'homme commandent un choix certain. Les bons et les mauvais sont désignés, séparés. Viennent, après le verdict, la malédiction et l'anathème, chargés de le conforter.

Cette soif de certitude, cette passion excommunicatrice, elles ont été souvent observées chez les intellectuels, alors que les ressources de l'intelligence, l'aptitude à la rélexion, parfois aussi l'esprit de recherche, pourraient, semble-t-il, les en tenir éloignés. La force de leurs convictions, la fermeté de

leurs engagements en sont sans doute la cause première, et l'on sait qu'elles ont inspiré de très courageux combats. Mais on peut observer que cette intensité des idées et des mots, qui est volontiers familière à l'intellectuel, doit beaucoup au concours très dévoué de celui-ci reçoit de son intelligence disposée à lui donner raison. Facilement, celui qui pense use de sa pensée comme il le veut. Elle le fournit en arguments pour lui donner confiance, le justifie, l'encourage. L'élan de l'intelligence, emporté par elle-même, conduit vers l'esprit de système. Et la vanité vient parfois offrir son appui.

On ne doit pas non plus négliger la force irrésistible des mots. Ils enflamment. Ils ajoutent à la conviction. Parfois, même, ils la créent. Le discours, l'écriture, échauffent la tête et le cœur. L'intellectuel renforce ses sentiments aussitôt qu'il les exprime. Et il faudrait se rappeler aussi que la certitude de la pensée et la violence des mots n'ont cessé de sembler, en France, les exigences naturelles de la presse d'opinion. Détestons, nous commandait déjà *L'Ami du peuple*, ceux qui usent de la modération pour mieux servir les tyrans et les traîtres. Notre société moderne, où les mots rêvent souvent, pour être mieux aimés, de ressembler à l'image, ajoute à cette tentation : ne faut-il pas frapper fort pour être vraiment lu, écouté ? Et que signifierait un discours hésitant ? La pensée fouette les mots, les mots fouettent la pensée : l'essentiel est peut-être, au bout du travail, la brutalité de l'engagement, symbole de la vraie conviction. La mission de l'intellectuel, dans les sociétés modernes qui semblent lui

échapper, ne serait-elle pas de demeurer ainsi l'ultime porteur des flambeaux de la Vérité ?

Une paillote mise à feu : cette violation de l'Etat de droit – grave parce qu'elle paraît être venue des autorités publiques – a prétendu corriger une atteinte ordinaire à l'Etat de droit. Le monde politique se retrouve bouleversé. Rassemblée par le drame, la droite s'émeut, s'indigne. Jamais elle n'eût toléré une infamie pareille, et ce gouvernement de gauche, coupable, en tout cas responsable, eût mérité d'être censuré. La France

démocratie, les violations répétées de l'Etat de droit que les autorités publiques comme les personnes privées n'ont cessé, en France, de tenir pour ordinaires. Tantôt c'est l'intérêt, tantôt c'est le devoir qui y oblige.

Les *« circonstances exceptionnelles »* – auxquelles d'ailleurs notre Constitution elle-même fait place – légitiment les atteintes à l'Etat de droit, malheureusement nécessaires ou fièrement inspirées des plus nobles projets. Enlèvements ? Homicides ? Destructiions ? Expulsions ? Ou plus mo-

destement brutalités, écoutes illicites, lois transgressées, engagements internationaux reniés... Il n'est pas besoin d'évoquer les affaires dont nous avons gardé le souvenir, les illégalités que la presse et le livre ont révélées, pour savoir que la France, ceux qui l'incarnent ou la gouvernent, ont souvent placé au-dessus du droit des valeurs supérieures : la Patrie bien sûr, et la défense de la Nation, et sa politique étrangère, et sa sécurité et aussi sa prospérité, et les saintes exigences du gouvernement des Français.

A sa manière, le droit lui-même dit le peu d'importance attaché au droit. On sait ce qu'est en France l'inflation législative, cette *« entropie juridique »* souvent observée : on y découvre une foule de textes nés des circonstances, souvent destinés à plaire, faire spectacle, contenter l'opinion publique, ou encore à tâcher de corriger des textes trop vite ou trop mal faits, ou venus d'une autre majorité. De nombreux juristes ont stigmatisé cette spécialité française, ce trop de droit qui oblige souvent à l'ignorance du droit et qui, en tout cas, risque de conduire à l'indifférence au droit, et même au mépris du droit. Le pouvoir judiciaire lui-même, gardien nécessaire de l'Etat de droit, n'est pas forcément à l'abri de cette tentation. Voici le

« flexible droit » dont parlait Jean Carbonnier, audacieusement interprété, par équité, par humanité, pour ne pas décevoir l'attente de l'opinion publique, pour apaiser la colère ou la souffrance, ou pour tout autre motif bienfaisant, et devenu si souple, si docile qu'il se fait imprévisible.

Revenons à notre paillote, mal brûlée ou déjà reconstruite. Gendarmes ? Préfet ? Ministre ? Premier ministre ? La droite s'est donc levée, à peu près unanime, pour signifier à la gauche que la France ne pouvait supporter une telle offense au droit. Pouvons-nous apercevoir une heureuse prise de conscience ? Espérer de tant de fermeté que la droite résolue et la gauche contrite veilleront désormais, ensemble ou l'une après l'autre, sur l'Etat de droit en Corse, et partout en France, et en toute circonstance ? Oubliés Greenpeace, les écoutes illégales, les paillotes et tout le reste, le temps serait enfin venu, dans notre démocratie, d'une volonté vraie et têtue de respecter et faire respecter cette exigence essentielle de la démocratie...

Le citoyen qui assiste à ce vertueux débat peut avoir quelque raison d'inquiétude. Il remarque d'abord un acharnement très politique pour que l'insupportable manquement au droit remonte des gendarmes au préfet, du préfet au gouvernement et à la gauche tout entière... Ce zèle risque hélas de suggérer, à un citoyen peut-être

démocratie, les violations répétées de l'Etat de droit que les autorités publiques comme les personnes privées n'ont cessé, en France, de tenir pour ordinaires. Tantôt c'est l'intérêt, tantôt c'est le devoir qui y oblige.

Les *« circonstances exceptionnelles »* – auxquelles d'ailleurs notre Constitution elle-même fait place – légitiment les atteintes à l'Etat de droit, malheureusement nécessaires ou fièrement inspirées des plus nobles projets. Enlèvements ? Homicides ? Destructiions ? Expulsions ? Ou plus mo-

La vérité et la justice sont là où nous sommes. En face se voient l'aveuglement, la sottise, la méchanceté. Nous marchons sur le droit chemin, et ceux qui nous contredisent sont les ennemis des radieuses vertus que nous portons

destement brutalités, écoutes illicites, lois transgressées, engagements internationaux reniés... Il n'est pas besoin d'évoquer les affaires dont nous avons gardé le souvenir, les illégalités que la presse et le livre ont révélées, pour savoir que la France, ceux qui l'incarnent ou la gouvernent, ont souvent placé au-dessus du droit des valeurs supérieures : la Patrie bien sûr, et la défense de la Nation, et sa politique étrangère, et sa sécurité et aussi sa prospérité, et les saintes exigences du gouvernement des Français.

A sa manière, le droit lui-même dit le peu d'importance attaché au droit. On sait ce qu'est en France l'inflation législative, cette *« entropie juridique »* souvent observée : on y découvre une foule de textes nés des circonstances, souvent destinés à plaire, faire spectacle, contenter l'opinion publique, ou encore à tâcher de corriger des textes trop vite ou trop mal faits, ou venus d'une autre majorité. De nombreux juristes ont stigmatisé cette spécialité française, ce trop de droit qui oblige souvent à l'ignorance du droit et qui, en tout cas, risque de conduire à l'indifférence au droit, et même au mépris du droit. Le pouvoir judiciaire lui-même, gardien nécessaire de l'Etat de droit, n'est pas forcément à l'abri de cette tentation. Voici le

« flexible droit » dont parlait Jean Carbonnier, audacieusement interprété, par équité, par humanité, pour ne pas décevoir l'attente de l'opinion publique, pour apaiser la colère ou la souffrance, ou pour tout autre motif bienfaisant, et devenu si souple, si docile qu'il se fait imprévisible.

Revenons à notre paillote, mal brûlée ou déjà reconstruite. Gendarmes ? Préfet ? Ministre ? Premier ministre ? La droite s'est donc levée, à peu près unanime, pour signifier à la gauche que la France ne pouvait supporter une telle offense au droit. Pouvons-nous apercevoir une heureuse prise de conscience ? Espérer de tant de fermeté que la droite résolue et la gauche contrite veilleront désormais, ensemble ou l'une après l'autre, sur l'Etat de droit en Corse, et partout en France, et en toute circonstance ? Oubliés Greenpeace, les écoutes illégales, les paillotes et tout le reste, le temps serait enfin venu, dans notre démocratie, d'une volonté vraie et têtue de respecter et faire respecter cette exigence essentielle de la démocratie...

Le citoyen qui assiste à ce vertueux débat peut avoir quelque raison d'inquiétude. Il remarque d'abord un acharnement très politique pour que l'insupportable manquement au droit remonte des gendarmes au préfet, du préfet au gouvernement et à la gauche tout entière... Ce zèle risque hélas de suggérer, à un citoyen peut-être

trop méfiant, une stratégie de circonstance, un détournement de la faute dénoncée pour en chercher le meilleur usage.

Plus préoccupante est l'indifférence au droit qui semble accompagner cette unanime passion du droit. L'Etat de droit en danger serait comme la Patrie en danger, comme tous les intérêts de la France en danger, il devrait être défendu au mépris même des principes et des lois. Une de nos vieilles maladies est ici bien vivante : le droit ne doit jamais déranger nos plus beaux combats. A la fin du XVIII^e siècle, ce furent la Révolution, la Vérité, la Liberté confondues qui exigèrent d'abolir tous les obstacles. Un siècle plus tard, pour condamner le capitaine Dreyfus au nom de la Patrie, le gouvernement et l'armée s'estimaient en droit de mépriser le droit. La France en guerre, puis en après guerre, n'a cessé, pour punir espions, traîtres, déserteurs ou présumés tels, de se passer du droit.

Et voici, de manière il est vrai beaucoup plus modeste, que l'Etat de droit lui-même, soudain devenu valeur idéale, mérite les mêmes faveurs. Le droit doit se soumettre afin que soit mieux servi l'Etat de droit ! N'observons pas même l'usage de la délation – qui semble une maladie française aussi sinistre qu'impossible à soigner, à raison des services que, paraît-il, elle ne cesse de rendre –, ni même la généralisation enthousiaste des écoutes. Ne regardons pas, non plus, notre vieille soif de l'aveu, premier acte de la contrition, demeuré preuve suprême. Mais remarquons le sort fait aux principes fondamentaux du droit. La présomption d'innocence ? Elle devait s'effacer en la circonstance, car elle eût été insolente ou odieuse. Tous ces gens étaient, et devaient être, présumés coupables puisque l'Etat de droit l'exigeait. Des principes de droit qui font de la détention avant jugement une exception enfermée dans des règles rigoureuses, il ne pouvait être question : ces gens évidemment coupables devaient être évidemment détenus.

Seules quelques voix isolées se sont fait entendre, pour oser avancer que l'on pourrait servir l'Etat de droit par une scrupuleuse attention au droit. Si l'on regarde d'un peu près tant d'agitation autour de cette paillote, on y découvre difficilement un vrai souci du droit. Ce préfet emprisonné, il libère notre bonne conscience. L'occasion nous est donnée de nous laver les mains dans la mer corse, et de regarder en face le grand soleil du droit.

Dans un cas, nous observons la tradition des certitudes intellectuelles, porteuses de vérité, qui condamnent et excluent. Dans l'autre, la tradition des nobles causes capables de tout justifier. Ces deux traditions se rejoignent dans leurs regrettables effets : l'esprit de recherche et de réflexion, le refus de l'intolérance, le respect de la dignité de chacun sont sacrifiés, dès lors qu'il le faut pour de très belles raisons.

On objectera que le citoyen, éloigné par sa culture, son métier, sa vie, des despotismes de l'esprit ou du pouvoir, est plus intelligent que ne le croient généralement ses maîtres à penser, plus raisonnable, plus méfiant aussi quand s'approchent les porteurs de vérités. Mais il reste que l'intellectuel et le politique pourraient beaucoup faire pour que vienne une démocratie plus vivante, où ne règnent pas forcément les dogmes, les mots, les apparences. Nous avons grand besoin d'eux, de leurs lumières, de leurs travaux, non pour qu'ils aggravent nos vieilles maladies, mais pour qu'ils nous aident à nous en libérer. Et le risque détestable serait, pour la démocratie du siècle qui s'approche, qu'un jour le discours de l'intellectuel ne semble plus que pittoresque, et celui du politique indifférent.

Jean-Denis Bredin

AU COURRIER DU « MONDE »

NOUVELLE TAXE

Le Monde a bien analysé les principales dispositions du projet de loi relatif *« au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale »*. Je regrette cependant que n'ait pas été mis en valeur l'article 52 du projet de loi créant de nouvelles taxes locales au profit de nouvelles structures intercommunales. Il s'agit là d'une mesure particulièrement insolite.

Tout d'abord, ces taxes additionnelles seront les quarante-cinquièmes taxes locales, s'ajoutant aux quarante-quatre existant déjà. Elles alourdiraient encore une pres-

sion fiscale locale sur les ménages, mesurée récemment par la Caisse des dépôts et consignations : soit une progression de 40 % entre 1992 et 1997, et une augmentation de 3,65 % à 5,19 % des revenus nets des ménages.

(...) Le projet avait pour but de transférer les impôts communaux vers les nouvelles structures, voire de diminuer par des économies d'échelle les impôts levés par les communes et les structures intercommunales. Or les députés ont voté une augmentation des taxes. Le citoyen contribuable appréciera à leur juste valeur de pareilles initiatives.

Ivan Sebe Chambourcy (Yvelines)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Triste anniversaire chinois

C'EST un bien triste anniversaire que célèbre la Chine : celui de la répression du mouvement populaire qui, voici dix ans, revendiquait l'instauration d'un régime honnête dont les gouvernants seraient révocables. Le mouvement de Tiananmen fut un coup de tonnerre immense, non seulement pour la Chine elle-même, mais aussi pour les régimes totalitaires se réclamant alors encore du communisme : hormis quelques attardés du genre, il n'en reste plus.

Ce mouvement eut bien plus d'importance encore que les images n'en donnèrent l'impression, pourtant bouleversante. Car il n'y avait pas qu'à Pékin que la population – estudiantine, d'abord, puis toutes classes sociales confondues – était descendue dans la rue pour en reprendre les slogans. Dans toutes les grandes villes du pays, la même clameur se fit entendre. Et c'est bien pour cette raison que le gouvernement prit les mesures les plus extrêmes, afin de réimposer le silence, et que cet anniversaire demeure, dix ans plus tard, interdit de mémoire publique.

Il coïncide avec des événements qui témoignent de l'évolution du monde : le succès de la transition démocratique de l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud, et le devoir que se sont fait les pays occidentaux d'intervenir militairement en Serbie pour tenter de faire cesser la « purification ethnique » au Kosovo. Par comparaison, la Chine semble prisonnière d'un consternant immobilisme répressif.

Cette impression comporte du vrai comme du faux. La réalité est plus complexe : énormément de choses ont énormément changé en Chine depuis Tiananmen, et un tout petit nombre de choses, qui comptent beaucoup, sont restées en l'état. Le changement tient au fait que le régime, se ressaisissant après sa peur initiale, a laissé la bride sur le cou à l'entreprise privée. Le parti communiste ne se mêle plus non plus de savoir qui pense « bien » ou « mal » du moment que cette pensée se borne à s'exprimer en privé. C'est, d'une certaine façon, une conséquence heureuse du drame d'il y a dix ans : les héritiers de Mao et ceux qui allaient succéder à Deng Xiaoping virent qu'à défaut d'un totalitarisme intolérable, ils devaient se replier sur un autoritarisme laissant sa place à la croissance économique.

Mais le gouvernement chinois demeure comme tétanisé à l'idée d'une esquisse d'ouverture politique. Il continue de jeter en prison ses dissidents et de bannir à l'étranger les plus célèbres d'entre eux dans un jeu cynique qui rappelle la pire époque de feu l'Union soviétique.

Pékin cherche ainsi à se préserver d'une vague de contestation populaire que pourraient susciter les grandes inégalités sociales nées de la croissance de la dernière décennie. Cette recette est généralement promise à l'échec, quand elle ne génère pas d'encore plus grands malheurs. Ce gouvernement, qui considère à juste titre que la Chine doit faire partie des grands dans le concert des nations du XXI^e siècle, ferait bien de le comprendre.

<p>Le Monde est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</p>
<p>Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet Directeur artistique : Dominique Roynette Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment</p>
<p>Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelwicz (<i>Editoriaux et analyses</i>) ; Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>) ; Michel Kajman (<i>Débats</i>) ; Eric Le Boucher (<i>International</i>) ; Patrick Jarreau (<i>France</i>) ; Franck Nouchi (<i>Société</i>) ; Claire Blandin (<i>Entreprises</i>) ; Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>) ; Josyane Savigneau (<i>Culture</i>) ; Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique : Eric Azan</p>
<p>Médiateur : Robert Solé</p>
<p>Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre</p>
<p>Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président</p>
<p>Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)</p>
<p><i>Le Monde</i> est édité par la SA LE MONDE Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.</p>

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le dernier bastion du Kuomintang

IL Y A seulement un an, le touriste qui allait à Taïwan (ex-Formose) trouvait dans l'île, malgré la présence en certains points de nombreux soldats américains et chinois dont les manœuvres troublaient la paix campagnarde, une oasis de calme et de beauté. S'il y revient cette année, il trouve une île bourdonnante et toute pleine d'une agitation désordonnée.

Sur toute l'île on bâtit : on ne voit qu'hôtels, villas, immeubles à appartements en construction. Au marché les prix sont fabuleux : entre trois et cinq fois plus élevés que l'an dernier. Mais le paysan qui produit le riz ne gagne pas plus, l'ouvrier agricole continue de ne toucher que quelques dizaines de francs par jour. L'explication de ce boom ? C'est que Taïwan est le dernier bastion du Kuomintang.

Chaque jour l'avion, les cargos amènent leur lot de hauts fonction-

naires en fuite, de gros commerçants abandonnant Shanghai, de généraux battus, de seigneurs féodaux séparés de leur fief. Chaque jour débarquent des voitures de luxe, des caisses de meubles et d'objets précieuses, de pleines valises de lingots d'or, de bijoux, de jades, de dollars américains. C'est la grande fuite de ceux qui ont à craindre du communisme.

C'est pourquoi depuis des mois les prévoyants, pour assurer leur installation à Taïwan, ont fait bâtir des maisons. Les spéculateurs ont fait bâtir des hôtels, des restaurants, des dancings. Le prix des maisons en un an a triplé, souvent quintuplé. Entre quatre cent mille et sept cent mille personnes sont ainsi venues s'installer à Taïwan, et le flot continue.

Daniel Vigier
(4 juin 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Les troublants silences d'Ehoud Barak

TOUT COMME une hirondelle ne fait pas le printemps, les silences persistants d'Ehoud Barak, comme les bonnes manières qu'il fait aux partis de droite et aux partis religieux pour les attirer dans sa majorité parlementaire, ne suffisent pas à caractériser définitivement son action. Mais ils n'interdisent à personne de s'inquiéter, ce que ne manquent pas de faire plusieurs de ceux qui avaient appelé à voter pour lui.

Les plus abrupts dans leur formulation ont été les communistes du parti Hadash, formation implantée surtout dans la population arabe d'Israël, dont l'un des responsables a carrément accusé le nouveau premier ministre d'être à l'origine d'une « fraude politique gigantesque ». « Nos électeurs n'ont pas choisi Barak pour obtenir la copie d'un Nétanyahou », a ainsi déclaré Mohamed Baraka, député tète de liste du Hadash, en jurant

que son parti ne soutiendrait pas le gouvernement si le Likoud, formation dont M. Nétanyahou était le président, et le Parti national religieux (PNR), formation de droite qui faisait partie de la coalition sortante, y trouvaient leur place. Taleb a-Sanaa, député de la très modérée Liste arabe unie, a aussitôt renchéri : « Il est temps que le Parti travailliste comprenne (...) qu'il est impossible de nous laisser sur le bord du chemin, en ne faisant appel à nous que lorsqu'il s'agit d'avoir les voix arabes. »

SITUATIONS D'URGENCE

Ces fortes déclarations renvoient au silence persistant du nouveau premier ministre sur plusieurs sujets sensibles qui demandent un traitement urgent. A plusieurs reprises depuis son élection, M. Barak a fait savoir qu'il ne dirait rien avant d'avoir formé son gouvernement. Mais ses dé-

marches en vue de constituer une large coalition, de la gauche à la droite, des laïques aux religieux, risquent de parler pour lui. Comment en effet penser que l'entrée du Likoud au gouvernement se fera sans que ce dernier dise son mot sur la façon de concevoir la paix ?

Lors de la campagne électorale, M. Barak avait laissé entendre – mais il n'a jamais été très clair sur le sujet – qu'il mettrait rapidement en œuvre l'accord de Wye par lequel Israël s'engage à céder à l'Autorité palestinienne 13 % de territoires supplémentaires. Conclu en octobre 1998, l'accord a été gelé par M. Nétanyahou quelques jours seulement après sa signature, seuls 2 % de terres nouvelles étant évacués par l'armée israélienne. Des proches de M. Barak assurent maintenant que le premier ministre envisage de sauter cette étape en lui préférant une négociation finale portant sur les délicates questions que sont le statut de Jérusalem, les frontières définitives du futur Etat palestinien, les réfugiés et les implantations. M. Barak, lui, se tait.

Les implantations provoquent justement une tension de plus en plus nette entre Israël et les Palestiniens. Pourtant, là encore, M. Barak ne dit mot : rien sur les initiatives des colons les plus extrémistes qui, profitant du vide du pouvoir, plantent leurs drapeaux et installent leurs caravanes sur de nouvelles collines ; rien sur la décision prise par le gouvernement sortant d'étendre de toute urgence, tel un bras d'honneur à son successeur, le territoire de la ville de Maalé Adoumim, en Cisjordanie occupée, jusqu'aux murs de Jérusalem, coupant la future Palestine en deux et réduisant d'autant la surface de son futur territoire.

POUR PARLER AVEC LE LIKOD

« Si cela continue, déclare un dirigeant palestinien, nous n'aurons plus rien à négocier. » Ironiquement, la loi du marché est en train de faire ce que M. Barak ne dit pas qu'il fera. Inquiets des risques de changement, des entrepreneurs qui avaient décroché les contrats de construction de logements dans plusieurs implantations ont, selon le journal *Maariv*, suspendu leurs travaux *sine die*.

Déconcertés par l'attitude de M. Barak auquel ils accordent encore un préjugé favorable, les Palestiniens appellent, le 3 juin, à une « Journée de la colère » durant laquelle ils entendent protes-

ter contre la colonisation qui n'arrête pas, nourrissant des sentiments d'amertume fort dange-reux pour la suite du processus de paix.

Mais M. Barak semble n'en avoir cure, qui continue ses pour-parlers avec le Likoud en espérant l'attirer dans la nouvelle coalition gouvernementale. Ses raisons, au demeurant, ne sont pas toutes accessoire : le tissu politico-social israélien, estime-t-il, est tellement déchiré qu'il pense devoir rassembler le plus grand nombre avant de prendre des décisions capitales quant à l'avenir de son pays. Mais comment croire que, demain, l'ancien parti de « Bibi » aura à l'égard des colonies une attitude fondamentalement différente de celle qu'il a eue hier ? Ses chefs, d'ailleurs, ne se privent pas de souligner que la question des territoires constitue pour eux la pierre de touche de leur participation gouvernementale.

D'autres questions sans réponse se posent quant aux discussions que mène Ehoud Barak avec les représentants du Shass, parti ultra-orthodoxe séfarade, dont la présence au gouvernement ne sera vraisemblablement pas gratuite. Le problème est que, hormis M. Barak lui-même, personne ne connaît le prix qu'il est prêt à acquiescer.

Autant d'interrogations qui interviennent alors qu'Israël, par supplétifs interposés, est en train de vivre un échec majeur au Liban. Depuis le 1^{er} juin, l'Armée du Liban sud (SLA), force mercenaire de quelque 2 500 hommes équipés, entraînés et payés par Jérusalem, se retire de la ville de Jezzine, au nord de la zone dite de sécurité, occupée par Israël. Le retrait – en réalité une piteuse retraite – se fait dans les pires conditions, sous le harcèlement meurtrier des milices islamistes du Hezbollah, avec l'assentiment syrien, dans l'indifférence de l'armée libanaise et sous la riposte inopérante des forces israéliennes.

L'opération devait servir de test à d'autres retraits, qui seraient cette fois opérés par Tsahal. Mais rien n'est allé comme prévu. Au point que les partisans d'un retrait israélien, dont M. Barak, qui a promis durant sa campagne que les soldats seraient à la maison au plus tard un an après son élection, se demandent aujourd'hui si l'idée est bonne. Conformément à sa ligne, le nouveau premier ministre n'a, quant à lui, toujours rien dit.

Georges Marion

La microchirurgie agricole

MAINTENANT que le cadre législatif est dessiné puisqu'a été votée, après huit mois de navette parlementaire, la loi d'orientation agricole (LOA), et que la nouvelle politique agricole commune (PAC) née de l'accord de Berlin du 26 mars est connue, les paysans français savent à peu près à quoi s'en tenir. A peu près...

Car les résultats des futures négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou, plus simplement, les hauts et les bas d'une conjoncture et d'événements en bonne partie imprévisibles – on le mesure bien avec l'affaire des poulets à la dioxine – peuvent toujours ici infléchir, là contrarier, ailleurs amplifier les tendances envisagées.

Mais plus encore demain qu'hier, il sera indispensable de parler « des » agricultures. Apparaît à l'évidence un secteur où, qu'il s'agisse des revenus, des régions, des règlements européens, des capacités d'exportation, du volume de la main-d'œuvre, des contraintes d'hygiène, du champ des manipulations génétiques, de la place de l'alimentation des animaux et des réactions des consommateurs, la diversité devient chaque jour un peu plus la règle. Le législateur et le gouvernement l'ont bien compris qui, les premiers, l'affichent comme principe de base. Pour preuve : les contrats territoriaux d'exploitation (CTE), qui constituent la pièce maîtresse de la loi, seront signés individuellement, au plus près possible du terrain, c'est-à-dire département par département, et non dans un cadre régional comme envisagé à l'origine, entre l'administration et chaque exploitant qui en fera la demande.

Selon qu'il sera installé en Haute-Provence en élevant brebis

et cultivant des champs de lavande ou de plantes médicinales avec le souci manifeste de mettre en valeur les paysages de Giono, ou bien qu'il exploitera une « usine à lait » ou qu'il se contentera de surveiller trois fois par jour, en bleu de travail, son atelier de poules ponceuses ou de porcelets produits à la chaîne, il aura droit à des aides « ciblées » très différentes. Emplois ici, recombinaison environnementale là, valorisation des performances et de la valeur ajoutée ailleurs serviront désormais de critères ajustables pour déterminer le total de l'enveloppe des soutiens publics.

Quant à la PAC du prochain siècle, même si elle se cale sur quelques règlements communs au Quinze, elle ne traitera pas indifféremment tous les produits. Certaines branches comme le vin, la viande bovine ou le blé ont assez bien tiré leur épingle du jeu, sans parler des fruits et légumes ou du porc qui, bien qu'en situation fragile, n'ont (quasiment) en rien été concernés par les marathons bruxellois.

RISQUE D'ENGORGEMENT

Les productions les plus malmenées sont en revanche les oléagineux et les protéagineux, c'est-à-dire le colza, le tournesol, le soja, les pois ou les lupins. Alors que ces cultures bénéficiaient jusqu'à maintenant d'un régime favorable, les aides qu'elles recevront s'aligneront progressivement sur celles des céréales, ce qui va dissuader les agriculteurs de s'y consacrer. D'où aussi un risque d'engorgement du marché du blé ou de l'orge alors que l'Europe est déficitaire en oléagineux et protéagineux, riches en protéines pour l'alimentation animale.

Ce sont en conséquence des mesures très spécifiques, environne-

mentales et fiscales, que Jean Glavany a été conduit à promettre récemment au nouveau président de la Fédération des oléagineux. Le ministre de l'Agriculture en a profité pour souligner que « les petites filières » seront aidées autant que les grandes « lorsque les professionnels feront éclore des projets intéressants avec imagination et courage ». Ainsi en ira-t-il de l'huile d'olive.

De quelque côté qu'on se tourne, il semble que le mot à bannir désormais soit celui de « globalisation », chaque région, secteur, lobby, devant être analysé, écouté, considéré comme si la partie importait davantage que le tout. Les grandes organisations syndicales elles-mêmes – et pas seulement le gouvernement – sont soumises à cette pression des fractions. Tous les observateurs avaient remarqué qu'au dernier congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), à Versailles, les travaux avaient été perturbés par une manifestation de mauvaise humeur des maraîchers des Pyrénées-Orientales visant le président Luc Guyau et son équipe de direction.

Cette fragmentation des intérêts et des revendications oblige M. Glavany à sortir son matériel de microchirurgie. Il a même été conduit à la mi-mai à publier un communiqué pour rassurer les producteurs d'ail, inquiets de la concurrence de la Chine. Lors du débat sur la loi d'orientation à l'Assemblée, il lui a fallu donner des garanties aux députés et sénateurs qui, ici, réclamaient des mesures pour les experts forestiers ou pour les entraîneurs de chevaux, là voulaient des engagements précis à propos de l'exploitation des petites carrières de marne. Certains élus de montagne ont demandé que les agriculteurs puissent assurer le dé-

neigement des routes sans nécessairement posséder le permis poids lourd. Au point qu'à certains égards, cette « loi d'orientation », qui repousse à plus tard les grands choix délicats en matière fiscale, sociale et financière, ou relatifs à l'égalité des conditions de concurrence entre agriculteurs et artisans, apparaît un peu comme une « loi d'application ».

VOLONTÉ DE « DÉGLOBALISER »

L'illustration la plus manifeste et la plus politique de cette volonté de « déglobaliser » les affaires agricoles tient à la réponse qu'a donnée le gouvernement aux organisations professionnelles quand, au soir de l'accord de Berlin, la FNSEA a réclamé – pour compenser les lacunes de la PAC – une « conférence annuelle », grand rendez-vous médiatique et... coûteux pour les pouvoirs publics. M. Glavany et M. Jospin ont préféré le compartimentage ou le « saucissonnage », comme on voudra. Quatre groupes de travail vont se mettre en place, traitant les systèmes de production par région, les marges de manœuvre nationales, la fiscalité, et les réformes sociales. Avec au mieux une prise en compte de leurs conclusions dans la prochaine loi de finances.

François Grosrichard

RECTIFICATIF

LES PENSIONNAIRES

« Les Pensionnaires », le nouveau spectacle de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, va bien tourner dans vingt villes de France, mais pas à Vingt, contrairement à ce que nous avons écrit dans le chapeau de la page consacrée à ce spectacle, dans *Le Monde* du 1^{er} juin.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

CHANGES L'euro est tombé, jeudi matin 3 juin, à un nouveau plancher historique de 1,0303 dollar. ● LA MONNAIE EUROPÉENNE a été pénalisée par les déclarations

faites la veille par le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg. ● ALORS QUE les opérateurs s'attendaient à ce que la BCE fasse part de son inquiétude

face à la baisse de l'euro, M. Duisenberg a au contraire dédramatisé la situation. Selon lui, la faiblesse de la monnaie européenne correspond au décalage des cycles écono-

miques de part et d'autre de l'Atlantique. ● LE PRÉSIDENT de la BCE n'a pas souhaité évoquer l'hypothèse d'une intervention sur le marché des changes. Enfin, tout en

se montrant plus optimiste sur la conjoncture économique internationale, il a mis en garde les gouvernements européens contre « les dérapages budgétaires ».

L'indifférence de la Banque centrale européenne accentue la baisse de l'euro

La devise européenne est tombée, jeudi matin 3 juin, à un nouveau plancher historique de 1,0303 dollar. Certains analystes redoutent le développement de la première crise monétaire dans l'Euroland

FRANCFORT

de notre correspondant

Actualité financière oblige, Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a été contraint, mercredi 2 juin, de consacrer une grande partie de la conférence de presse qui s'est tenue à l'issue du conseil des gouverneurs à la parité de l'euro vis-à-vis du billet vert. Dans la matinée, la monnaie européenne était tombée à un nouveau plancher historique de 1,0340 dollar. Les opérateurs attendaient donc avec beaucoup d'impatience les commentaires de M. Duisenberg sur ce que certains analystes qualifient de première crise monétaire dans l'Euroland.

Le président de la BCE a avant tout cherché à dédramatiser la situation. Fidèle au point de vue qu'il exprime depuis plusieurs mois, M. Duisenberg a estimé que l'évolution de l'euro reste due « à des divergences cycliques entre la zone euro et les Etats-Unis, qui devraient s'amointrir au cours de l'année ». Selon lui, les mouvements les plus récents correspondent à ceux observés pendant l'été 1997 et le printemps 1998, avant le lancement de la monnaie unique. La bonne santé de l'économie américaine, et la perspective d'une hausse des taux de la Réserve fédérale, alors que la BCE a maintenu les siens, mercredi, à 2,5 %, rendent le billet vert plus attirant pour les investisseurs. Aux yeux de M. Duisenberg, enfin, la guerre au Kosovo affecterait davantage l'euro que le dollar.

S'il avait exclu voici un mois l'éventualité de voir la monnaie européenne tomber à une parité de 1 euro pour 1 dollar, M. Duisenberg n'a pas voulu cette fois « spéculer » sur ce thème, même si un nombre croissant d'analystes financiers

tiennent pour probable désormais ce cap symbolique. Il n'a pas été plus loquace sur l'éventualité d'une intervention de la Banque centrale européenne sur les marchés des changes pour défendre la monnaie unique, indiquant qu'il ferait « un commentaire sur une intervention quand il sera nécessaire de le faire ». A en croire M. Duisenberg, le conseil des gouverneurs, réuni exceptionnellement un mercredi pour cause de jour férié jeudi en Allemagne, n'aurait d'ailleurs abordé cette question des interventions que pour coordonner les réponses aux interrogations des... journalistes !

CONFIAIT « À LONG TERME »

Cette relative indifférence demeure dans la lignée de son attitude ces dernières semaines. Pour le président de la BCE, la parité de l'euro est moins déterminante que celle des anciennes devises nationales, car l'économie des onze pays membres est peu dépendante du dollar, l'essentiel de leurs échanges commerciaux s'effectuant dans la nouvelle monnaie. La BCE a en outre tendance à penser que la faiblesse actuelle de cette dernière n'est pas un inconvénient, car elle accroît la compétitivité des produits libellés en euro, et favorise donc les exportations.

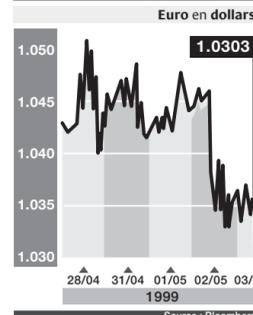
« L'euro est une monnaie fermement fondée sur la stabilité interne des prix, et a par conséquent un potentiel clair pour une valeur externe plus forte », a rappelé Wim Duisenberg, invitant les marchés à ne pas sous-estimer la valeur de l'euro. « L'euro est devenu la deuxième monnaie internationale dans le monde et la politique de l'euro système sauvegardera son pouvoir d'achat interne, et de la sorte également son rôle international, a-t-il affirmé. Je ne dis pas si cela me préoc-

cupe ou pas, mais je vois davantage de facteurs d'appréciation que de dépréciation de l'euro ; à long terme, je suis plein de confiance. »

Compte tenu de l'accélération de la baisse de l'euro observée au cours des derniers jours et des tensions enregistrées sur les marchés obligataires du Vieux Continent, de nombreux opérateurs s'attendaient à un message beaucoup plus ferme de la part de la BCE. Ils prévoyaient que M. Duisenberg signale de façon très claire son opposition et son inquiétude face à une baisse supplémentaire de l'euro risquant de dégénérer en grave crise de confiance. Conséquence de l'indifférence et du laisser-faire affichés mercredi par le président de la BCE, l'euro a continué à perdre du terrain face au dollar. Jeudi matin 3 juin, dans les premières transactions, il a glissé jusqu'à 1,0303 dollar.

Insouciant à l'égard du taux de

Un nouveau plancher



Source : Bloomberg

change, le président de la Banque centrale européenne n'a en revanche pas caché ses préoccupations à l'égard de la politique bud-

gétaire des différents Etats membres de l'Euroland, à la veille du conseil européen de Cologne, jeudi 3 et vendredi 4 juin. La révision à la hausse par l'Italie de ses perspectives de déficit budgétaire pour 1999 avait provoqué, il y a quelques jours, une nouvelle phase de recul de l'euro. Certains banquiers centraux européens s'étaient alors montrés très critiques à l'encontre de la tolérance affichée par les ministres des finances de la zone sur le dérapage italien. « C'était le mauvais signal au mauvais moment, chaque concession, même petite, nuit au pacte », avait affirmé, mardi, Otmar Issing, chef économiste de la BCE.

Le président de la BCE s'est montré plus indulgent. Tout en affirmant que « si la tendance [au dérapage budgétaire] se développait, cela serait un sujet d'inquiétude », il a indiqué que l'Italie ne contrevient

pas au pacte de stabilité et de croissance qui encadre les finances publiques des pays membres de l'euro. Il s'est félicité que Rome maintienne le cap pour 2001, afin d'atteindre un déficit public équivalant à 1 % de son produit intérieur brut.

Enfin, Wim Duisenberg s'est voulu plus optimiste sur le plan de la conjoncture : si la croissance américaine demeure toujours aussi forte, la situation des pays émergents, concernés par les récentes crises financières, va en s'améliorant « dans un certain nombre de pays, en particulier en Asie du Sud-Est ». Le Japon resterait cependant dans une situation délicate. En Europe, M. Duisenberg a estimé que « les conditions d'un rétablissement sont en place », bien que les signes d'un retournement ne soient pas encore très nombreux.

Philippe Ricard

La cacophonie monétaire trouble les investisseurs

« C'EST un bazar indescriptible », juge un haut dirigeant monétaire européen. Au cours des derniers jours, les déclarations à propos de la baisse de l'euro se sont multipliées, dans le plus grand désordre, en provenance de Lisbonne, Madrid, Dublin, Paris, Rome ou Francfort. Chacun y va de son commentaire, faisant apparaître d'importantes nuances : alors que Bercy s'est réjoui du repli de l'euro, le président désigné de la Bundesbank Ernst Welteke a réclamé que « le mouvement cesse » (Le Monde du 3 juin). Cette cacophonie a pour effet d'accroître le trouble et la défiance des opérateurs.

La première crise de l'histoire de l'euro fait ressortir au grand jour les imperfections et les dysfonctionnements de la politique de communication sur le taux de change. Elle souligne aussi, selon les experts, la nécessité d'y remédier au plus vite afin de ne pas nuire à la crédibilité de l'euro sur les marchés financiers.

DIVERGENCE D'INTERPRÉTATION

En théorie, selon l'accord conclu en décembre 1998 à Bruxelles, le rôle de porte-parole de l'euro incombe au ministre des finances du pays exerçant la présidence tournante de l'Euro-II - actuellement, le ministre allemand des finances, Hans Eichel. Dans quelques semaines, il cédera sa place à son collègue finlandais, qui sera assisté dans cette tâche par le ministre d'une des trois grandes nations membres permanents du G 7 (Allemagne, France et Italie).

Aujourd'hui, c'est à M. Eichel qu'il revient d'exprimer le point de vue officiel des gouvernements de la zone euro sur le taux de change. Il est aussi l'interlocuteur attitré du secrétaire d'Etat américain au Trésor pour évoquer la situation sur les marchés.

Ce rôle prééminent des autorités

politiques s'appuie sur l'article 109 du traité de Maastricht, qui précise qu'il revient au « Conseil, statuant à la majorité qualifiée (...) de formuler les orientations générales de politique de change ». Comme le soulignent les économistes de la Compagnie parisienne de rées-compte, le traité est « sans aucune ambiguïté quant au fait que le pouvoir de décider, par exemple, du niveau souhaitable de l'euro par rapport au dollar appartient aux autorités politiques et non à la Banque centrale européenne ».

Mais les banquiers centraux contestent cette lecture. Ils estiment avoir eux aussi leur mot à dire sur l'évolution de l'euro, dans la mesure où celle-ci influe directement sur leur objectif de stabilité des prix. Forts de ce principe, ils multiplient les commentaires. Les dix-sept membres du conseil des gouverneurs de la BCE ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'exprimer. Les membres de chaque banque centrale nationale, notamment de la Bundesbank, se montrent aussi très bavards.

Cette indiscipline verbale contraste avec la situation observée aux Etats-Unis, où la communication sur la politique de change est parfaitement orchestrée : seuls le secrétaire d'Etat au Trésor ou son adjoint sont habilités à donner leur avis, le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan ne s'exprimant pas sur le sujet. Par sa cohérence et sa rareté, le message délivré par la Maison Blanche gagne en force. Les analystes estiment que l'Europe devrait prendre modèle sur les Etats-Unis. « Nous avons parfois besoin de quelques répétitions pour obtenir une harmonie complète », a reconnu pudiquement, jeudi, le président de la BCE, Wim Duisenberg.

Pierre-Antoine Delhommais



Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France

« Nous restons dans une optique de reconquête de parts de marché avec une offre en hausse »

Air France a réalisé, pour l'exercice 1998-1999, un bénéfice de 1,636 milliard de francs contre 1,836 milliard de francs un an plus tôt. Cette baisse, limitée à 10,9 % malgré la grève des pi-

lots de juin 1998, constitue une bonne surprise : les analystes tablent sur un bénéfice de seulement 1 milliard. Le chiffre d'affaires a très légèrement progressé de 1,5 %, à 59,7 milliards

de francs. Dans un entretien au *Monde*, le PDG, Jean-Cyril Spinetta, développe les perspectives de la compagnie, dont les titres sont cotés en Bourse depuis février.

« Les résultats d'Air France pour l'exercice 1998-1999, achevé au 31 mars, sont meilleurs que prévu, malgré la longue grève de juin 1998. Pourquoi ?

– Le résultat net du groupe s'élève à 1,636 milliard de francs (249,4 millions d'euros), contre 1,836 milliard l'année précédente. Le second semestre, traditionnellement moins favorable que le premier, a été positif, et même meilleur que celui de l'année précédente, en dépit des incertitudes qui pèsent sur le transport aérien mondial. L'une des raisons est la bonne tenue de la recette unitaire, qui s'est stabilisée sur l'année. C'est le résultat de l'efficacité de la plate-forme de Roissy et de notre *yield management* [optimisation des tarifs en vue d'obtenir un meilleur remplissage de l'avion].

» Le coefficient de remplissage de nos avions s'est aussi amélioré. Il a atteint 75,5 %, une performance qui nous met parmi les tout premiers en Europe : seule KLM a fait mieux sur l'année. Encore notre coefficient de remplissage a-t-il dépassé celui de la compagnie néerlandaise au dernier trimestre. Le trafic et les recettes sur l'Amérique du Nord ont constitué un autre facteur d'amélioration. En augmentant de 11 % notre offre sur la région, nous avons accru notre chiffre d'affaires de 11,6 %. C'est l'effet positif de nos alliances avec Delta et Continental, démarrées le 19 juin 1998. Nous offrons maintenant l'accès à 89 villes américaines, au lieu de 8 auparavant.

– Quel a été l'impact de la grève des pilotes ?

– Sans cette grève, le bénéfice net aurait été supérieur de 1,3 milliard de francs. Mais il y a eu, pendant cette période, une mobilisation exceptionnelle des services commerciaux pour aider les clients à trouver des solutions alternatives. Dès la

mi-juillet, nous avons retrouvé de bons chiffres de remplissage. L'exercice 1998-1999 a été marqué par un décalage entre le trafic passager et le fret : le premier a connu une exploitation en nette amélioration ; le second a enregistré un résultat déficitaire, en très net retrait sur l'année précédente, à Air France comme chez tous les autres opérateurs. C'est la conséquence de la crise asiatique et du ralentissement de l'économie mondiale, qui ont entraîné une baisse des tonnages transportés.

– Vous attendez-vous à un retournement de conjoncture ?

– Il y a eu un débat sur ce sujet au moment de l'introduction en Bourse d'Air France. Notre analyse était que le marché était en voie de ralentissement, mais sans être à la veille d'un véritable retournement. Elle n'a pas changé. Pour 1999-2000, nous attendons une diminution raisonnable de notre recette unitaire, que nous pensons pouvoir maîtriser, mais pas de rupture brutale. Nous avons fait l'an dernier le pari stratégique d'augmenter notre offre de 9 %, alors que le marché ne progressait que de 4 à 5 %, et nous l'avons gagné. Cette année, nous restons dans une optique de reconquête de parts de marché avec une offre de nouveau en hausse de 9 %.

» L'ouverture d'une troisième puis d'une quatrième piste à Roissy, désormais la meilleure plate-forme européenne, devant celles d'Amsterdam ou de Londres, est pour Air France un atout essentiel. Nous poursuivons également l'effort sur l'Amérique du Nord et l'Asie, grâce à l'entrée en service de nouveaux avions, comme les 777 de Boeing. Cela nous permet d'augmenter le nombre de places en classe « affaires et business », et tire notre recette unitaire vers le haut.

Un préavis de grève des pilotes du 10 au 12 juin

Quatre syndicats de pilotes d'Air France – le SPAC, le SNPNAC, le SPAF et le SNPL Air-Inter – ont déposé, mercredi 2 juin, un préavis de grève pour les 10, 11 et 12 juin, pour protester contre le non-versement de primes à certaines catégories. La direction d'Air France – qui rencontrera les syndicats vendredi – ne sait pas encore si ce mouvement entraînera des perturbations.

Les quatre organisations syndicales protestent contre le non-versement de la « prime non hiérarchisée » aux jeunes pilotes, instaurant ainsi une « autre double échelle », parallèle à celle des salaires. Plus largement, les quatre syndicats appellent la direction à « réorienter sa politique sociale ». Ils s'estiment « exclus » du dialogue social dans l'entreprise. Ces organisations n'étaient pas signataires de l'accord global pluriannuel, signé le 13 octobre 1998, et remettent en cause le gel des salaires, accepté par le SNPL (majoritaire) dans le cadre de l'échange salaire contre actions.

La fusion British Steel-Hoogovens créerait le deuxième sidérurgiste européen

LA GRANDE REDÉFINITION de la sidérurgie européenne continue. Après la fusion Krupp-Thyssen, puis celle d'Usinor et de Cockerill-Sambre, le britannique British Steel et le néerlandais Hoogovens ont annoncé, mercredi 2 juin, avoir entamé des discussions en vue de fusionner. Leur rapprochement créerait le deuxième groupe sidérurgique européen, avec 22,5 millions de tonnes produites, derrière Usinor.

Depuis plusieurs jours, de multiples rumeurs faisaient état d'un possible rapprochement entre les deux groupes et leurs actions s'étaient fortement appréciées. Pour couper court, les deux groupes ont préféré publier un communiqué commun annonçant leurs négociations. « Davantage de précisions seront fournies lundi prochain [7 juin] », ont-ils précisé.

La fusion entre les deux groupes sidérurgiques n'est pas illogique. L'un comme l'autre ne pouvaient rester à l'écart des grandes restructurations qui se passent en Europe, sous peine de se voir marginalisés. L'un comme l'autre ont privilégié, ces dernières années, la voie de la grande exportation – ce sont des ventes hors d'Europe, faites généralement sur le marché, et non à des clients finsaux, dont directement liées aux cours – et sont aujourd'hui les plus exposés aux importations massives du Sud-Est asiatique et aux chutes de prix de l'acier.

En s'associant avec Hoogovens, British Steel se renforcerait sur le marché européen et y gagnerait une base de production continentale qui lui fait cruellement défaut. Fabriquant l'essentiel de ces produits en Grande-Bretagne, le qua-

trième sidérurgiste européen a bénéficié au début des années 90 de la dévaluation de la livre. Depuis deux ans, la tendance s'est retournée : British Steel souffre de la surévaluation de la monnaie britannique. Son bénéfice net a chuté de 27 % à 226 millions de livres (144 millions d'euros) en 1998. La situation est revenue plus aiguë encore avec la chute des cours.

PROBLÈME AVEC L'ALUMINIUM

Très pénalisé, le groupe a annoncé récemment un changement radical de stratégie. Il a l'intention de minorer la grande exportation pour mener une politique proche de grands clients automobiles ou de l'électroménager, à l'image de ce que fait Usinor. Dans le même temps, par crainte d'être pénalisé avec l'euro, il cherche activement à se renforcer sur le continent. Au premier trimestre, il a racheté Sogeraïl, la filiale d'Usinor spécialisée dans les équipements ferroviaires. Avec Hoogovens, il aurait enfin l'ancrage européen souhaité.

Hoogovens est tout aussi intéressé par une fusion. Huitième sidérurgiste en Europe, le groupe est de taille insuffisante face aux géants en train de se constituer. En 1997, il avait cru trouver une issue en se rapprochant du groupe belge Boël. L'opération s'est révélée une erreur. Travaillant uniquement pour la grande exportation, le groupe belge a été un des premiers à subir les contrecoups de la chute

– Avez-vous choisi un partenaire en vue d'une grande alliance internationale ?

– Nous continuons à discuter avec Delta et Continental, et nous ferons connaître avant la fin de l'année le choix d'un partenaire américain. Une fois ce choix effectué, une alliance globale pourra se constituer avec d'autres compagnies.

– La vague actuelle de fusions touchera-t-elle les compagnies aériennes ?

– Les alliances dans le transport aérien sont soumises à la surveillance des autorités de concurrence.

Je suis favorable à la publication de statistiques européennes sur la ponctualité, à l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis

Et les législations ne permettent pas aujourd'hui de procéder à des fusions. Aux Etats-Unis, par exemple, un groupe étranger ne peut détenir plus de 25 % du capital d'une compagnie nationale. Les alliances ont donc un contenu essentiellement commercial. Mais la logique économique pousse à des rapprochements. Nous sommes dans une industrie lourde, le besoin d'investissement est considérable pour toute compagnie voulant rester un grand acteur mondial. L'an dernier, nous avons investi 7 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires de 59 milliards, et nous investissons encore plus de 8 milliards cette année.

– L'entreprise est-elle pacifiée sur le plan social ?

– Il y a deux façons d'appréhender le social : soit par la conflictualité, soit par l'adhésion au projet d'entreprise. Je constate une transformation profonde au sein d'Air France. Tous les personnels sont parfaitement conscients des enjeux et profondément motivés. Nous avons conclu des accords de long terme avec toutes les catégories de salariés, ce qui n'empêche pas certaines tensions, comme à Nice au mois de mai. On ne change pas une culture sociale d'entreprise du jour au lendemain.

– Propos recueillis par François Bostnavaron et Anne-Marie Rocco

Les Mutuelles du Mans apurent leurs comptes

L'assureur a annoncé une perte de plus de 1 milliard de francs, conséquence d'investissements hasardeux en Italie

LES MMA (Mutuelles du Mans Assurances) font le ménage dans les comptes. Dirigées depuis le 30 septembre 1998 par Jean-Claude Seys et Jacques Lenormand, l'assureur paie la gestion hasardeuse des dernières années. Après plusieurs mois de grogne des salariés et de l'encadrement, Jean-Claude Jolain a été débarqué par ses troupes en septembre 1998, fait rare dans l'histoire de la finance. Il avait été nommé à la présidence des MMA en 1986, un an avant leur privatisation, par Jacques Chirac, alors premier ministre. Proche de M. Chirac, il était jusqu'alors directeur des finances à la Mairie de Paris.

Les MMA ont annoncé jeudi 3 juin une perte nette de 1,193 milliard de francs (181,9 millions d'euros) pour 1998, contre un bénéfice de 523 millions de francs un an auparavant. Elles paient notamment très cher l'aventure italienne, lancée par M. Jolain et poursuivie au fil des années dans des sociétés particulièrement mal gérées et mal contrôlées. Les MMA avaient pris des participations dans le capital des compagnies Il Duomo, Cab, La Nationale. L'ensemble représentait un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs en 1990. Il est revenu à 1,6 milliard de francs en 1998. Au total, les pertes pour les Mutuelles du Mans atteignent la somme considérable de 4,5 milliards de francs (686 millions d'euros) ! Ce ne sont pas les seuls malheurs des MMA. Les investissements de la mutuelle dans la BIMF, victime de la crise de l'immobilier, ont coûté plusieurs centaines de millions de francs.

Outre ses « investissements hasardeux », les salariés ne manquent pas de dénoncer « l'absence de stratégie et la lenteur des décisions de M. Jolain ». « M. Jolain a mis en péril l'entreprise », regrette Bertrand Corre, délégué syndical UGICT-CGT. Le chiffre d'affaires a chuté de 8,5 % en 1998, après avoir stagné à 25,7 milliards de francs en 1997. Les MMA soulignent dans un communiqué « la

difficulté à maintenir les parts de marché dans un environnement défavorable ». La mutuelle perd 0,5 % de part de marché depuis plusieurs années. Elle détient aujourd'hui environ 3,5 % du marché français de l'assurance dommages et compte deux millions de clients, pour quelque 5 000 salariés. C'est sur l'assurance des particuliers que les MMA cèdent le plus de terrain, notamment en automobile.

TENSIONS SOCIALES

La nouvelle direction axe aujourd'hui l'essentiel de ses actions sur une nouvelle politique commerciale, avec l'objectif de ne perdre aucun client en 1999. De nouveaux contrats d'assurance seront lancés en juin. Parallèlement, des actions de coopération avec la MAAF sont menées. Les MMA comptent parmi les compagnies d'assurances dont les frais de gestion et de distribution sont les plus élevés.

La richesse de l'assureur lui a permis d'absorber le choc. En vendant leur participation de 7,8 % dans le Crédit commercial de France (CCF) au belge KBC en mars pour 627 millions d'euros (4,1 milliards de francs), les MMA ont dégagé une plus-value de 1,18 milliard de francs. Pour disposer d'un matelas de plus-values encore plus douillet, la direction a choisi de déprécier les immeubles, en les remettant à leur valeur de marché, pour pouvoir les vendre plus facilement, notamment le siège social parisien. Ces mesures se traduisent par des provisions de 1,23 milliard de francs.

Il reste toutefois une zone d'ombre : « La direction relance la machine en négligeant les problèmes sociaux », regrette Bertrand Corre. Des négociations sur les salaires devaient démarrer jeudi 3 juin, selon les syndicats. Il n'y a eu aucune augmentation générale des rémunérations depuis 1997.

Pascale Santi

Yahoo ! prend une longueur d'avance pour installer Internet sur les mobiles

LE PREMIER MOTEUR de recherche sur Internet, Yahoo !, veut être le point d'entrée des téléphones portables sur le Web. Yahoo ! a annoncé, mercredi 2 juin, le rachat du fabricant américain de logiciels Online Anywhere, dans une transaction par échange d'actions évaluée à 80 millions de dollars (environ 77,5 millions d'euros). Les technologies développées par Online Anywhere permettent de recevoir des pages Web sur des équipements électroniques autres que les ordinateurs, comme les assistants personnels, les télévisions et les téléphones portables.

Les téléphones portables ont des écrans trop petits pour recevoir des pages Web en l'état, et la transmission de réseaux de téléphonie mobile est trop lente pour permettre de « surfer » à une vitesse raisonnable. Depuis plusieurs années, constructeurs et opérateurs cherchent donc les moyens d'adapter les millions d'informations disponibles sur Internet à la téléphonie mobile. Côté technologie, Microsoft tente d'imposer son standard Windows CE face à Symbian, un consortium créé par le britannique Psion et les principaux constructeurs de téléphones portables. La société Unwired Planet propose, quant à elle, un « navigateur », c'est-à-dire le logiciel qui permet d'échanger des informations avec le réseau mondial, l'équivalent de Netscape ou d'Internet Explorer pour les ordinateurs.

Mais c'est sur le contenu des services offerts que vont se livrer les prochaines batailles. Les opérateurs de télécommunications sont tentés de développer des services « maison » et d'empêcher leurs clients d'aller chercher leurs informations ailleurs. En France par exemple, SFR (groupe Vivendi) a lancé un

service baptisé « e-media », en coopération avec le constructeur Alcatel, qui permet d'accéder à un certain nombre de services en ligne (informations boursières, routières, réservations, etc.). Itineris (France Télécom) devrait prochainement lui emboîter le pas, avec des téléphones Nokia.

TEST EN GRANDEUR NATURE

Dans un second temps, le consommateur devrait pouvoir échapper aux griffes de son opérateur et aller rechercher des informations sur l'ensemble du réseau Internet. C'est ce que lui promet le finlandais Nokia, premier constructeur mondial, qui propose son standard Mobil Media Mode (MMM), par analogie aux pages World Wide Web (le fameux WWW) du réseau Internet. Avec l'acquisition de Online Anywhere, Yahoo ! prend une longueur d'avance. Il se propose d'adapter les services Internet existants au format de la téléphonie mobile. Un outil qui lui permettrait de rester au cœur du réseau mondial et d'être la principale porte d'entrée des mobiles sur Internet.

Yahoo ! effectuera un premier test en grandeur nature à la fin de l'année. Mercredi, Yahoo ! a en effet annoncé la signature avec le troisième opérateur américain de téléphonie mobile Sprint d'un accord pour la fourniture, dès le 4^e trimestre 1999, d'un service Internet personnalisé aux abonnés de Sprint. Ce dernier prévoit d'offrir un service de communications cellulaires permettant aux consommateurs de se connecter à l'internet, aux réseaux intranet et aux services de courrier électronique à partir de leur téléphone Sprint.

Christophe Jakubyszyn

Télécopieur Multi-fonction Chez Duriez

Fax : 10 s. par page, papier ordinaire, impression jet d'encre économique, mémoire 22 pages. ● Copieur : 2 pages par minute, agrandissement réduction 70/140 ● Scanner : 200 x 200 dpi ● Imprimante pour PC 2.396 F.H.T. (2.980 F.TTC).

Duriez
112 bd St-Germain - 75006 Paris

U.C.S. ANTIQUITÉS

Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ

ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...

ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions

21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
☎ 01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

Martine Orange

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

TF 1 se donne les moyens financiers d'accélérer son développement

Le groupe dispose de nombreux atouts pour rompre avec une stratégie hexagonale centrée sur la chaîne-mère et entreprendre une diversification de ses investissements, au sein du bouquet numérique TPS ou de la CLT-UFA, voire en Italie ou en Espagne

PROFITANT d'une embellie conjoncturelle extrêmement favorable, TF 1 semble vouloir rompre avec sa stratégie habituelle de leader français de la télévision hertzienne, pour se décider à investir. Contrairement à Canal+ qui s'est diversifié très tôt, à l'international et dans tous les domaines, TF 1 s'y est essayé tardivement. Sous la pression des nouveaux actionnaires de Bouygues - qui détient 40,1 % de TF 1 -, le groupe de communication présidé par Patrick Le Lay a tenté en fin d'année dernière, un premier putsch avorté au sein de TPS. Il voulait en prendre le contrôle, quitte à rétrocéder une part à Rupert Murdoch. TF 1 a dû reculer face aux autres actionnaires du bouquet numérique. La Une a ensuite essayé, sans plus de succès, le rachat du groupe Pathé. Au contraire, c'est son grand rival, Canal+, qui lui a soufflé cette acquisition (*Le Monde* du 23 janvier). Aujourd'hui, TF 1 affiche de nouvelles ambitions de développement. Grâce à sa capitalisation boursière (entre 28 et 30 milliards de francs), le groupe rejoint le club des grandes entreprises : il quittera le 7 juin le second marché pour rejoindre le marché à règlement mensuel. De plus, TF 1 se donne les moyens d'investir. A son milliard

de francs (152 millions €) de trésorerie, la chaîne a ajouté une nouvelle ligne de crédit syndiqué, de 2,5 milliards de francs, d'une durée de sept ans, orchestré par seize banques européennes dont plus particulièrement le Crédit lyonnais et ABN AMRO (*Le Monde* du 2 juin). L'avantage de ce type de crédit est de permettre de lever de l'argent, à des conditions déjà négociées, à tout moment et discrètement, sans faire appel au marché. Si TF 1 peut désormais mobiliser des sommes importantes, officiellement, la direction de TF 1 n'a, à court terme, aucun projet précis de développement en vue. « TF 1 bénéficie de trois ans pour investir. Les perspectives publicitaires sont bonnes, notamment avec l'arrivée de nouveaux annonceurs en téléphonie mobile ou Internet. A cela s'ajoute la réduction programmée de la publicité sur France Télévision », souligne l'analyste Charles-Henri Nem (Exane). « TF 1 ne manque pas de liquidités, ce qui manque, ce sont des cibles à acquérir », tempère Walter Vejdosky (BNP Equities). Le PDG de TF 1 n'a jamais caché son envie d'augmenter sa participation dans TPS (25 %). Sa difficulté est de trouver un ou plusieurs vendeurs au sein de cette société

en nom collectif, qu'il s'agisse de Suez-Lyonnaise des eaux (25 %), M 6 (25 %) ou France Télévision Entreprise (25 % répartis entre France Télécom et France Télévision). Certains analystes spéculent déjà sur une cession, à parité entre TF 1 et M 6, des 25 % de Suez-Lyonnaise des eaux. Selon les spécialistes, le prix par abonné de TPS est évalué entre 7 000 francs (hypothèse basse) et 10 000 francs (hypothèse haute). Une telle hypothèse est toutefois démentie par le groupe présidé par Gérard Mestrallet, qui a estimé au cours de la dernière assemblée générale, lundi 31 mai, que « le sujet n'était pas d'actualité ».

DU FOOTBALL POUR TPS ?

Ce qui pourrait déclencher une remise à plat du capital de TPS n'est autre que la question des droits du football. Patrick Le Lay souhaite que TPS fasse une offre pour la reprise des lots de droits télévisés de la D1, mis aux enchères par la Ligue nationale de football (LNF) pour la période de 2001 à 2005. La date limite de l'appel à candidatures de la LNF est le 12 juin. Le président de TF 1 veut en profiter pour mettre les autres actionnaires au pied du mur, en leur demandant de lui céder leurs

participations, sans quoi TF 1 sortirait de TPS. Le tour de table du bouquet numérique changera-t-il de physionomie d'ici au 12 juin ? L'épreuve de force entre TF 1 d'une part, Suez-Lyonnaise des eaux et M 6 d'autre part, pourrait être ajournée. En effet, le groupe de Gérard Mestrallet et M 6 seraient prêts à plus de prodigalité pour acquérir les droits de football. Récemment, ils s'étaient opposés à l'acquisition par TPS auprès de TF 1 des droits de la Ligue des champions, finalement achetés par Canal+. A l'époque, ils défendaient l'idée d'un bouquet à bon marché (*low pay TV*) (*Le Monde* du 2 février). Aujourd'hui, dans un mar-

ché de la télévision payante qui pourrait souffrir du développement d'Internet, Suez-Lyonnaise et M 6 seraient moins hostiles à l'acquisition de certains lots de droits télévisés pour garantir le développement de TPS. L'ouverture du paiement à la séance et un troisième match décalé feraient leur affaire. Le désengagement de Suez-Lyonnaise de TPS pourrait se faire plus tard, les analystes estimant que cette petite participation dans la télévision à péage est anachronique dans l'ensemble des activités du groupe. Ses 25 % pourraient alors être partagés entre TF 1 et M 6. En attendant, TF 1 pourrait envisager de démarrer ses premiers investissements internationaux - qui n'ont jusqu'à présent jamais abouti. La Une pourrait faire partie du tour de table d'Audiofina, la holding de contrôle du groupe germano-luxembourgeois CLT-UFA, si Vivendi décide réellement de se désengager. TF 1 a aussi étudié son éventuelle entrée sur le marché italien. La chaîne française bénéficie toujours d'une option d'achat de 10 à 15 % dans le bouquet numérique Stream, au sein duquel Rupert Murdoch vient de signer son arrivée. Le groupe français n'exclut pas non plus des investissements en Espagne, dans le bouquet numérique Via Digital ou encore en Pologne. A moins qu'un jour, Disney ne se décide à quitter Eurosport. Dans tous les cas de figure, précise-t-on à la direction financière de la Une, TF 1 « souhaite avoir plus qu'un simple rôle d'investisseur financier et être impliqué dans le management ».

Jean-Jacques Bozonnet et Nicole Vulser

Marc Tessier a pris ses fonctions à France Télévision

LA PASSATION de pouvoirs entre Xavier Gouyou Beauchamps et Marc Tessier a eu lieu, mercredi 2 juin, devant une cinquantaine de membres de la hiérarchie de France 2 et de France 3 et de directeurs des filiales. Le nouveau président de France Télévision a ensuite assisté aux comités de direction de France 2 et de France 3. Après avoir déjeuné avec les directeurs d'antenne, il s'est rendu dans les rédactions des deux chaînes en fin d'après-midi. Marc Tessier devait recevoir jeudi les organisations syndicales avant de s'adresser, vendredi matin, à l'ensemble des personnels des deux chaînes et de recevoir ensuite les directeurs régionaux de France 3. Dans un message d'un feuillet, adressé mercredi aux personnels des deux chaînes, il annonçait en forme de postulat : « La télévision publique a des missions, la télévision privée a des obligations. C'est une différence radicale. »

DÉPÊCHES

■ **INTERNET : 4 % de foyers français seraient connectés à Internet** depuis le premier trimestre 1999, selon une étude de Médiamétrie publiée mercredi 2 juin, contre 2,8 % l'an dernier. L'accès au réseau est toujours fonction de la région, de la présence d'enfants et du milieu social. On estime à 12 % le nombre de foyers connectés au sein des catégories socioprofessionnelles supérieures.

■ **La société indépendante de télévision sur Internet CanalWeb.net et la Cote Bleue**, une filiale de ParisBourse SA (ex SBF-Bourse de Paris), ont créé TVBourse.net, une télévision financière sur Internet. Selon ParisBourse SA, le lancement devrait intervenir vers la mi-juin.

La nouvelle formule de « L'Événement » n'atteint pas ses objectifs

Les personnels demandent « un plan de redressement éditorial et financier »

L'ÉVÈNEMENT plonge à nouveau dans la crise. Une assemblée générale devait se réunir, jeudi 3 juin vers midi, à l'appel de la société des journalistes et des syndicats. Malaise, inquiétudes sur l'avenir, contestations des méthodes de Georges-Marc Bénéamou, se cumulent pour exprimer un « ras-le-bol » de la rédaction. Une motion, constatant « l'échec de la relance », devait demander au PDG de *L'Événement*, Bernard Mainfroy, de venir présenter, dans un délai de quinze jours, un

« plan de redressement éditorial et financier » du journal. Un préavis de grève pourrait alors être déposé si cette rencontre ne peut avoir lieu. Cette motion doit être soumise au vote. Un mois et demi avant la nouvelle formule, la rédaction avait observé une journée de grève, pour demander l'intégration des pigistes et protester contre les méthodes du directeur de la rédaction, Georges-Marc Bénéamou. Après le lancement de la nouvelle formule, les choses s'étaient quel-

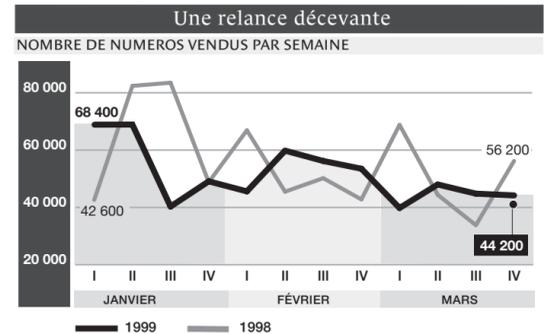
que peu calmées, avant de reprendre de plus belle aujourd'hui, alors que la discrétion de la direction sur les chiffres de ventes entretient le sentiment que les chiffres ne sont pas bons. La nouvelle formule de *L'Événement*, lancée en janvier, est effectivement loin d'avoir atteint les objectifs que le groupe Hachette avait fixés au début de l'année. Le magazine est en recul de 7 % au premier trimestre, par rapport à la même période en 1998 (*voir ci-contre*). Hachette fait valoir que la dégringolade du titre en 1998 n'est intervenue qu'après le premier trimestre, pour atteindre un niveau catastrophique à la fin de l'année.

« ÉROSION ARRÊTÉE »
Les ventes en kiosques ont fortement chuté après les deux premiers numéros de la nouvelle formule, se sont quelque peu redressées en février, avant de reculer nettement en mars, avec une moyenne de 44 200 exemplaires, puis en avril (42 600). En 1998, la diffusion totale payée était de 144 906 exemplaires, selon Diffusion contrôlée, en net recul par rapport à 1997 (160 000 exemplaires). Hachette avait fixé comme objectif une hausse de la diffusion de 13 % sur l'ensemble de l'année, ce qui représentait un gain d'environ 20 000 exemplaires. Le prix, qui était de 15 francs au moment du lancement, est remonté à 18 francs le 18 mars, contre 20 francs en 1998.

Pour Georges-Marc Bénéamou, « l'érosion des ventes a été arrêtée ». Il compte toujours pouvoir rattraper le peloton des news-magazines dans les kiosques, cette année. Il balaye les critiques qui lui sont faites : « Je reconnais que je ne suis pas le plus organisé des hommes. Je suis un agitateur d'idées, il fallait réveiller le journal. Il faut que l'on continue à s'imposer comme un news alternatif, vraiment différent. Peut-être n'avons-nous pas été assez radicaux dans notre différence. »

Pour s'occuper de cette tâche d'organisation, Hachette a cette fois confié à Jean-Paul Louveau, membre de la direction d'Hachette Filipacchi associés, une mission technique de trois mois, notamment pour renforcer l'édition du journal. Un an après son rachat par Jean-Luc Lagardère, l'hebdomadaire est toujours en crise et s'inquiète pour son avenir.

Alain Salles



Les ventes en kiosques de *L'Événement* ont baissé de 7 % au premier trimestre 1999, par rapport au premier trimestre 1998, malgré une nouvelle formule et une baisse du prix de vente à 15 francs jusqu'à la mi-mars.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Robert Namias

A la suite de notre article sur « la campagne électorale bridée par l'interdiction de la publicité politique », publié dans nos éditions du 3 juin, nous avons reçu de Robert Namias, directeur de la rédaction de TF 1, les précisions suivantes : Vous laissez entendre que TF 1 favoriserait la liste de Nicolas Sarkozy en lui accordant un temps nettement plus important qu'aux autres listes et en particulier à celle conduite par François Hollande. Vous vous appuyez sur un décompte de campagne électorale arrêté au 7 mai et publié par le CSA alors que l'équité exigée par l'organisme de régulation court sur une période qui s'étend du 27 mars au 11 juin. Bien évidemment, TF 1 entend respecter absolument cette équité. A cet égard, je vous indique qu'à la date du 2 juin, la liste dirigée par François Hollande a bénéficié sur

TF 1 d'un temps de parole de 23 min 21 s et celle dirigée par Nicolas Sarkozy de 22 min 30 s. La liste conduite par Robert Hue a quant à elle disposé d'un temps de parole de 18 min 15 s. De la même manière, le temps d'antenne accordé dans les journaux de TF 1 à François Hollande depuis le début de la campagne a été de 41 min 2 s contre 42 min à Nicolas Sarkozy ; Robert Hue pour sa part a bénéficié d'un temps d'antenne de 22 min 49 s et François Bayrou de 23 min 39 s. J'ajouterais que si M. Sarkozy a bénéficié dans la première partie de la campagne (entre le 27 mars et le 7 mai) d'un temps de parole supérieur à celui de ses concurrents, cela s'explique uniquement par la couverture d'un fait d'actualité : le remplacement de Philippe Séguin à la tête du RPR et de la liste RPR/Démocratie libérale.

Dans le numéro de juin

Le Monde des

DEBATS

• Nicole Notat
Bernard Thibault
CFDT / CGT : le premier dialogue de fond

• Habermas
un philosophe
et la guerre

• Les amours
de Borges

• L'atome et l'univers : à la recherche
de la Théorie de Tout

En vente
chez votre marchand de journaux. 24 F

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SAAB** : le constructeur automobile suédois a décidé de rappeler environ 70 000 modèles Saab 9000, construits entre 1992 et 1994, en raison d'un défaut dans les airbags.

● **DUPONT** : le chimiste américain lance en Allemagne et en Grande-Bretagne son médicament anti-sida Sustiva, disponible sur le marché américain depuis l'automne 1998.

● **ROCHE** : le suisse, quatrième pharmacien européen, a annoncé, jeudi 3 juin, sa décision de racheter le tiers de Genentech Inc. qu'il ne détenait pas encore, pour 3,7 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros). Roche a ensuite l'intention de mettre sur le marché 19 % de ce pionnier californien des biotechnologies, pour 82,5 dollars par action.

● **BOMBARDIER** : le constructeur aéronautique canadien se lance dans l'aviation d'affaires, en association avec la compagnie publique taïwanaise Aerospace Industrial Development. Les deux sociétés ont annoncé, mercredi, le lancement d'un jet d'affaires de 8 places Bombardier-Continental. Déjà commandé à 80 exemplaires, le nouvel appareil sera disponible à la mi-2002, pour un prix de base de 14,25 millions de dollars.

● **AEROSPATIALE MATRA** : le groupe français d'aéronautique et de défense serait prêt à un échange d'actions avec le groupe public espagnol Casa, selon le journal espagnol *Expansion*. Aérospatiale est intéressé par une participation d'un maximum de 30 % dans Casa, qui pourrait entrer à hauteur de 10 % dans le groupe français.

FINANCE

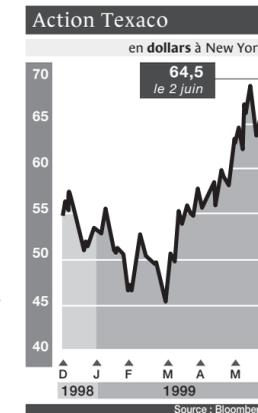
● **SUMITOMO** : le groupe financier japonais annonce, jeudi 3 juin, avoir engagé des procédures judiciaires contre les banques suisse UBS et américaine Chase Manhattan, pour avoir accordé inconsidérément des crédits à l'un de ses anciens employés, qui fut à l'origine de ses énormes pertes sur le marché du cuivre.

● **ING** : le groupe néerlandais de services financiers a confirmé, mercredi 2 juin, détenir 13,2 % du capital du Crédit commercial de France (CCF).

VALEUR DU JOUR

Texaco rompt les discussions avec Chevron

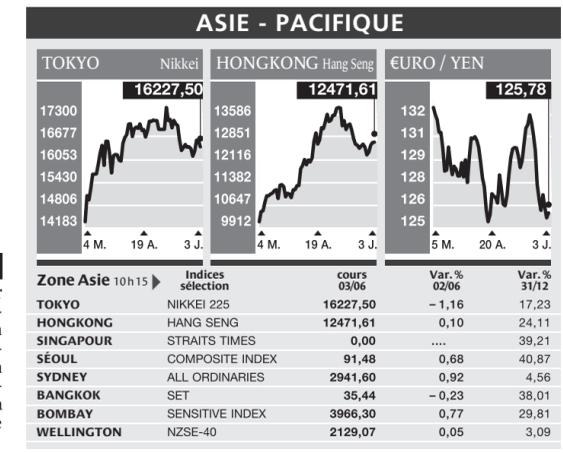
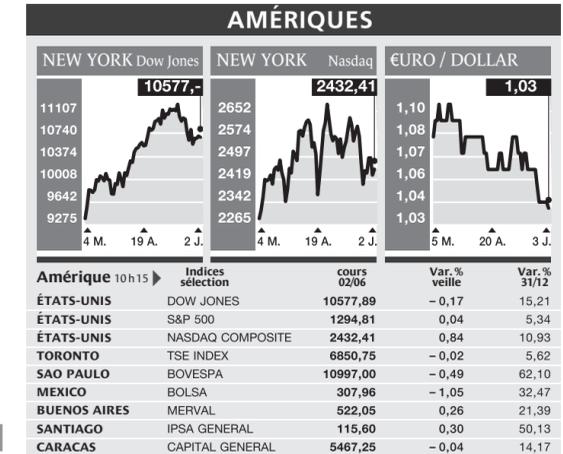
MERCREDI 2 JUIN, le conseil d'administration du groupe pétrolier américain Texaco a annoncé la rupture des discussions portant sur une éventuelle fusion avec son concurrent Chevron. Dans un communiqué, le conseil d'administration de Texaco a estimé qu'il « n'avait pas trouvé les bases permettant aux discussions de continuer car la proposition de Chevron est inacceptable sur le plan de la complexité, de la faisabilité, du risque et du prix ». L'existence des négociations entre Texaco (troisième pétrolier américain) et Chevron (numéro quatre) avait été dévoilée par le *Wall Street Journal* le 10 mai 1999. Les deux groupes auraient donné naissance à un groupe pesant près de 100 milliards de dollars de capitalisation boursière pour une soixantaine de milliards de dollars de chiffre d'affaires. Les investisseurs spéculaient depuis longtemps sur l'avenir de ces deux « majors » qui semblaient marginalisés après les fusions de British Petroleum et d'Amoco, d'Exxon avec Mobil et de Total avec Petrofina. La fusion achopait également sur la répartition des pouvoirs entre les dirigeants des deux groupes. Kenneth Derr, le président de Chevron, devait prendre la tête du nouvel ensemble. Mais en raison de son âge, 62 ans, il aurait pu céder la place dans les trois ans à venir à Peter Bijur, son homologue chez Texaco âgé de 56 ans.



Saudi Aramco. Créée en 1997, cette alliance contrôle 15 % du marché américain du raffinage et de la distribution de produits pétroliers. L'entrée de Chevron dans cette alliance aurait très probablement été bloquée par les autorités anti-trust américaines. D'un autre côté, Texaco ne pouvait envisager de quitter cette alliance sans risquer d'être marginalisé dans le raffinage. La fusion achopait également sur la répartition des pouvoirs entre les dirigeants des deux groupes. Kenneth Derr, le président de Chevron, devait prendre la tête du nouvel ensemble. Mais en raison de son âge, 62 ans, il aurait pu céder la place dans les trois ans à venir à Peter Bijur, son homologue chez Texaco âgé de 56 ans.

Engruand Renault

FINANCES ET MARCHÉS



SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE DE PARIS progressait de 0,17 %, jeudi 3 juin en milieu de séance, le CAC 40 s'établissant à 4 322,53 points. La veille, l'indice avait eu des difficultés à trouver son orientation, au cours d'une séance marquée par un nouveau record de faiblesse de l'euro. Il avait terminé quasiment inchangé, à 4 315,34 points (+0,04 %).

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort était fermé jeudi 3 juin, en raison de la Fête-Dieu en Allemagne. Mercredi, il avait clôturé en hausse de 0,59 %, à 5 040,34 points. Les volumes de transactions étaient restés très faibles à la veille d'un jour férié.

LONDRES

LA BOURSE DE LONDRES, représentée par l'indice Footsie 100, a clôturé en légère hausse, mercredi 2 juin, soutenue en fin de séance par l'annonce de négociations entre le sidérurgiste britannique British Steel et son concurrent néerlandais Hoogovens. Le Footsie a fini sur un gain de 0,83 %, à 6 302,2 points, également supporté par la publication d'une étude de la Confédération de l'industrie britannique signalant une amélioration de la situation dans le commerce de détail.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a fini la séance, jeudi 3 juin, en baisse de 1,2 %, à 16 227,50 points.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a terminé en légère hausse de 0,17 % à 10 577,89 points, mercredi 2 juin, tandis que l'indice Nasdaq a gagné 0,84 % à 2 432,39 points. Les valeurs de l'Internet, une nouvelle fois attaquées dans la matinée, ont réussi à remonter en fin de journée. Ainsi, Amazon.com, qui avait chuté de 11 % mardi et reculait de près de 6 % mercredi matin, a fini en hausse de 9 %.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens restaient mal orientés jeudi 3 juin lors des premières transactions. Le rendement des obligations assimilables du Trésor français émise à dix ans s'établissait à 4,42 % en début de matinée. Celui des bunds allemands émis à même échéance s'inscrivait à 4,29 %. Mercredi, outre Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à trente ans s'était très légèrement détendu à 5,934 %. Mais une majorité des analystes misent sur une augmentation au-dessus de 6 % des rendements obligataires d'ici à la fin du mois.

CHANGES

L'EURO enregistrait un nouveau plus bas à 1,0303 jeudi 3 juin en début de matinée. Le dollar était ferme face au yen jeudi sur le marché des changes de Tokyo à la suite de rumeurs évoquant un abaissement éventuel de la notation des bons du Trésor japonais. La devise américaine s'échangeait à 121,53 yens.

ÉCONOMIE

Alan Greenspan s'inquiète des tentations protectionnistes

LE PRÉSIDENT de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a lancé une mise en garde mercredi 2 juin contre la tentation protectionniste aux Etats-Unis, surtout au Congrès, où sont maintenues des législations contraires au libre-échange. « Je regrette que malgré les succès remarquables accomplis pendant près d'un demi-siècle par le GATT et son successeur l'OMC pour réduire les barrières commerciales, nos législations de commerce et nos méthodes de négociations commerciales soient essentiellement fondées sur la confrontation », a-t-il déclaré dans un discours prononcé devant une conférence sur le commerce et la technologie, à Boston.

■ **Le président des Etats-Unis, Bill Clinton**, devait demander jeudi au Congrès le renouvellement à la Chine du régime tarifaire privilégié, dans un climat politique particulièrement hostile à Pékin. Selon un responsable de l'administration sous couvert de l'anonymat, M. Clinton devait informer le Congrès de son intention de reconduire pour une année ce statut commercial à la Chine.

■ **Les ventes de logements neufs aux Etats-Unis** ont progressé de 9,2 % en avril, après une baisse de 0,8 % en mars, a annoncé mercredi le département du commerce. Les analystes tablaient généralement sur une baisse de 1,2 % de ces ventes en avril.

■ **BANQUE MONDIALE** : l'organisation s'alarme de l'augmentation de la pauvreté dans le monde, particulièrement en Asie de l'Est, où après la crise 20 millions de personnes sont retombées dans l'extrême précarité rien qu'en Indonésie. Globalement, il y avait 1,3 milliard de pauvres dans le monde vivant avec moins de 1 dollar par jour, selon les derniers chiffres, datant de 1993, explique un rapport de la Banque mondiale diffusé avant la prochaine réunion du G 8 à Cologne.

■ **JAPON** : la consommation des ménages a reculé en avril de 0,7 % par rapport à son niveau du même mois de 1998, après avoir enregistré une contraction de 1,9 % en mars, a annoncé jeudi à la presse l'agence gouvernementale de gestion et de coordination.

■ **EURO** : Wim Duisenberg a estimé mardi que la devise européenne « s'appuie fermement sur la stabilité des prix interne et elle a par

conséquent un clair potentiel de renforcement de sa valeur externe ». Il a jugé que la faiblesse de l'euro tient surtout au fait que la croissance aux Etats-Unis reste très vive alors qu'elle marque le pas dans les plus grands pays de la zone euro (*lire page 21*).

■ **UNION EUROPÉENNE** : toutes les infrastructures-clés des quinze Etats membres ne sont « pas sûres d'être tout à fait prêtes » face au problème informatique de l'an 2000, a indiqué un rapport remis au sommet européen de Cologne, publié mercredi par la Commission européenne. Le texte considère que cette situation est « préoccupante ». Il demande aux institutions publiques de tous niveaux d'« intensifier leurs travaux » dans ce domaine.

■ **FRANCE** : l'emploi intérimaire occupait fin avril 531 524 personnes, soit une augmentation de 10,7 % sur un an, mais une baisse légère de 2,6 % par rapport à fin mars, selon l'indicateur mensuel provisoire publié mercredi par l'Unedc.

■ **L'opinion sur les ventes de l'ensemble des détaillants** s'est stabilisée en mars-avril à un haut niveau après les améliorations successives enregistrées depuis le début de l'année, selon l'enquête mensuelle publiée mercredi par l'Insee.

■ **ROYAUME-UNI** : les ventes de détail ont continué à montrer des signes de redressement en mai, selon la dernière enquête de la Confédération de l'industrie britannique publiée mercredi. La croissance des ventes a été légèrement supérieure aux prévisions des commerçants, bien que le rythme ait été légèrement inférieur en glissement annuel à celui constaté en avril, révèle l'enquête.

■ **RUSSIE** : le remboursement de la dette extérieure sera très pénible pour la Russie si elle n'est pas restructurée et si les institutions financières internationales n'accordent pas de prêts à cet effet, a déclaré le premier ministre Sergueï Stepachine, cité par l'agence Interfax. La dette extérieure russe se monte à environ 140 milliards de dollars (135,2 milliards d'euros) dont 17,5 milliards payables en 1999.

■ **POLOGNE** : les effets de la crise en Russie sont plus graves qu'initialement prévu, selon une analyse du ministère polonais de l'économie publiée mercredi. Les exportations vers la Russie se sont effondrées de 75,9 % sur un an au premier trimestre, tandis que les importations de produits russes ont seulement baissé de 23,5 %, ce qui a entraîné un déficit égal à la moitié de celui décaissé en 1998.

Taux de change fixe zone Euro				Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Euro contre	02/06
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245	COURONNE DANOISE.....	7,4317
DEUTSCHEMARK.....	1,95638	DEUTSCHEMARK.....	3,95385	COUR. NORVÉGIENNE.....	8,2415
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774	COUR. SUÉDOISE.....	8,9830
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238	COURONNE TCHÈQUE.....	37,477
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,6075
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703	DOLLAR CANADIEN.....	1,5400
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	1,9689
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660	DRACHME GRECQUE.....	324
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607	FLORINT HONGROIS.....	248,62
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324	ZLOTY POLONAIS.....	4,1445

Cours de change croisés							
03/06 12h30 ▶		DOLLAR		Cours YEN(100)		Cours EURO	
DOLLAR.....	121,40000	0,82372	1,03625	0,15799	1,60690	0,65142	
YEN.....	0,96502	0,79504	125,78000	19,18000	195,13000	79,10500	
EURO.....	6,32950	5,21290	6,55957	....	1,15245	1,55015	0,62825
FRANC.....	0,62232	0,51255	0,64510	0,09835	....	....	4,12220
LIVRE.....	1,53510	1,26465	1,59140	0,24255	2,46685	....	10,45040

Taux d'intérêt (%)

Taux 02/06 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	2,56	2,49	4,39	5,28
ALLEMAGNE.....	2,56	2,61	4,26	5,24
GDE-BRETAG.....	5,25	5,10	4,96	4,93
ITALIE.....	2,56	2,55	4,58	5,50
JAPON.....	0,07	....	....	....
ÉTATS-UNIS.....	4,72	4,75	5,81	5,95
SUISSE.....	0,53	0,94	2,68	3,90
PAYS-BAS.....	2,50	2,55	4,42	5,31

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume Notionnel 5,5	Volume Juin 99	dernier prix	premier prix
EURibor 3 mois	26613		93,14	92,97
JUN 99.....		3774	97,38	97,38

Matières premières

En dollars ▶		
MÉTALUX (LONDRES)	Cours 02/06	Var.% veille
CUIVRE 3 MOIS.....	1392,5	-0,82
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1291,5	-0,42
PLOMB 3 MOIS.....	494,5	-0,30
ETAIN 3 MOIS.....	5250	-1,13
ZINC 3 MOIS.....	971,5	-0,36
NICKEL 3 MOIS.....	4870	-0,20
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	5,01	-0,40
PLATINE A TERME.....	83319	0,57
GRAINES DENRÉES		
BÉ (CHICAGO).....	266,5	0,78
MAÏS (CHICAGO).....	222,5	0,23
SOJA TOURTEAU (CHG.).....	130,8	-0,38
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	926	3,12
CAFÉ (LONDRES).....	1522	....
SUCRE BLANC (PARIS).....	192	....

En euros ▶		
En dollars ▶	Cours 02/06	Var.% veille
BRENT (LONDRES).....	16,23	0,81
WTI (NEW YORK).....	16,6	-0,24
LIGHT SWEET CRUDE.....	16,61	0,91

Or		
En Euros ▶	Cours 02/06	Var.% 01/06
OR FIN KILO BARRE.....	8100	+0,62

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

Les actions des constructeurs automobiles ont été bien orientées mercredi 2 juin après l'annonce par Volkswagen de ses chiffres de ventes pour les cinq premiers mois de l'année. Le numéro un du secteur en Europe a gagné 0,66 % à 60,80 euros tandis que l'action DaimlerChrysler s'est appréciée de 1,59 % à 83,09 euros.

ses liens avec Pat Robertson, un télé-évangéliste américain. Le titre Invensys a bondi mercredi de 10,96 % à 316,25 pence. Le numéro un des équipements automatiques pour entreprises a annoncé un plan de réduction d'emplois et de vente de certaines activités.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PHARMACIE and BIENS D'EQUIPEMENT.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CONGLOMERATS and ENERGIE.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BIENS D'EQUIPEMENT and ENERGIE.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for TELECOMMUNICATIONS and CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for TELECOMMUNICATIONS and CONSTRUCTION.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PRODUITS DE BASE and SERVICES FINANCIERS.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for PRODUITS DE BASE and SERVICES FINANCIERS.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CONSOMMATION CYCLIQUE and ALIMENTATION ET BOISSON.

Table with columns: Code, Cours euros, % Var. veille. Includes sub-sections for CONSOMMATION CYCLIQUE and ALIMENTATION ET BOISSON.

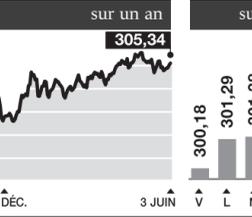
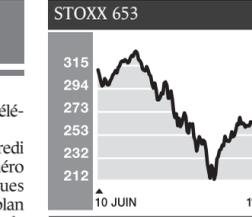


Table listing various financial instruments and their values, including Finnair, G Wimpey PLC, Granada Group, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Chr. Hansen Hld, Cultor, Danisco, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Agf, Allianza Ass, Allianz Ag, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Smiths Ind Plc, Stmicroelec Sic, Tandberg Data, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Astra, Elan Corp, Glaxo Wellcome, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Bsky B Group, Canal Plus Rm, Carlton Communi, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Airspray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Arcadia Grc, Boots Co Plc, Carrefour Rm, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Large advertisement for www.lemonde.fr with the word 'CHANGE!' in large letters.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Aca, Aca B, Aca B, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Accor Rm, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Allied Domecq, Associate Brit, Bass, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table listing various financial instruments and their values, including Amstpray Nv, Antonov, C/Act, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
OCE : Océanie - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP s'échangeait, jeudi matin 3 juin, en baisse de 0,42 % à 82 euros. Le titre SG gagnait 0,27 % à 182,5 euros et Paribas prenait 0,46 % à 107,2 euros.

Les valeurs Duc et LDC ont entamé la séance jeudi 3 juin en baisse respective de 3,07 % à 25,2 euros et de 0,1 % à 98,2 euros.

L'action Air France restait quasiment stable à l'ouverture jeudi à 16,41 euros (+ 0,06 %). La compagnie aérienne française a annoncé mercredi de meilleurs résultats financiers que ceux qui étaient anticipés par les marchés.

Le titre Pinault-Printemps-Redoute (PPR) gagnait 0,35 % à 170,4 euros jeudi matin. Le nom de PPR, comme celui de Célio et du fonds d'investissement Apax Partners, est évoqué pour la reprise de Tati pour un montant d'environ 600 millions de francs.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 3 JUIN

Cours relevés à 12h30

Liquidation : 23 juin

Table of French stock market data with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Compensation (I).

Main table of stock market data with columns: Ticker, Cours, % Var. veille, Compensation (I).

Table of international stock market data with columns: Ticker, Cours en euros, % Var. veille, Compensation (I).

Table of international stock market data with columns: Ticker, Cours en euros, % Var. veille, Compensation (I).

Table of international stock market data with columns: Ticker, Cours en euros, % Var. veille, Compensation (I).

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 3 JUIN

Cours relevés à 12h30

Table of new market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Compensation (I).

Advertisement for Yachts de Paris featuring a boat image and text: PERFORMANCE GARANTIE, Une croisière à bord du Paquebot, YACHTS DE PARIS, Levez l'ancre pour une réception unique au monde, Réservations : 01 44 37 10 20.

Table of international stock market data with columns: Ticker, Cours en euros, % Var. veille, Compensation (I).

SICAV

JEUDI 3 JUIN

Cours relevés à 12h30

Table of SICAV data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Compensation (I).

Table of multi-promoteurs CCBP-CDC data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Compensation (I).

Table of multi-promoteurs CCBP-CDC data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Compensation (I).

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

SCIENCES La génétique est aujourd'hui en pleine évolution. ● D'UN CÔTÉ, ses prouesses rassurent, en particulier dans le domaine du séquençage de notre gé-

nome dont on espère qu'il donnera lieu à de nouvelles thérapies. ● DE L'AUTRE, on s'inquiète, à l'heure où ses outils permettent la mise sur le marché d'organismes génétique-

ment modifiés dont les gènes artificiellement implantés peuvent intoxiquer une autre espèce. ● A CE TRANSFERT critiqué d'un seul côté, la nature oppose l'exemple d'une

bactérie, *Thermotoga maritima*, dont le génome vient d'être séquencé par le pape de la spécialité, l'Américain Craig Venter, et dont le quart des gènes viendrait de parents éloi-

gnés. ● CETTE DÉCOUVERTE interpelle les chercheurs dans la mesure où ce processus pourrait tout simplement être une loi de la nature pour aider au processus de l'évolution.

Le transfert de gènes est-il un facteur important de l'évolution ?

La modification génétique des organismes pourrait être un phénomène plus naturel qu'on ne le croit. Le séquençage récent du génome d'une bactérie laisse à penser qu'une importante proportion de ses gènes provient de micro-organismes d'espèces très éloignées d'elle

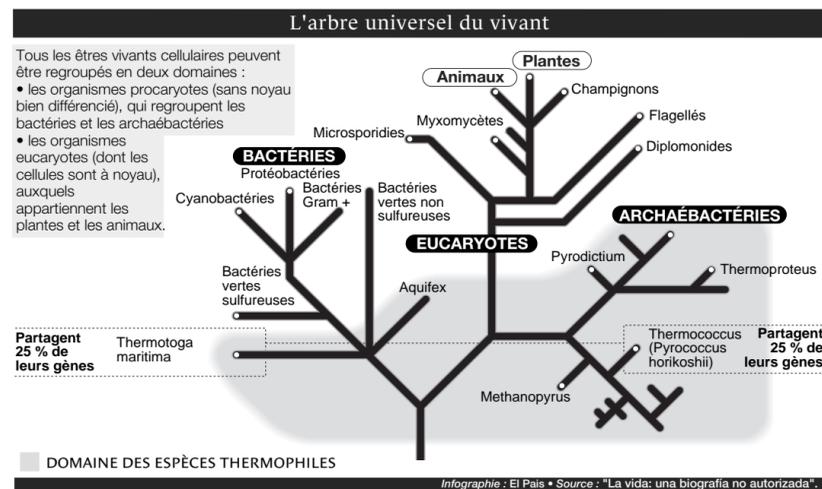
IMAGINEZ qu'un quart de vos gènes proviennent d'un apport récent de bactéries. Science-fiction ? Pas tout à fait. Le numéro de *Nature* du 27 mai révèle qu'un quart de tous les gènes d'une bactérie exotique, *Thermotoga maritima*, ressemblent de très près aux gènes d'organismes qui portent le nom d'archaéobactéries. Bien que les archaéobactéries et la famille dite des « eubactéries » – à laquelle appartient *Thermotoga* et bien des microbes – soient toutes unicellulaires et microscopiques, la ressemblance est trompeuse. Eubactéries et archaéobactéries sont deux groupes d'organismes très anciens qui se

pollen de maïs génétiquement modifié pouvait tuer des insectes hors des sites réservés. L'intérêt des médias pour cet article a été tel que le serveur de *Nature* a été submergé. Aujourd'hui, l'heure est venue de ramener le débat à ses justes proportions. L'ADN est très semblable d'un organisme à l'autre, et il n'est en général question chez les scientifiques que du transfert de gènes isolés. Imaginez à présent que non pas un ou deux gènes, mais quelque vingt-cinq mille d'entre eux – un quart peut-être de l'ensemble de votre génome – proviennent d'un apport récent de bactéries. Voilà de la modification génétique à grande échelle ! Une telle découverte prouverait que le débat actuel sur les OGM n'est, en fait, qu'exagération.

TRANSFERTS EN BLOC

Montrer, en conséquence, qu'un quart de tous les gènes de *Thermotoga* sont d'origine archaéobactérienne revient à dire qu'un quart des gènes humains pourraient être d'origine bactérienne – ce qui constitue le meilleur exemple possible de transfert horizontal d'un gène, autrement dit, de la modification génétique des organismes. Le fait que ce processus soit entièrement naturel et qu'il soit survenu – il y a probablement des milliards d'années – sans aucune intervention humaine donne à réfléchir. Il dénonce comme sans fondement l'affirmation selon laquelle l'ajout d'un seul gène de bactérie à un autre organisme serait « contre nature ».

De ce point de vue, l'origine disparate de *Thermotoga maritima*, mise en lumière grâce à l'étude de l'ensemble de son génome par J. Craig Venter, de l'Institut pour la recherche sur le génome (TIGR) de Rockville (Maryland, Etats-Unis), est très explicite. Ainsi, une centaine de ses gènes correspondent à



ceux qu'on trouve uniquement dans les eubactéries et les archaéobactéries qui sont « thermophiles » et vivent dans des environnements surchauffés, telles que les sources hydrothermales, où la température peut dépasser les

100 degrés Celsius. De plus, presque un quart des gènes de cette eubactérie ressemblent beaucoup à ceux des archaéobactéries et, par exemple, à celui *Pyrococcus horikoshii*, dont le génome de 1,8 million de paires de nucléotides, sé-

quencé par les chercheurs de l'Institut national de technologie et d'évaluation du Japon, a été publié en 1998.

Les gènes semblables à ceux des archaéobactéries ne sont pas uniformément répartis dans le génome de *Thermotoga maritima*. Quatre-vingt-huit d'entre eux sont groupés en quinze agrégats discrets dont la taille va de 4 000 à 20 000 paires de nucléotides. Ce qui veut dire qu'il existe des épisodes au cours desquels des segments entiers de gènes archaéobactériens sont transférés en bloc entre archaéobactéries et eubactéries. Ce qui surprend, c'est l'importante présence de gènes semblables aux archaéobactéries dans l'eubactérie, compte tenu du fait qu'archaéobactéries et eubactéries sont aussi peu apparentées qu'il est possible de l'être dans le cas d'organismes vivant sur la Terre.

Qu'est-ce que cela peut signifier du point de vue de l'évolution ?

Une première indication laisse penser que *Thermotoga maritima* représente apparemment un « fossile vivant » qui appartient à une lignée de bactéries extrêmement « divergentes », et donc extrêmement anciennes. Une autre est suggérée par le fait que c'est un micro-organisme comme beaucoup d'archaéobactéries. Ce qui veut peut-être dire que la vie sur Terre dans sa première phase – ou du moins, dans ce qu'en présentent les survivants modernes – est apparue dans des milieux où la température était très élevée, comme les cheminées hydrothermales.

SANS L'INTERVENTION DU SOLEIL

Le point de vue traditionnel veut que la vie soit née à la surface de la Terre, dans une mare riche en éléments organiques simples et chauffée par le Soleil, ou bien encore « énergisée » par la foudre. Une conception plus nouvelle, cependant, nie au Soleil et à l'atmosphère toute participation au phénomène. La vie serait née de la chaleur même de la jeune Terre. *Thermotoga maritima* et d'autres organismes pourraient donc constituer les derniers vestiges d'une époque où la vie était confinée aux roches volcaniques, peut-être dans les profondeurs de la Terre, ou bien autour des cheminées hydrothermales des grands fonds marins.

Les ancêtres depuis longtemps disparus des archaéobactéries, de même que ceux des eubactéries telles que *Thermotoga*, auraient vécu ensemble dans cet écosystème infernal, magmatique, où – comme pour les bactéries aujourd'hui – l'échange d'informations génétiques aurait été courante. Le génome de *Thermotoga maritima* pourrait ainsi nous en dire long sur les conditions de la première vie bactérienne sur notre planète.

Henry Gee



sont distingués l'un de l'autre voilà des milliards d'années. Sur le plan évolutif, ils sont aussi éloignés l'un de l'autre que les archaéobactéries le sont des organismes eucaryotes (champignons, plantes, animaux et homme).

Une semaine auparavant, un article de John E. Losey et de ses collègues de l'université Cornell, à Ithaca (Etat de New York), publié le 20 mai dans *Nature*, soulignait les risques potentiels présentés par le fait que le maïs transgénique (*Zea mays*) soit porteur d'un gène de la bactérie *Bacillus thuringiensis*. Ce gène fait produire au maïs une protéine fatale aux insectes nuisibles, et ces chercheurs montraient comment la dispersion de

Helicobacter pylori (responsable des ulcères gastriques) et *Borrelia burgdorferi* (à l'origine de la maladie de Lyme). Egalement complets, les génomes d'un certain nombre d'archaéobactéries exotiques.

UN VER POUR COMMENCER

Moins nombreux sont cependant les génomes séquencés des eucaryotes – organismes dont les cellules ont des noyaux, ce qui n'est le cas ni des eubactéries ni des archaéobactéries. Sont eucaryotes tous les animaux multicellulaires et les végétaux, de même que les champignons et beaucoup d'organismes unicellulaires dont certains sont des agents de maladie. Le génome

complet de la levure *Saccharomyces cerevisiae* a été séquencé, comme l'ont été les chromosomes isolés des parasites eucaryotes *Plasmodium falciparum* (malaria) et *Leishmania major*. Le seul animal dont le séquençage du génome ait été achevé est le ver de laboratoire *Caenorhabditis elegans*. Les prochaines années verront des avancées sur tous les fronts. Au nombre des génomes eubactériens les plus importants sur lesquels on travaille aujourd'hui, notons ceux de *Bacillus anthracis* (anthrax), *Bordetella pertussis*, *Listeria monocytogenes* (listériose), *Mycobacterium leprae* (lèpre), *Staphylococcus aureus*, *Vibrio cholerae* (choléra) et *Yersinia pestis*

(peste noire). Quelques archaéobactéries viennent grossir la liste, et des progrès seront réalisés dans le séquençage des eucaryotes – notamment ceux, microscopiques, des agents de maladies.

Le génome du parasite intestinal *Giardia lamblia*, ainsi que de divers chromosomes de *Plasmodium*, de *Leishmania* et de *Trypanosoma* sera bientôt complet. Chez les champignons devrait être achevé dans les années qui viennent le séquençage d'*Aspergillus nidulans* (une sorte de moisissure du pain) et de *Candida albicans* (une levure à l'origine d'infections chez l'homme).

H. G.

Pas moins de cent onze organismes presque entièrement séquencés

IL EST RARE qu'un mois se passe sans que soit publié le génome complet d'un organisme. Pourtant, la marée d'informations qu'on attend pour les années à venir fera paraître dérisoires les progrès actuels. La liste établie sur le site Internet du TIGR (www.tigr.org/tdb/tdb.html) ne donne pas moins de cent onze génomes complètement séquencés ou en passe de l'être, que ce soit par le TIGR ou d'autres instituts de recherche.

Parmi les génomes complets, figurent ceux d'eubactéries communes comme *Escherichia coli* et *Bacillus subtilis*, ainsi que d'importants agents eubactériens de maladies tels que *Mycobacterium tuberculosis*,

Craig Venter, un pionnier entre recherche et business

C'EST LE PIONNIER de la mise au point de méthodes rapides et bon marché pour séquencer le génome par petits bouts. Mais c'est aussi celui qui a séquencé la totalité du plus grand nombre de génomes d'organismes inférieurs (les germes des otites des enfants (*Haemophilus influenzae*), du paludisme, de la tuberculose, du choléra, de la syphilis, etc.). Aujourd'hui encore, Craig Venter vient d'ajouter une nouvelle corde à son arc en séquencant le génome de *Thermotoga maritima*, une bactérie dont la séquence doit nous donner des clés pour l'étude de l'évolution.

Chercheur renommé de l'Institut national de la santé américain (NIH), il abandonne en 1992 une carrière brillante, mais contrée, pour voler de ses propres ailes. Il s'associe alors à William Haseltine, un chercheur qui avait quitté l'université Harvard de Boston, et fonde la compagnie Human Genome Sciences Inc. (HGS) pour lever des fonds privés. Leur but est de séquencer des gènes possible- ment impliqués dans des maladies humaines, de les breveter et de

vendre l'information à l'industrie pharmaceutique. Parallèlement, il installe pour lui-même un laboratoire séparé à but non lucratif, The Institute for Genomic Research (TIGR), qui collabore avec HGS et dans lequel il séquencera, en particulier, des génomes entiers de bactéries. En mai 1998, il annonce la création d'une toute nouvelle entreprise, Celera, dont le but est de déchiffrer en trois à cinq ans la « presque » totalité du génome humain.

COURSE AVEC LE SECTEUR PUBLIC

Celera réunit l'ancien TIGR et la compagnie Perkin-Elmer, qui fabrique les très puissants séquenceurs ABI 3700. La méthode qu'il compte employer a deux volets : le séquençage des nucléotides (le génome humain en contiendrait trois milliards), puis la remise en ordre de ces fragments. Pour la première partie du travail des batteries d'appareils ABI 3700 fonctionnent jour et nuit. La deuxième partie est plus problématique. La remise dans le bon ordre des fragments réclame

en effet une puissance informatique et des programmes qui, selon le *New York Times* du 23 mars, ne seraient pas encore au point pour les nouvelles machines.

Les pouvoirs publics ont pris très au sérieux la menace de se faire devancer dans la course au génome par Craig Venter. Un consortium international, constitué du NIH, des centres de séquençage du Whitehead Institute à Cambridge (Massachusetts), de l'Université George Washington à Saint-Louis (Missouri), du collège Baylor à Houston (Texas) et du centre Sanger britannique financé par la Fondation Wellcome a donc relevé le gant et annoncé qu'il achèverait le séquençage du génome humain en 2001. Un financement colossal a été prévu, de dix fois supérieur aux coûts annoncés par Celera (*Le Monde* du 24 mars). Il est clair que la simple existence de Celera a mis une pression considérable sur la recherche publique, qui a complètement révisé ses plans et ses méthodes.

La différence affichée jusqu'alors dans la qualité entre sé-

quençage public et séquençage privé résidait dans l'inclusion ou non de toutes les séquences de nucléotides situées entre les gènes qui, elles, codent pour les protéines. Ces dernières, les plus immédiatement intéressantes, sont encore en nombre encore indéterminé : 60 000 à 80 000 pour Craig Venter, plus de 100 000 selon Haseltine. En revanche, ce que l'on sait sur les séquences non codantes est qu'elles forment l'essentiel du génome.

LE RISQUE DE BREVETS PRIVÉS

Leur rôle est pour leur plus grande part inconnu, mais elles pourraient se révéler porteuses de messages de contrôle pour les séquences codantes et leur connaissance avait semblé indispensable jusqu'à présent pour pouvoir utiliser l'information génétique. Manifestement, l'ambition initiale de tout séquencer a été révisée à la baisse : le consortium public vient d'annoncer la publication de sa première ébauche du génome pour le printemps 2000.

Les buts affichés de Celera sont

de développer les outils qui seront nécessaires aux chercheurs, privés ou publics, pour utiliser les résultats bruts du séquençage que la compagnie fournit sur abonnement. Pour mettre au point de nouveaux médicaments, des outils diagnostics, des traitements personnalisés, les chercheurs auront encore besoin des services d'une compagnie aussi performante dans le travail sur le génome que Celera.

De nombreux secteurs de la vie économique sont concernés en dehors de la médecine, en particulier l'agriculture et l'élevage. Mais qu'une telle compétition ait lieu indique l'importance présumée du séquençage. Bien que Craig Venter déclare désirer mettre à la disposition du public l'essentiel de ses résultats bruts, et compter sur l'industrie pharmaceutique pour lui confier de gros contrats, les pouvoirs publics soupçonnent Celera de vouloir breveter les portions les plus intéressantes du génome.

Elisabeth Bursaux

Lexique

- **Génome.** C'est l'ensemble du matériel héréditaire porté par les chromosomes.
- **ADN.** Constitutif des chromosomes, l'acide désoxyribonucléique est le support de l'information génétique à partir duquel sont codées toutes les protéines nécessaires à la vie. La structure de cette molécule a la forme d'une double hélice.
- **Nucléotides.** Ces petites sous-unités constituent la macromolécule d'ADN. Chaque nucléotide comprend un acide phosphorique, un dérivé de sucre à cinq carbones, le désoxyribose, et une base.
- **Bases.** Dans l'ADN, on distingue l'adénine (A) et la guanine (G), dites bases puriques, la thymine (T) et la cytosine (C). Ces quatre bases sont complémentaires : A s'associe à T et G à C.
- **Gène.** Toute séquence d'ADN pouvant être transcrite, c'est-à-dire pouvant donner lieu à la production de protéines, par l'intermédiaire de l'acide ribonucléique (ARN).
- **Séquencage.** L'analyse de la distribution des nucléotides permet de localiser les gènes. Chez l'homme, on estime à 100 000 le nombre de gènes, correspondant à 3 milliards de paires de nucléotides d'ADN. L'objectif est d'établir une cartographie fine de l'emplacement sur les chromosomes de ces gènes « utiles ».

★ Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El Pais et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traductions de l'anglais par Sylvette Gleize.

Les Internationaux de France de tennis perdent « Guga » mais découvrent « Fino »

Gustavo Kuerten éliminé, Fernando Meligeni reste le seul Brésilien en course à Roland-Garros

Si Gustavo « Guga » Kuerten, vainqueur du tournoi 1997, a été éliminé par l'Ukrainien Andreï Medvedev (7-5, 6-4, 6-4), mercredi 2 juin, en

quart de finale de Roland-Garros, son compatriote Fernando « Fino » Meligeni a battu l'Espagnol Alex Corretja (6-2, 6-2, 6-0), finaliste en

1998. Les deux vainqueurs se retrouveront en demi-finale, vendredi 4 juin, l'autre match opposant Dominik Hrbaty à Andre Agassi.

DANS LES BOURRASQUES, les épaules basses, son beau visage fermé, Alex Corretja semble chercher une échappatoire dans sa triste balade sur le court. Il est mené deux sets à zéro par l'exubérant Fernando Meligeni. Dans cette troisième manche, les jeux dégingolent, le joueur espagnol est impuissant. Ses jambes sont en plomb, sa raquette est de pierre. Malgré un beau point disputé et gagné à la volée, malgré un retour de service lâché dans un gémissement, il laisse la dernière manche devant un public silencieux. Fernando Meligeni gagne 6-2, 6-2, 6-0, il lève les bras et ébouriffe ses longs cheveux bruns, quelques drapeaux brésiliens s'agitent. Victoire un peu triste, malgré tout.

Depuis dimanche 31 mai, l'Espagnol, tête de série n° 6 et finaliste en 1998, souffrait d'allergies. Il avait gagné son match contre Stefan Koubek en y laissant ses dernières forces : « Je crois que les antibiotiques m'ont anéanti, rien n'allait plus depuis hier, j'étais comme assommé », a-t-il expliqué, mercredi 2 juin, après sa défaite. Il était malade, mais il est resté lui-même, ce joueur respectueux et toujours élégant : « Dans le troisième set, j'ai pensé abandonner mais je ne pouvais pas le faire parce que Fernando mérite sa demi-finale. »

A 28 ans, Fernando Meligeni, 55^e mondial, poursuit sa quête. Il avait commencé par une victoire à l'Orange Bowl, le plus prestigieux tournoi juniors du monde. Quatre ans plus tard, à Roland-Garros, il s'était extirpé des qualifications et avait avancé jusqu'aux huitièmes de finale. En 1996, un jour de l'été olympique d'Atlanta, il s'était hissé en demi-finale du tournoi, avait perdu le match pour la médaille de bronze face à Leander Paes mais gagné un public. Spécialiste de la terre

battue, il s'était à nouveau qualifié pour les huitièmes de finale de Roland-Garros en 1998 où il avait été battu en cinq sets par Thomas Muster.

LE « MAIGRE »

Gaucher dégingandé et gesticulant, Fernando Meligeni, « Fino » – le Maigre – pour les intimes, jouait alors dans l'ombre de Gustavo Kuerten. Il ne s'en plaignait pas et trouvait l'abri confortable. Il progressait, aussi. Les deux coaches ont souvent échangé des conseils lors des matches de doubles de leurs deux poulains devenus grands amis. Ensemble, ils ont vécu une élimination du tournoi de double de Roland-Garros 1998 après un jet de raquette rageur de Gustavo Kuerten. Ensemble, ils ont connu de meilleurs moments en Coupe Davis.

Argentin d'origine mais résidant au Brésil, Fernando Meligeni est entré dans l'équipe nationale. En avril, les deux hommes avaient battu l'Espagne au premier tour de la compétition, avec les lauriers pour « Gu-

ga », qui avait apporté les trois points, et les tapes sur l'épaule pour « Fino », qui l'avait aidé dans le double.

Son copain parti en favori à Roland-Garros, Fernando Meligeni a encore su profiter des regards portés ailleurs. Il a passé un discret début de tournoi, vainqueur du modeste Américain Justin Gimelstob, façon de se roder. Vendredi 28 mai, Fernando Meligeni a vu le tournoi lui sourire. Vainqueur du Marocain Younes El Aynaoui sur deux jours – la rencontre avait été suspendue à la nuit –, le Brésilien a livré un match têtue. Ployant sous d'énormes rafales de coups droits du grand Marocain, il n'a pas capitulé : « Ce jour-là, je me suis dit que j'avais battu un grand joueur. J'ai commencé à croire en moi. »

Après vient la célébrité. Samedi 29 mai, sur le court Suzanne-Lenglen, il crée la surprise en se défaisant de l'Australien Patrick Rafter, tête de série n° 3. Son tennis opiniâtre vient à bout du dernier sertisseur-volleyeur du tournoi. « Oui, je

suis prêt à mourir sur toutes les balles », plaisante Fernando Meligeni, qui court un petit marathon à chaque match pour défendre sa ligne. L'Espagnol Felix Mantilla s'en va, dégoûté, des huitièmes de finale. Mercredi, Fernando Meligeni a aussi su exploiter avec intelligence les faiblesses d'Alex Corretja.

Gustavo Kuerten parti, Fernando Meligeni toujours en course, les Brésiliens espèrent toujours une finale et lorgnent déjà vers la Coupe Davis. Dans six semaines, à Pau, la France rencontrera le Brésil en quart de finale. Fernando Meligeni dit : « A Paris ou à Pau, il n'y a plus de favori. »

Bénédicte Mathieu

■ **La joueuse tchèque Jana Novotna** (n° 4 mondiale) a été victime d'une grave entorse, mercredi 2 juin, lors du quart de finale du double qu'elle disputait avec Natasha Zvereva contre Lindsay Davenport et Mary Pierce. Les deux équiennes se sont bousculées en pleine course.

La renaissance d'Andreï Medvedev

Comme il aime être de retour ! Andreï Medvedev ne peut plus s'arrêter de parler avec les journalistes, il tourne son sourire cajeleur aux photographes, il parle et plaisante, fait les questions et invente même les titres des quotidiens : « Oui, vous pouvez écrire que c'est une deuxième naissance, une deuxième vie. » Six ans après sa première demi-finale à Roland-Garros, il se trouve à nouveau dans le dernier carré après avoir éliminé le favori, Gustavo Kuerten, en un match parfait (7-5, 6-4, 6-4). Pendant deux heures, l'Ukrainien a dirigé le jeu face au Brésilien interloqué par tant d'attaques au filet et indisposé par le vent violent qui a balayé les courts.

Après des années de doute, Andreï Medvedev relance sa carrière de la plus belle façon (*Le Monde* du 1^{er} juin). Et il est si heureux, très amoureux d'Anke Huber, la joueuse allemande. Mais Andreï ne va pas se marier, contrairement aux rumeurs : « Ecrivez juste que je suis pris. »

■ **CYCLISME** : le coureur belge Frank Vandebroucke, suspendu par son équipe, Cofidis, est convoqué le 18 juin par la juge parisienne Michèle Colin, qui instruit l'affaire Sainz-Lavelot, du nom du faux médecin (Bernard Sainz) et de l'avocat (Bertrand Lavelot) soupçonnés de trafic de produits illicites. Frank Vandebroucke pourrait se voir présenter les résultats des prélèvements effectués lors de sa garde à vue le 7 mai à Paris. Selon *L'Equipe* du 28 mai, ils feraient apparaître un taux hématoctrique de 52 % et des traces d'amphétamines.

■ **HANDBALL** : l'équipe de France a battu l'Australie (32-15), mercredi 2 juin, lors de son premier match du Mondial à Port Saïd (Egypte).

LOTTO : Résultats des tirages n° 44 effectués mercredi 2 juin.
Premier tirage : 2, 4, 7, 20, 23, 40 ; numéro complémentaire : 3. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 499 815 F (76 196 €) ; 5 numéros : 4 590 F (699 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 232 F (35 €) ; 4 numéros : 116 F (17 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 24 F (3,65 €) ; 3 numéros : 12 F (1,82 €).
Second tirage : 2, 16, 22, 29, 37, 38 ; numéro complémentaire : 33. 6 numéros : 4 543 920 F (692 716 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 73 230 F (11 163 €) ; 5 numéros : 6 960 F (1 061 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 326 F (50 €) ; 4 numéros : 163 F (24,83 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €).

Les ministres des sports favorables à une « exception sportive » européenne

Des mesures prises pour lutter contre le dopage

LA LUTTE contre les trafics de produits dopants sera désormais intégrée dans la coopération des polices, des justices et des douanes européennes. Telle est l'une des principales conclusions du sommet de Paderborn (Allemagne) qui a réuni, mardi 1^{er} et mercredi 2 juin dans cette ville de Westphalie, les quinze ministres des sports de l'Union européenne (*Le Monde* du 2 juin). Les substances figurant sur les listes des fédérations sportives internationales seront donc, à l'avenir, soumises aux mêmes dispositifs que les drogues.

Initiée par la ministre française de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, cette disposition a été assortie d'une autre mesure instituant une coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique, ceci afin de détecter les produits dopants aujourd'hui indétectables lors des contrôles. Les Quinze ont également jeté les bases de la future agence contre le dopage, projet dont la paternité revient au Comité international olympique (CIO). Ils sont d'accord sur le statut

de la structure (fondation de droit privé), sur son financement (50 % pour les Etats et 50 % pour le mouvement sportif) et sur son mode de fonctionnement (avec un conseil de surveillance issu du monde sportif et du monde politique).

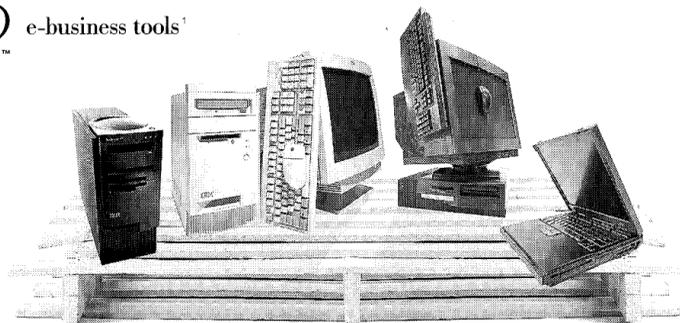
Des représentants des ministres se rendront à Lausanne le 8 juin afin d'imposer leurs vues au CIO. Il sera alors question du siège de l'agence. Mardi, les Quinze ont indiqué qu'ils souhaitaient que la structure s'installe dans l'Union, et non à Lausanne comme l'avait imaginé le CIO. Pour le ministre de l'intérieur Otto Schilly, en charge des sports en Allemagne, pays qui assure actuellement la présidence de l'UE, l'agence devrait pouvoir être opérationnelle au début de l'année 2000.

L'autre volet de la conférence de Paderborn concernait la définition d'un modèle économique européen pour le sport. Là aussi, les avancées ont été importantes puisque les Etats se sont prononcés pour une prise en compte des « intérêts spécifiques du sport » dans l'application d'un certain nombre de règles européennes, notamment la libre concurrence. « Aujourd'hui, la voie d'une exception sportive en Europe est ouverte », s'est félicitée Mme Buffet. La prochaine étape est désormais le conseil de l'Union européenne de décembre à Helsinki.

Profitant de l'occasion, Mme Buffet a demandé à l'Union européenne de football (UEFA) de créer, à l'instar de la France, une direction du contrôle de gestion qui aurait pour mission de surveiller la santé financière des clubs placés sous sa coupe afin de prévenir tout dérapage. Selon l'entourage du ministre, cette proposition a reçu un accueil favorable.

F. P.

e-business tools¹



Renvoyez-nous, sans engagement de votre part, votre coupon de réservation avant vendredi 4 juin 20H. Vous avez ensuite jusqu'au 30 septembre 1999 pour vous décider.

PME-PMI PLUS TÔT VOUS ACHETEZ

PLUS TARD VOUS PAYEZ

PLUS QUE DEUX JOURS



IBM lance l'Offre du Siècle.

Prévoyez dès maintenant vos besoins en micro-informatique (PC, portables, serveurs, stations de travail) et bénéficiez de l'Offre du Siècle : **une solution de financement associée à un différé de paiement exceptionnel** sur tout le matériel micro-informatique IBM (**PC 300, ThinkPad, Netfinity, IntelliStation**).

Pour recevoir dès aujourd'hui votre coupon de réservation et pour tout renseignement sur l'Offre du Siècle IBM, contactez-nous vite au **0 801 TEL IBM (0 801 835 426)** ou sur **www.ibm.com/espace-pme/fr**. N'attendez pas : plus tôt vous achèterez, plus tard vous payerez !

1. Outils e-business. *Offre d'ouverture de crédit d'IBM France Financement (IFF) avec un différé de paiement modulé en fonction du montant des matériels achetés et de la date d'installation. Modalités de l'offre disponibles au 0 801 835 426 ou sur le site www.ibm.com/espace-pme/fr. Cette offre est valable pour l'acquisition de matériel micro-informatique IBM neuf, n'est pas cumulable avec toute autre offre de financement IFF ou offre spéciale et est valable uniquement en France métropolitaine. Elle est réservée à l'activité professionnelle des entreprises, pour un montant minimum de 50 000 FHT et sous réserve d'acceptation du dossier par IFF (Siège Social : 2 avenue Gambetta 92400 Courbevoie). IBM, le logo IBM et le logo "e-business" sont des marques déposées d'International Business Machines Corporation. Intel, le logo Intel Inside et Pentium sont des marques déposées d'Intel Corporation. ©International Business Machines 1999.

Profitez de cette offre maintenant ! Appelez-nous au **0 801 TEL IBM** ou contactez votre revendeur IBM

www.ibm.com/espace-pme/fr



Le grand retour du collier de perles et du papier crépon

Aquarelle, décoration, broderie, reliure, jardinage : les « loisirs créatifs » connaissent un succès grandissant

AUTREFOIS, on les appelait les travaux manuels. Enseignés à l'école, ils préparaient les garçons aux tâches du maître de maison, et les filles à celle de la femme au foyer. Dans les années 70, ils devinrent le symbole d'un nouvel art de vivre, du retour aux « vraies valeurs » de la nature et de l'artisanat. Dans la foulée des hippies, que n'a-t-on brodé, tricoté, peint et teint (de la robe aux tissus d'abat-jour) ? Les années 80, sous le règne de la frime, ont porté un rude coup à ces activités jugées alors désuètes, voire ridicules, « ringardes ».

« On ne craint plus désormais de se vanter de l'ouvrage réalisé de ses propres mains »

Aujourd'hui, retour de tendance : on peint, on aquarellise, on s'initie à l'origami (art japonais du papier plié), on jardine, on bricole, on tapisse, on relie, on calligra-

phie, on brode, etc. Bien après les Etats-Unis, le marché du « à faire soi-même » explose depuis cinq ans en France. Davantage de temps libre (et la mise en application des 35 heures), un fort regain de passion pour la maison que l'on cherche à personnaliser, le souci de l'économie, contribuent à relancer ces vieux « travaux manuels » qui y ont trouvé une nouvelle dénomination : les loisirs créatifs. Plus chic, plus valorisante, cette expression, apparue il y a environ cinq ans, a, dit-on, aidé les pratiquants à déculpabiliser.

« Il y a seulement dix ans, on évitait de dire qu'on faisait du canevass ou de la broderie. Les travaux manuels avaient un côté péjoratif et les gens ne se retrouvaient pas dans ce terme », souligne Aude de Thuin, qui, en novembre 1996, lance à Paris le Salon Créations et savoir-faire tout en se disant qu'elle « allait droit dans le mur ». Résultat : 35 000 visiteurs au rendez-vous de la première édition, grâce en grande partie au bouche-à-oreille. L'année d'après ils sont 55 000 puis 58 000 en 1998. « Une étape a été franchie. On ne craint plus désormais de se vanter de l'ouvrage réalisé de ses propres mains. Je me suis rendu compte, à travers les succès grandissant du Salon, que l'on touchait, avec les loisirs créatifs,

quelque chose de très profond chez les gens », précise Aude de Thuin.

L'arrivée, en 1990, des boutiques Nature et Découvertes symbolise ce nouvel état d'esprit. Le public a adhéré rapidement à cette enseigne qui fait entrer la campagne – ses sons de cascades ou de rivières, ses chants d'oiseaux, ses senteurs... – dans les villes tout en défendant des valeurs écologiques et une démarche pédagogique.

Plus qu'un concept, Nature et Découvertes vend une éthique de vie. Des sorties pour découvrir les étoiles, la faune ou la flore, des animations pour apprendre l'aquarelle ou la calligraphie sont organisées pour sensibiliser les adultes et les enfants. Les loisirs créatifs ne sont plus, ici, considérés comme un passe-temps occasionnel et anecdotique. Ils font partie intégrante d'un art de vivre, d'une ligne de conduite qui

Une activité majoritairement féminine

Selon une étude réalisée par Ipsos, en 1998, pour Loisirs et création, les Français sont 62 % à pratiquer une activité. Même si les hommes commencent à y venir, les loisirs créatifs continuent de toucher majoritairement les femmes (76 %). Les adeptes consacrent environ quinze heures par mois à ces activités. Décorer son intérieur est la motivation la plus citée (79 %), suivie par le plaisir de créer, faire des cadeaux, s'occuper ou passer le temps. Initier ses enfants est perçu comme important par 65 % des personnes interrogées.



cherche à sauvegarder la nature, à pérenniser l'artisanat et à transmettre des savoir-faire ancestraux. Clairefontaine, spécialiste des produits scolaires, se lance aussi dans le loisir créatif, et notamment les beaux-arts, depuis le rachat de

Shut, une entreprise hollandaise spécialisée dans le papier haute technologie, et Maildor (située en Normandie), leader européen du papier crépon. « Beaucoup de gens se mettent à l'aquarelle et à l'acrylique, remarque Guillaume Nusse, directeur général de Clairefontaine Rhodia. Nous pensons que c'est, pour eux, une façon de se détacher des écrans informatiques. On retrouve, en peignant, un support qui apaise. »

D'autres enseignes sont apparues. Parmi elles, Loisirs et Créations, lancé en 1995 par DMC, qui compte aujourd'hui, en France, pas moins de treize magasins. Instruments de peinture, de décora-

tion, perles, fleurs séchées ornent les rayons qui organisent, chaque mois, de nombreux ateliers. Ici, on vient volontiers en famille acheter le nécessaire pour peindre sa cravate ou ses assiettes en porcelaine, confectionner ses bijoux, composer des bouquets, s'occuper de la décoration d'un anniversaire d'enfant, etc. L'engouement pour les loisirs créatifs a aussi donné un coup de pouce aux merceries traditionnelles, celles du moins qui ont su saisir l'occasion pour se transformer, passant du statut de boutique poussiéreuse à celui de vitrine chic... et snob.

Véronique Cauhapé

www.nouvelobs.com

le nouvel Observateur

SPECIAL AMERIQUE

Faut-il avoir peur de l'hyperpuissance des Etats-Unis?

EMPLOI

DANS CE NUMÉRO PLUS DE 100 POSPROPOSÉS

DOSSIER: LA GUERRE DES CERVEAUX

Rougier & Plé, de la quincaillerie familiale à Internet

EST-CE LE POIDS de son histoire et de ses origines qui donne cet air à la fois suranné et professionnel à ses magasins ? L'entreprise familiale Rougier & Plé porte en elle les marques d'un parcours de cent quarante-cinq ans qui prend racine dans un monde d'artisanat et de savoir-faire. Quincaillerie en 1854, la maison ne cessera d'évoluer. Elle lance en 1877 des produits d'outillage, de fournitures pour sellerie, de maroquinerie, de broserie ; commence en 1912 à commercialiser quelques outils pour la reliure ; participe en 1955 au développement des travaux manuels éducatifs dans les écoles. En 1970, l'entreprise crée un département outillage pour poseurs de revêtements murs et sols et, un an plus tard, les secteurs matières de couverture et VPC. En 1974, elle lance le catalogue *Artisanat et loisirs* et ouvre, dans les années 80, une série de nouveaux magasins (Bordeaux, Lyon, Lille, Nantes, Marseille, etc.).

Fournisseur des artisans, qui constituent toujours une partie de sa clientèle, puis interlocuteur des collectivités (écoles, colonies de vacances, clubs de loisirs), Rougier & Plé a progressivement élargi sa cible. L'enseigne est aujourd'hui connue des amateurs qui souhaitent peindre, décorer, encadrer, patiner, créer. Des ateliers et des animations sont quotidiennement organisés dans ses magasins afin d'expliquer à ses clients les bases de la gravure sur

verre, de l'art floral, des collages sur bois, du rempaillage de chaise...

L'histoire de Rougier & Plé raconte celle des loisirs créatifs. L'engouement pour le « fait main » prend racine sur la dégringolade de l'artisanat. « La disparition des maroquiniers, des encadreurs, des tapisseries, des cordonniers a fait qu'on ne réparait plus, on remplaçait. Puis les gens se sont mis à bricoler, à encadrer, à tapisser eux-mêmes, explique Denis Rougier, directeur de l'enseigne. L'intérêt pour les loisirs créatifs est né sur ce vide laissé par les artisans ; il s'est ensuite amplifié grâce à l'engouement des Français pour la maison et leur désir de la personnaliser. »

Chez Rougier & Plé, où on peut s'engouiller d'un chiffre d'affaires en progression chaque année, on reste prudent. A quoi les Français vont-ils utiliser leur temps libre dans les années à venir ? « Peut-être à l'écran, à la communication via Internet, aux voyages, au farniente, envisage Denis Rougier. D'où la nécessité pour nous de toujours évoluer. » En ouvrant notamment un site Internet (www.rougieretple.fr), en renforçant une politique de conseils et d'informations en magasin et en faisant de belles boutiques, « afin que le loisir commence dès que l'on franchit la porte de l'enseigne ».

V. Ca.

Le jardin, une « pièce » où se réaliser

LE CONSENSUS est quasi total. Jardiner représente pour les Français un plaisir. Plaisir de voir le résultat de son travail, d'être en contact avec la nature et le rythme des saisons, de retrouver à la fois le beau et le bon. L'étude réalisée en avril 1999 par l'IFOP pour *L'Express Magazine* et présentée au Salon L'Art du jardin, qui s'est tenu fin mai à Paris, montre, avec éclat, que le jardinage est, pour ses adeptes, affaire de bonheur et d'équilibre. « Dans un monde où l'individu se sent impuissant et dans lequel il a l'impression que sa capacité d'intervention diminue, le jardinage ouvre une porte : il permet d'intervenir sur les choses, d'être directement actif et de voir concrètement le fruit de son labeur », précise Anne Beaujour, de *L'Express Magazine*.

Cultiver son petit bout de terre rime aussi aujourd'hui avec sensualité. Dans son jardin, on recouvre les sensations de toucher, de sentir, de regarder et de goûter. Les jardiniers de cette fin de siècle plébiscitent un jardin aux résonances épicuriennes où cohabitent fleurs, fruits et légumes. Cet espace extérieur apparaît d'ailleurs chez les interviewés comme un lieu de vie à part entière, un endroit où l'on se détend, où l'on déjeune lorsqu'il fait beau. Il est un prolongement de maison. Prendre l'air et se dépenser, oublier le stress, créer quelque chose de ses propres mains et exprimer sa personnalité, retrouver l'ordre des choses sont des motivations sur lesquelles les adeptes du jardinage se retrouvent.

Source de plaisir, de fierté, synonyme de bien-être et de vie, le jardinage concerne 69 % des Français. Parmi eux, 28 % le font souvent, 27 % de temps en temps,

13 % rarement. Le profil type du jardinier est plus féminin (58 %) que masculin (54 %), se situe dans la tranche d'âge de trente-cinq ans et plus et n'est pas forcément possesseur d'un jardin. Entre hommes et femmes, les plaisirs diffèrent. Seuls 41 % des hommes aiment cueillir des fleurs ou ramasser des légumes, tandis que les femmes, elles, adorent (63 %). Tondre la pelouse plaît à 34 % des hommes, contre 15 % des femmes. Tailler les haies est apprécié par 23 % des messieurs et 6 % des dames. Les femmes ont donc apporté une dimension esthétique et sensuelle aux travaux du jardin, qui, lorsqu'ils étaient l'apanage des hommes, étaient plus associés à l'effort physique et à l'utilitaire. Une évolution identique à celle que connaît le bricolage.

V. Ca.

Le Monde

INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

Le **football** en temps réel.

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 4 JUIN 1999

ARTS Le Centre Georges-Pompidou présente jusqu'au 6 juin les premières années de création du peintre Robert Delaunay (1885-1941), rassemblant œuvres majeures et œuvres

pionnières, venues d'un peu partout. ● DE 1906 à 1914, bornes de cette exposition, Robert Delaunay s'est employé à être « un peintre de la vie moderne » et à travailler à une peinture

optique qui ferait de la lumière colorée le sujet du tableau. Comme il ne s'est pas abstenu par la suite de faire œuvre figurative, on ne lui reconnaît pas toujours le titre d'inven-

teur de l'abstraction auquel il a lui aussi droit. ● LA VEUVE de Robert Delaunay, Sonia, et son fils Charles, ont en 1964 fait don au Musée national d'art moderne de cent une

œuvres, sous certaines conditions dont certaines n'ont pu être toujours respectées. La justice a rejeté, le 7 avril, la demande de restitution formulée par le petit-fils du peintre.

Robert Delaunay, peintre des trépidations et des couleurs de la vie moderne

Le Centre Georges-Pompidou fête en grand et en beauté le peintre des « Tour Eiffel », des « Fenêtres », des « Formes circulaires », et du « Disque », avec plus de soixante peintures et une vingtaine d'œuvres sur papier réalisées entre 1906 et 1914

ROBERT DELAUNAY 1906-1914, DE L'IMPRESSIONNISME À L'ABSTRACTION. Centre Georges-Pompidou, galerie sud, entrée rue Saint-Merri. Tél. : 01-44-78-12-33. Tous les jours (y compris le mardi), de 10 heures à 22 heures. Du 3 juin au 16 août. Entrée : 35 F. Catalogue : 280 p., 570 illustrations : 280 F jusqu'au 30 juin (320 F à partir du 1^{er} juillet).

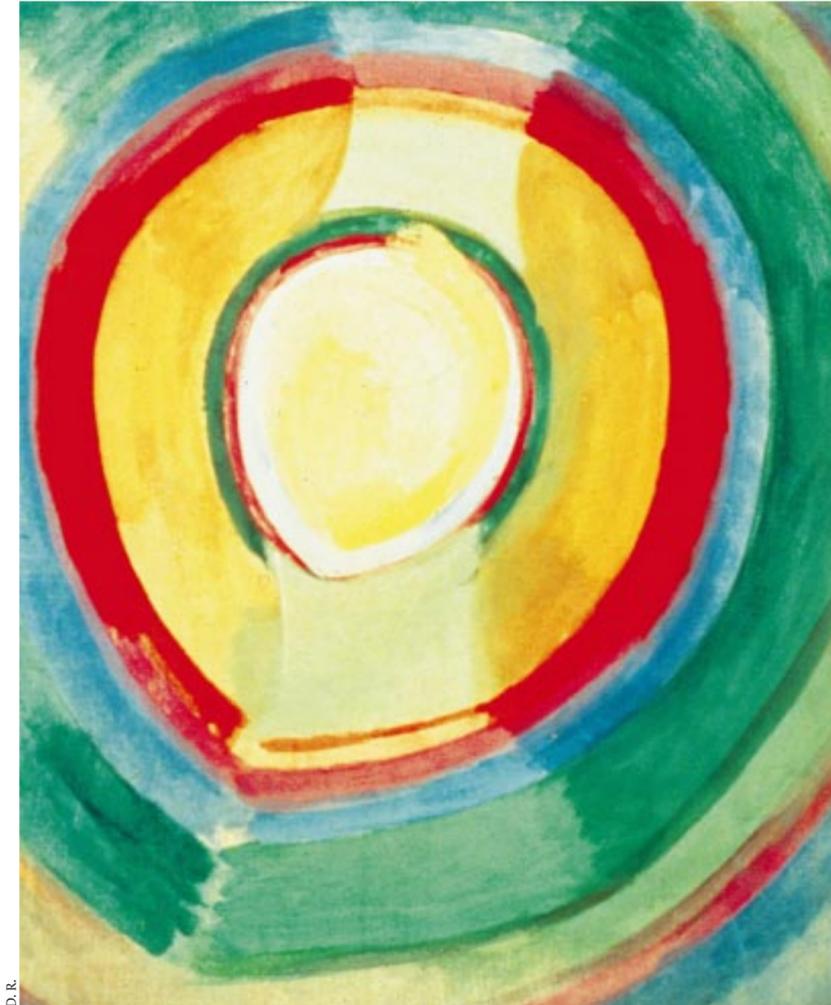
« De l'impressionnisme à l'abstraction. » Le sous-titre est un peu racoleur mais il peut se justifier. Donc ça n'est pas trop grave, d'autant que l'exposition s'avère des plus réussies. Elle est riche en œuvres – avait-on vu jusque-là plus de deux *Formes circulaires* à la fois ? – et ne néglige pas l'appareil documentaire propre à mieux faire comprendre, sans ennuyer, l'effervescence du début du siècle et les visées du peintre. Ce beau travail que l'on doit à Pascal Rousseau, historien d'art spécialiste de Delaunay, et à Jean-Paul Ameline, conservateur au Centre Georges-Pompidou, combine donc l'utile et l'extrêmement agréable : une peinture sans drame apparent, qui fête la couleur en mouvement.

On le savait sans doute, mais peut-être plus à travers les dérivés décoratives des années 30 qu'au vu des œuvres pionnières des années 1912-1913. Celles-ci sont venues d'un peu partout, de musées et de collections privées d'Allemagne, d'Angleterre, de New York. Et il ne manque pas beaucoup d'œuvres majeures – sinon l'*Hommage à Blériot*, trop fragile et resté à Bâle – pour restituer le parcours de l'artiste, « peintre de la vie moderne » et fou de lumières, de la lumière du soleil, de la lune, des lampadaires, et des contrastes simultanés.

SANS MÉTAPHYSIQUE

Etre un peintre de la vie moderne, de son mouvement, de ses échappées dans l'espace aérien et travailler, dans la foulée des impressionnistes et des divisionnistes, à une peinture optique qui ferait de la lumière colorée le sujet du tableau n'allait évidemment pas de soi à l'époque. Delaunay s'y est employé, avançant à coup d'intuitions, conforté par le climat ambiant qui était à la spéculation, stimulé par les polémiques qui accompagnaient à Paris et dans toute l'Europe, la naissance de l'art abstrait, dont Delaunay est l'un des inventeurs.

Ce qu'on ne lui reconnaît pas toujours pleinement, le peintre n'ayant pas comme Kandinsky, Mondrian ou Malevitch, tenu la ligne non figurative après ses *Formes circulaires* de 1912-1913 et le coup d'éclat de son *Disque* (1913), qui épate d'autant plus aujourd'hui qu'il supporterait la



D.R.

comparaison avec les *Cibles* de Jasper Johns. L'exposition présente à juste titre dans la proximité des recherches de Chevreul, de son « Cercle chromatique » (1861) et de son essai *De la loi du contraste simultané des couleurs*, ce tondo de couleurs chaudes et froides, disposées en bandes concentriques. On comprend alors que le peintre ait pu parler de « *peinture pure* ». Sans doute faut-il entendre par là une peinture fondée sur la perception visuelle, sans nécessité intérieure, sans considérations d'ordre métaphysique, contrairement aux autres pionniers de l'art abstrait.

Impressionniste à seize ans, néo-impressionniste et byzantin à vingt, Delaunay l'autodidacte traverse le premier cubisme à vingt-cinq ans, en 1909, en prenant pour motif le déambulatoire de l'église Saint-Séverin dont il ébranle l'architecture en ouvrant une brèche

de lumière qui aspire le regard. A cette première grande série en mal de « déconstruction » succède celle des « Villes », plus analytiques, qui entremêle les plans et rapproche la tour Eiffel de la fenêtre et son rideau. « Villes », « Tour Eiffel », « Fenêtres »... Les séries à venir – comme Monet, Delaunay avance par séries – sont dans l'air. L'affirmation de la planéité de la surface picturale aussi.

ÉCHAPPÉ DU CUBISME

Avec les *Tour Eiffel* de 1910 et 1911, dont les dernières sont franchissantes, l'effet d'implosion du monument découle de l'articulation de points de vue multiples : plongées, contre-plongées, vue d'en haut, d'en dessous, vue de piéton, vue aérienne. Simultanéité. Contrastes de formes et de couleurs. Delaunay, qui alors n'est pas loin de Léger, de ses toits et

ses fumées, devient monumental.

Mais la couleur ? Elle vient en 1912, année charnière, celle du tableau bilan *La Ville de Paris* qui clôt la période « destructive » de Delaunay, et n'est peut-être pas aussi catastrophique qu'il y paraît malgré la tournure académique que le peintre donne au cubisme, dont il est en train de s'échapper. C'est une grande composition tripartite, avec les Trois Grâces pompéiennes, autrement dit trois nus féminins au centre, une vue des quais de la Seine citant le Douanier Rousseau à gauche et une tour Eiffel à droite. Cette tentative pour marier la grâce ancienne au nouveau style moderne, réponse aux iconoclastes futuristes, doit son unité aux couleurs-lumières qui l'habitent.

Depuis avril jusqu'à décembre 1912, Delaunay fait son entrée dans la « peinture pure », ou



Ci-contre : « *Formes circulaires, Lune n° 2* », 1913 (Kunstmuseum, Bonn). **Ci-dessus :** portrait photographique du milieu des années 20.

Robert Delaunay (1885-1941) figure devant deux autoportraits de 1905.

Le jeune homme de vingt ans, vieilli à souhait pour se poser en maître, s'inspire, dans l'un, de l'autoportrait à l'estampe japonaise de Van Gogh présenté au Salon des indépendants de la même année. Il y va de sa propre tourmente intérieure, mais il nous fait aussi le coup du mépris. Delaunay n'était pas un homme aimable, il était prétentieux et un rien mégalo. C'était un intuitif, mais il se voulait théoricien. Ce bagarreur était soucieux de se poser en précurseur, de s'inscrire dans l'histoire. Ses textes le montrent assez, ses fâcheries aussi.

presque, à la lumière de ses *Fenêtres*, indissociables du poème d'Apollinaire dont on peut entendre la voix cavernreuse... Désormais, Delaunay agence les couleurs sur une grille presque orthogonale entrecoupée d'obliques et de courbes, évacuant presque toute allusion à la ville...

Ce sont des petits tableaux aux formats divers, certains approchant le carré et prenant en compte le cadre du tableau, tous pleins de transparences subtiles,

de couleurs chaudes et fraîches qui s'épaulent calmement pour scander ces vues kaléidoscopiques où la peinture respire, en liberté. La série est connue, mais en a-t-on jamais vu autant qu'au cœur de cette exposition ? – une douzaine, rassemblées dans une salle ovale, allusion directe au Monnet de l'Orangerie, soit une façon d'inscrire Delaunay dans la lignée de la peinture optique. Toutes ne sont pas aussi bien venues, mais celle de la Kunsthalle de Hambourg, avec son cadre peint, et la fenêtre panoramique, du Musée Folkwang d'Essen, sont des merveilles de musicalité.

Dans la foulée, Delaunay, qui aime changer de registre, travaille une grande composition : *L'Equipe de Cardiff*. Des rugbymen, un placard publicitaire jaune pour Astra (société de construction aéronautique), une banderole à son nom, la grande roue tout contre la tour Eiffel, toujours elle...

EFFET STÉRÉO

Le collage des couleurs produit un effet stéréoscopique, quand la composition d'ensemble amorce un mouvement hélicoïdal annonçant les recherches autour des formes circulaires. Celles-ci sont le produit d'effets de soleil et de lune, de souvenirs des auréoles des saints de la peinture religieuse et de visites dans les salons d'aéronautique. Le peintre de la vie moderne n'a pas abandonné l'idée de marier le présent et le passé ; il y gagne son étiquette de peintre « cubiste orphique » (Apollinaire), ce qui ne veut pas dire grand-chose sinon que la lumière est là, dans le tournoiement des couleurs.

Celles-ci prennent corps dans *Le Disque* qui conclut la période. Autre tableau bilan, d'un radicalisme effrayant. Delaunay composera avec, en associant figures et formes circulaires, faisant même de son disque-cible le support d'un « drame politique » du moment : le meurtre de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, par Henriette Caillaux, l'épouse du ministre des finances. Chevreul n'aurait jamais imaginé que sa loi du contraste simultané des couleurs, revue et corrigée par l'expérimentateur Robert Delaunay, puisse un jour trouver pareil débouché. La tentative est amusante. On pense à Picabia dada.

Geneviève Breerette

Les tribulations d'une donation sous conditions

CASSE-TÊTE des conservateurs, il n'est pas rare qu'une donation soit assortie de clauses redoutables pour les patrons de musée. Qui préfèrent cependant généralement les accepter, quitte à ne point les respecter. Le 27 février 1964, la veuve de Robert Delaunay, Sonia, et son fils Charles, donnèrent cent une œuvres au Musée national d'art moderne, qui n'en avait alors jamais reçu autant. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, les accepta officiellement, le 18 novembre. Les conditions étaient les suivantes : que les œuvres soient exposées « à la vue du public » sous le titre « Donation Delaunay » ; qu'elles ne soient pas dispersées dans les musées de province, ni entreposées – autrement dit enfouies – dans les réserves... Il va sans dire que, depuis 1964, le Musée d'art moderne, alors installé au Palais de Tokyo, n'a pas

toujours suivi ces conditions, ne serait-ce que pour des nécessités d'accrochage, ou d'expositions temporaires. De son vivant, Sonia Delaunay s'était montrée compréhensive et conciliante. Son fils Charles aussi : les conservateurs successifs, Jean Cassou en tête, avaient su maintenir avec lui de bonnes relations. Elles se dégradèrent avec le petit-fils, Jean-Louis Delaunay, fils de Charles. Devenu seul héritier à la mort de son père et de son frère, il réclama en 1996 la révocation de la donation et la restitution de l'intégralité des œuvres. Il reprochait au Musée national d'art moderne de n'avoir pas « regroupé les œuvres dans un endroit individualisé et personnalisé, d'avoir exposé certains tableaux en province, et de ne pas avoir accroché toutes les toiles à la vue du public ».

Le Centre Georges-Pompidou plaide les contraintes de la muséo-

logie moderne, et surtout la fragilité de certaines œuvres, les dessins notamment, qui ne peuvent être mis en permanence à la lumière et sont néanmoins consultables à la demande au Cabinet d'art graphique. Et, argument déterminant, le musée fit valoir que Sonia et Charles Delaunay, de leur vivant, étaient au courant de ces contraintes et les avaient acceptées. Dans une lettre, la donatrice elle-même s'en était félicitée, tout en précisant que l'exposition permanente de la totalité du fonds n'avait pas pour elle un caractère impératif.

« BASSES ASPIRATIONS »

Elle accepta en outre le transfert des œuvres depuis l'ancien musée, au Palais de Tokyo, vers le nouveau Centre Pompidou, alors en construction. Son fils Charles fit de plus un nouveau don, en 1984, celui des archives de ses parents qui

demeuraient en sa possession, « sans émettre la moindre critique sur les conditions dans lesquelles étaient remplies les charges de la première donation ».

Le tribunal décida donc, le 7 avril 1999, de confirmer la donation Delaunay, au grand dam de certains grands marchands de tableaux, allemands notamment, qui se frottaient déjà les mains.

Un peu trop bruyamment semble-t-il, puisque les attendus du jugement du tribunal de grande instance y font clairement allusion, en citant un passage du journal de Sonia Delaunay, daté du 19 février 1947 : « Il faut que je pense à mon testament. Je ne veux pas que notre art, pour lequel nous avons tout sacrifié toute notre vie, serve à de basses aspirations matérielles. J'aime mieux tout laisser à l'Etat. »

Harry Bellet

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
 Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17
 ou sur Minitel, 36-17 Drouot
 Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
 Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
 la veille des ventes, de 11h à 18h. *Exposition le matin de la vente.
 Régisseur O.S.P., 47 rue Louis BLANC
 92984 LA DEFENSE CEDEX. 01-49-04-01-83

VENDREDI 11 JUIN
 S.5- Tableaux modernes et contemporains. Mes PESCHETEAU-BADIN, GODEAU, LEROY et Me de RICQLES
LUNDI 14 JUIN
 S.4- 15 H De FLAUBERT à PROUST. Livres et manuscrits.
 Exposition publique le samedi 12 juin de 11h à 18h.
 PIASA. Experts : P. Berès et Th. Bodin.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE DE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 01.48.00.20.80

DIMANCHE 6 JUIN A 14H30
 Arts primitifs
 Me de RICQLES. Expert : M. de Monbrison
LUNDI 7 JUIN A 14 H 30
 Arts d'Orient.
 Me de RICQLES et Me WAPLER. Expert : Cabinet Soustiel

PESCHETEAU-BADIN, GODEAU, LEROY
 16, rue Grange Batelière (75009) 01.47.70.88.38
PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES
 5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10
 de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009) 01.48.74.38.93
WAPLER, 16, Place des Vosges (75004) 01.42.78.57.10

Les artistes français se mobilisent pour diriger la future galerie d'art actuel de Paris

Une pétition propose à la ministre de la culture de désigner un créateur plutôt qu'un fonctionnaire

Une centaine d'artistes français, aussi différents que Sarkis, Morellet, Erro, Villeglé, Bustamante, Dunoyer, Fromanger, Arnal, ou Tatah,

ont écrit le 31 mai à la ministre de la culture, Catherine Trautmann. Par ce texte, ils lui demandent de confier la direction de la future

galerie d'art actuel, qui doit s'installer au Palais de Tokyo, à un artiste plutôt qu'à un responsable d'institution culturelle.

IL SE PASSE quelque chose d'insolite dans l'art contemporain français : pour la première fois depuis si longtemps qu'on ne saurait citer de mémoire un précédent, des artistes se sont réunis, ont écrit ensemble un texte et l'ont fait contresigner par près d'une centaine d'autres – et cela en dehors de toute considération d'âge, de pratique, d'esthétique, d'amitié ou d'animosité. Ensemble, ils demandent que la direction du futur lieu d'exposition de l'art actuel qui doit s'ouvrir au Palais de Tokyo soit confiée à un créateur plutôt qu'à un représentant des institutions culturelles.

« Vous avez annoncé le 7 avril l'ouverture prochaine d'un lieu consacré à "la jeune création contemporaine au Palais de Tokyo" à Paris, écrivent les signataires. Nous nous en réjouissons. Dans un pays où il n'est pas rare de pouvoir être considéré comme "jeune artiste" jusqu'à cinquante ans... et parfois même au-delà, ce projet ouvre en effet de vastes perspectives ! (...) Avec vous, donc, une nouvelle ère semble devoir s'ouvrir.

A l'instar du théâtre, de la danse, de la musique, de l'architecture, de la littérature et du cinéma, la mise en valeur de l'art contemporain et de ses évolutions en France dans ce qu'il a de plus vivant et de plus novateur semble devoir être confiée désormais à ceux-là mêmes qui le font : les artistes. »

« REPRENDRE LA PAROLE »

Peinture, sculpture, installations, vidéo, performance et photographie se côtoient dans l'ordre alphabétique de la liste de signataires. Cette unité hors du commun répond, selon Olivier Blanckart – l'un des deux initiateurs du projet, l'autre étant Jean Daviot – à une nécessité urgente : « Réagir face à la montée des institutions. » « Ces derniers temps, soutient-il, est apparu un corporatisme institutionnel qui s'est exprimé violemment lors du dernier congrès des "professionnels" de l'art contemporain à Tours. On y a entendu l'un de ces professionnels de la profession, comme dirait Godard, déclarer qu'il n'y avait pas plus lieu d'inviter des artistes à de

telles rencontres que des malades dans les congrès de médecins... Dans de telles conditions, il devient impératif de reprendre la parole qui nous a été confisquée. Pour la première fois, pour cette pétition, des gens se sont parlé, que tout oppose mais qui ont en commun d'être des artistes. »

Une réunion a donc eu lieu avec des personnalités aussi diverses que Claire-Jeanne Jezequel, Jean-Luc Moulène, Patrick Tosani ou Vincent Corpet. Tous ont voulu manifester leur souhait de voir confier le nouveau lieu d'exposition à un artiste.

Les signataires prennent ainsi au mot Catherine Trautmann. La ministre de la culture a suggéré qu'il serait préférable de placer à la tête de ce projet – dont nul ne conteste par ailleurs la nécessité – une personnalité nouvelle, qui ne soit ni une émanation des musées ni un représentant de la délégation aux arts plastiques. De leur propre aveu, ils s'attendent assez peu à voir leur proposition à son tour prise au pied de la lettre et à apprendre qu'un artiste a été

choisi pour assumer la direction du lieu d'exposition.

Mais leur protestation est plus large et entend mettre en cause le fonctionnement « à la française » du milieu de l'art, où conservateurs de musée, inspecteurs à la création et commissaires d'exposition tiennent une place prépondérante, souvent jugée envahissante.

Pour Olivier Blanckart, « il est grand temps que les artistes plasticiens s'expriment enfin au même niveau que les musiciens, les cinéastes ou les architectes. On nous dit qu'un artiste, chargé d'une telle responsabilité, devrait cesser de travailler. Je réponds que ce n'est qu'une question de moyens : quand Patrice Chéreau dirigeait Nanterre, il avait obtenu la présence à ses côtés de Catherine Tasca pour assurer les tâches administratives. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour un plasticien ? Une nouvelle politique culturelle deviendrait alors possible, plus exigeante et plus inventive. »

Philippe Dagen

Les personnels du ministère de la culture s'installent dans une grève longue

Les négociations butent sur le sort des vacataires

LES QUELQUE 22 000 agents du ministère de la culture ne sont pas tous en grève, mais, depuis le 19 mai, une fraction non négligeable de ce personnel a arrêté le travail avec pour conséquence la fermeture au public de plusieurs établissements : grands musées, comme le Louvre, Picasso et Orsay ; monuments historiques, comme l'Arc de Triomphe et le Panthéon ; institutions, comme les Archives nationales. C'est une des plus longues grèves que ce ministère affronte depuis sa création, en 1959.

Le 2 juin, une manifestation (2 000 personnes selon ses organisateurs) est partie du Panthéon pour se rendre rue de Varenne, à l'hôtel Matignon, où une délégation de l'intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FSU, SUD, UNSA-FEN) a été reçue par un collaborateur de Lionel Jospin. « On nous a écoutés poliment pendant trois quarts d'heure, mais cela n'a débouché sur rien. Nous allons donc poursuivre notre mouvement », nous a déclaré un syndicaliste à l'issue de la réunion. La principale revendication étant l'inscription d'emplois nouveaux au budget 2000, le point d'achoppement reste le sort des vacataires dépendant du ministère (Le Monde du 4 février).

La croissance rapide du ministère de la culture au cours des années 80, notamment l'extension et la création de nouveaux établissements, l'a amené à avoir recours, régulièrement, à des emplois précaires. Ces vacataires seraient aujourd'hui de 1 800 à 2 300 travaillant sur des postes permanents du service public. « A l'Arc de Triomphe, en période hivernale, donc creuse, plus de la moitié du personnel est vacataire, explique un représentant de la CGT. Et dans beaucoup de direc-

tions régionales des affaires culturelles (Drac), il y en a près d'un tiers. » Au ministère, on admet que les vacataires représentent 11,8 % des salariés, un chiffre énorme qui explique la dégradation du climat social. L'intersyndicale demande le lancement, dès l'an 2000, d'un plan pluriannuel destiné à résorber la précarité en trois ou quatre ans, ainsi que « la stabilisation immédiate et exceptionnelle de tous les vacataires sur contrat d'une durée maximale de dix mois travaillant sur des besoins permanents du service public ». Ce qui touche de 200 à 500 personnes, selon les syndicats.

PROBLÈME DE CALENDRIER

Au cabinet de Catherine Trautmann, on fait savoir que la ministre, qui a reçu les représentants de l'intersyndicale le 28 mai, est d'accord sur le principe du plan pluriannuel, l'emploi étant « la priorité des priorités de son futur budget. Mais il y a des négociations en cours avec les services du ministère et ceux du ministère des finances, bref un calendrier à respecter ». Côté intersyndicale, on rétorque qu'en juin 1998, quand ce même problème avait été soulevé, le ministère avait répondu qu'il était trop tard, les arbitrages budgétaires étant déjà faits : « C'est pourquoi nous demandons un engagement public de Catherine Trautmann. » Ce que la ministre se refuse à faire officiellement avant la fin des négociations avec ses partenaires ministériels. Et celles-ci doivent durer encore un mois. La grève peut-elle se prolonger ? Le Louvre chiffre déjà à 5 millions de francs le manque à gagner qu'il a subi du fait de la fermeture du musée.

Emmanuel de Roux

L'éblouissement du kathakali indien à La Villette

PAR DEUX FOIS en moins d'un an, le kathakali, absent des scènes françaises depuis 1983, est à l'honneur à Paris grâce à la Maison des cultures du monde. Elle a invité la troupe Satvikam-Kalasadnam, fondée en 1953 par K. Kumaran, « freedom fighter », compagnon de Gandhi, qui nous introduit à la complexité de ce théâtre musical et dansé, dont l'art du maquillage constitue une étape essentielle.

« Imaginez-vous devant un temple en Inde ; ça se passe exactement ainsi : désordre apparent, mais très maîtrisé. » La directrice de la Maison des cultures du monde, Françoise Gründ, ne doute de rien. Elle a raison. Au milieu de montagnes de linges amidonnés, les quatorze membres de la compagnie Satvikam-Kalasadnam (l'une des trois écoles de kathakali survivant au Kerala) ont tôt fait de nous embarquer dans le voyage. Pendant que les costumiers froissent les crinolines des acteurs, ceux-ci, torse nu, en dhoti, s'approprient pour le maquillage. Quatre heures en moyenne d'une préparation ritualisée, mélange de décontraction et de concentration. « En Inde, le théâtre ne se conçoit pas sans une totale métamorphose du corps et de l'esprit. L'apprentissage du maquillage dure, comme la technique gestuelle, une dizaine d'années. »

DRAMES SACRÉS

Après avoir pris la précaution de toucher la lampe en cuivre, frontière entre notre monde et celui des dieux, deux d'entre eux – les personnages-pivots aux masques les plus élaborés – s'assoient en tailleur. Dans leur main gauche, un miroir et une feuille de palme servant de palette aux poudres colorées d'origine naturelle, qu'ils mélangent à de l'huile de coco ; dans la droite, une nervure de feuille comme pinceau. L'un se dessine en jaune sur le front le V de Vishnou avant de structurer son visage à grands traits verts ; l'autre, un signe rouge. D'emblée, les initiés identifient un Paccha, personnage noble, bénéfique, en l'occurrence Krishna, et un Katti (couteau), aux joues ornées d'une lame rouge sur fond vert

symbolisant les héros valeureux mais pervers.

Chaque catégorie possède un répertoire de cinquante rôles que chaque acteur se doit de posséder. Viendront ensuite se maquiller un Tadi (barbe) vicieux au visage tranchant presque entièrement rouge, puis un Minukku (lumineux) au teint orangé, celui des femmes et des sages, joué par un jeune homme fin et gracieux. Le Kari, personnage de démon ou d'ogresse, est tout de noir peint. « Cette couleur est celle de la mort, commente Françoise Gründ. Le kathakali, spectacle musical profane rêvé par un raja lettré au XVII^e siècle, prend sa source dans les grands drames sacrés du chamanisme de l'Inde du Sud. » Quelques siècles plus tard, les *shutti*, ces formidables barbes en papier formant bajoues autour du visage, se posent selon les mêmes principes. Après avoir vérifié au compas l'exactitude du maquillage, on peint à la colle de riz la ligne de la barbe et on y incruste un fil de coton pour y poser les collerettes découpées selon le modelé des mâchoires. Cette dilatation de la tête et la puissance du graphisme du maquillage atteignent, à la lumière de la lampe à huile, une beauté surnaturelle. Une simple graine de moutarde ou du beurre fondu glissé sous la paupière suffit à rougir le blanc de l'œil.

Fin prêt, ce masque ne doit en aucun cas gêner les mouvements faciaux ou couler sous peine de grande honte. Empaqueté ensuite dans sept kilos de jupons, puis affublé de sa coiffe mirifique, l'acteur de kathakali ressemble enfin à une monstrueuse poupée, ni homme ni femme, d'une prestance inhumaine. Il a atteint le corps impossible des dieux, restituant chaque soir la saveur intacte d'un éblouissement.

Rosita Boisseau

★ Kathakali, par la Satvikam-Kalasadnam. Grande Halle de La Villette, le 4 juin, à 21 h 30, séance de maquillage à partir de 20 heures. Le 6 juin, à 16 heures, séance de maquillage à partir de 14 h 30. Tél. : 01-45-44-72-30.

CHANGEZ D'AIR !



à 17h30 l'actualité fait table ronde autour d'un invité.

- **Radio Zinc.** Place à l'interactivité. Un regard critique sur le monde. Chaque jour à 5h55 et 7h45, Radio Zinc livre un instantané pertinent et impertinent de l'actualité, vue par les gens de la rue.
- **RMC Vous.** Réactions à chaud sur l'actualité, coups de gueule, commentaires. Tous les matins à 6h20 et 8h45 le répondeur RMC donne la parole aux auditeurs.



Toutes les fréquences RMC sur 3615 RMC (2,23F/mn)

EN VUE

■ Mercredi 2 juin, au cours d'une régata au large des côtes de Weymouth, en Angleterre, 22 navigateurs ont disparu après qu'une saute de vent en eut précipité 150 à la mer, faisant chavirer 77 voiliers d'un coup.

■ « *Un peu de mouvement de populations ne dérangerait pas les liens amicaux entre la Hongrie et la Yougoslavie* », fait valoir **Istvan Csurka**, dirigeant de l'extrême droite hongroise, qui réclame la restitution d'une partie de la province serbe de la Voïvodine.

■ Des avions de l'ONG américaine International Rescue Committee larguent des tracts sur le Kosovo, pour avertir de ses prochains parachutages : « *Restez à l'abri, les vivres qui tombent pourraient vous blesser.* »

■ Selon Belgrade, les bombardements de l'OTAN ont fait des centaines de victimes civiles. « *C'est peu*, répond l'Alliance, au regard du déluge de feu qui s'abat. »

■ **Kredyt Bank**, société polonaise, sponsorise le voyage de **Jean Paul II** : « *Nous avons une dette envers lui, c'est grâce au pape que la Pologne est entrée il y a dix ans sur la voie de l'économie de marché.* »

■ Selon le journal *Express wiczorny*, l'interdiction du port d'armes pendant le séjour du pape en Pologne s'étendant aux agents de sécurité et aux transporteurs de fonds réjouit les bandes du crime organisé.

■ « *En Russie, la religion orthodoxe doit avoir la primauté, ne serait-ce que dans la disposition des églises sur les hauteurs qui dominent la ville* », déclare le Père **Veniamin**, qui s'oppose à la construction à Vladivostok d'une mosquée dont les coupes dépasseraient son église.

■ Selon la presse sénégalaise, **Cheikhou Sharifou**, cinq ans, prédicateur coranique galvanisant les foules, provoquant sur son passage des centaines de conversions, reçu, au Sénégal, par le président **Abdou Diouf**, en Gambie, par le président **Yahya Jammeh**, serait le jouet de **Wazir**, escroc tanzanien qui se fait passer pour son oncle, dépensant à New York l'argent du petit prodige pour « *se payer des fringues* » et « *des belles de nuit* ».

■ **Jean Sicard**, « Chef Jean », né à Marseille, prince du royaume Yorouba, Otumba Amuludun (bras droit) du roi **Musa Agbabiaka II** d'Ibeju, village voisin de Lagos, qui, amateur de bonne chère et de bon vin, tenait table ouverte dans sa pailotte au bord de l'océan, vient de mourir d'une crise cardiaque.

Christian Colombani

LA PHOTO a été publiée, mardi 1^{er} juin, en première page des *Nouvelles Izvestias* et dans plusieurs autres quotidiens russes. On y voit un policier fumer une cigarette, accroupi sur la plate-forme d'un camion militaire où sont entassés pêle-mêle des corps de jeunes femmes. Par-dessus a été négligemment jetée une civière. La sauvagerie de l'image laisse entrevoir les négligences, voire l'incompétence des forces de sécurité biélorusses chargées d'encadrer, dimanche 30 mai, à Minsk, une fête populaire qui a tourné au carnage.

DANS LA PRESSE

BFM
Philippe Alexandre
■ Si, depuis tant d'années, la direction de la RATP et les pouvoirs publics n'ont pas été capables d'adopter les mesures pour empêcher cette insécurité, les syndicats ne pouvaient que se tourner vers l'opinion publique, de façon forte, dramatique. Et les usagers étaient hier un peu moins furieux que d'habitude d'être ainsi pris en otages. En otages, pour une juste cause. En tout cas, le public est en droit d'attendre d'eux pas des petites phrases, ni des mesures insuffisantes et presque caricaturales, pas même des tables rondes puisqu'il y en a eu un grand nombre, mais tout simplement un plan d'action approprié. Et à tous ceux qui prétendent impossible d'assurer la sécurité dans les transports

Cinquante-trois morts, dont quarante-deux jeunes filles âgées de quatorze à dix-neuf ans, soixante-treize victimes hospitalisées, dont certaines dans un état désespéré : ce n'est qu'un bilan provisoire de la fête de la bière – avec concert de rock – qu'avait organisée dans la capitale biélorusse la marque de cigarettes Magna. Vers 20 h 30, un violent orage a surpris les 2 500 spectateurs. Cherchant un abri, la foule s'est précipitée dans un passage souterrain voisin menant au métro. « *Avec leurs hauts talons, les filles sont tombées les premières*

en commun d'une agglomération comme celle de Paris, il faut citer l'exemple de New York où la situation était pire et où, aujourd'hui, la sécurité règne.

LCI
Pierre-Luc Séguillon
■ Si la colère des agents de la RATP est compréhensible, il est évident que leur grève, néfaste pour l'économie, ne résout point le problème auquel ils sont confrontés. S'il est clair que le préfet de police ne peut faire guère mieux, ses moyens étant ce qu'ils sont, que de mobiliser quelques agents supplémentaires, il est certain que cet apport ne résoudra pas le problème de la violence dans les transports urbains. Si le fatalisme des usagers découle d'une vieille habitude des grèves à répétition, il ne traduit que le sentiment d'impuissance de la collec-



dans l'escalier », a raconté un témoin à la chaîne de télévision NTV. La plupart des victimes sont mortes piétinées ou étouffées par la foule.

La presse russe s'interroge sur le sérieux des mesures de sécurité prises par les autorités. Pourquoi ne pas avoir condamné les accès

à l'encontre de cet état de violence. Or cette violence est aujourd'hui partout dans notre environnement : elle est dans la cité, dans l'école, dans les valeurs, dans les transports et elle mérite autre chose que des réponses irrationnelles, dérisoires ou blasées. La crise urbaine mérite un véritable « plan Marshall » et non pas le simple saupoudrage de mesures aimablement regroupées au sein d'un ministère de la ville. Tant que notre société n'aura pas décrété une véritable mobilisation générale contre cette violence, se répètera le scénario stupide auquel nous assistons depuis 24 heures.

LIBÉRATION
Jean-Michel Helvig
■ Rarement l'expression « user de l'arme de la grève » n'aura été aussi appropriée. C'est une forme de fureur que les agents de la RATP

ont voulu manifester en repré-sailles de la violence dont leur collègue aurait été victime au métro Barbès. Peu important en définitive les circonstances qui ont conduit à sa mort, le réflexe de vengeance a été immédiat, ressort tendu par trop d'agressions, sinon d'incivilités au quotidien, et surtout par l'angoisse qu'à tout moment, sur un quai ou dans un bus, le ton peut monter avec les usagers, les coups fuser. On peut le comprendre humainement et ne pas y adhérer socialement. L'argument systématique des syndicats est qu'il n'y a pas d'autre moyen que la grève pour se « faire entendre ». Mieux vaudrait reconnaître franchement qu'il n'y a pas d'autre moyen pour canaliser la colère impuissante qui saisit les agents de la RATP quand l'un des leurs est victime d'un agresseur qui prend la fuite.

Les chaînes de télévision ont montré Alexandre Loukachenko,

président biélorusse, déposer, lundi, une gerbe de fleurs dans le passage souterrain. « *Rien ne peut expliquer cela* », a-t-il déclaré avant de mettre en garde contre toute critique des autorités : « *Que personne n'accuse ou ne juge qui que ce soit, les garanties de sécurité nécessaires avaient été prises.* » Une commission d'enquête a officiellement été créée, que présidera le premier ministre.

AIDE FINANCIÈRE

M. Loukachenko, dont les pratiques dictatoriales sont dénoncées par les organisations internationales, a convoqué une réunion d'urgence de son gouvernement. Les *Nouvelles Izvestias* notent que « *si, à Minsk, deux personnes de l'opposition sortent dans la rue, elles sont immédiatement entourées par la police. Dans cette fête de la bière, qui pouvait comprendre des risques, les forces en uniforme* » étaient rares. « *Pour les meetings de l'opposition, surenchérir Nezavissimaia Gazeta, l'ensemble de la garnison de Minsk est mobilisé, forces spéciales, bus et véhicules militaires...* »

Mardi 1^{er} juin, la mairie de Minsk annonçait une aide financière exceptionnelle aux familles des victimes décédées. Chacune percevra 100 millions de roubles biélorusses, soit environ 200 dollars (1 200 francs) au cours officiels. En avril, le salaire moyen en Biélorussie était estimé à une vingtaine de dollars par mois.

François Bonnet

SUR LA TOILE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
■ Les principaux partis politiques et mouvements présentant des candidats à l'élection du Parlement européen du 13 juin mènent leur campagne également sur le Web :
PS : www.europeennes99.parti-socialiste.fr
RPR : www.rpr.asso.fr
Démocratie libérale : www.democratie-liberale.asso.fr
UDF : europe99.udf.org
Les Verts : www.les-verts.org
PCF : www.bouge-leurope.org
PRG : www.radical-gauche.org
Front national : www.front-nat.fr et www.lepen.net
FN-MN : www.mouvement-national.org
LO : rafale.worldnet.net/~lo-ucio/fra/jlo/hom-jlo.htm
LCR : www.lcr-rouge.org/euro0.html
MDC : www.mdc-france.org
MEI : www.novomundi.com/mei
Combat pour l'emploi : www.combat-emploi.org
Loi naturelle : members.aol.com/partiloain/index.htm
Parlement européen : www.europarl.eu.int

www.journaldunet.com

Un quotidien en ligne francophone sur le business du Net



té, le site propose des dossiers sur les pages Web d'entreprises les plus consultées, les boutiques électroniques les plus fiables, ou fait le point sur les offres d'abonnements gratuits à Internet. On trouve aussi des notes de synthèse chiffrées sur la progression d'Internet dans le

monde, la répartition des internautes par tranches d'âge et catégories socioprofessionnelles, ou les types d'entreprises connectées, selon la taille et le secteur d'activité.

Le site donne la parole aux décideurs et aux professionnels de l'Internet français : spécialistes du

commerce électronique, prestataires de services, responsables de communautés virtuelles, ou des célébrités comme Anne Sinclair, désormais directrice des activités multimédias de TF1. Enfin, une section pratique propose des recettes pour « *optimiser un site marchand* », « *se faire référencer sur les moteurs de recherche étrangers* » ou « *accélérer l'accès à son site* », et donne des conseils sur l'emploi à bon escient des dernières technologies en vogue sur le Réseau...

Après trois mois d'existence, le Journal du Net a su attirer un lectorat appréciable, avec 500 000 pages vues par mois : « *Il est destiné en priorité aux professionnels, mais on s'aperçoit qu'il intéresse aussi un public de consommateurs mordus et passionnés* », explique Corinne Delaporte, directrice de Benchmark Group. Son équipe éditoriale compte déjà cinq journalistes permanents, aidés par une dizaine d'analystes spécialisés par secteurs.

Xavier de Moulins

Outrances de guerre

par Alain Rollat

CE QUI M'AFFLIGE le plus, chez les Otaniens, mon cher Usbek, c'est l'apathie de leurs généraux. Leur peu d'ardeur au combat me fait penser aux eunuques pacifistes de ton harem. Ils me donnent l'impression de douter de leur mission civilisatrice. L'autre soir, sur France 3, l'un d'entre eux, affecté au commandement des troupes gauloises, osait s'interroger sur le bien-fondé de sa croisade contre les Serbiens : « *Je ne sais pas, déclarait-il, si l'on peut parler d'une guerre juste.* » Le même venait pourtant d'admettre la nécessité de combattre ces barbares pour protéger « *les droits de l'homme* ». Son raisonnement revenait à prétendre que la défense des justes causes ne fait pas forcément les guerres justes. Avais-tu jamais oui pareille hérésie ?

Notre vieil ami Pierre-Joseph Proudhon y voit la marque d'une décadence imputable au flux dé-

moralisant des images télévisées. « *Ce sang versé à flots, ces carnages fratricides font horreur à notre philanthropie*, me disait-il hier. *J'ai peur que cette mollesse n'annonce le refroidissement de notre vertu.* » Je partage ses craintes. Tu ne seras donc point étonné, mon cher Usbek, que je me rallie au sentiment exprimé par l'éminent Joseph de Maistre dans ses *Considérations sur la France* : « *Lorsque l'âme humaine a perdu son ressort par la mollesse, l'incrédulité et les vices gangreneux qui suivent l'excès de civilisation, elle ne peut être retrempee que dans le sang...* » Pour radical qu'il soit, ce point de vue a le mérite de la lucidité.

Il s'agit bien, tu l'auras compris, de remédier aux effets castrateurs des prétendues Lumières de notre civilisation velléitaire. Quand la défense des droits de l'homme hérisse à s'affranchir de la morale au moment d'abattre les tyrans, il faut préférer l'instinct à la raison,

la guerre au droit. Sinon l'humanité périra de son respect de l'irrespectable. Mon nouveau guide spirituel s'appelle Nietzsche. Il connaît bien l'histoire de l'humanité : « *La guerre et le courage, dit-il, ont fait plus de grandes choses que l'amour du prochain.* » Je le crois volontiers. Vive la guerre sans merci !

Et je ne suis pas le seul à militer contre les bons sentiments qui freinent les guerres humanitaires. Nous sommes déjà très nombreux à être résolus à ne plus jamais sacrifier soi à autrui. Nous sommes même des millions depuis mercredi matin. Nous suivons l'exemple donné par une poignée de grévistes à outrance qui, sous le coup d'un choc émotionnel, a réussi un singulier tour de force en arguant de la nécessité d'humaniser le métro pour transformer tous les habitants de la région parisienne... en boucliers humains !

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la «une» de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	96/14,64*
3 semaines (19 n°)	139/21,19*
1 mois (26 n°)	173/26,37*
2 mois (52 n°)	378/57,63*
3 mois (78 n°)	562/85,68*
12 mois (312 n°)	1 980/301,85*

Offre valable jusqu'au 31/12/99

Vous êtes abonné(e)

Pour les suspensions ou transferts vacances : un numéro exclusif 0 803 022 021 (0,99 F TTC la minute)

Prénom : Nom :

Commune de résidence habituelle (impératif) :

Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) du : au :

Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) du : au :

Votre adresse de vacances :

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Vous n'êtes pas abonné(e)

Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

9311M2/AC

Votre adresse de vacances :

du : au :

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Votre adresse habituelle :

Adresse :

Code postal : Ville :

Votre règlement : Chèque bancaire ou postal joint Carte bancaire n° :

Date et signature obligatoires

Bulletin à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements 24, avenue du Général Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

JEUDI 3 JUIN

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.20** Vers un monde cybernétique. Forum Planète
23.20 Eau, source de vie. Forum Planète
23.50 Tapage. Intellectuels et humoristes : le pouvoir des mots. France 3

MAGAZINES

- 18.30** Nulle part ailleurs. Invités : Theodore Zeldin ; Lydie Salvayre. Canal +
19.10 et **0.10** Le Rendez-vous. LCI
20.00 20h Paris Première. Paris Première
20.05 Temps présent. Témoins en fuite. Le mystère Alzheimer. Le siècle en images : Tian'anmen, 4 juin 1989. TSR
21.00 Envoyé spécial. Barbie, une poupée pour l'éternité. Zéro de conduite. La guerre de la banane. France 2
21.05 Savoir plus santé. Cancer : nouveaux progrès. TV 5
22.30 Faxculture. Regards croisés sur l'arrivée de la FNAC à Genève et le livre romand à prix unique. TSR
22.40 Boléro. Invitée : Anny Duperey. TMC
23.25 Le Club. Invité : Piéral. Ciné Classics

DOCUMENTAIRES

- 19.00** Voyages, voyages. Rajasthan. Arte
19.30 Daum, les magiciens du verre. Odyssee
19.40 Corail, un monde en danger. Planète

- 20.15** Reportage. Tennis à l'espagnole. Arte
20.25 Le Vaisseau spatial Terre. Ciel, un oiseau. Odyssee
20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
20.40 Thema. Quand la lutte est musclée. Arte
20.45 Yehudi Menuhin et les enfants prodiges. Mezzo
20.55 La Magie Méliès. [2/2]. Odyssee
21.35 La Deuxième Révolution russe. [5/8]. Rompre les rangs. Planète
22.00 Marseille, rêve du sud. Odyssee
22.30 Dans les coulisses d'un zoo. Odyssee
23.15 L'Heure de la piscine. Planète
23.15 Océan sauvage. [1/3]. Odyssee
23.40 Kosovo Kosova. Prémices d'une guerre. Planète
0.10 D'île en île. Maldives. Odyssee
0.15 La Commission de la vérité. Arte

SPORTS EN DIRECT

- 18.55** Handball. Championnat du monde. Premier tour (Groupe D) : France - Corée du Sud. Canal + vert
20.30 Handball. Championnat du monde. Premier tour (Groupe A) : Algérie - Danemark. En direct. Pathé Sport
2.50 Hockey sur glace NHL. Finale de conférence. Canal +

MUSIQUE

- 20.59** Soirée Vladimir Spivakov & les Virtuoses de Moscou. Muzzik

- 22.15** Schubert. *Impromptu, opus 90*. Avec Krystian Zimerman. Mezzo
22.45 Faisons un opéra. Opéra de Britten. Par le Birmingham Symphony Chorus. Mezzo
0.00 Abbado dirige Barenboïm. Avec l'Orchestre philharmonique de Berlin. Paris Première
0.25 Britten. *Quartettino*. Par l'Arduini String Quartet. Mezzo
0.55 John Pizzarelli chante les Beatles. Montréal 1998. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 20.30** Le Coeur étincelant. Henri Helman. Festival
22.10 Un amour impossible. Patrick Volson. Festival
22.40 Charme fatal. Steven Robman. TF 1
23.20 Power 98. J. Hellman. O. 13^{ème} RUE

COURTS MÉTRAGES

- 23.25** Adrian. Maja Weiss. O. Canal +
23.41 Entre les jambes de ma mère. Nina F. Grünfeld. O. Canal +
0.00 Qui va Pino va sano. Fabrice Rober-Lacan. Arte

SÉRIES

- 20.45** Buffy contre les vampires. Le choucou du prof. Série Club
20.50 Julie Lescaut. Abus de pouvoir. TF 1
23.35 Profiler. Patriote pour la paix. Chemins de traverse. O. M 6
1.10 Seinfeld. Quand Jerry rencontre Salinella (v.o.). Canal Jimmy

CANAL+

- 20.40** Sitcom. Un film de François Ozon, original et gringant dans son propos et sa manière de filmer. L'harmonie d'une famille moyenne - père stressé, mère occupée par sa gym et son analyse, fils coincé, fille folle de son corps et bonne espagnole irrécusable - est bouleversée par l'intrusion d'un personnage inattendu : un rat géant. Une comédie qui parodie les sitcoms avec un humour dévastateur.

FRANCE 2

- 19.30** Beau fixe. Christian Vincent (France, 1992, 90 min) O. Cinéstar 2
20.40 Blow Out. Brian De Palma (Etats-Unis, 1981, 105 min) O. 13^{ème} RUE
20.40 Happy Together. Wong Kar-wai (Hongkong, 1997, 95 min) O. Canal + vert
20.45 Le Silence de la mer. Jean-Pierre Melville (Fr., 1947, N., 90 min) O. Histoire
20.55 Maria's Lovers. Andrei Konchalovski (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. Téva
21.00 L'Amant. Jean-Jacques Annaud. (France, 1991, 120 min) O. France 3
21.45 La Dernière Femme. Marco Ferreri (Fr. - It., 1975, 110 min) O. Cinétoile
21.55 L'Inspecteur Harry. Frank Siegel (Etats-Unis, 1971, 100 min) O. Ciné Cinéma 2
22.00 L'Opinion publique. Muet de Charlie Chaplin (EU, 1923, N., 85 min) O. Ciné Classics
22.45 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (EU, 1990, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 1
23.10 L'Increvable Jerry. Frank Tashlin (Etats-Unis, 1962, N., 110 min) O. Téva
23.35 Bird. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 155 min) O. Cinéstar 1



- 0.15** Planète hurlante. Christian Duguay. Avec Peter Weller, Jennifer Rubin (Etats-Unis, 1995, v.o., 105 min) O. Cinéstar 2
1.35 Le Roman de Marguerite Gautier. George Cukor (Etats-Unis, 1936, N., 105 min) O. Cinétoile

VENDREDI 4 JUIN

FILMS

- 16.05** Planète hurlante. Christian Duguay (Etats-Unis, 1995, 110 min) O. Cinéstar 2
16.15 La Veuve Couderc. Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Ciné Cinéma 1
19.00 L'Opinion publique. Charles Chaplin (EU, 1923, muet, N., 80 min) O. Ciné Classics
19.30 Un petit coin aux cieux. Vincente Minnelli (EU, 1943, N., 85 min) O. Cinétoile
21.00 Une vie moins ordinaire. Danny Boyle (Etats-Unis, 1997, 100 min) O. Canal +
21.00 Le Club de la chance. Wayne Wang (Etats-Unis, 1993, v.o., 135 min) O. Ciné Cinéma 3
22.35 L'Anguille. Shohei Imamura, Daisuke Tengan et Motofumi Tomikawa (Japon, 1997, 115 min) O. Canal + vert
22.45 Une ravissante idiote. Edouard Molinaro (Fr. - It., 1964, N., 100 min) O. Cinétoile
22.50 Complots. Richiê Donner (Etats-Unis, 1997, 129 min) O. Canal +
22.55 Chasseur blanc, cœur noir. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1989, v.o., 110 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 La Veuve Couderc. Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Ciné Cinéma 2
0.20 Beau fixe. Christian Vincent (France, 1992, 95 min) O. Cinéstar 2
0.45 Prologue. Lloyd Bacon (EU, 1933, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics



- 0.45** Tron. Steven Lisberger. Avec Jeff Bridges, David Warner (Etats-Unis, 1982, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
0.50 Short Cuts. Robert Altman (Etats-Unis, 1992, v.o., 185 min) O. Cinéstar 1
0.50 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (Etats-Unis, 1990, v.o., 115 min) O. Ciné Cinéma 3



- 1.10** Accatone. Pier Paolo Pasolini. Avec Franco Citti, Silvana Corsini (Italie, 1961, N., v.o., 115 min) O. France 2

FILMS

FRANCE 2

- 19.30** Beau fixe. Christian Vincent (France, 1992, 90 min) O. Cinéstar 2
20.40 Blow Out. Brian De Palma (Etats-Unis, 1981, 105 min) O. 13^{ème} RUE
20.40 Happy Together. Wong Kar-wai (Hongkong, 1997, 95 min) O. Canal + vert
20.45 Le Silence de la mer. Jean-Pierre Melville (Fr., 1947, N., 90 min) O. Histoire
20.55 Maria's Lovers. Andrei Konchalovski (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. Téva
21.00 L'Amant. Jean-Jacques Annaud. (France, 1991, 120 min) O. France 3
21.45 La Dernière Femme. Marco Ferreri (Fr. - It., 1975, 110 min) O. Cinétoile
21.55 L'Inspecteur Harry. Frank Siegel (Etats-Unis, 1971, 100 min) O. Ciné Cinéma 2
22.00 L'Opinion publique. Muet de Charlie Chaplin (EU, 1923, N., 85 min) O. Ciné Classics
22.45 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (EU, 1990, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 1
23.10 L'Increvable Jerry. Frank Tashlin (Etats-Unis, 1962, N., 110 min) O. Téva
23.35 Bird. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, 155 min) O. Cinéstar 1



- 0.15** Planète hurlante. Christian Duguay. Avec Peter Weller, Jennifer Rubin (Etats-Unis, 1995, v.o., 105 min) O. Cinéstar 2
1.35 Le Roman de Marguerite Gautier. George Cukor (Etats-Unis, 1936, N., 105 min) O. Cinétoile

VENDREDI 4 JUIN

FILMS

- 16.05** Planète hurlante. Christian Duguay (Etats-Unis, 1995, 110 min) O. Cinéstar 2
16.15 La Veuve Couderc. Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Ciné Cinéma 1
19.00 L'Opinion publique. Charles Chaplin (EU, 1923, muet, N., 80 min) O. Ciné Classics
19.30 Un petit coin aux cieux. Vincente Minnelli (EU, 1943, N., 85 min) O. Cinétoile
21.00 Une vie moins ordinaire. Danny Boyle (Etats-Unis, 1997, 100 min) O. Canal +
21.00 Le Club de la chance. Wayne Wang (Etats-Unis, 1993, v.o., 135 min) O. Ciné Cinéma 3
22.35 L'Anguille. Shohei Imamura, Daisuke Tengan et Motofumi Tomikawa (Japon, 1997, 115 min) O. Canal + vert
22.45 Une ravissante idiote. Edouard Molinaro (Fr. - It., 1964, N., 100 min) O. Cinétoile
22.50 Complots. Richiê Donner (Etats-Unis, 1997, 129 min) O. Canal +
22.55 Chasseur blanc, cœur noir. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1989, v.o., 110 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 La Veuve Couderc. Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Ciné Cinéma 2
0.20 Beau fixe. Christian Vincent (France, 1992, 95 min) O. Cinéstar 2
0.45 Prologue. Lloyd Bacon (EU, 1933, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics



- 0.45** Tron. Steven Lisberger. Avec Jeff Bridges, David Warner (Etats-Unis, 1982, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
0.50 Short Cuts. Robert Altman (Etats-Unis, 1992, v.o., 185 min) O. Cinéstar 1
0.50 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (Etats-Unis, 1990, v.o., 115 min) O. Ciné Cinéma 3



- 1.10** Accatone. Pier Paolo Pasolini. Avec Franco Citti, Silvana Corsini (Italie, 1961, N., v.o., 115 min) O. France 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 19.05** Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Julie Lescaut. Abus de pouvoir. O.
22.40 Made in America. Charme fatal. Téléfilm. Steven Robman. O.
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

- 20.00** Journal, Image du jour : Roland-Garros. Campagne pour les élections européennes, Météo, Point route.
21.00 Envoyé spécial. Barbie, une poupée pour l'éternité. Zéro de conduite. La guerre de la banane.
23.15 Le Jour et la Nuit. Film. Bernard-Henri Lévy. O.
1.05 Journal, Météo.
1.30 La 25^e Heure. Un secret mortel.

FRANCE 3

- 18.15** et **23.05** Campagne officielle pour les élections européennes.
18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.38 Côté court.
21.00 L'Amant. Film. Jean-Jacques Annaud. O.
23.00 Météo, Soir 3.
23.45 Flash Roland-Garros.
23.50 Tapage. Intellectuels et humoristes : le pouvoir des mots.
0.55 Espace francophone. Tranches de ville : Port Mathurin.
1.20 Des racines et des ailes. Kosovars : avis de recherche. Un mur dans la tête. Louisiane : un air de France.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Sitcom. Film. F. Ozon. O.
21.55 Dis-moi que je rêve. Film. Claude Mourierès. O.
23.25 Surprises.
23.50 Spiceworld, le film. Film. Bob Spiers (v.o.). O.
1.25 Le Tombeau des Lucioles. Film. Isao Takahata. O.

FRANCE 2

- 14.55** Tennis. Roland-Garros.
18.25 et **23.25** Un livre, des livres.
18.30 Hartley, cœurs à vif. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Image du jour.
20.40 Campagne pour les élections européennes, Météo, Point route.
23.35 Bouillon de culture. Autour d'Aimé Jacquet.
0.45 Journal, Météo.
1.05 Ciné-club.
1.10 Accatone. Film. Pier Paolo Pasolini (v.o.). O.
1.10 Accatone. Film. Pier Paolo Pasolini (v.o.). O.

FRANCE 3

- 15.05** Disparition suspecte. Téléfilm. Paul Schneider. O.
16.40 Les Minikeums.
17.40 Le Kadox.
18.15 Campagne pour les élections européennes.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.38 Côté court.
21.00 Thalassa. Mal de mer.
22.10 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Campagne officielle pour les élections européennes, Soir 3.
23.45 Flash Roland-Garros.
23.55 Les Dossiers de l'Histoire. Bénédicte Mellac. O.
1.05 La Case de l'Oncle Doc. La Bataille de l'avortement.

CANAL +

- 15.30** Contact. Film. Robert Zemeckis. O.
17.55 et **1.00** Surprises.
 ► En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Une vie moins ordinaire. Film. Danny Boyle. O.
22.40 Supplément détachable.
22.50 Complots. Film. Richard Donner. O.
1.25 Les Terreurs de l'Ouest. Film. Fred Wilson (v.o.). O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- Tous publics
 ⊗ Accord parental souhaitable
 ⊕ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
 ⊖ Public adulte
 ⊗ Interdit aux moins de 16 ans
 ⊗ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- On peut voir
 ■■ A ne pas manquer
 ■■■ Chef-d'œuvre ou classique
 Les symboles spéciaux de Canal +
 DD Dernière diffusion
 ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde TELEVISION

FRANCE 3

- 21.00** L'Amant. ■■
 Adaptation par Jean-Jacques Annaud du roman de Marguerite Duras, prix Goncourt 1984 et best-seller (deux millions d'exemplaires vendus en quarante-trois traductions). Sorti en janvier 1992, le film retrace la liaison amoureuse et sexuelle d'une adolescente avec un riche Chinois. Il donne également lieu à une reconstitution exotique du climat d'une époque et de l'Indochine.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 14.15** Boléro. Invitée : Anny Duperey. TMC
14.30 La Cinquième rencontre... L'arrivée des jeunes sur le marché du travail. La Cinquième
15.30 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Valéry Giscard d'Estaing 15/02/66 [2/2]. Histoire
16.10 et **20.10** Le Talk Show. Invités : Vladimir Fedorovski, Michel Legrand. LCI
18.00 Stars en stock. Barbra Streisand. Errol Flynn. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Nick Hornby, Nathanaël Goldberg, Archive, Guy Forget, Jacno. Canal +
18.30 Le Magazine de l'Histoire. C'est ça la France. Invités : Didier Nourrison, Jean-Michel Gaillard, Michel Pierre, Anne-Marie Thieesse. Histoire
19.00 Tracks. Tribal : Triathlon. Dream : Siouxisie, ou les années 80 pour toujours. Vibrations : Le nouvel homme. Arte
19.30 Envoyé spécial. Les années 90. Les SDF. Ozone, la menace. Histoire
19.10 et **0.10** Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
21.00 Thalassa. Mal de mer. En direct. France 3
21.45 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Waldeck Rochet le 7/03/66 [1/2]. Histoire
22.10 Faut pas rêver. Canada : Le Labrador Express. France : Du geste à la note. Allemagne : Volailles de la Saint-Blaise. Invitée : Claire Gibault. France 3
23.35 Bouillon de culture. Autour d'Aimé Jacquet. Invité : Aimé Jacquet, Didier Daeninckx, Françoise Dorin, Francis Huster, Eric Orsenna, Daniel Picouly, Jean Lacouture. France 2
23.55 Les Dossiers de l'Histoire. 140000 chinois pour la Grande Guerre. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.00** Philippe Druillet. Planète
17.30 Woubi chéri. Planète
17.55 Naissance du XX^e siècle. [10/12]. Le paradis sur Terre. La Cinquième
18.30 Le Monde des animaux. Mythes et légendes. La Cinquième
18.35 Le Cinématographe selon Terry Gilliam. [5/5]. Planète
18.40 Les Moinesaux. TMC
19.00 Zoom sur San Francisco. Odyssee
19.15 Promenades sous-marines. [18/26]. Les phoques de l'Arctique. Planète

Le Monde TELEVISION

ARTE

- 20.15** Andy Warhol, images d'une image
 A partir de dix portraits de Liz Taylor peints par Andy Warhol, un documentaire en forme de paradoxe sur l'artiste américain et son œuvre, signé d'Alain Jaubert. De ces Ten Lizes mais aussi des tableaux que Warhol a tirés des portraits de Marilyn Monroe puis de Jackie Kennedy, le producteur de « Palette » fournit plusieurs clés de compréhension.

FRANCE 3

- 21.00** Thalassa
 Un naufrage en 1994, dans le golfe de Gascogne. Louise Longo, son époux et sa fille sont pris dans une tempête, lors d'une croisière. Elle est seule à survivre. Retour sur un épisode maritime dramatique, qui se poursuivra à terre, puisque le récit que fera Louise Longo de cette catastrophe sera remis en cause par les médias... Un témoignage hallucinant et une formidable leçon de courage.

FRANCE 2

- 1.10** Accatone. ■■
 Entrée dans l'univers cinématographique, par la grande porte, de Pier Paolo Pasolini. Dans ce film (1961), le poète et romancier italien narre l'itinéraire d'Accatone, souteneur dans un faubourg romain miséreux. Puissamment symbolique, très ouvragé sur le plan technique, nimbée d'une musique de Bach, cette quête de la pureté en forme de calvaire signe l'un des très grands films de Pasolini.

CANAL+

- 20.40** Sitcom. Un film de François Ozon, original et gringant dans son propos et sa manière de filmer. L'harmonie d'une famille moyenne - père stressé, mère occupée par sa gym et son analyse, fils coincé, fille folle de son corps et bonne espagnole irrécusable - est bouleversée par l'intrusion d'un personnage inattendu : un rat géant. Une comédie qui parodie les sitcoms avec un humour dévastateur.

FRANCE 2

- 18.25** Tennis. Roland-Garros. Demi-finales messieurs. Eurosport-France 3-TSR

FRANCE 2

- 14.55** Tennis. Roland-Garros. Demi-finales messieurs. France 2

FRANCE 2

- 16.00** Cyclisme. Tour d'Italie. 20^e étape : Predazzo - Madonna di Campiglio (207 km). Eurosport

FRANCE 2

- 17.00** Handball. Championnat du monde. Hongrie - Croatie. Pathé Sport
18.55 Handball. Championnat du monde. Yougoslavie - France. Canal + vert
19.30 Football. Championnat d'Europe. Pologne - Bulgarie. Pathé Sport

FRANCE 2

- 21.15** American Ballet Theatre at the Met. Enregistré au Metropolitan Opera de New York, en 1984. Le pas de deux de Sylvia, musique de Delibes. Chorégraphie : George Balanchine ; Triad, musique de Prokofiev. Chorégraphie : Kenneth MacMillan ; Paquita, musique de Minkus. Chorégraphie : N. Makarova. Mezzo

FRANCE 2

- 19.25** Pavarotti et Abbado à Ferrare. Avec le Chamber Orchestra of Europe. Mezzo

ARTE

- 19.00** Voyages, voyages. Rajasthan.
19.45 Météo. Arte info.
20.15 Reportage. Tennis à l'espagnole.
20.40 Thema.
 Quand la lutte est musclée.
20.45 Hitman Hart, gentleman catcheur.
22.05 Borbata, le petit pays des hommes forts.
23.05 Le Grand Combat. La légende de Tapha Gueye.
0.00 Qui va Pino va sano. Fabrice Rober-Lacan. O.
0.15 La Commission de la vérité.

M 6

- 18.25** Chérie, j'ai rétréci les gosses. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Zorro. O.
20.40 Décrochage info. Passé simple.
20.50 Pas très catholique. Film. Tonie Marshall. O.
22.45 Profiler. Patriote pour la paix. O. Chemins de traverse.

Un bicycliste à Paris

par Pierre Georges

FORMIDABLE INTERNET ! Dans la messagerie ces jours-ci, un e-mail de Rick Bennett, digne citoyen de l'Utah. Rick Bennett qu'on ne connaissait pas vraiment, a tenu à envoyer un enthousiaste message, en patagon de logiciel pur sucre, pour remercier la France et les Français de l'accueil formidable qu'ils lui ont réservé lors d'un récent séjour à bicyclette dans notre pays. « Je suis, dit-il, à écrire à remercier les gens de Paris pour une expérience merveilleuse. Veuillez de l'excuse mes Français. Je suis à utiliser un ordinateur programmer à traduire automatiquement ma Anglais. Je suis y compris aussi ma matrice Anglais du texte, au cas où les logiciel de traduction des coups complètement il. »

Donc Rick Bennett a utilisé un logiciel de traduction automatique pour faire un récit savoureux et étrange de ses aventures vélocypédiques à Paris. « J'ai jamais été à France et était raconté par chaque autre américain que les Français étaient très impoli à Américain. Lundi, mon fils et je cavalcadaient nos bicyclettes de Paris à Versailles et dépensé un après-midi achevé validant la Mel Brooks affirmation, "c'est des bonesses à soient du roi" ! »

Mardi, Rick « je toured Paris seul ». Mercredi 5 mai 1999, « j'ai reçu attrapé dans le trafic et était balayé en la gauche vite ruelles du boulevard le Président Kennedy. Il est stupéfiant vous pouvez pédaler comment vite quand adrenaline botte dans, mais une pullulation de attendrissant vite les voitures était en train de gagner sur moi. je pus tout faire fus pédaler, rester à mon sorti et attendre quelqu'un ce cogner qui veuille audiercer moi hors cette vie. Mais au lieu de

un cogner j'entendais que des « dweedle-dweedle » d'une voiture corne. Il était un ne obnoxious blare, mais plutôt le gentil beep accéléré savait à bicyclists autour du monde comme un gentil salut ».

Une blague ? Non, bien évidemment un logiciel de traduction en pleine folie, en formidable délire poétique, comme lui aussi botté par l'adrénaline. Et un message qu'on finit par décrocher, avec une sorte de tendresse, un rébus étrange et sympathique. « France est une beau coup plus gentil lieux à la bicyclette que le mien de l'état chez soi de Utah. J'étais applaudi plusieurs fois que jour comme je rided rapidement autour de Paris. »

Rick Bennett avait joint à son envoi une photo de lui et de son cher bicycle devant la Tour Eiffel. Il avait effectivement toute l'allure somptueuse d'un bicycliste à Paris. Et dans une magnifique conclusion, il fit sprinter son logiciel. « Mon dernier jour pédalant en France, jeudi, mon fils et je ait pris le train à Rambouillette, où nous cavalcadaient 100 km sur tes belles routes camagnardes. Les routes étaient aussi calme que velours. La moutarde était épanoui et nous mangeons un 15-Franc sandwich supérieur à que pour qui j'ai dépensé dix fois que le beaucoup de large de la rue du Musée Du Louvre. Je suis assené mes amis Américain que le si français étaient impoli à eux, il le mérita probablement. Veuillez pardonner nous pour notre arrogance ces jours. Je souhaite il y avait une voie pour moi à importer en Amérique une bonne dose de tes gentilles et de l'amour de la vie. Et merci encore. »

Merci à vous, Rick Bennett !

Devant les juges, M^{me} Deviers-Joncour et M. Dumas ne se sont pas affrontés

Ils ont été confrontés pour la première fois depuis novembre 1997

ROLAND DUMAS et Christine Deviers-Joncour se sont séparés, mercredi 2 juin vers 22 h 40, au sortir d'une longue confrontation devant les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Respectivement mis en examen depuis le 29 avril 1998 et le 7 novembre 1997, le président en congé du Conseil constitutionnel et son ancienne compagne se retrouvaient pour la première fois, dans la perspective d'un affrontement judiciaire qui n'a, semble-t-il, pas eu lieu.

Au terme de six heures d'interrogatoire, durant lesquels les principaux points du dossier d'instruction ont été abordés - de l'appartement de la rue de Lille à la fameuse paire de chaussures Berluti -, chacun paraît être resté sur ses positions. « Il n'y a pas eu d'agressivité entre nous ; nous avons gardé notre dignité », a déclaré au Monde M^{me} Deviers-Joncour, ajoutant qu'elle éprouvait « du respect » pour l'ancien ministre. Les défenseurs de M. Dumas, M^{re} Jean-René Farthouat et François Tosi, se sont également montrés satisfaits. Ils ont notamment relevé, parmi les

déclarations de M^{me} Deviers-Joncour, une phrase par laquelle celle-ci a paru nuancer ses accusations précédentes : « Avec Roland Dumas, a-t-elle dit, je ne savais jamais quand il plaisantait ou quand il disait la vérité. »

DINERS AVEC M. PASQUA

L'ancienne chargée de mission d'Elf-Aquitaine avait brutalement changé sa stratégie de défense il y a trois mois, en affirmant notamment que l'ancien ministre des affaires étrangères avait provoqué son recrutement par le groupe péripatou et qu'il ne lui avait jamais remboursé la paire de chaussures qu'elle avait réglée pour lui, avec une carte de crédit d'Elf (Le Monde du 5 mars). M. Dumas ayant maintenu avoir remboursé cet achat, M^{me} Deviers-Joncour a répondu : « S'il les a remboursés, ce n'est pas à moi. Mais peut-être à Alfred Sirven », l'ancien directeur des « affaires générales » d'Elf, en fuite depuis trois ans.

Les questions des juges ont apparemment porté sur la vie privée du couple, entre 1989 et 1993,

période durant laquelle M^{me} Deviers-Joncour avait bénéficié de quelque 66 millions de francs sous-traités au groupe Elf. Ont aussi été évoqués les dîners organisés chez elle pour M. Dumas, dont quelques tête-à-tête avec Charles Pasqua. Le président du Conseil constitutionnel a confirmé ces rencontres discrètes.

Explicite par ailleurs qu'il avait été la cible, à la même époque, d'un grand cabinet d'investigations américain, qui cherchait « à monter un dossier contre lui », M. Dumas a trouvé le soutien inattendu de M^{me} Deviers-Joncour, qui a confirmé l'épisode, et précisé qu'elle y ferait allusion dans son prochain livre, un « roman à clés » dont la parution est prévue le 9 juin. Les avocats de cette dernière sont allés plus loin encore, déplorant que, « dans un dossier de cette importance, qui apporte des révélations qui vont au-delà de l'ancien ministre des affaires étrangères, d'autres investigations, et d'autres mises en examen [...] n'aient pas encore eu lieu ».

Hervé Gattegno

Vers la fin du super plombé

À PARTIR du 1^{er} janvier 2000, l'actuelle essence plombée ne sera plus commercialisée en France, en application d'une directive européenne, a annoncé mercredi 2 juin le secrétariat d'Etat à l'industrie. Le « super » sera remplacé par un nouveau carburant sans-plomb appelé « supercarburant », moins polluant, destiné aux véhicules construits pour l'essentiel avant 1987. Dans un délai de trois ans, ce carburant sera supprimé et les utilisateurs concernés devront alors eux-mêmes ajouter un additif dans le sans-plomb.

Publicis investit dans la publicité ethnique aux Etats-Unis

LE GROUPE PUBLICIS a annoncé, mercredi 2 juin, avoir acquis 49 % de l'agence de publicité Burrell Communication, pionnière de la publicité afro-américaine. Cette agence a été créée en 1971 par Thomas Burrell « parce qu'aucune agence traditionnelle ne voulait l'embaucher », rappelle Maurice Lévy, le président du directoire du groupe français. Elle s'est développée, comme son concurrent Uniworld Group dirigé par le New-Yorkais Byron Lewis, grâce à l'action menée dans les années 60 par le révérend Jesse Jackson. La publicité destinée aux minorités ethniques est en forte augmentation aux Etats-Unis où celles-ci représentent déjà la moitié de la population (Le Monde du 3 avril). Publicis n'envisage pas de créer d'agence de publicité ethnique en Europe à moyen terme, mais entend se développer sur le segment de la population hispanique outre-Atlantique. Burrell Communication, qui emploie 120 personnes, a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 168 millions de dollars (163 millions d'euros).

Tensions au RPR

LES TENSIONS s'aiguisent au sein du RPR à l'approche des élections européennes. Mercredi 2 juin, lors de la réunion de groupe de l'Assemblée nationale, Nicolas Sarkozy, président par intérim du mouvement gaulliste, a vivement reproché à Lionnel Luca (Alpes-Maritimes), Jacques Myard (Yvelines) et Nicolas Dupont-Aignan (Essonne) de soutenir la campagne de Charles Pasqua, les menaçant de les priver d'investiture. Le soir, sur France 2, M. Sarkozy a affirmé que « les coups de boutoir » portés par M. Pasqua « contre le président de la République, contre le RPR, contre la liste » qu'il conduit, « ça sert Lionel Jospin ». De son côté, M. Pasqua a exprimé, mercredi soir, à Nantes, le souhait « que les masques tombent » et que le RPR « se remettre sérieusement en question ». Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée, affirme, dans un entretien à L'Indépendant et à Midi libre, jeudi, qu'« après les européennes, l'ensemble de la famille gaulliste se retrouvera, quels qu'aient été les choix faits par les uns ou les autres ».

DÉPÊCHE

■ **LE PEN** : le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, a été reconnu coupable d'incitation à la haine raciale par le tribunal de Munich, mercredi 2 juin, pour avoir déclaré, le 5 décembre 1997 dans la capitale bavaroise, que « les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». M. Le Pen a été condamné à payer une amende, dont le montant n'a pas été précisé. Le président du FN, qui a qualifié d'« inique » sa condamnation, dispose de deux semaines pour faire appel.



Assez patienté ? Au moins sur internet, vous n'aurez plus à attendre.

TOUS LES INTERNAUTES LE SAVENT, IL Y A DES JOURS OÙ LEUR PATIENCE EST MISE À RUDE ÉPREUVE. AVEC L'ADSL, ALCATEL VA PERMETTRE DE MULTIPLIER PAR 200 LES DÉBITS STANDARDS ET DONC DE LIMITER LES PHÉNOMÈNES D'EMBOUEILLAGE. POUR EN SAVOIR PLUS, CONNECTEZ-VOUS À NOTRE SITE :



© Pascal Mazzoni/Image Bank

The Hi-Speed Company : l'Entreprise de la Haute Vitesse

Le Monde

DES LIVRES

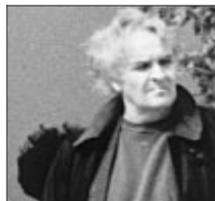
LITTÉRATURE

ESSAIS

VENDREDI 4 JUNI 1999



HENRI MESCHONNIC
Le Feuilleton de Pierre Lepape page II



DENIS ROCHE
page IV



HARRY MULISCH
page V

INDE

La chronique
de Roger-Pol Droit
page VII



LE MONDE DES POCHEs

Pouchkine, universel subversif

Champion de la liberté, suprême dissidence dans la Russie autocrate, l'écrivain russe incarne la résistance de l'artiste face à la tyrannie. Pour le bicentenaire de sa naissance paraît, enfin traduit, le chef-d'œuvre romanesque de l'essayiste Leonid Grossman, publié à l'aube de l'ère stalinienne

Obscur et élégant diplomate de la monarchie de Juillet, Olivier d'Archiac aurait voulu être écrivain. Un témoin magistral capable de laisser « à la postérité des Mémoires dignes de [s]on illustre ancêtre », le duc de Saint-Simon. Quel qu'ait pu être son talent, sa mort prématurée en 1851 l'en empêcha. Mais les muses sont bonnes filles et le drame dont il fut littéralement le témoin – il s'agissait d'un duel au pistolet – lui offrit en appel une chance d'éternité. Près d'un siècle après sa mort, le philologue et essayiste russe Leonid Grossman, célèbre pour ses admirables études littéraires, le choisit pour tenir le rôle du narrateur de son premier roman, une chronique pétersbourgeoise qui, au-delà de la peinture brillante et cruelle d'une société figée et malveillante, commandait le sacrifice logique du héros de la suprême dissidence : Alexandre Sergueïevitch Pouchkine. Chantre de l'absolue liberté, le poète devint, physiquement éliminé, une icône dont l'essence rebelle dérangeait moins

que personne n'y prenne garde, l'origine profondément tragique du destin universel de l'humanité, insensiblement il mettait à nu cette part de cruauté, de malheur immuable, de fatalité et d'irréparable qui se dégage de la vie et des mœurs de tous les siècles enfuis et soufflait sur nous un désespoir de glace.

Celui qui se définissait à quinze ans, dans un poème français judicieusement réédité (1), comme un « Vrai démon pour l'espièglerie, Vrai singe pour la mine/ Beaucoup et trop d'étourderie/Ma foi, voilà Pouchkine » est moins ici un homme qu'un destin, avec ses signes prophétiques (du commentaire de la mort en duel d'Armand Carrel – « vaillant caract-

ère, mort glorieuse ! » – à l'éclat associé du diamant et du rubis – « de la neige et du sang... quel mariage ! »). Une figure emblématique dont la réalité biographique reste en retrait : au bal du Palais d'hiver, il apparaît soudain « souverain sans couronne, appelé à cheminer le front ceint de laurier à travers le cortège de siècles à venir ».

Cette emphase, voulue par Grossman comme une parade aux pièges de la biographie littéraire, est bien plus qu'une astuce. En choisissant comme porte-parole le témoin du meurtrier de Pouchkine, étranger et proche des ennemis du poète de surcroît, l'essayiste a imposé son angle de vue : ni reconstitution assommante ni histoire culturelle et politique du règne de Nicolas I^{er}, cette évocation resserre l'intrigue sans s'interdire des scènes de genre formidables, moins décoratives ou pittoresques qu'il n'y paraît.

Frûchement arrivé à Saint-Petersbourg, d'Archiac découvre le faste étourdissant des tsars autocrates – et son envers sordide. A l'image de la capitale « splendide et lugubre » que Pouchkine peuple d'ombres fantastiques qui la rendent plus inquiétante encore. Aux réceptions mondaines et parades militaires répondent les supplices féroces – telles les cruelles *Spitzruten*, baguettes qui hachent le dos d'un homme en bouillie sanglante – que n'abroge aucun sursaut humain. Comme une excessive couleur locale...

Parent de d'Archiac, Georges d'Anthès est un légitimiste forcené qui combat tout héritage de 1789. Epris de la jeune épouse de Pouchkine, il est bientôt l'instrument d'un complot qui vise à éliminer le génie subversif des lettres russes. Celui qui clamait à dix-huit ans, dans une ode à la liberté (*Vol'nost'*), « Je veux la liberté aux yeux du monde/frapper le vice sur les trônes », mais se désolait sans prudence « Hélas ! (...) partout un pouvoir injuste/ Dans le brouillard confus des préjugés/ S'est instauré – terrible génie de la servitude./ Passion fatale de la gloire » ne peut que choquer une « Russie qui aspire à l'immobilité » et dont le tsar est le « gardien du silence des peuples ». Les « formes vaines et somptueuses d'un étonnant théâtralisme gouvernemental » ne masquent pas le gel qui glace inexorablement l'empire des Romanov. « Ils ne savent aimer que les

morts », se lamentait le tsar rêvé par Pouchkine dans *Boris Godounov*. « Ils » révéleront le poète sacrifié, génie rebelle poussé par l'hostilité naturelle de la société au suicide. Incarnation de Chatterton, celui que Mérimée jugeait avec admiration un « Athénien parmi les Scythes » est certes plus présent dans le formidable roman de Iouri Tynianov, *La Jeunesse de Pouchkine*.

C'est que le vrai sujet de Grossman est moins la trajectoire d'un homme que la mort d'un poète – l'un de ces « faiseurs de réputation » dont le pouvoir ne peut se passer – dont la place ambiguë est foncièrement intenable. Faut-il lire alors à travers 1830 une dénonciation de 1930 (année de la première publi-

cation en URSS) ? Fraîchement accueillie à sa sortie, la fiction reparut en 1990. Ce regard, qui accorde à tous les personnages un crédit de sincérité qui évite toute caricature, n'en prive que le tyran. Sans doute, est-ce là moins la marque d'un engagement politique suicidaire que l'évident constat de l'invariance de l'arbitraire politique avec son cortège de cruautés gratuites et de cynisme serein. Les idées reçues bousculées et la latinité réaffirmée de Pouchkine ont plus ému que la réflexion profonde de Grossman sur les rapports entre littérature et tyrannie, l'artiste et le pouvoir.

Et comme la leçon emprunte aussi la verve de Dumas – le fascinant

face-à-face de Nicolas I^{er} et de la statue de Voltaire est un régal –, ce Pouchkine-là, plus secret et moins héroïque, œuvre à la vraie grandeur de l'écrivain : la liberté comme suprême dissidence. Ce qu'avait bien vu Tsvetaeva : « Le génie pouchkinnien ? C'est le génie du muscle », celui de « l'envol, de la course, de la lutte ».

(1) Dans la superbe anthologie bilingue *Poésie/Stikhi*, traduite, introduite et annotée par Claude Frioux (éd. Librairie du Globe, 272 p., 120 F [18,29 €]). Autre recueil des plus recommandables, mais malheureusement en français seulement, *Roussian et Ludmila*, suivi d'autres récits en vers, traduit par Leonid et Nata Minor (éd. Circé, 192 p., 98 F [14,94 €]).

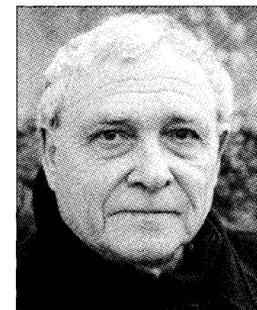
★ Signalons, outre la réédition du très sérieux travail d'Henri Troyat, *Pouchkine* (Perrin, 812 p., 159 F [24,24 €]), seules vraies nouveautés du bicentenaire, l'honnête biographie d'Henri Gourdin, *Alexandre Sergueïevitch Pouchkine* (éd. de Paris, 272 p., 125 F [19,05 €]) et le numéro de juin de la revue *Europe* (120 F [18,29 €]).

LES MÉMOIRES DE D'ARCHIAC
Chronique pétersbourgeoise de l'année 1836
(Zapiski d'Archiaka)
de Leonid Grossman.
Traduit du russe par Paul Lequesne, éd. L'Esprit des péninsules, « Domaine russe », 448 p., 155 F (23,62 €).



SIPA-PRESS

JACQUES
RÉDA



LA COURSE

Nouvelles poésies
itinérantes et familières
(1993-1998)

GALLIMARD



Fidèle, mais à quoi ?

POÉTIQUE DU TRADUIRE

d'Henri Meschonnic.
Ed. Verdier, 478 p., 198 F (30,18 €).

Dans la cent vingt-huitième des *Lettres persanes*, Rica raconte à Usbek la rencontre entre un géomètre follement épris de méthode et de régularité, et un traducteur. « *J'ai une grande nouvelle à vous apprendre*, dit le traducteur, *je viens de donner mon Horace au public.* – *Comment ! dit le géomètre, il y a deux mille ans qu'il y est.* – *Vous ne m'entendez pas, reprit l'autre : c'est une traduction de cet ancien auteur que je viens de mettre à jour ; il y a vingt ans que je m'occupe à faire des traductions.* – *Quoi ! monsieur, dit le géomètre, il y a vingt ans que vous ne pensez pas ? Vous parlez pour les autres, et ils pensent pour vous ?* »

Les traducteurs ne pensent pas, sinon à l'ombre des auteurs qu'ils ont choisi de servir, voilà leur réputation. Eux-mêmes revendiquent, pour la plupart, ce statut subalterne comme une vertu professionnelle. Ils doivent être modestes, ils doivent s'effacer jusqu'à faire oublier que le texte dont ils proposent la version provient d'une autre langue. Leur excellence se confond avec leur transparence. Et la bonne traduction avec le naturel ; entendez : celui de la langue d'arrivée.

Cette conception, admise comme celle du bon sens et de la saine morale artisanale, fait bouillir de rage Henri Meschonnic. Il faut dire quelques mots d'Henri Meschonnic, en sachant qu'on ne devrait pas avoir à le faire : tous les lecteurs devraient le connaître. Depuis une trentaine d'années, ce professeur de Paris-VIII a développé, à travers ses cours, ses essais théoriques, ses poèmes et ses traductions, une pensée et une pratique de la langue et de la littérature dont l'influence est considérable, tant en France qu'à l'étranger, tant sur les meilleurs écrivains que sur la communauté des chercheurs – en lettres, en histoire, en linguistique et en philosophie. Lorsqu'on fera, dans une vingtaine d'années, le bilan intellectuel de la France dans le dernier quart du siècle, il y a tout à parier que Meschonnic y figurera. Cette certitude a quelque chose de rassurant.

Mais Henri Meschonnic, il est vrai, ne fait pas grand chose pour se mettre à la portée du grand public. Il préfère, et de loin, faire monter le public jusqu'à lui. Il veut, dit-il, reprenant Victor Hugo, des « *lecteurs pensifs* » : « *Lecteur pressé s'abstenir. Mais s'abstenir aussi de comprendre quoi que soit au langage, dont même le lecteur pressé est composé tout entier.* » Comprendre ce qui nous fait vaut bien un petit effort. Ce n'est donc pas forcément pour décourager les bonnes volontés un peu paresseuses que l'auteur précise dans les premières lignes de sa *Poétique du traduire* : « *Ce livre n'a pu être pensé comme une partie d'un travail d'ensemble, qui va de Pour la poétique (1) à Critique du rythme, à Politique du rythme, politique du sujet (2) et à De la langue française (3).* On se tromperait lourdement sur la poétique, et sur ce que c'est que traduire, si on s'imaginait qu'on pourrait lire un livre sur la traduction, tel que l'a

écrit, séparément des autres, et sans les connaître. » Nous voilà donc invités à un grand voyage, pas à du cabotage. Nous voilà parés pour l'étré.

On se tromperait pourtant à croire que les livres de Meschonnic – et ce dernier en particulier – sont difficiles. Ils essaient de penser notre expérience la plus commune, notre parole dans la multiplicité des langues. Mais ils sont complexes, comme la réalité elle-même, et ils sont écrits : Meschonnic ne se contente pas d'enfiler des énoncés et des démonstrations, des exemples et des conclusions. Sa pensée sur la poétique est elle-même poésie, c'est-à-dire littérature, action sur le langage, expérimentation, stratégie des effets, engagement personnel, histoire : discours.

Pour comprendre ce que *fait* le langage, la traduction est un terrain d'expérience privilégié. Mais pour bien traduire, il est indispensable de penser le langage, de quoi il est fait, comment il agit. La pratique et la théorie se répondent, se critiquent et s'enrichissent continuellement. Le livre est construit sur cet échange et cette tension. Dans une introduction, très dense, Meschonnic pose les principes de son entreprise. Cela prend volontiers la forme de dogmes qui sonnent comme des évidences. Ainsi de la fameuse comparaison du traducteur comme un *pass-seur* ; « *Pass-seur est une métaphore complaisante. Ce qui importe n'est pas de faire passer. Mais dans quel état arrive ce qu'on a transporté de l'autre côté. Dans l'autre langue. Charon est aussi un passeur. Mais il passe des morts. Qui ont perdu la mémoire. C'est ce qui arrive à bien des traducteurs.* » Dans les chapitres suivants, Meschonnic soumet ses dogmes, ceux des autres théories et les pratiques de ceux qui prétendent n'avoir point besoin de théorie, au feu de la critique. C'est un joli bûcher : « *La poétique est le feu de joie qu'on fait avec la langue de bois.* »

A chacun sa langue de bois. Meschonnic, qui a déjà consacré un livre au *Langage Heidegger* (4), ne revient que pour mémoire sur le vague théorique de la phéno-

SCIENCE-FICTION

● *par Jacques Baudou*

Sidérant voyage

ÉTOILES MOURANTES

d'Ayerdhal et Jean-Claude Dunyach.
J'ai lu, « Millénaires »,
540 p., 89 F (13,56 €).

On l'attendait depuis longtemps, cet *Etoiles mourantes*, curieux de voir ce que la synergie entre deux auteurs aussi différents et aussi talentueux que le coruscant Ayerdhal et le subtil Dunyach allait produire. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on n'est pas déçu du sidéral et sidérant voyage auquel ils nous convient. Disons-le tout net : *Etoiles mourantes* est le grand roman que la nouvelle vague de la science-fiction française nous devait, et que l'on sentait venir depuis quelque temps. Un livre qui peut se comparer sans complexe aux meilleurs romans anglo-saxons du genre.

Ayerdhal et Dunyach n'ont pas choisi la facilité. Ils ont fait montre au contraire d'une grande ambition aussi bien en tant que « créateurs d'univers » que dans la recherche formelle qui préside à la construction du roman. Celle-ci imite le mouvement de l'intrigue : les représentants de chacun des quatre grands « *phyllums* » isolés auxquels l'humanité a donné naissance après sa diffusion panspermique à travers la galaxie doivent converger vers le lieu de l'explosion d'une supernova pour un rassemblement qui ne se produit qu'extrêmement rarement. Les auteurs passent d'abord en revue un à un les quatre Rameaux antagonistes de l'Humanité qui ont évolué chacun vers une spécialisation très poussée ou vers une culture spécifique, en accordant une place toute particulière à ceux qui vont être les acteurs privilégiés du Rassemblement. La seconde partie du roman s'intitule très justement « *Les retrouvailles* » et nous ensemble d'époustouflante façon les quatre fils narratifs tissés dans la première. La structure peut paraître déconcertante ; il suffit cependant de s'abandonner au flot romanesque, aux trajectoires tendues des personnages, pour arriver sans peine au nœud gordien de l'intrigue, dans les entrailles de cet Animal-Ville où, tous les Rameaux rassemblés, va se jouer le sort de l'Humanité plurielle...

L'ambition n'est pas seulement dans le travail formel ; elle est aussi dans la description d'un futur lointain où la diaspora du voyage instantané a généré ces *phyllums* rivaux, ces systèmes politiques et sociétaux divergents et ces rébellions convergentes. Elle est également dans l'intrication fort bien venue et tenue d'un modèle cosmogonique, ou, si l'on préfère d'une conception de notre univers qui emprunte très largement aux très paradoxales théories scientifiques de l'astrophysique, à l'intrigue et à son apex explosif. Elle est enfin dans ce travail d'écriture à deux où se décale quelquefois la patte de l'un ou de l'autre, mais qui se révèle le plus souvent plus remarquable encore que la somme de ses parties. *Etoiles mourantes* est un très grand roman.

★ **« Etoiles mourantes » d'Ayerdhal et Jean-Claude Dunyach vient de remporter le prix Tour Eiffel du roman de science-fiction.**

● **STEPHEN KING** sous la loupe

Le formidable succès public des ouvrages de Stephen King et l'expectative dans laquelle se tient, en France, une critique dépassée à la fois par l'accueil

qui est une énonciation, et non un énoncé. Dès lors, la vieille querelle de la traduction entre ceux qui privilégient la langue d'origine et ceux qui donnent tous leurs soins à la langue d'arrivée n'a plus grand sens. Pas plus que les déplorations sur l'intraduisible. Tout peut être traduit, pourvu qu'on s'en donne la pensée et les moyens littéraires, à commencer par la poésie, où il y a moins de risque à confondre littérature et information. A condition d'en finir avec le mythe de Babel et avec la nostalgie d'une langue unique où les différences seraient enfin effacées. Alors que traduire, c'est traduire le différent. L'autre comme autre. Comme le faisait saint Jérôme lorsqu'il retraduisait la *Vulgate* en hébraïsant fortement le latin.

C'est pourquoi les bonnes traductions ne meurent pas. Celle des *Mille et Une Nuits* de Galland, par exemple. Elles vieillissent, comme les textes littéraires eux-mêmes. Pour la bonne raison qu'elles sont des textes littéraires. La traduction d'un poème doit être un poème, chacun en conviendra. Sinon elle n'est rien, ou pis : une désécriture. C'est ainsi, montre Meschonnic prouvés à l'appui, que quelques-uns des grands livres du patrimoine universel n'ont jamais été réellement traduits dans notre langue. Nous n'en connaissons qu'un vague squelette, une ombre amputée et déformée, une information sur le contenu. C'est le cas, en France, de la Bible, alors que les Allemands, eux, disposent de Luther, et les Anglais, de la *King James Version*. Meschonnic explique pourquoi, et comment. La traduction est aussi affaire d'histoire et de politique.

Mais nous n'en sommes plus aujourd'hui à l'époque où une déviation dans la terminologie pouvait envoyer son auteur au bûcher, comme il advint à Etienne Dolet. Si la philologie mène au pire, comme l'écrivait Ionesco dans *La Cantatrice chauve*, elle n'est plus mortelle. Les traducteurs n'ont plus besoin de disparaître derrière leurs traductions comme de timides violettes. On aimerait qu'ils les revendiquent hardiment, qu'ils en expliquent la pensée – c'est-à-dire celle du langage et de ce qu'est la littérature. Sûrement autre chose qu'un brin de style ajouté à du sens.

On aimerait aussi que les écrivains traduisent d'avantage, sans que cela soit une garantie. La liste des belles réussites – de *l'Illade* de Pope aux negro-spirituals de Marguerite Yourcenar en passant bien sûr par *Baudelaire* réinventant Edgar Poe – s'équilibre par autant de magnifiques ratages et de brillants contresens, tels les Kafka de Vialatte. Il y a toujours le risque que l'écrivain-traducteur mange le traduit, qu'il lui impose son souffle et son rythme et le parasite. Mais, à tout prendre, le dommage est moindre d'être trahi par trop de présence que par excès d'absence.

On peut concevoir un traducteur aveugle, pas un traducteur sourd.

(1) Six volumes publiés chez Gallimard entre 1970 et 1978.

(2) L'un et l'autre chez Verdier, 1982 et 1995.

(3) Hachette, 1997.

(4) Presses Universitaires de France, 1990.

des jeunes générations et le caractère proliférant de l'œuvre devaient bien finir par générer des études à la gloire de l'auteur de *Carrie*. C'est chose faite aujourd'hui avec deux livres de nature très différente. *Stephen King, le faiseur d'histoires*, de Jean-Pierre Dufreigne aux éditions Mazarine (170 p., 120 F [18,29 €]) se veut une promenade dans l'univers de l'auteur. Une promenade faite d'un collage de citations, d'anecdotes « *people* » et de quelques analyses dont la pertinence fait regretter que l'essayiste se soit limité à quelques romans ; et qui vaut surtout par la richesse de la maquette. *Stephen King, parcours d'une œuvre*, de Laurent Bourdier, paru dans la collection « *Références* » des éditions Engrage (160 p., 65 F [9,9€]) retracé par le détail la « *construction de l'écrivain* », analyse avec acuité ses thèmes, ses décors, ses personnages, l'évolution de l'œuvre ; le tout accompagné des appendices bibliographiques et filmographiques qui s'imposent. Laurent Bourdier donne à Stephen King sa juste place : celle d'un remarquable raconteur d'histoires littéralement hanté par l'écriture. L'un et l'autre de ces ouvrages n'accordent – curieusement – qu'une place très réduite au grand œuvre du maître de Bangor, ce cycle ésotérique de « *La Tour sombre* » qu'il développe depuis plus de vingt ans !

● **LE VISAGE VERT**, n° 6

C'est désormais dans un format différent et avec une maquette de couverture plus attrayante que *Le Visage vert* propose ses explorations érudites des littératures de l'imaginaire. Le sommaire de ce n° 6 est tout à la fois d'un bel éclectisme (Maxime Du Camp y côtoie l'Uruguayen Horacio Quiroga, l'Américain Ambrose Bierce et le Britannique Algernon Blackwood), d'une grande qualité et d'une agréable diversité (les textes « *archéologiques* » voisinent avec ceux d'auteurs contemporains) ; mais surtout deux des nouvelles publiées se révèlent de formidables machines à rêver. L'une, « *La S S* » de M.P. Shiel, permet à Michel Meurger de régler son compte à une légende colportée par *Le Matin des magiciens* et donne à Roger Dobson l'occasion d'un article sur le singulier royaume de Redonda. L'autre, « *Les Bâtons* » de Karl Edward Wagner, s'inspire d'une anecdote véridique pour une mise en abyme saisissante. Xavier Legrand-Ferronnière a composé là, avec ses distingués complices, un numéro qui fera date. (Editions Joëlle Losfeld, 192 p., 90 F [13,72€].)

● **LONGWOR, L'ARCHIPEL-MONDE**, de Denis Duclos

Voici un nouvel auteur français tenté par la fantasy dans l'orbe inspiratrice d'un Terry Pratchett (pour l'humour) ou d'un Jack Vance (pour le picaresque). Mais, au lieu d'emprunter son univers romanesque aux mythologies habituellement sollicitées, Denis Duclos a eu recours à un autre imaginaire bien plus exotique qui fleurit bon des récits de voyages du XVIII^e siècle dans les régions mal connues du Nouveau Monde, les histoires de pirates, les légendes du baigne ; bref, qui lorgne sans complexe du côté du roman d'aventures façon « *Tallandier bleu* ». L'auteur entraîne héros et lecteurs dans un archipel du nord-est de la Guyane, isolé du reste du monde par une configuration spéciale des courants marins, où toute une civilisation s'est développée en cercle fermé, de façon très originale. Cette première chronique de Longwor s'avère prometteuse : Denis Duclos a du souffle, de l'imagination et l'énergie d'un bâtisseur de monde... (Rivages, « *Fantasy* », 366 p., 135 F [20,58 €].)

PS. : Quel éditeur aura l'intelligence de rééditer *Sous l'araignée du Sud*, de Dominique Roche et Charles Nightingale, merveilleux roman de fantasy publié en 1978 chez Robert Laffont ?

● **LE CHÂTEAU DU ROI DRAGON**, de Stephen Lawhead

Premier tome de la « *saga du roi dragon* », ce roman est un ouvrage de fantasy très classique et plutôt convenu : roi prisonnier d'un magicien maléfique, complots, longue pérégrination d'un petit groupe hétéroclite d'élus pour affronter le Mal. Mais, derrière la façade de cet ouvrage un peu gauche égayé de quelques beaux morceaux de bravoure, se profile déjà l'auteur du cycle de « *Pendragon* », l'une des réécritures les plus intéressantes du cycle arthurien. (Buchet-Chastel, 358 p., 110 F [16,76€].)

En perspective cavalière

Au XIX^e siècle, écrit Balzac, « *les chevaux ne mentent pas encore* ». On oublie trop souvent les chevaux. Le frémissement des bêtes, le souffle des naseaux, les sabots qui frappent le sol. Ils se cabrent, piaffent, trépignt ; ils vont au pas ou s'éloignent au galop : les mouvements des chevaux sont, dans plus d'un roman, les réels événements qui occupent le livre. Ici, la mélancolie gagne le cavalier bercé par sa monture. Ailleurs, le roman est un traité de chevauchée sentimentale. Ou le précis convulsif des bêtes cravachées, frotes l'une contre l'autre dans le désir d'exténuer la rage. « *Nous revînmes au pas, sans échanger une seule parole, nos chevaux marchant côte à côte, se frôlant des mâchoires et se couvrant mutuellement d'écume* » (Dominique, 1862). Fromentin et Sand se sont reconnus. George Sand dont Fromentin flatte la robe, lui demandant conseil, lui rendant visite, lui dédiant *Dominique* où leurs mâchoires se frôlent en silence.

Mais déjà en 1838, à Nohant, George Sand chauffait la tête de Balzac en lui rapportant les amours de Liszt et de Marie d'Agoult, dont l'écrivain s'inspire. Il écrit *Béatrix*. Roman chargé d'écume. Abd-el-Kader en témoigne, le magnifique cheval anglais offert à Calyste pour son mariage par sa belle-mère, la vicomtesse de Grandlieu... En Bretagne, il ne reste aux du Guénic que deux chiens et deux chevaux pour « *demier vestige des splendeurs de la chevalerie* ». Le chevalier du Halga, ami de la famille, a les os couverts d'un parchemin « *comme la peau d'un cheval arabe* ». Sabine, l'épouse de Calyste, se voit tout à coup traver-

sée par « *une pensée horrible [qui] a chevauché dans mon bonheur, comme le cheval de la ballade allemande* ». Il y a un cheval pour toutes les occasions.

Quand Calyste quitte sa femme pour se rendre chez Béatrix dans sa petite voiture basse, il mène son cheval avec « *la plus grande vitesse* ». Quand il s'arrache aux bras de sa maîtresse, précipitant l'allure, Abd-el-Kader, moins « *anglais* » que jamais, écumant et rompu, affiche la trahison. Le cheval « *semblait sortir de l'eau tant il était trempé de sueur. Par un hasard que préparent toutes les femmes jalouses, Sabine stationnait à une fenêtre dominant sur la cour, impatiente de ne pas voir rentrer Calyste, inquiète sans savoir pourquoi. L'état du cheval dont la bouche écumait la frappa* ».

C'est une des lois de la communication dans *La Comédie humaine*. Tout ce qui assure le passage – d'un lieu, d'une scène, d'une sphère à l'autre – peine, sue, et impose sa marque. Argent, sexe, milieu, souliers crottés, pelage d'origine : le héros saura-t-il effacer la souillure ?

« *D'où viens-tu donc, cher ange ?* », demande Sabine. « *Abd-el-Kader est presque fourbu, tu ne devais être qu'un instant dehors, et je t'attends depuis trois heures.* » A la sueur du cheval s'ajoute le parfum de Béatrix que la jeune épouse respire dans le cou de son mari. Il ne lui reste qu'à s'évanouir. Le message est passé, comme passe le cheval, transport trempé d'écume. C'est ainsi que Béatrix – « *cette haridelle de marquise parisienne* » – se venge de Sabine par le biais d'un pur-sang anglais. Le cadeau de noces a trahi l'adultère.

Patrick Wald Lasowski



Figures de la Comédie

Abd-el-Kader

Béatrix (1839, complètement corrigé dans l'édition de *La Comédie humaine*, 1842-1845) est aussi un roman à clefs, où le lecteur reconnaît G. Sand, Liszt, M^{me} d'Agoult, et Balzac lui-même. Mais qui Abd-el-Kader, le beau cheval anglais, représente-t-il ?

Déchirures marocaines

Des nouvelles de Rajae Benchemsi au roman de Yasmine Chami-Kettani déferle une même colère contre une société tout à la fois figée dans la tradition et rongée par les vices de la modernité

FRACTURE DU DÉSIR de Rajae Benchemsi. Actes Sud, 140 p., 99 F (15,09 €).

CÉRÉMONIE de Yasmine Chami-Kettani. Actes Sud, 112 p., 89 F (13,57 €).

Le Maroc d'aujourd'hui, celui de l'alternance politique et de l'émergence d'une société civile, fait son entrée dans une littérature nouvelle, écrite par des jeunes femmes en majorité francophones. La trentaine, des études solides et une curiosité pour la culture occidentale dans son rapport ambigu ou ambivalent avec la culture arabe. C'est le cas de Yasmine Chami-Kettani, normalienne et anthropologue. C'est aussi le cas de Rajae Benchemsi, spécialiste de Maurice Blanchot et critique d'art. Ce sont deux tempéraments différents, mais qui se rejoignent dans le souci d'écriture, dans la manière toute rigoureuse d'utiliser la langue française.

La première nouvelle qui ouvre *Fracture du désir*, le livre de Rajae Benchemsi, est éblouissante. Ecrite dans un style précis, concis et sans états d'âme, l'histoire de Slima dit un Maroc dont on ose à peine suggérer l'existence. Il s'agit de la prostitution, celle due au malheur, à l'abandon et à la misère. Slima vit seule avec sa mère répudiée. Elle porte en elle la haine de son père, cet homme qui a jeté sa mère à la rue et qu'elle retrouve dans le bordel où tous les soirs elle ouvre ses jambes aux hommes qui se succèdent comme dans un cirque. Elle ne se donne pas à ses clients, elle s'absente et les laisse l'absorber. Pendant ce temps-là, elle pense à la vengeance. « *Vidée. Je suis vidée de toute quintessence et définitivement séparée de moi-même et de mon être* », dit-elle. Ce sera avec son père qu'elle franchira les vertiges de l'effroi.



JEANNE CHEVALIER IN « HISTOIRES MAROCAINES » (ED. CANAL 1)

Les autres nouvelles sont situées ailleurs, dans un imaginaire peuplé d'ombres et de figures étranges, une tête sans corps, une voix qui fait naître le désir, mais qui reste une illusion, l'évocation du grand poète mystique Al Hallaj, qui va précipiter son oncle vers le renoncement définitif, et puis quelques paysages, la lumière de Paris un après-midi d'automne, le souvenir de la maison familiale à Meknès.

Le roman de Yasmine Chami-Kettani est le récit de la désillusion. C'est aussi une image assez juste de la société marocaine traditionnelle de Fès. L'importance du rassemblement familial à l'occasion d'un mariage fait dire à l'auteur que « *le rire est peut-être une manière publique de pleurer* ». Khadija, architecte, retourne, après son divorce, à la maison paternelle pour assister au mariage

de Malika, qui, comme elle, respecte scrupuleusement les règles de la tradition. Pleine de défaillances intérieures, désabusée, mal aimée par un homme qui se préoccupe surtout de son confort, elle jette un regard inquiet et sévère sur cette société qui continue de célébrer les mariages comme si l'époque n'avait pas bougé. C'est aussi l'histoire d'un amour déçu. Elle dit avoir « *aimé Farid avec la force des élans contenus par une sage attente* » et se trouve exilée de l'idée qu'elle se faisait du bonheur.

Le roman est construit autour des voix des femmes, la mère, les tantes, et aussi le monologue de Khadija, qui observe cette société où « *l'avidité ronge les cœurs* ». Les traditions se perpétuent, même si le pays change. Yasmine Chami-Kettani dit sa colère dans des mots crus et rejoint là le récit de Rajae Benchemsi : « *Aujourd'hui le pays est moderne, émancipé par le cul, les petites filles de Casablanca pour les Saoudiens accueillis en grande pompe, les petits garçons pour les Européens dégingués qui hantent les beautés rougeoyantes de Marrakech...* » Pendant que les vieilles racontent et se racontent, la voix intérieure de Khadija rappelle le destin réservé aux servantes dormant sur des matelas de fortune, se souvenant de Leila, la petite bonne morte étouffée par les émanations de gaz carbonique, ou fait remarquer que des secrétaires se prostituent pour se payer des habits de marque.

Et pourtant la cérémonie se prépare, rite immuable, répétition des gestes et paroles, fatigue des sentiments et perte progressive de tous les repères. Khadija se demande « *à quoi bon la cérémonie si tout est éphémère ?* », pensant à Aïcha, une grande dame, morte « *reine dans le cœur des siens* » et dont l'ombre circule dans la grande maison, laissant derrière elle le parfum de la grande solitude.

Tahar Ben Jelloun

ŒUVRE POÉTIQUE de Jean Sénac. Préface de René de Ceccatty, postface d'Hamid Nacer-Khodja. Actes Sud, 830 p., 199 F (30,33 €).

POUR UNE TERRE POSSIBLE... de Jean Sénac. Préambule d'H. Nacer-Khodja, dessins de Denis Martinez ; dix-sept photos. Ed. Marsa (103, boulevard Macdonald, 75019 Paris), 400 p., 130 F (19,8 €).

JEAN SÉNAC, CLANDESTIN DES DEUX RIVES de Jamel-Eddine Bencheikh et Christiane Chaulet-Achour. Dessins de Denis Martinez, éd. Séguier, 160 p., 99 F (15,09 €).

Barde pied-noir du nationalisme algérien sans pour autant renier sa francité, Jean Sénac fut assassiné à l'âge de quarante-six ans en 1973 à Alger. Comme pour d'autres crimes commis sous le régime du colonel Boumediène, les vrais responsables de cette mort ne seront sans doute jamais confondus. Cependant, ceux qui voulaient faire taire ce *gaouri* (infidèle) dont les vers et la verve parlant d'amour ou de patriotisme plurent aux Algériens en sont pour leurs frais. Sénac n'est pas oublié et il est à présent cité tant par des islamistes – qui, après lui, brocardent l'inefficace et hypocrite système mu par les militaires – que par de récents convertis à la démocratie qui voient dans l'écrivain leur premier martyr.

Sénac est plus grand mort que vivant et ne lui est plus contestée son algérianité, comme ce fut hier le cas à cause de sa non-islamité. L'Algérie indépendante institua une nationalité à deux étages, défavorable aux non-musulmans. Ces mesquineries ont été éclipsées par la force posthume du poète. Sénac est même entré dans le programme scolaire

algérien et un cinéaste oranais pré- pare un film sur lui. Le pied-noir Sénac (quinze lignes dans le Robert 1998) forme, avec le Berbère Mouloud Mammeri (dix lignes dans ce dictionnaire) et l'Arabe Kateb Yacine (dix-neuf lignes), la suprême trinité littéraire francophone de l'Algérie. Une trinité non sans postérité.

Les volumes complémentaires d'Actes Sud (les poèmes déjà édités), de Marsa (poèmes et articles inédits) et de Séguier (lettres et poésies inédites) sont donc les bienvenus. Leur richesse, qui n'épuise pas l'œuvre sénacquoise, est due en partie à Jean et Mireille de Maison-seul qui, à Alger, après l'assassinat de leur ami, arrachèrent ses papiers à la destruction. On a répété que ses vers inspirés par le socialisme arabe n'avaient pas survécu à l'échec de cette doctrine. En fait, avec le temps, ils en rendent mieux la pathétique utopie et l'humour noir involontaire. Sénac, dès 1970, ironisait sur les mésaventures de certains de ses stances mais réclamait qu'on ne le juge qu'à leur saveur sémantique. Le fameux vers *Tu es forte comme un comité de gestion* conserve finalement sa puissance, accrue d'une note tragique venant du désastre agricole algérien.

On est plus perplexé devant quelques « *trouvures* » de la période précédant le meurtre de l'auteur, tout en sachant qu'elles étaient souvent des facettes jetant un peu de rire sur « *le bivouac des larmes* », lorsque « *les cathédrales de colère* » ne servaient plus à rien face à la police sécuritaire. Les amateurs de la plume maudite de l'Algérie algérienne se retrouvent en tout cas sur ses textes exaltant le *Carpe diem* ou les « *rocaïlles ardentes* » du pays natal ; sur ses strophes faisant « *éclater la crasse des mots* » ou dévoilant « *le désordre furibond des fanfares hostiles* ». Dès 1964, dans le prénotaire *Chant funèbre pour un gaouri*, Sénac avait dit : « *Vous comprendrez pourquoi ma mort est optimiste.* »

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Chœur endeuillé

Après une « Seiche » artistement cuisinée, une superbe récit incantatoire de Maryline Desbiolles

ANCHISE de Maryline Desbiolles. Seuil, « Fiction & Cie », 124 p., 75 F (11,43 €).

Il faut d'abord situer précisément le lieu du récit. Ce n'est pas un décor, pas davantage un paysage idéal chargé d'un trop lourd symbolisme. Non, c'est un lieu vérifiable, bien réel et actuel, comme il en existe à la lisière des cités. On est dans l'arrière-pays niçois, mais on pourrait être ailleurs. Ce n'est plus la ville, ce n'est pas encore la campagne. Une zone industrielle a poussé là, le long d'une route où les automobiles roulent vite et ne s'arrêtent pas. « *Combien sont passés en voiture sur la route sans les voir, ces trois maisons qui n'ont pas beaucoup d'allure ou qui ont l'air de se retenir, juchées au ras de la départementale...* » Cela ne fait pas un village, encore moins une communauté. Car la vie ici n'est pas commune, mais solitaire, vieillie, haineuse, enfermée derrière murs et volets. L'horizon a disparu des esprits et des regards, a été oublié. On se contente de vieillir et de haïr.

Maryline Desbiolles, avec la même impressionnante sûreté que l'on avait pu admirer dans *La Seiche* (1), au rythme singulier de sa phrase nerveuse et méticuleuse, raconte la vie et le malheur d'Anchise. Maîtresse du temps, la romancière reconstruit et articule celui-ci pour lui donner sens. Bref et plein, sans anecdote ni trémolos, sec comme le vieil homme qu'il a pour héros, le livre de Maryline Desbiolles est en même temps riche d'échos, comme un chant rigoureusement modulé.

Au début du livre, il y a la lumière de l'été et le suicide solaire d'Anchise, ce veuf, ce « *vieux fou, le roi des cons* », comme dit son voisin Sasso. A partir de cet acte silencieux, toute la vie de l'homme fait surface, vient au présent de la narration, avec ce sommeil qui est son refuge, son mode d'être depuis la mort de

sa femme. La Blanche avait été emportée par une fièvre typhoïde, au début de la dernière guerre, avec peut-être un enfant dans le ventre. Lui était soldat et avait eu à peine le temps de vivre ce très grand amour – un amour d'enfance prolongé, unique, et qui le resterait. Après, il s'était enfoncé dans son deuil, comme les trois maisons et leurs habitants s'enfonçaient dans le paysage, dans cette fausse campagne « *... il n'avait jamais pu oublier sa femme, il n'avait jamais pu avaler la nuit qui l'avait prise et que, du coup, il avait fait sienne* ».

Les abeilles auraient pu le distraire. Mais à présent, comme sa maison, les ruches se transforment en ruines. Lui-même ne sera soutenu par aucun fils, comme le fut le père d'Enée dont il porte le nom. « *Bientôt Anchise vidé de son souffle, exsangue, bientôt Anchise s'endormirait. Assoupi du bon sommeil des bons vieux. Anchise finirait par ne plus comprendre pourquoi cette mort lui a gâché si parfaitement la vie, lui donnant par là même un goût extravagant de fruit blet, pourrissant sous la mousse...* » Il faudrait encore citer longtemps la prose incantatoire et si belle de la romancière.

« *On pense à des personnages de films de Pagnol, mais la bonhomie en moins et l'accent qui ne chante pas tant que ça* », écrit Maryline Desbiolles à propos de ses personnages, non sans malice. Fort heureusement, c'est davantage au grand Giono que l'on songe. Parmi les contemporains, on citera également Richard Millet. Mais ici l'œuvre est moins symphonique, plus resserée sur la voix jamais neutre qui, comme celle d'un chœur antique, narre, participe, interprète, s'emporte, se naïvre. Si la prudence était une des vertus de la critique, on se retiendrait de dire que c'est admirable. Mais comme la prudence n'est nullement une vertu...

Patrick Kéchichian

(1) Seuil, « Le Monde des livres » du 3 avril 1998.

Livraisons

● **VARIÉTÉS. L'AIR DU TEMPS (1945-1962)**, de Roger Nimier. Journaliste d'instinct, volontiers polémiste, parfois provocateur, le hussard aura signé chroniques, comptes rendus et reportages pour *Opéra*, *Carrefour*, *Arts*, *La NRF*, *Le Nouveau Candide...* alternant (toujours à la première personne) l'engagement (à propos de l'après-guerre), la passion (pour le théâtre, dont il se dit un mauvais critique), la désinvolture, le coq-à-l'âne, la pique, le point de vue allègre. Qu'il se pose en connaisseur du « *musicôle* », se balade au Salon des arts ménagers, s'en preme à la bête des films du début des années 50, commente l'affaire Minou Drouet, parle de Joyce dans un commentaire sur un match de rugby, ou s'enflamme pour Marlene Dietrich à l'Olympia, s'imposent un ton, un regard, étrange cocktail de dilettantisme et de curiosité. (Textes choisis et présentés par Marc Dambre, Arléa, 276 p., 135 F [20,58 €]). **J.-L. D.**

● **ABSENTES**, de Kalouaz. L'auteur a fait le choix de rendre compte de l'absence dans un style elliptique. Absentes donc la sœur, décédée, et la femme aimée, partie ; Piaf et Ferré dont les chansons viennent apporter une respiration à cette valse de souvenirs épars. Avec la mort comme compagnon de route, le narrateur marche sur les traces de ceux qu'il a perdus : « *En toute simplicité, comme j'élague dans le texte, j'efface les noms qui ne serviront plus. Dans l'agenda, le sida avance et bouscule les lignes.* » De ce récit intimiste, émaillé de citations de Rainer Maria Rilke, se dégage une grande émotion. (Ed. du Rouergue, « La brune », 176 p., 69 F [10,52 €]). **E. G.**

● **FANTÔMES DE PAPIERS**, de Su Tong. Su Tong, l'auteur du très célèbre *Epouses et Concubines* et de *Riz*, publie dix-huit nouvelles. C'est toujours la même magie. L'âpreté des thèmes, la lucidité inflexible, mais aussi l'humour, la compassion, la malice, servis par une écriture souple et dense qui capte le détail et lui donne éternité. Légendes ou tableaux du monde contemporain, les récits de Su Tong entretiennent le culte d'une Chine plutôt campagnarde qui se console des soubresauts de l'Histoire par les histoires que colporte la tradition. (Traduit du chinois par Agnès Auger et adapté par Pierre Chavot, Desclée de Brouwer éditeur, 304 p., 135 F [20,58€]). **H. Mn.**

● **DEUX GARÇONS BIEN SOUS TOUS RAPPORTS**, de William Corlett. Prenez un château situé dans un village de la campagne anglaise dans lequel vous introduisez un producteur (Richard) et son jeune amant (Bless). Ajoutez alors un domestique horriblement snob et prude (Lawrence) et une nymphe essouffée (Maggie). Saupoudrez avec un général en retraite (Selwyn Jerrold) et une danseuse sur le retour (Lavinia Olganina). Mélangez. Glissez-vous enfin sous la couette pour savourer ce roman d'une grande drôlerie. (Traduit de l'anglais par Jean Rosenthal, Nil éditions, 354 p., 129 F [19,66 €]). **E. G.**

● **LE TEMPS DES GRINGOS, d'Elliott Arnold**. Ce beau roman populaire d'un auteur prolifique, réédité aujourd'hui, raconte les derniers soubresauts du Nouveau-Mexique avant son annexion par les Etats-Unis. Révolutions, intrigues tortueuses, guerres infinies se succèdent vers 1850. L'auteur écrit cent ans plus tard, il est sensible au prestige hispanique, très prisé par ses concitoyens dans les années 50, et rend bien la nostalgie d'un monde subtil qui s'écroule devant les gringos ; mais on remarquera surtout son amour du peuple, sa commisération pour les Indiens et son penchant pour les amours torrides, des partis pris qui lui valurent quelques ennuis et nous le rendent plutôt sympathique. (Traduit de l'anglais par Christiane Fabien, Phébus, 632 p., 169 F [25,76 €]). **J. Sn.**

● **LE BOUCHER PHILOSOPHE**, de Michel Abbate. La chasse à l'autographe est un sport dont le champion toutes catégories est boucher à Paris. Passionné de tous les arts et de politique, il accumule les affiches, les programmes, les disques, possède quatre mille bouquins dont la moitié portent la signature des célébrités de l'époque. De Ruggiero Raimondi à Kirk Douglas, de Cousteau classé dans « *les caractériels* » à d'Ormesson dans « *les très sympas* », le collectionneur se fait portraitiste. Il ne se contente pas d'entasser ses reliques, à leur quête, il porte sur la vie un regard plein de sagesse. A suivre comment il obtient la signature de Poulidor ou de François Mitterrand, c'est à la fois une leçon d'humanité et de bonhomie qui nous est donnée entre deux éclats de rire qui font passer une réflexion plus grave sur les aberrations de notre temps, la vanité et l'éphémère de la gloire. (Anne Carrière, 132 p., 85 F [12,95 €]). **P. R. L.**

magazine littéraire

N° 377 - Juin 1999

DOSSIER

HEMINGWAY

Inédit : un extrait de son dernier roman

■

LES LIVRES DU MOIS

Jean Malaquais. Hélène Cixous. Paul Auster.
André Gide. Hannah Arendt

■

ENTRETIEN

Russell Banks

■

Chez votre marchand de journaux : 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> André Gide	<input type="checkbox"/> La Haine
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke	<input type="checkbox"/> Marx
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant	<input type="checkbox"/> Michel Foucault
<input type="checkbox"/> Marguerite Duras	<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss	<input type="checkbox"/> Ernst Jünger
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Jean Genet	<input type="checkbox"/> Cioran
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> Roland Barthes	<input type="checkbox"/> Schopenhauer
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Jacques Lacan	<input type="checkbox"/> Jean Giono
<input type="checkbox"/> Jacques Derrida	<input type="checkbox"/> Georges Perec	<input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch
<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> Céline, le Voyage	<input type="checkbox"/> Les Excluis
<input type="checkbox"/> Fernando Pessoa	<input type="checkbox"/> Hermann Hesse	<input type="checkbox"/> Ionesco
<input type="checkbox"/> George Sand	<input type="checkbox"/> Rabelais	<input type="checkbox"/> Hannah Arendt
<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> L'existentialisme	<input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald
<input type="checkbox"/> Tchekhov	<input type="checkbox"/> Paul Verlaine	<input type="checkbox"/> Descartes
<input type="checkbox"/> Michel Leiris	<input type="checkbox"/> Aragon	<input type="checkbox"/> Oscar Wilde

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36

MON

Une trajectoire poétique

Viendra-t-on jamais à bout du mystère de Denis Roche ? Sûrement pas. Ses amis du groupe Tel Quel, plutôt avarés de compliments, trouvaient pourtant qu'il avait « la grâce ». Poète surdoué, exceptionnel traducteur de Pound, il entra par la grande porte dans l'histoire de la poésie au XX^e siècle quand il a décidé, voilà presque trente ans, de ne plus écrire de poèmes. Quelques textes de prose, mais sans excès – « je n'aime pas l'idée d'avoir dans mes livres une pleine page "du même auteur" », dit-il (mais il l'a déjà) –, beaucoup de photographies et un travail d'éditeur. Et puis, soudain, presque caché dans ce qu'on pourrait prendre – en se fiant à la présentation : une page texte, une photo en regard – pour une histoire personnelle de la photographie, arrive *Le Boîtier de mélancolie*, peut-être son geste poétique le plus impressionnant, qui redonne cohérence à une trajectoire déconcertante. « Geste poétique me convient, mais pas poésie. Ce n'est pas de la poésie. Il faudrait inventer un autre terme pour caractériser le plaisir, la sensualité, le lyrisme, la virtuosité. Ces deux derniers mots sont peu appréciés aujourd'hui. Moi, je m'en réclame. Quand à l'idée de trajectoire, elle me

Il y a trente ans, Denis Roche cessait d'écrire de la poésie. Pour une intense activité d'éditeur, des textes de prose, beaucoup de photographies... Aujourd'hui, avec « Le Boîtier de mélancolie » se manifeste un geste poétique qui donne cohérence à un parcours déconcertant

dans les portraits, mais pas dans les autres travaux. Les traces de cette mélancolie sont dans ce qu'on écrit. La mélancolie est à l'intérieur de l'image ancienne et à l'intérieur du texte récent ».

La volonté quasi fanatique, au moment où le XX^e siècle se termine, de le nier, de l'évaluer à l'aune d'un XIX^e siècle éternel, viendrait-elle d'écrivains ayant un sentiment diffus d'avoir échoué, d'avoir raté leur œuvre – qui aurait dû s'ins-

crire dans le XX^e siècle ? Denis Roche, lui, ne se pose pas cette question puisqu'il s'est rendu maître de son œuvre poétique en l'interrompant. « Après la poésie, je n'ai pas cessé de passer à autre chose. Je voulais être ailleurs. Mais j'ai toujours écrit. J'adore ça. J'ai pris un plaisir extrême à écrire *Le Boîtier de mélancolie*. » Bien qu'il ne veuille pas prononcer le mot, ni l'entendre, il y avait probablement chez lui une sorte de fuite devant cet avenir tout tracé de « grand écrivain ». Il savait qu'en ce domaine « tout tracé » signifie exactement le contraire de l'expression habituelle. Quand on dit à un jeune homme « le destin d'écrire s'ouvre devant vous », il faut entendre « la guerre est déclarée », vous serez en butte à la jalousie, à la malveillance, au désir social d'annulation des artistes, vous serez condamné à une position défensive, « arrogante », précise Denis Roche.

La soixantaine venue, Denis Roche est peut-être libéré de ces interrogations. Sa méfiance demeure, mais il profite d'un livre de commande pour renouer avec son désir de littérature. *Le Boîtier de mélancolie*, pourtant, a failli ne jamais être écrit. « Je n'aime pas qu'on attende quelque chose de moi, je refusais donc de me mettre au travail. Et puis un jour, alors qu'il n'y avait plus aucune raison que je fasse ce livre, j'ai commencé et, quelques mois plus tard, c'était terminé. » La « commande », toutefois, n'a pas vraiment été honorée. Plutôt subvertie. Le projet d'une histoire très personnelle, intime, de la photographie, par un photographe qui est aussi écrivain, s'est transformé en un plaidoyer secret pour la littérature. Ce qui ne pourra que désarçonner les spécialistes de la photographie. Ils chercheront la cohérence dans le choix des pho-

tos, alors qu'elle est seulement dans les mots. Les images ne sont pas superflues, mais elles sont matière à rêve, prétexte à littérature. « Non, sans la photo, se défend Denis Roche, il manquerait quelque chose à ce texte. » Rien n'est moins sûr. Le texte, certes, est suscité par la photo, mais on peut le lire sans elle. Même lorsqu'il est très précis et reste proche de l'image, on sait qu'il n'est pas indispensable qu'elle soit là, en regard : « Peut-être, mais s'il n'y avait pas eu les photos, le texte serait sans doute beaucoup plus autobiographique. »

Il faut du temps, des digressions dans la conversation, des plaisanteries, pour que Denis Roche – tout en préparant une exposition de photos pour les Rencontres d'Arles en juillet, puis une autre pour le Musée Niépce de Chalon-sur-Saône et la Maison européenne de la photographie à Paris – admette que, au bout du compte, dans sa vie, « la photo, ce n'est pas aussi passionnant que la littérature ». Avant d'avoir écrit *Le Boîtier de mélancolie*, il n'aurait sans doute pas fait cet aveu. Ici, il reconnaît que, de photo en photo et de texte en texte, il est venu à la rencontre de lui-même. La logique voudrait donc que le livre se termine sur une photo prise par lui. Il n'a pas osé aller jusque-là. On se demande bien pourquoi. Peut-être des critiques venues sur le narcissisme des créateurs ? Elles seront de toute façon formulées. Il aurait dû mettre en pratique l'une des phrases de son texte : « Tremblons d'être respectueux quand c'est précisément ce qu'on attend de vous. »

« Comment penser le monde si on ne sait pas le rêver ? » C'est toute la question que pose *Le Boîtier de mélancolie*. « Rien ne fait plus rêver qu'une photo », dit Denis Roche, et il faut prendre le mot de mélancolie dans son sens le plus large, la mort et la rêverie. » La rêverie et la littérature. Que ferait dans une histoire

HERVÉ BAUDAT / OPALÉ



de la photographie le médiocre portrait de la comtesse Greffulhe par Paul Nadar, si elle n'était la duchesse de Guermantes de *La Recherche* ? Elle est là pour faire rêver de Proust, comme Jean Genet, à l'autre bout du livre, photographié à la fin de sa vie par Marc Trivier,

est là pour qu'on entende son rire, qu'on voie son air « aussi méchant que ravi » à l'écoute d'un texte d'Apollinaire que lui lisait Denis Roche.

A la fin du voyage, car c'est à un voyage que convie *Le Boîtier de mélancolie*, c'est Denis Roche qui est

retrouvé. Un écrivain qui sait que « la mort n'est l'échelle de rien : c'est la vie qui l'est de tout ». Ne nous laissons surtout pas aller à dire « un poète », cela le fâcherait trop. Restons-en à : « un virtuose de la phrase », seul compliment qu'il supporterait.

Denis Roche fait son histoire de la photo

Cent photographies, cent courts textes : de Niépce à Plossu en passant par Stieglitz et Man Ray. A ces noms, l'écrivain confronte son « je » pour raconter plus de cent soixante ans d'images fixes

LE BOÏTIER DE MÉLANCOLIE de Denis Roche. Ed. Hazan, 216 p., 100 photos, 298 F (45,40 €).

Nombreux sont les écrivains qui, depuis Zola jusqu'à Claude Simon, ont pris des photos. La particularité de Denis Roche est d'apporter une bonne connaissance de l'histoire de la photographie. Sans doute pour cela, l'écrivain publie *Le Boîtier de mélancolie* dans lequel il applique un protocole proche du jeu : choisir cent photographies prises par des auteurs, parfois anonymes, le plus souvent célèbres ; retenir une image par photographe ; rédiger en regard de chaque photo un texte dans lequel l'auteur mêle informations historiques, repères biographiques, souvenirs personnels, analyses esthétiques, formules d'écrivains, témoignages de photographes, digressions intimistes et jugements assurés.

Denis Roche, qui a le talent des mots pour faire prendre la mayonnaise, sait mélanger les genres pour monter un album bien ficelé, riche en images attractives, qui se lit comme une suite de saynettes au ton alerte et non dénué d'humour, allant jusqu'à s'effacer quand la force du témoignage, en l'occurrence celui de Roman Vishniac à propos du ghetto de Varsovie (1938), ne peut laisser la place à l'imaginaire.

Denis Roche aime disserter sur des photos qui lui « parlent », s'imaginer à la place de celui qui déclenche, s'émerveiller du décalage entre la vie et sa représentation. L'auteur peaufine une exercice auquel il s'est livré, entre 1984 et 1987, dans le magazine *City*. Mais *City* rassemblait beaucoup de curiosités

alors que *Le Boîtier de mélancolie* est un essai sur l'histoire de la photographie – l'exact opposé de *Histoire de voir*, de Michel Frizot (Nathan, 1989), dans lequel ce dernier proposait une pédagogie photographique.

Le Boîtier de mélancolie a en effet pour sous-titre « La photographie en 100 photographies ». Il suit la chronologie, depuis la première photo de Niépce jusqu'à une image de 1992 de Bernard Plossu. Le choix des auteurs est proche de l'anthologie : Daguerre, Nadar, Stieglitz, Man Ray, Rodtchenko, Brandt, Brassai, Sander, Cartier-Bresson, Klein...

« SECRETARIAT PERPÉTUEL DE LA PRÉSENCE »

A ces grands noms, l'écrivain confronte son « je ». L'exercice est culotté, notamment quand Roche glisse, entre deux monstres sacrés, une photo représentant son trisaïeul au bras de sa fille (1867) ou un cliché d'Indienne Guahiba (1939) qui était accroché dans le salon de ses parents. Quand il publie un portrait de Jean Genet pour dire que l'écrivain ressemble à celui auquel, un an avant la prise de vue, il a fait la lecture. Ou explique comment, à l'instant précis où il allait déclencher, il est « tombé » sur un cadrage identique à celui d'une image de Ralph Gibson. L'exercice est narcissique mais légitimé par de belles envolées d'écrivain, comme celle décrivant la comtesse Greffulhe photographiée par Paul Nadar : « Cette livre supérieure qu'on croirait découpée dans une aile de chauve-souris rose. »

Reste que Denis Roche parle d'esthétique au-delà de formules aussi jolies que gratuites : « La photographie est un secrétariat perpétuel de la présence. » Plus significatif, il inscrit son propos dans une tradition classique de

la « photo d'auteur », des années 1960-1970, à laquelle il appartient. Il n'y a pas de photo de Denis Roche dans le livre, mais c'est tout comme. Il évacue la couleur, ignore les contextuels et des pans entiers de la photo contemporaine. Il est vrai que son écriture fonctionne mieux avec Doisneau qu'avec un constat de Bernd et Hilla Becher, seuls rescapés d'un genre qu'il rejette avec une pirouette ironique : « En 1992, ils reçurent le grand prix de sculpture de la Biennale de Venise. Il suffisait d'y penser. »

Les préoccupations de Denis Roche suivent celles de Roland Barthes dans son interrogation du temps de l'image. Dans le même registre, l'écrivain convoque des thèmes littéraires comme le silence, la mélancolie, l'altération, la disparition... Ses obsessions tournent à plein régime sur des images énigmatiques comme ce portrait du tsar Nicolas II nageant nu dans l'eau glacée de la Baltique. A l'opposé, Denis Roche est désarmé devant des images de style documentaire, Le Secq en tête, qu'il réduit à de « l'inventaire ».

C'est aussi très « 70 », sa façon de

passer à la moulinette une image isolée, dont il va décrypter la composition et le contenu : les volumes (Brandt), les lignes verticales et horizontales (Chambi), un détail (une canne de bambou chez Teynard), un personnage dans une image de Winogrand – « Est-ce un égoutier à demi-sorti de son trou ou un cul-de-jatte posé sur le trottoir ? » L'exercice est séduisant mais il comporte deux limites qu'il assume : réduire une œuvre à une anecdote (Sander, Frank, Evans) ; faire dire n'importe quoi à une image isolée – O'Sullivan, lors de la guerre de Sécession, et simplement parce que le photographe surplombe l'état-major du général Grant, et que ce même état-major est assez désordonné, « invente la photographie constructiviste ».

En faisant son histoire, Denis Roche prend des libertés avec l'histoire. Avec les images aussi. On imagine que les historiens, qui font le « boulot » de fond, et chez lesquels Denis Roche a pas mal puisé, vont grincer des dents. Les historiens bossent et Denis Roche récolte. C'est de bonne guerre, puisqu'il a du talent.

Michel Guerrin

L'ARBRE À LETTRES	
reçoit le samedi 5 juin	
Mouffetard	République
DANIEL SCHNEIDERMANN et LAURENT GREILSAMER	JØRN RIEL
à 18h30	à 16h30
2, rue Edouard-Quenu PARIS 5 ^e - Tél. 01 43 31 74 08	33, 35, boulevard du Temple PARIS 3 ^e - Tél. 01 48 04 76 52

ÉTUDES	
JUN 99 Pourquoi vivons-nous dans l'urgence ?	
60 F 144 pages Zaki LAIDI	
Le génétique n'est pas dans le gène	
Henri ATLAN	
36 15 S) ETUDES (2,23 F/min)	
ETUDES - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48	

L'HINDOUISME
Des origines védiques
aux courants contemporains
d'Ysé Tardan-Masquelier.
Bayard, « Religions
en dialogue », 384 p.,
130 F (19,81€).

UN AUTRE REGARD
SUR L'INDE
Une réécriture
de l'histoire de l'Inde
de François Gautier.
Ed. du Tricorné, 204 p.,
120 F (18,29€).

Là-bas, très ailleurs, tout aux confins, quand le monde cesse d'être repérable, quand le réel commence à être autant rêvé que perçu, tout devient possible. Plus la contrée est lointaine, moins on la croit normale. Des monstres l'habitent. Des voyageurs les ont décrits. Ils ont dit leurs rencontres avec des peuplades incroyables et des créatures sans pareilles. Cet éloignement qui engendre l'étrange n'a pas de rapport direct avec la distance physique. Il ne se mesure pas en kilomètres : le bout du monde se trouve là où on imagine, parce qu'on cesse de savoir. La limite du monde repéré peut être la vallée voisine, l'île à l'horizon. Les enfants enseignent que c'est aussi bien l'autre côté du mur, le fond du couloir ou l'extrémité du jardin. L'Inde fut presque toujours, pour nous, de l'autre côté – du normal, du visible, du mesurable. C'est en ce sens que les rives du Gange sont malcommodes à situer. Il s'y forme des idées impensables.

Ce n'est pas sans motif que les anciens Grecs, ces « *enfants normaux* », comme disait Marx, ont inventé de situer en Inde, parmi les merveilles dont ils garantissent l'existence, une humanité aux limites de l'humain. « *Dans ces montagnes, on dit que vivent des hommes à tête de chien. Ils font leurs vêtements en peaux de bêtes. Ils ne parlent aucun langage mais jappent comme des chiens et se comprennent grâce à ce langage.* » L'information est transmise, aux environs de 400 av. J. C., par Cté-

Les Européens ont cru l'Inde fabuleuse et terrible. Les brahmanes ont pensé vivre au centre du monde. Que reste-t-il de ces rêves ?

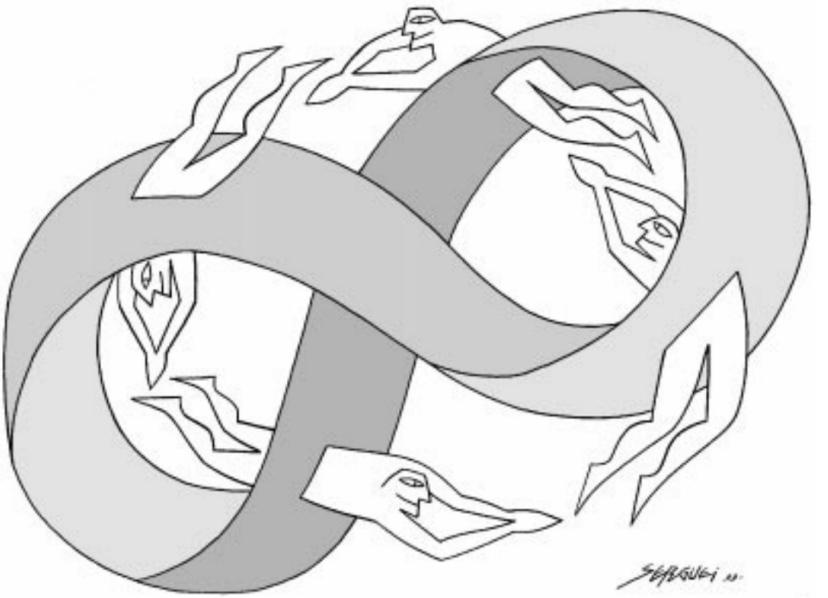
sias de Cnide, médecin grec qui resta longtemps prisonnier à la cour d'Artaxerxès. On la retrouve plus tard (avec quelques autres spécimens : hommes sans cou, ou sans anus, ou pourvus d'une seule jambe) chez certains auteurs antiques qui décrivent les singularités du pays, tels Arrien, Mégasthène ou Pline.

Certes, nous sommes loin de ces fables. Notre vue est « objective ». Il existe en tout cas bien des raisons de le croire. Entre le fabuleux des temps anciens et les réalités du jour ont pris place des avions et des anthropologues, des historiens des religions et des ordinaires, des géographes, des zoologues, des spécialistes en classement de légendes et effacement de monstres. Restent quelques préjugés, dont on sait par Einstein qu'ils sont plus difficiles à briser que les atomes. Bref, nous n'arrivons toujours pas à voir le Gange tel qu'il est. Comme s'il avait toujours trop de bras, trop de fastes ou de bûchers, trop de pureté ou trop de pollution. Déjà, le masculin égare : c'est « la » Gange, pour les Indiens – une jeune femme-fleuve que les images pieuses représentent jaillissant de la chevelure de Shiva. Car le fleuve ne coulait jadis que dans le ciel. Quand les mortifications du roi Bhagiratha obtinrent sa descente sur Terre, la masse des eaux aurait pu provoquer un déluge. Shiva accepta que les masses d'eau viennent tourbillonner dans ses tresses avant de sourdre de l'Himalaya. Cette eau céleste serait-elle insensible aux souillures physiques des grands fleuves modernes ? Mark Twain soutenait avec impiété que l'eau du Gange

est tellement sale que même les microbes n'y survivent pas. Le présent paraît plus simple : un effort remarquable a été déployé pour entamer la dépollution du fleuve, sous la conduite d'un grand brahmane également professeur de mécanique des fluides. Bref, rien n'est comme on croit. Il faut tenter de tout reprendre depuis le début.

L'étude d'Ysé Tardan-Masquelier sur l'hindouisme peut y aider. Sans faire oublier quelques belles introductions déjà existantes, comme celle de Madeleine Biardeau, cette approche permet de saisir les principaux moments de l'évolution de ce que les Européens appellent hindouisme. Le terme a pour principal inconvé-

Le Gange tel qu'il est



nient de suggérer une unité de doctrine et de rituels comparable à celle des autres religions, alors que le tracé même des frontières est ici différent. Plus importante que les dogmes est l'adhésion quotidienne à une forme de représentation du monde, d'organisation sociale, de conception de l'existence et de ses buts. Cet ensemble de traits définit en fin de compte une attitude culturelle fondamentale tout autant qu'une religion au sens strict, avec ses représentations, ses rites, ses fêtes et ses prières. Dans cette totalité mobile, Ysé Tardan-Masquelier oriente utilement. Elle rappelle les fondements védiques, retrace les conceptions spécifiques des différents stades de la vie et des voies

de délivrance, met en perspective les courants shivaïtes et vishnouïstes et leurs principales ramifications.

Cet essai permet aussi d'apercevoir les évolutions contemporaines, en particulier dans l'idéologie nationaliste hindoue. Avec la fondation, en 1875, de l'Arya Samaj, la « réunion des Aryens », par Dayananda Sarasvati commence en effet la reconstruction xénophobe de l'histoire et de l'identité indiennes. « Retour aux Veda », antériorité et supériorité de la langue sanskrite sur toute autre, autochtonie des Aryens (pas d'invasion antique, les nobles sont d'ici même !), tels sont les thèmes majeurs. Les mêmes leitmotivs se retrouvent, par l'inter-

médiaire notamment des activistes nationalistes des années 30, dans l'idéologie de l'actuel BJP, devenu ces dernières années un puissant parti d'extrême droite.

Le livre de François Gautier, correspondant du *Figaro* en Inde et en Asie du Sud, constitue une curieuse illustration de ces positions. Certes, les intentions générales de l'ouvrage sont générales. Faire voir l'Inde avec des yeux neufs, échapper au cycle des préjugés, œuvrer pour qu'on donne toute sa place à une culture immense et diverse, qui n'approuverait ? Ce qui gêne, ce sont des affirmations dépourvues de preuves : le meurtre de quatre-vingts millions d'Hindous attribué aux musulmans constitue selon François Gautier un génocide colossal, qui aurait été ignoré, ou tu, ou nié par des générations d'historiens et de spécialistes. Les Aryens seraient de souche, et non venus sur le tard. Auraient nui à l'Inde le Mahatma Gandhi et le Premier Nehru. En revanche, Sri Aurobindo aurait tout vu, tout su et tout compris. Il y a des moments où l'on peut s'étonner, par exemple en lisant : « *L'islam est la religion de la force ; c'est dans le tempérament arabe, né de la beauté du désert, ainsi que de l'âpreté de la vie des nomades.* » Ou cette conclusion : « *Globalement, c'est l'Inde qui détient la vérité du monde.* »

Voilà le Gange tel qu'il est, serait-ce possible ? On peut en douter. Il est toujours rêvé, d'une manière ou d'une autre. Côté Europe comme côté Inde. Sur le versant de l'espérance ou celui de la crainte. Même quand on se trouve sur place, le Gange est loin. Que signifie « loin » ? Est-ce une affaire d'espace, une distance par rapport à un point donné ? Serait-ce une question de temps ? Entre l'Occident et l'Orient, la durée de l'existence, celle où se jouent le salut et la délivrance, n'est pas la même. Comme l'avait souligné Georges Dumézil, le chrétien doit gagner, au cours d'une seule vie terrestre, la vie éternelle. L'hindou, au contraire, pense avoir des centaines ou des milliers d'existence pour parvenir à être délivré. Une goutte dans le fleuve.

L'école en danger

Edgar Morin sonne la charge contre un système éducatif incapable de réformer la pensée et de penser la réforme

LA TÊTE BIEN FAITE
d'Edgar Morin.
Seuil, « L'Histoire immédiate »,
154 p., 98 F (14,94 €).

La première vertu de cet ouvrage est sa clarté. Nul besoin d'être un orfèvre en sociologie de l'éducation (surtout pas !), en économie politique, ou en physique quantique pour saisir le cri d'alarme que l'auteur de *La Méthode* a décidé de pousser. « *Les développements disciplinaires des sciences n'ont pas apporté que les avantages de la division du travail, ils ont aussi apporté les inconvénients de la sur-spécialisation, du cloisonnement et du morcellement du savoir. Ils n'ont pas produit que de la connaissance et de l'éclaircissement, ils ont aussi produit de l'ignorance et de l'aveuglement.* »

Or, au lieu d'opposer des correctifs à ces développements, Morin s'insurge contre le fait que « *notre système d'enseignement [leur] obéit* ». Il en résulte une diatribe fort convaincante contre les tenants d'un ordre éducatif immuable incapable, selon lui, de « *réformer la pensée pour réformer l'enseignement et de réformer l'enseignement pour réformer la pensée* ». La seconde vertu de cet argumentaire en forme de plaidoyer pour l'éducation est son caractère politique. Nul doute que l'auteur, qui s'est dépensé sans compter auprès d'Allègre et de Meyriau pour faire avancer ses idées, conserve un goût amer de la consultation nationale sur les lycées en 1998. Décidé une fois pour toutes à en découdre avec les conservatismes étriés qui freinent toute velléité de réforme en profondeur, Edgar Morin avait réussi à mobiliser des intellectuels de toutes disciplines et à forcer les résistances corporatistes qui empêchent de « *contextualiser* » et de « *globaliser* ». Exercice à haut

risque, mais réussi si l'on en croit les intéressés comme le commanditaire, sauf que le rapport fut oublié, et les propositions sont restées lettres mortes (1).

QUELQUES PISTES

« *La tête bien faite* » (en référence à Montaigne, qui la préférait déjà à « *une tête bien pleine* »), il se penche aussi sur l'un des défis les plus angoissants du siècle à venir : l'expansion incontrôlée du savoir. En décrétant la confusion organisée entre information et connaissance, l'auteur remet implicitement en question la fonction actuelle des sciences à accompagner la construction d'une pensée libre. « *La grande disjonction entre la culture des humanités et la culture scientifique entraîne de graves conséquences pour l'une ou pour l'autre.* » La première tendrait à devenir « *comme un moulin privé du grain des acquis scientifiques sur le monde et sur la vie, qui devrait alimenter ses grandes interrogations* ». La seconde s'enfermerait dans les certitudes de ses spécialités au point de nier sa responsabilité dans « *le destin humain* ». Et d'en déduire une série de conséquences en cascade – affaiblissement de la perception globale du monde, déclenchement naturel de la perte du sens des responsabilités ; déconstruction des liens de solidarité nécessaires à la vie de la cité, le tout dans un contexte de « *faillite démocratique* » qu'il devient illusoire de nier.

Pour autant, Morin ne se prive pas de dégager des pistes et des recommandations. Comme si cet infatigable labourer de contradictions décidait de s'en remettre aux enseignants et aux enseignants, seuls capables à ses yeux de retrouver le bon sens. Il s'agit, dit-il, se référant à Durkheim, « *de constituer chez l'élève un état intérieur et profond, une sorte de polarité de l'âme qui l'orienté dans un*

sens défini non seulement pendant l'enfance, mais pendant la vie ». En primaire, il faut répondre aux curiosités naturelles, aux interrogations premières : « *Qu'est-ce que la vie, la vérité, la société ?* » Découvrir à travers les enseignements de base, mais aussi par le jeu, la double nature biologique et culturelle de l'homme. Dans le secondaire, il est nécessaire de réapprendre le dialogue entre la culture des humanités et la culture scientifique ; replacer l'histoire au centre de gravité de l'enseignement et s'attacher du côté de l'enseignant à saisir plus radicalement les implications épistémologiques des mutations du monde contemporain. A l'université de « *régénérer l'héritage culturel en le réexaminant, en l'actualisant, en le transmettant* ». Afin d'installer et ramifier un mode de pensée qui permette la réforme, Edgar Morin propose d'instituer « *une dimension disciplinaire qui prèlèverait 10 % du temps des cours pour un enseignement commun portant sur les présupposés des différents savoirs et sur les possibilités de les faire communiquer* ». La problématique du « *complexe* » devant être assurée par un centre de recherche commun à toutes les disciplines.

Les clés du « *réarmement intellectuel* », seul viatique pour affronter « *l'incertitude* », deviennent, dans cet ouvrage dense, même s'il est parfois décousu, un nouveau leitmotiv pour ceux (et ils sont nombreux) que les politiques éducatives découragent par leurs inconstances et leurs superficialités. Ce livre peut, en quelque sorte, leur donner espoir.

Jean-Michel Djian

(1) Le compte rendu de ces journées est à paraître au Seuil sous le titre *Relier les connaissances*.

★ **Signalons la parution en poche de *Amour, poésie, sagesse* (Seuil), « Points », P 587.**

Héroïques victimes

Avec force exemples, Boris Cyrulnik démontre que les traumatismes n'ont rien d'héréditaire

UN MERVEILLEUX MALHEUR
de Boris Cyrulnik.
Ed. Odile Jacob, 238 p.,
130 F (19,81 €).

Immergée dans la victimologie et le déterminisme biologique, notre époque a tendance à croire que le malheur est un destin héréditaire et que les enfants maltraités par leur entourage ou victimes de traumatismes extrêmes dus à la guerre et au terrorisme seront obligatoirement les délinquants de demain ou les éternels plaignifs d'une blessure impossible à cicatriser. Contre ce préjugé tenace, qui a pourtant été maintes fois invalidé par l'expérience de la psychanalyse, en Grande-Bretagne par Anna Freud, en France par Jenny Aubry, aux Etats-Unis par Leonard Shengold (1) et par bien d'autres encore, Boris Cyrulnik affirme qu'un drame peut être surmonté, voire symbolisé comme « *un merveilleux malheur* ».

Rien n'est donc joué d'avance. Chaque sujet a une histoire singulière qui le fait réagir différemment d'un autre dans des situations identiques. En conséquence, un traumatisme n'est pas en soi une destruction. L'auteur montre que, pour certains êtres « *francisés* » dès le plus jeune âge, l'obligation de se défendre conduit à une meilleure « *résilience* », au sens où un métal est capable de résister à des chocs répétés : « *Tu m'as donné ta boue et j'en ai fait de l'or* », disait Baudelaire.

Mais pour défaire l'engrenage meurtrier qui risque toujours d'enfermer le sujet mutilé dans le rejet de l'autre ou la haine de soi, deux conditions sont nécessaires. Il faut d'une part qu'il ait existé, avant le traumatisme, une situation affective positive, et de l'autre qu'un substitut parental puisse offrir ensuite à la victime une chance de s'en sortir. Autrement dit, si un enfant a été aimé par sa mère, par son père ou par une personne quelconque occupant cette fonction, il af-

frontera mieux la violence du monde qu'un autre enfant qui aura été privé d'un tel lien. Rien d'étonnant à cela. On sait que lors des bombardements de Londres, durant la seconde guerre mondiale, Anna Freud avait déjà observé dans les abris que les nourrissons restaient d'autant plus sereins malgré le bruit et le danger que leurs mères étaient moins angoissées.

On ne s'étonnera pas non plus de constater que plus un sujet sait résister à l'oppression et moins il a de chances de sombrer dans un état dépressif : « *Il y a actuellement en Israël, écrit Cyrulnik, deux cent mille personnes âgées de près de soixante-cinq ans, survivantes de l'Holocauste ; 28 % ont survécu aux camps, 58 % ont été cachées et presque 10 % ont été des résistants armés malgré leur très jeune âge. Il se trouve qu'après la guerre tous ces enfants ont été dépressifs pendant plusieurs années, sauf les enfants résistants armés.* »

Mieux vaut donc l'héroïsme que le Prozac. Pourtant les choses ne sont pas si simples, car « *ce qui vaut à un moment de la vie ne vaut plus rien à un autre* ». Et ce ne sont pas forcément les petits résistants de la guerre qui deviendront ensuite les citoyens les plus « *performants* », une fois la paix revenue.

Ethologiste, psychiatre et chercheur, Cyrulnik a su choisir, pour illustrer son propos, des histoires singulières à valeur universelle puisées dans les récits des grandes victimes de notre siècle : migrants africains, exilés du Maghreb, boat-people vietnamiens, déportés cambodgiens ou arméniens, délinquants mexicains, survivants juifs du génocide, etc. De manière pudique, ce *Merveilleux malheur* renvoie aussi à un souvenir d'enfance. Echappé d'un train sur le chemin de Drancy, Boris fut recueilli autrefois, après la déportation de ses parents à Auschwitz, par une femme que l'Etat d'Israël inscrira, bien des années plus tard, sur la liste des « *Justes* ».

Elisabeth Roudinesco

(1) « *Le Monde des livres* » du 20 janvier 1998.

Par tous les temps

AU BONHEUR DES SAISONS
Voyage au pays de la météo
de Martin de La Sourdière.
Grasset, 380 p., 139 F (21,19 €).

Tout savoir peut connaître son extension dans les domaines de l'imagination, de la fantaisie ou de la littérature. La météorologie, elle, semble avoir été inventée en vue de ces trouées hors discipline, comme on le dit justement d'un ciel bleu évaporant en un endroit la couette des nuages. Martin de La Sourdière, qui est ethnologue et qui s'est intéressé notamment au football et à la montagne, a emprunté avec bonheur les chemins de ces extensions.

Généralement, il faut attendre un certain âge pour prendre conscience des effets du climat sur l'humeur. Alors, ce ne sont plus seulement les os qui font office de baromètre, enregistrant la température et l'humidité, mais aussi, et d'abord l'âme. Parfois, cela prend la dimension d'un mythe ou d'un symbole. A son tour le langage s'empare du ciel et de ses variations et rend celles-ci populaires. Ce sont quelques-unes des approches possibles : le temps, comme le ciel, est ouvert à tout le monde. Les écrivains – et Martin de La Sourdière en cite beaucoup –, presque autant que les peintres ont cultivé cette sensibilité atmosphérique.

« *Le temps est visible partout* », note-t-il qui s'est soumis de bonne grâce, avec autant d'intelligence que de sensibilité – il insère de longs passages de son propre journal intime – aux aléas du temps. Il parcourt toutes les saisons, s'appuyant sur les classiques de la météorologie involontaire. Il s'arrête devant un nuage chargé de pluie ou disserte sur les significations du brouillard. Son livre est savant, chargé de références, mais jamais lourd. Le qualificatif « *printanier* » pourrait finalement convenir !

P. K.

Kawada, d'un continent à l'autre

Du Japon à l'Afrique, en passant par la France, se dessine le parcours de l'anthropologue africaniste japonais. Rencontre

Du Japon à la France puis à l'Afrique pour revenir sur le Japon : tel est l'itinéraire intellectuel peu commun de l'anthropologue africaniste Junzo Kawada. Un itinéraire qui lui a permis d'élaborer une méthode comparative des cultures en prenant trois pôles de référence afin de mieux relativiser l'un par rapport aux deux autres et mettre ainsi en lumière des aspects de telle culture qui sinon seraient restés cachés. Sa « triangulation des cultures » le conduit au-

portrait

« Peut-on imaginer une éthique (...) dans laquelle l'Homo sapiens accepterait de rabaisser son orgueil et de se penser comme l'une des espèces de l'univers »

jourd'hui, en s'appuyant sur un riche travail ethnologique tant sur l'Afrique occidentale que sur la France ou le Japon, à repenser l'idée de « modernité », - et partant à relativiser la culture technologique occidentale moderne -, et à interroger ce que l'on tend à croire « universel », qui n'est souvent qu'un aspect du particulier.

Né dans une vieille famille de commerçants dont neuf générations ont habité la « ville basse » (shitamachi) de Tokyo, Junzo Kawada se sentait un peu à l'étroit dans ce monde. Il commença par s'intéresser à l'ethnologie japonaise. Un jour, une vieille photo représentant un roi de l'ancien royaume Mosi (Burkina Faso), ses sujets prosternés devant lui avec en arrière-plan un fabuleux palais en argile non cuite adossé à la savane, le fascina tant qu'il décida d'étudier l'Afrique. Il alla en France où il suivit l'enseignement de Georges Balandier et Claude Lévi-Strauss dont il deviendra le disciple, le traducteur et l'ami. Il passera huit ans sur le terrain au Mali, au Ghana, au Nigeria et surtout au Burkina Faso où il apprit la langue, étudia la tradition orale et le lan-

gage tambouriné des Mosi. « La triangulation des cultures n'est donc pas le résultat d'un choix méthodologique : c'est le fruit d'une expérience personnelle, de l'oscillation constante de ma pensée entre trois pôles de référence : le Japon, la France et l'Afrique. Dans l'étude de l'homme, personne ne peut prétendre à la totale objectivité. Mais du moins peut-on essayer de se dégager du point de vue "contaminé" par notre propre culture », nous dit-il, sirotant du vin blanc français dans la grande pièce envahie d'objets africains de sa maison de Yugawara, au pied du mont Fuji, dominant les orangeries et la mer, où il séjourne épisodiquement entre ses périodes et son enseignement à l'université d'Hiroshima. La triangulation encore...

Après un long détour, Junzo Kawada tend à revenir à un pays natal devenu « exotique », à se pencher sur la culture de la « ville basse » avec un livre qu'il écrit lentement. La boucle est presque bouclée. Le périple a pris une bonne partie d'une vie. Sur la table s'amoncellent en des piles chancelantes les livres, les notes et les articles que cet homme à l'esprit bouillonnant va chercher au fil de l'entretien pour étayer son propos. Un volumineux *Traité de la tradition orale*, plusieurs ouvrages sur la savane, *Vent d'ouest, vent du sud*, dans lequel il élabore sa thèse de triangulation des cultures qu'il poursuit dans sa présentation d'un ouvrage collectif *Fondements culturels de l'Europe*; des contributions à d'autres travaux collectifs... En français, il a dirigé une volumineuse recherche interdisciplinaire *Boucle du Niger* et un autre travail *Cultures sonores d'Afrique... La Voix*, enfin, ouvrage qui vient d'être traduit (éd. de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales)... Dans cet ouvrage, appelé à devenir un « classique », Kawada s'affirme un théoricien des confins, à la fois des méthodologies (ici la linguistique, l'ethnologie et l'esthétique) comme des aires culturelles éloignées (tradition orale et langage

tambouriné des Mosi et musicologie et tradition narrative japonaises). Passionné et passionnant, Junzo Kawada saute d'un continent à un autre, pointe des analogies et des différences, mime des postures de portage, de lavage - autant de « techniques du corps » auxquelles il a consacré plusieurs études -, renoue des fils disparates. Avec cette modestie propre à un esprit qui sait qu'il sera toujours en quête, que l'intelligibilité se dérobera, qu'elle est sans cesse à parachever. « La triangulation des cultures tient de la méthode géodésique, qui a pour objet de mesurer la terre : on procède par arpentage et on élargit la surface couverte. En matière de cultures, elle suppose des connaissances profondes de chacune d'entre elles. Je ne prétends pas les avoir. J'essaye d'approfondir, d'émettre des hypothèses... »

Dans son approche, Junzo Kawada récuse le relativisme culturel : « Si l'on pousse à l'extrême la logique de la relativité des cultures, on aboutit à l'impossibilité absolue de compréhension mutuelle. On peut cependant continuer avec profit à s'inspirer de la méthode relativiste dans la mesure où elle nous rappelle qu'il n'existe pas de façon de voir qui soit "absolue" et qu'il faut se garder, quand on prend parti pour une cause, de se référer à des valeurs "universelles" : une telle universalité ne saurait en effet être attestée de façon objectivement universelle. »

L'« universel » comme la « modernité » sont devenus des notions massues que l'on n'interroge

Philippe Pons

guère. Elles sont pourtant loin d'être « évidentes » et elles ne pouvaient qu'être qu'au cœur de la problématique de Kawada. « La modernité a une acception qui dépasse le sens chronologique », dit-il. « De quoi s'agit-il ? D'un complexe de techniques et de valeurs culturelles. Le complexe technico-culturel occidental a acquis depuis un siècle - l'« époque moderne » au sens restreint, anglo-saxon, qui commence



MICHELLE PELLETIER SYGMA

avec la révolution industrielle - une validité quasi globale. Celle-ci résulte de l'expansion du monde occidental, soutenue par la supériorité de ses moyens de transports et ses techniques militaires et de son aspiration à l'universalité. Imposé aux sociétés non occidentales, copié avec assiduité par certaines (le Japon), il a essayé à travers le monde. Et l'on a commencé à opposer cette "modernité" à la "tradition" autochtone, refuge de l'identité culturelle. Mais c'est un leurre : la technologie est la concrétisation matérielle d'une conception donnée des rapports entre la nature et l'homme réalisée dans un système social particulier : ce que j'appelle la culture technologique. On peut en distinguer plusieurs types. Si on schématise, la culture technologique occidentale se caractérise par une

orientation vers une double indépendance du travail humain : élaborer des outils qui permettent d'atteindre des résultats réguliers indépendamment de l'habileté manuelle et économiser l'énergie humaine. Au Japon, avant ladite modernisation au milieu du XIX^e siècle, les outils étaient l'extension du corps humain. Le résultat de leur utilisation variant en fonction de l'habileté de l'homme sans que l'on cherchât à ménager l'énergie de celui-ci. La modernisation de l'archipel donna naissance à un nouveau type de culture technologique. En Afrique, la culture technologique s'inscrit dans une conception de la nature comme une force suprême : l'homme cherche à gérer les difficultés par ce que Lévi-Strauss nomme métaphoriquement le "bricolage". Ces exemples incitent à relativiser la culture technologique occidentale moderne : elle est certes puissante car elle répond mieux aux exigences fondamentales de l'homme (obtenir plus, plus vite et avec moins de peine) mais elle n'est qu'une parmi les cultures technologiques produites par l'espèce humaine dans certaines conditions socio-historiques et n'est donc en rien universelle a priori. »

Selon Junzo Kawada, la modernité ne peut plus être pensée qu'en terme pluriel, multiple. C'est la rencontre en un même lieu et en même un présent du divers. Dans le monde contemporain, elle est indissociable, à ses yeux, du pro-

blème du développement : du déséquilibre Nord-Sud, de l'écart grandissant entre la pénurie dont souffrent les uns et l'excédent dont jouissent les autres, entre les affamés et les suralimentés. « C'est le substrat idéologique du complexe technico-culturel occidental, moteur des politiques du monde, qui est devenu intenable. Ce que j'appelle le "paradigme de la Genèse" : croire qu'un Dieu unique a créé l'homme à son image lui conférant le droit d'asservir les autres êtres vivants comme le reste de la nature. Pour de nombreux peuples non monothéistes d'Asie ou d'Afrique, l'homme n'est pas le dominateur de la nature mais une partie de celle-ci. La question urgente pour l'avenir me semble celle-ci : peut-on imaginer une éthique qui irait au-delà des affaires humaines ? Une éthique inter-espèces dans laquelle Homo sapiens accepterait de rabaisser son orgueil et de se penser comme l'une des espèces de l'univers. »

L'itinéraire de Junzo Kawada est une illustration de ce souci d'humilité du moi qui devrait être à l'orée de tout travail de la pensée cherchant à appréhender l'altérité. Cette humilité n'est jamais donnée d'emblée. Elle est à conquérir : c'est après un long périple au bout du monde (qui amène sans doute au bout de soi-même) que s'érodent les réflexes ethnocentriques et que devient possible la problématique du retour sur soi.

Le Japon au temps de Philippe Auguste

LE MONDE À L'ENVERS
La dynamique de la société médiévale

de Pierre-François Souyri.
Ed. Maisonneuve & Larose,
« Histoire du Japon », 324 p.,
148 F (22,56 €).

Apriori ce texte ne devrait pas faire événement : ce cours destiné au premier cycle universitaire est la republication du chapitre consacré à l'« L'Age des guerriers » dans l'*Histoire du Japon*, collectif paru aux éditions Horvath en 1990. Mais le texte de Pierre-François Souyri bénéficie enfin d'un appareil de notes et de références dignes de la qualité de son information.

Ce qui fait de ce manuel consacré au Japon de la fin du XII^e siècle à l'aube du XVII^e siècle bien plus qu'un équivalent des titres de la collection « U » de Colin, c'est son propos même. La scandaleuse méconnaissance de l'histoire des pays extra-européens en fait un jalon pionnier dont on hésite à pronostiquer l'avenir. Alors que Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion s'affrontent en Occident, le Japon bascule dans le régime shōgunal tandis que s'affirment les liens de vassalité. Révolution féodale, insubordination des grands comme des communautés paysannes, irruption d'une violence déterminante dans les rapports sociaux, les mots de l'analyse reprennent des concepts forgés pour l'Occident et dont Pierre-François Souyri interroge la pertinence, puisque dès les premiers contacts les Européens ont reconnu l'étrangeté d'un « monde à l'envers » qui ne les déroute pas assez pour leur être hermétique. Jus- qu'ou peut-on « comparer » ces mondes médiévaux ? C'est ce qu'essaie d'établir ce texte séduisant qui informe et réfléchit tout à la fois sur son projet.

Ph.-J. C.

Souyri, un chercheur trop isolé

Un entretien avec l'auteur du « Monde à l'envers » où celui-ci dénonce l'eurocentrisme de l'université et revient sur sa méthode de travail

« Vous êtes l'un des très rares spécialistes français de l'histoire du Japon. Est-ce une position confortable dans les institutions universitaires ?

- Non. Le scandale reste entier. Vous ne pouvez pas être médiéviste spécialiste du Japon et obtenir, de fait, un poste en faculté d'histoire. Seules les Langues orientales accueillent encore aujourd'hui les chercheurs qui se consacrent à l'histoire de territoires lointains (Inde, Chine), tenue aux marges des programmes scolaires comme universitaires. Malgré l'incantation obsédante de la « mondialisation », nous avons une vision tout à fait eurocentrique des choses, incapables de penser l'altérité dans notre société. Notre discours, qui se prétend universaliste, n'intègre pas ces espaces, laissés, passée l'ère coloniale, aux anthropologues. Et ce n'est pas le cas exceptionnel du sinologue Marcel Granet qui peut démentir l'incapacité de l'institution à accueillir les explorateurs des fronts pionniers.

Les Japonais ont, eux, une pensée sur leur propre histoire, qu'ils pensent en catégories traditionnelles comme en catégories modernes, empruntées au modèle occidental.

- En quelque sorte, ils seraient « bilingues » ?

- Disons qu'ils marchent sur leurs deux jambes tandis que nous avançons en clopinant.

- La présentation didactique que vous nous offrez n'est pas qu'une quintessence de synthèse ; c'est aussi, dans le style, une évocation qui ne craint pas les morceaux de bravoure - à commencer par votre ouverture très cinématographique qui fait penser aux images de Kurosawa.

- La narration était nécessaire puisqu'il n'y avait pas encore un seul livre sur le Japon médiéval.

- Mais vous allez plus loin dans l'engagement stylistique. Dans votre voix, il y a quelque chose qui s'apparente au souffle littéraire d'un DUBY, peintre de la geste médiévale, lors du *Démanche de Bouvines* notamment... On est loin des pesanteurs rhétoriques qui vassalisent volontiers aujourd'hui l'histoire à la philosophie.

- Mon travail d'orientaliste est fondamentalement celui d'un vulgarisateur. Pour dominer la masse de ce que les Japonais ont produit depuis le dernier tiers du XIX^e siècle sur ce moment de leur histoire, il faut intégrer une documentation équivalente à celle que l'Europe a constituée sur l'Occident médiéval. C'est du reste un cas unique pour les civilisations asiatiques. Prétendre, par-delà l'étude des compilations systématiques d'archives entreprises depuis plus d'un siècle et des analyses indigènes qui s'en sont nourries, à un apport propre, n'est pas sérieux. Mon rôle est plus modestement celui d'un passeur entre deux approches, la nôtre et la leur, dont les Japonais ont seuls jusqu'ici fait l'essai. Dès l'ouverture de l'Archipel au monde occidental sous l'ère Meiji, il y a eu un formidable effort d'assimilation et de vulgarisation des valeurs et concepts de l'Occident, la plupart tout à fait étrangers à la culture nipponne. En deux ou trois décennies les ouvrages-clés sur lesquels repose la pensée européenne ont été traduits, permettant aux Japonais de penser l'Occident dans les catégories adaptées. A ma modeste mesure, j'ai voulu amorcer le trajet en sens inverse, et tenter de combler l'immensité qui sépare les deux réalités.

- Il s'agit donc peut-être moins de comparer les deux séquences médiévales pour les lire en écho, que de proposer des pistes d'interrogation croisées. Suggestives

sinon pertinentes. Est-ce parce que l'idée de la comparaison s'est fait jour dès les premiers contacts au XVI^e siècle ?

- La singularité de ce monde différent et assez semblable pour être lu comme une inversion (la relation missionnaire de Valignano de 1583 concède que « tout est si différent au contraire que [les Japonais] ne nous ressemblent presque en rien », mais ce « presque » permet d'y lire « un monde à l'envers de ce qui est courant en Europe ») a imposé l'option comparatiste. Et les Japonais s'y sont du reste conformés. Ils ont dès lors construit leur propre histoire à partir de la référence occidentale, comme ils l'avaient fait plus tôt sur la référence chinoise au XII^e siècle.

- Les séquences chronologiques adoptées en Occident correspondent-elles, reprises au Japon, à un emprunt, ou ont-elles un sens par rapport à une histoire culturelle propre ?

- Le terme de Moyen Age correspond clairement à un emprunt mimétique (Hara Katsurō l'impose dans les premières années du XX^e siècle alors que l'affrontement russo-japonais favorise les lectures parallèles), mais la segmentation du temps appartient à une vision indigène. L'idée-clé déjà présente dans le bouddhisme est que le temps est une dégradation permanente, depuis un Age d'or mythique. L'Age des guerriers correspond à un passage d'un âge à l'autre (de l'âge d'argent à l'âge de fer), à la fin de la Loi, celle du Bouddha vivant, qui permettait à l'homme d'atteindre lui-même le Divin. C'est la volonté de revenir au moment initial idéal qui conduisit le pouvoir Meiji à prôner un retour en arrière, promesse de nouvel Age d'or, autour d'une autorité centralisée. »

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi

Un premier roman à lire absolument

Un regard empli d'humour et de tendresse, voyeur tout autant qu'ami, n'épargnant rien et égratignant le ridicule d'une société qui se meurt de superficiel.

Un grand et surprenant premier roman qui nous fait découvrir un « jeune » écrivain.

« Il y a des romans d'aventure, mais l'aventure d'une vie suffit. » C'est par cette phrase poignante mais tellement réaliste que commence ce superbe roman.

LA VIE EN MORCEAUX
Robert P. Vigouroux
Signature vendredi 4 juin à partir de 16 h 30 à la librairie Lamartine
118, rue de la Pompe - 75016 Paris
Tél : 01 47 27 31 31

AUTRES TEMPS

L'EDITION FRANÇAISE

● **Albin Michel renonce à publier une biographie de Gianni Versace.**

Dans un communiqué daté du 31 mai, les éditions Albin Michel ont annoncé qu'elles renonçaient – « *ne pouvant risquer d'être condamnées à des dommages et intérêts importants, souvent disproportionnés par rapport à un réel préjudice* » – à publier la biographie du couturier italien Gianni Versace, assassiné en 1997, qu'a signée Christopher Mason. Cette décision intervient après que la famille Versace eut réussi à bloquer la publication aux Etats-Unis de cet ouvrage intitulé *Undressed: The Life and Times of Gianni Versace*, qui devait être publié aux éditions Little Brown. En France, ce livre devait paraître le 10 juin sous le titre : *Nu, la Vie secrète de Versace*. Francis Esménard, PDG des éditions Albin Michel, a fait savoir qu'il avait été informé par les avocats de la famille Versace (avant même que la version définitive du manuscrit ait été arrêtée) que la publication de cet ouvrage ferait inmanquablement l'objet de poursuites en justice.

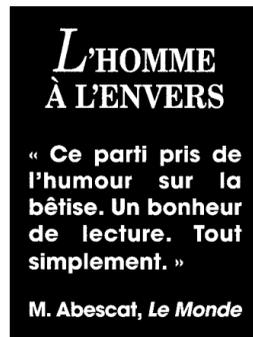
● **Ouverture du château de Voltaire.** Le château que fit construire Voltaire à Ferney ouvrira ses portes au public le 27 juin. L'ouverture de l'édifice, racheté par l'Etat en février, marque également la naissance de l'Auberge de l'Europe, centre de création artistique et de réflexion sur les questions relatives aux droits de l'homme, placé sous la direction du metteur en scène Hervé Loichemol (château de Voltaire à Ferney-Voltaire [01211]; tél.: 04-50-42-99-96 et 04-50-40-05-40).

● **Nouvelle collection.** Les éditions du Seuil lancent « Le temps de penser » une collection – dirigée par Martine Laffont, qui avait déjà créé en mars « Le temps de rêver » – pour « éviter le prêt-à-penser ». Ces courts ouvrages philosophiques (une pagination uniforme de 110 pages est annoncée) sont proposés au prix unique de 59 F (9 €). A raison de quatre ouvrages par an, les premiers titres sont : *Le Démon du classement. Penser, organiser*, de Georges Vigneaux ; *Au cœur de la raison. Reason and foi*, d'Alain Cugno, et *Tout fout le camp ? Essai sur la morale*, de Christian Roche et Jean-Jacques Barrière.

● **Prix littéraires. Le prix Goncourt de la nouvelle** a été décerné à Elvire de Brissac pour *Les Angès d'en bas* publié aux éditions Grasset (voir « Le Monde des livres » du 12 février). Le **Grand Prix RTL-Lire** a été remis à John La Galite pour son roman *Zacharie* (Plon). Le **prix Valéry-Larbaud** a été attribué à l'écrivain Gilles Leroy pour *Machines à sous*, paru au Mercure de France. Par ailleurs l'Association internationale des amis de Valéry Larbaud a nommé à sa tête Bernard Delvaile en remplacement de Roger Grenier.

RECTIFICATIF

● Dans la chronique de Roger-Pol Droit (« Le Monde des livres » du 28 mai) consacrée notamment à l'ouvrage de Jean-Pierre Le Goff *La Barbarie douce* publié aux éditions La Découverte, une erreur a fait attribuer à l'auteur une « approbation des écrits de Jack Lang », alors qu'il fallait lire « désapprobation ».



Le Maroc au Salon euro-arabe

L'Institut du monde arabe publie un recueil de nouvelles marocaines

La cinquième édition du Salon euro-arabe du livre a ouvert ses portes, mercredi 2 juin, à l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris. Jusqu'au 6, sur 1300 m², 19 pays et 255 éditeurs (arabes et occidentaux) seront présents pour accueillir les 25 000 visiteurs attendus cette année. C'est à l'initiative de l'IMA et avec la collaboration des éditions Sindbad et de son directeur-fondateur Pierre Bernard (décédé le 21 avril 1995) que fut créé, en 1990, ce salon biannuel, afin de permettre au public européen de « se forger une idée plus précise du paysage littéraire du monde arabe ». Mohamed Saad Eddine El Yamani, responsable des échanges internationaux à la bibliothèque de l'IMA, souligne que : « notre plus grand souhait est de donner à lire et à entendre – notamment grâce aux débats organisés – une littérature qui ne soit plus réservée aux seuls arabisants ».

Pour lui, la fin des année 80 marque un tournant : l'attribution du prix Nobel à Naguib Mahfouz en 1988, du Goncourt à Tahar Ben Jelloun en 1987 et à Amin Maalouf en 1993 a inévitablement entraîné un « frémissement dans le milieu éditorial français ». Impulsion re-

layée quelques années plus tard par le Centre national du livre qui invite, dans le cadre des Belles Etrangères, l'Egypte (1994) et la Palestine (1997). Cette année, c'est le Maroc qui est à l'honneur, venant compléter les nombreuses manifestations qui ont lieu à travers toute la France lors du « Temps du Maroc » (voir *Le Monde* du 2 juin). A cette occasion, la bibliothèque de l'Institut publie une petite anthologie de nouvelles marocaines. L'originalité de ce recueil intitulé *Onze histoires marocaines* c'est que les auteurs des différentes générations qu'il rassemble n'ont, pour la plupart, jamais été traduits en français. En Europe, ce sont surtout les maisons d'édition espagnoles, moins frileuses que leurs cousines françaises, qui ont commencé, ces dernières années, à traduire la littérature maghrébine en langue arabe (c'est le cas, par exemple, du premier roman de l'Algérienne Selima Ghezali, *Los amantes de Sherezade*, paru en février, aux éditions Martínez Rocca).

A la fois « *enracinés dans la langue et le patrimoine narratif arabes et ouverts aux courants modernistes* », comme l'assure, dans sa préface, Mohamed Saad Eddine El Yamani, ces onze écrivains ra-

content, chacun à leur manière, le Maroc d'aujourd'hui, un Maroc des villes – du Casablanca *by night* de Mohamed Zafzaf aux faubourgs populeux de Rabat, de Fès ou de Tanger, où l'on croise gamins des rues (*L'Homme et la poupée*, de Driss El Khoury), vendeuses de pain (*Le Dernier Couchant*, de Rabia Rayhane), ou prostituées. Certains récits, comme celui, très fort, de Latifa Baka, *Des chaussures sans talons*, des cruelles *Ténèbres* de Abdelmajid El Haouass ou la poétique *Valise rouge* de Ahmed Bouzouf méritent cent fois le détour.

Les *Onze histoires marocaines*, que les visiteurs de ce 5^e Salon euro-arabe peuvent découvrir en premier (le recueil est distribué gratuitement), devraient faire l'objet de lectures sur les ondes de Radio France Internationale (RFI).

Catherine Simon et Emilie Grangeray

★ **Informations pratiques : entrée libre tous les jours de 12 h à 20 heures, le vendredi de 12 h à 21 heures et le samedi de 10 h à 21 heures. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris ; tél. : 01-40-51-38-38 ; www.imarabe.org**

Les lauriers occitans

Toulouse aura remporté la mise ce week-end et pas seulement sur le terrain du rugby avec un quinzisième titre de champion de France. Certes la Comédie du livre rencontra durant trois jours à Montpellier un large concours populaire et, malgré les travaux qui en limitaient l'accès, le foyer de l'Opéra accueillit le samedi 29 mai la proclamation du Prix Antigone 1999, décerné au roman *Les vagues sont douces comme des tigres*, de Christine Féret-Fleury (Arléa, 128 p., 75 F [11,43 €]), puisque l'autre distinction littéraire de la ville, élisant un titre occitan, n'est attribuée qu'une année sur deux. Membre du jury, Max Rouquette sortait en parallèle sa propre traduction de sa nouvelle pièce de théâtre, *L'Épopée de Pappa Popov*, suivie de *Comme le Pater aux ânes*, mis en espace à Paris au Studio Théâtre de la Comédie-Française quatre jours plus tôt (éd. Domens [22, rue Victor-Hugo 34120 Pèzenas], 224 p., 110 F [16,77 €]). La manifestation héraldait fut aussi l'occasion du lancement de la nouvelle formule du *Lecteur*, de Samuel Brussell. Devenue trimestrielle, la revue a adopté la maquette d'un livre, mais la première livraison qui ouvre sur la « Belgique, belle étrangère » confirme les options de la première version (256 p., 115 F (abonnement annuel – 4 numéros – 400 F, 15, rue de l'Oriflamme, 84000 Avignon). Signalons pour les supporters de la culturelle occitane la parution d'un inventaire assez complet des activités et des manifestations, le plus vaste jamais entrepris depuis l'essai pionnier sur la région languedocienne en 1987 (*Aici Occitania. Catalog de la creacion occitana*, de Claudi Molinièr, IEO [BP 6 81700 Puy-laurens], 400 p., 150 F [23 €]).

Mais Toulouse, outre le sommet franco-allemand, accueillait pour sa part la cinquième édition de son salon d'éditeurs « Hep garçon, un livre ! », consacrée à la poésie. Pas moins de 70 exposants dont 62 éditeurs de Midi-Pyrénées, de Accord à Zulma, pour trois jours de dé-

bats, lectures et animations sur les Allées Jules-Guesde. A quelques kilomètres de la capitale régionale, Muret fêtait, le vendredi 28, le 15^e Prix du jeune écrivain, parainé par la BNF, *Le Monde* et France Culture. Ouvrant les festivités par un récital savoureux (I) composé de textes inédits de romanciers contemporains (Paul Fournel, Jean-Jacques Brochier, Jean-Noël Blanc et Noëlle Châtelet, entre autres), Mathilde Mauguière avait le charme et l'abattage capables de dissiper le malaise visible du jury, abusé par un candidat indélicat. Le lauréat du 1^{er} prix annoncé dans « Le Monde des livres » daté du 28 mai avait maquillé sa carte d'identité, se rajournant de six ans pour satisfaire aux critères de participation. Sans doute prit-il le PJE pour le Prix du jeune escroc ? C'est donc le 2^e prix, remis à Fabrice Anfosso pour son étonnant roman court *Ave Maria*, qui coiffa le palmarès national.

Malgré cette désagréable péripétie, le jury put s'enorgueillir du succès de son initiative de l'année : doubler le prix d'un second, francophone, ouvert un peu plus largement (la limite d'âge de 23 ans est ici portée à 25). Le succès de participation (193 manuscrits reçus de quarante-cinq pays illustrant tous les continents) est d'ores et déjà remarquable (le titre national se disputait entre 492 candidats, ce qui permet de mesurer l'engouement foudroyant pour la distinction nouvelle). Souhaitons que les nouveaux sponsors et partenaires, tels AFAT Voyages ou l'Agence de la francophonie, ne soient pas effrayés par le faux pas du cru 99. Ce superbe prix, au palmarès déjà très convaincant, ne mérite pas de réserver...

Ph.-J. C.

(I) Les Lyonnais pourront l'entendre les 16 et 17 juin à 20 h 30 au Théâtre des Maristes, 15, montée des Carmes-Déchaussés 69005 Lyon (réserv. 04-78-94-92-33).

Nicole Lattès dans le giron de Laffont

Le groupe Havas et les éditions Nil ont conclu un accord aux termes duquel la maison de Nicole Lattès, fondée en 1993 et dont Le Seuil détenait 20 %, sera intégrée au sein du Groupe Robert Laffont, à compter du 1^{er} juillet. Les éditions Nicole Lattès continueront à exister avec la même équipe, composée de Nicole Lattès – qui prend le titre de directrice générale chargée de l'édition chez Robert Laffont –, d'Anne Favier (son assistante), Céline Chiflet (chargée du commercial, des droits étrangers et subsidiaires) et de l'attachée de presse Catherine Bourgey. Les directeurs littéraires extérieurs, Dominique Missika et Malcy Ozannat, poursuivront également leur travail.

Si Nicole Lattès a accepté cette offre, c'est, dit-elle, « parce que je connais Leonello Brandolini [qui remplace Bernard Fixot à la tête de Laffont, voir *Le Monde* du 3 mars] depuis vingt ans. Je crois que nous sommes très complémentaires. Alors que je fais essentiellement de la littérature française, il a, grâce à d'importants réseaux d'agents et d'auteurs, une très

bonne ouverture sur l'étranger ». L'éditrice voit dans sa venue dans le giron de Laffont une « chance pour [elle] et pour [s]es auteurs », car la maison, « très bien structurée », offre d'importants débouchés sur l'international, l'audiovisuel et le cinéma. Si le montant de la transaction n'a pas été révélé, la diffusion, en revanche, sera désormais assurée par Inter Forum et non plus par Le Seuil. Quant à Leonello Brandolini, qui a œuvré auprès d'Havas pour le rachat de Nil, il indique vouloir pour l'instant « continuer dans la lignée éditoriale de Robert Laffont lui-même ». Mises à part « quelques touches » personnelles, la rentrée littéraire de Laffont a été préparée par l'équipe précédente. Après le départ de Bernard Fixot, qui n'est plus dans la maison que pour quelques jours, d'Antoine Audouard, l'ancien directeur général, qui a déjà quitté les lieux « pour se consacrer à l'écriture », et d'un certain nombre de gestionnaires, sa priorité est, dit-il, de « reformer une équipe ». « L'arrivée de Nil, souligne-t-il, correspond à ce souci. »

Florence Noiville

A L'ETRANGER

L'Europe et l'Amérique à Gijon

Pour la deuxième année d'affilée, la ville espagnole de Gijon s'est transformée, l'espace de quelques jours, en tête de pont littéraire. Le Salon du livre « ibéro-américain », qui se tenait dans ce port des Asturies du 25 au 30 mai, peut en effet servir d'interface entre les continents européen et américain. Un prix dit de « Las dos orillas » (les deux rives) a été remis, le 29 mai, au romancier péruvien Alfredo Pita pour son roman *El Cazador ausente* (I). En réunissant des auteurs, des traducteurs et des éditeurs des deux bords de l'Atlantique, les organisateurs ont suscité des échanges originaux et très vivants autour de la littérature espagnole, portugaise et latino-américaine.

Cette dernière serait la grande oubliée des foires européennes, selon l'écrivain Luis Sepulveda. Principal organisateur de la manifestation, le romancier chilien, qui vit à Gijon depuis deux ans, estime que « les livres en provenance d'Amérique latine passent par différents filtres avant d'arriver en Europe. Et certains d'entre eux n'arrivent jamais, à cause de mauvaises politiques éditoriales. Du coup, de bons auteurs n'émergent pas. » L'idée consistait donc à faire venir des petits éditeurs indépendants qui n'ont pas les moyens d'être présents à Francfort, Paris, Madrid ou Londres. Ainsi d'Abdon Ubidia, directeur des éditions équatoriennes El Conejo (le lapin). « Ici, explique-t-il, nous pouvons avoir des échanges intellectuels et commerciaux. Un libraire suisse vient par exemple de m'acheter des livres qu'il va diffuser dans son pays. »

Responsable de la librairie hispano-américaine de la rue Monsieur-le-Prince, à Paris, Michelle Pochard se réjouit de pouvoir rencontrer des éditeurs « très difficiles à joindre autrement. » Et souligne qu'elle achète, à Gijon, des livres qu'elle ne trouverait pas ailleurs. « Notamment des ouvrages cubains. J'ai pris presque tout ce que j'ai pu », indique-t-elle. Autour de Luis

Sepulveda, cinq éditeurs européens ont appuyé la manifestation : Métailié (France), Asa (Portugal), Guanda (Italie), Seix-Barral (Espagne) et Opera (Grèce). « Je pense que c'est ça, l'Europe, affirme Anne-Marie Métailié. Nous pouvons croiser nos catalogues, voir des auteurs, discuter. »

Le Salon est en partie financé par la ville, qui apporte 12 millions de pesetas (472 800 F) sur les 45 (1,7 million de francs) que doit coûter l'ensemble. Dirigée par le Parti socialiste depuis douze ans, Gijon mise sur la culture pour reconvertir une partie de son potentiel économique affaibli. Dans cette ville de 300 000 habitants, où les mines de charbon, le textile et les chantiers navals sont en déclin, la culture est une tradition. « A l'époque franquiste, il y avait chaque année une fête de la culture organisée par la gauche et qui finissait systématiquement par des arrestations », explique José Manuel Bonilla, un ancien mineur chargé de l'organisation du Salon. Aujourd'hui, « Gijon veut se convertir en point de référence culturelle, en Espagne et même en Europe », souligne Vicente Alvarez Arceles, maire de la ville.

Selon lui, l'activité culturelle doit se poursuivre tout au long de l'année. Déjà, en juillet, la ville accueille depuis plusieurs années la « Semaine noire », grande fête ludique et remuante du livre policier, qui a attiré près d'un million de visiteurs en 1998. A l'automne, enfin, c'est un festival de cinéma alternatif qui est organisé, lui aussi très orienté sur le croisement des productions européenne et latino-américaine. Ville de migrations et de brassage culturel, « Gijon assume le métissage comme une chose positive », souligne son maire. Et veut faire de la culture un facteur de « cohésion sociale et économique ».

Raphaëlle Rérolle

(I) A paraître à l'automne aux éditions Métailié sous le titre *Le Chasseur absent*.

AGENDA

● **LE 4 JUIN. KELSEN.** A Cergy-Pontoise, le centre de philosophie juridique et politique organise, sous la responsabilité de Carlos Miguel Herrera, un colloque intitulé « Actualité de Kelsen en France ? » (à partir de 9 heures à l'université de Cergy-Pontoise, site des Chênes, salle de conférences, 33, boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise. Rens. : 01-34-25-60-16).

● **DU 5 AU 20 JUIN. POÉSIE.** A L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), la troisième édition de Trace de poète est l'occasion de rencontres, conférences, lectures et d'un marché de la poésie (Action culturelle de la Tour d'Argent, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Rens. : 04-90-20-73-15).

● **LE 7 JUIN. ÉDITION.** A Paris, la Bibliothèque publique d'information organise un entretien de Jean-Claude Zylberstein (directeur des collections « 10/18 » chez UGE Poche et « Pavillons » chez Robert Laffont) avec Vincent Hein (à 19 h 30, Tipi, piazza Centre Georges-Pompidou, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-46-41).

● **LE 7 JUIN. JAZZ.** A Paris, Littérature au présent et l'Institut d'anglais Charles-V organisent une journée d'études autour du thème : « Jazz et littérature », en présence notamment de James Emanuel et Jean Echenoz (de 10 à 18 heures à l'université Paris-VII-Denis-Diderot, amphitheâtre 24, 2, place Jussieu, 75005 Paris).

chaPitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET

“ **Tous** les livres français, même les **introuvables** ”

350 000 LIVRES NEUFS ET 50 000 LIVRES INTROUVABLES

www.chapitre.com
minitel : 3615 ALIR (2,25 F/min)
E-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : (33) 1 42 97 94 96

● **LE 10 JUIN. FREUD, WALLON, LACAN.** A Paris, la librairie Palimpseste et les Editions et publications de l'École lacanienne proposent un débat autour du livre d'Emile Jalley : *Freud, Wallon, Lacan, l'enfant au miroir* (à 20 h 30, à la librairie Palimpseste, 18, rue de Santeuil, 75005 Paris).

● **DU 10 AU 13 JUIN. REVUES.** A

Besançon, le Salon Revues en vue sera l'occasion de débats, lectures et rencontres en prétextes notamment d'Henri Deluy, Olivier Apert, Michel Deguy et Thierry Bouchard (renseignements auprès du Centre régional du livre de Franche-Comté, 2, avenue Gaulard, 25000 Besançon ; tél. : 03-81-82-04-40).

● **LE 12 JUIN. ÉLOQUENCE.** A Paris, la Bibliothèque nationale de France propose « Trois leçons sur l'éloquence », avec les interventions de Gilles Declercq, René Rémond et M^{re} Thierry Lévy (à 11 heures, BNF, grand auditorium, quai François-Mauriac, 75013 Paris).

● **LE 12 JUIN. ALGER 1860-1962.** A Marseille, pour son ouverture au cours Julien, la bouquinerie Fanal Sud organise un débat sur l'Algérie avec la revue *Autrement*, en présence de Jean Contrucci (médiateur), des historiens Jean-Jacques Jordé, Jean-Louis Planché, directeurs d'ouvrages, Gérard Crespo et Geneviève Dermenjian (à 17 h 30, 26, rue Armand-Bédarrides, 13006 Marseille ; tél. : 04-96-12-03-59).

● **LE 13 JUIN. LOUIS-RENÉ DES FORÊTS.** A Paris, la Bibliothèque publique d'information organise une conférence de François Bodaert sur Louis-René des Forêts et une lecture de Jean-Louis Boutevin (à 18 heures à l'IRCAM, place Igor-Stravinski, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-44-49).

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION